« *Débuts du chaos-1...* » (en vrac)

Le programme Iter franchit une nouvelle étape mardi et sort du virtuel
2006-11-20

MARSEILLE (Source certifiée)

Le programme international de fusion thermonucléaire Iter franchit mardi une étape très importante de sa réalisation avec la signature à Paris de l'accord international fixant le cadre juridique et financier de la coopération entre les sept partenaires internationaux.

La cérémonie de signature aura lieu à l'Elysée après une allocution du président Jacques Chirac.

Cet accord parachève l'accord politique signé le 28 juin 2005 entre l'Europe, les Etats-Unis, la Russie, le Japon, la Chine, et la Corée du sud auxquels s'est jointe en décembre 2005 l'Inde, au bout de plusieurs années de difficiles négociations, notamment sur le lieu d'implantation du futur réacteur.

Pour certains partenaires, l'accord devra encore être ratifié par les parlements nationaux dans les six mois, mais désormais le programme va "sortir du virtuel" pour exister financièrement et juridiquement, souligne une source proche du dossier.

Après l'installation ces derniers mois des multiples structures tant nationales qu'internationales chargées de la mise en place du projet, désormais "on entre dans le vif du sujet". La construction du réacteur prendra dix ans et sa mise en exploitation est attendue pour 2018.

Le programme Iter (International Thermonuclear Experimental Reactor) doit permettre des recherches sur la fusion nucléaire, une solution de rechange à la fission, en visant à reproduire ce qui se passe au coeur du soleil. Un kilogramme de combustible de fusion permet de produire une énergie équivalente à environ 10 millions de litres de pétrole, indiquent les experts.

Les scientifiques se donnent 40 ans pour aboutir à une production industrielle, soit à la fin programmée des réserves pétrolières dans le monde.

Fer de lance du programme, l'agence Iter international, présidée par le Japonais Kaname Ikeda, a déjà pris ses quartiers à Cadarache (Bouches-du-Rhône), lieu d'implantation du futur réacteur où une soixantaine de scientifiques - sur le millier attendu à terme - sont déjà à pied d'oeuvre dans des locaux provisoires.

Le site, au milieu de la garrigue à une centaine de kilomètres de Marseille, sera défriché au premier trimestre prochain et les travaux de réacteur commenceront courant 2008.

Il faudra auparavant aménager une route capable d'accueillir les énormes pièces du réacteur, construites un peu partout dans le monde et qui seront acheminées depuis le port de Marseille jusqu'à Cadarache.

Mais hormis pour des aménagements locaux, comme la construction de bâtiments et de zones d'activités dont la Provence espère la création de quelque 1.500 emplois (sur environ 3.000 en France, directs et indirects), la majeure partie des appels d'offres ne seront pas lancés avant l'année prochaine.

La plupart émaneront de l'agence Iter Europe, basée à Barcelone (Espagne) qui est chargée de gérer la contribution financière de l'UE. L'UE s'est engagée à financer 50% (12% pour la France) du coût global.

Les Etats-Unis, la Russie, le Japon, la Chine et la Corée du Sud assumeront chacun 10% du projet. L'arrivée de l'Inde permettra aux partenaires de disposer en outre d'une réserve

stratégique de 500 millions d'euros.

Sur le coût de 10 milliards d'euros, 4,6 mds sont prévus pour la construction du réacteur. 4,8 mds financeront l'exploitation pendant au moins 20 ans et 0,5 md sera provisionné pour le démantèlement pendant une période d'environ 10 à 15 ans.

Dauphins, tortues, oiseaux sont menacés par le changement climatique

2006-11-16

NAIROBI (Source certifiée)

Le changement climatique a des répercussions très importantes sur les dauphins, baleines, tortues, oiseaux et autres espèces d'animaux migrateurs, souligne jeudi un rapport du Programme des Nations unies pour l'Environnement (Pnue).

L'habitat, la nourriture, la santé et la reproduction de ces espèces subissent de graves modifications, selon ce rapport, dont la publication coïncide avec la conférence de l'Onu sur le changement climatique organisée à Nairobi.

Le réchauffement de la planète provoque une diminution de la population d'animaux migrateurs, ou entraîne leur présence dans des régions où ils n'étaient pas présents auparavant, a souligné le directeur exécutif du Pnue, Achim Steiner.

"Les conséquences du changement de l'habitat, de la température, de la nourriture, se font déjà sentir sur la capacité de ces espèces à survivre et à se reproduire", a-t-il déclaré.

"La cause de la disparition d'espèces dans certaines régions du monde peut se trouver à l'autre bout du monde", a-t-il poursuivi.

Parmi les espèces menacées, le rapport de l'Onu cite la baleine de l'Atlantique nord, dont la principale nourriture, le plancton, diminue en raison de changements dans les courants océaniques.

Les dauphins blancs à bec sont également en danger car ils ne réussissent pas à s'adapter au réchauffement des eaux.

"Le réchauffement global peut engendrer des proliférations d'algues et contribuer aux épizooties", met en garde le rapport, intitulé: "Espèces migratoires et changement climatique: répercussions du changement environnemental sur les animaux sauvages".

"La disparition en masse de mammifères marins a augmenté, et lorsqu'il s'agissait de causes virales, les facteurs environnementaux ont contribué à la propagation des maladies ou ont diminué les capacités immunitaires des animaux", selon le rapport.

Les excroissances tumorales, phénomène lié au réchauffement aquatique, sont ainsi devenues plus fréquentes depuis les années 80 chez les tortues vertes, relève le Pnue.

La hausse des températures affecte aussi la reproduction chez certaines espèces de tortues, conduisant notamment à l'augmentation des bébés tortues femelles, ce qui à terme pourrait menacer la survie de ces espèces.

"La température dans certains nids de tortues dépasse parfois les 34 degrés, ce qui a un effet léthal", selon le rapport.

Chez les oiseaux, les sécheresses plus fréquentes entraînent une disparition de l'habitat pour la sarcelle de Baikal et la fauvette aquatique.

La hausse du niveau de la mer, l'érosion des côtes et des vagues de plus en plus puissantes menacent certaines espèces d'ois migratrices.

"Comme les espèces migratoires utilisent plusieurs variétés d'habitats, (le changement climatique) peut affecter toute la migration de l'animal", souligne Paola Deda, une coordinatrice du Pnue spécialisée dans les espèces migratoires.

Des changements majeurs dans les trajets des animaux ont été enregistrés, et, dans certains cas, encore rares, des espèces ont abandonné la migration, a-t-elle noté.

En outre, des espèces se retrouvent désormais dans des lieux où elles ne venaient jamais auparavant, a-t-elle expliqué, citant notamment des poissons du sud tels que le rouget, l'anchois ou la sardine, qui fréquentent désormais la mer du Nord.

Le réchauffement aquatique favorise également la reproduction des dauphins, dont le nombre augmente, a-t-elle expliqué.

La complexité de la biodiversité, encore mal connue de l'homme, réside dans l'interdépendance entre des facteurs multiples a souligné Mme Deda.

"C'est souvent après des années que l'on réalise que les changements survenus sur une espèce peuvent avoir une série de répercussions sur les autres espèces", a-t-elle conclu.

Incendies de forêt à Bornéo : vers la fin des orang-outangs ?

mardi 14 novembre 2006 par Sylvie CARDONA

Les incendies meurtriers qui ravagent l'Indonésie depuis le mois d'août risquent de sonner le glas des populations de ces grands singes.

Depuis le mois d'août 2006, les incendies qui ravagent l'Indonésie ont causé des dommages irréparables aux milieux naturels et aux parcs nationaux, menaçant gravement la population d'orangs-outangs. A Sumatra, ce sont plus de 55.000 hectares qui sont partis en fumée.

Bien que les zones forestières soient protégées, les agriculteurs et les grosses compagnies propriétaires des plantations de palmiers à huile pratiquent le brûlis à grande échelle afin de pouvoir agrandir les surfaces agricoles et déboiser les forêts à moindre coût. Or la sécheresse qui sévit depuis plusieurs mois en Indonésie a rendu ces feux incontrôlables et des milliers d'hectares de forêts ont déjà été détruits. Parmi les animaux touchés par ces incendies, les orangs-outangs ont payé un lourd tribut. Les incendies ont cerné le parc national de Tanjung Puting, où se trouve le camp Leakey, camp de base de Birute Galdikas, et les grands singes affolés ont tenté de fuir ce danger. La plupart d'entre eux sont morts brûlés et asphyxiés, les orphelins et rescapés sont récupérés par la fondation Birute Galdikas. Les singes qui parviennent à gagner les plantations sont traqués, battus et torturés par les employés locaux.

Un journaliste Irlandais a réalisé un reportage édifiant et éprouvant sur ces pratiques et espère pouvoir le diffuser sur les chaînes de télévision du monde entier avant la fin de l'automne.

Ces incendies criminels ont déjà causé la mort de 1.000 orangs-outangs. La population de ces grands singes est estimée à 12 à 15.000 individus pour Bornéo et 4 à 6.000 animaux pour Sumatra. La situation des orangs-outangs est désespérée, d'autant plus que le gouvernement indonésien s'avoue impuissant à lutter contre ces pratiques, les plantations de palmiers à huile représentant une manne économique.

Les Fondations s'occupant de ces singes ont un besoin urgent de fonds pour assurer les soins vétérinaires, acheter la nourriture, convoier les animaux par bateaux. Merci d'adresser vos dons à AVES FRANCE qui répartira les sommes récoltées entre les différentes ONG locales.

<http://www.aves.asso.fr/>

Sources : fondation Birute Galdikas/Borneo orangoutan Survival Foundation

27 février 2007

La climatisation gagne l'Asie et menace la couche d'ozone

(Agence Science-Presse) - On croyait que le trou dans la couche d'ozone était en voie de se résorber. Mais un détail avait échappé aux scientifiques. Les habitants de l'Inde et de la Chine, qui ont chaud depuis toujours, ont maintenant les moyens de se rafraîchir. Suite à une demande explosive de climatiseurs dans ces pays, la couche d'ozone risque de ressembler de plus en plus à un gruyère.

Il y a quatre mois, les scientifiques ont découvert que le trou créé dans la couche d'ozone par la présence de gaz dans les aérosols, les vieux réfrigérateurs et les vieux appareils à air conditionné, s'était à nouveau élargi, revenant à sa taille record de 2001. Un hiver inhabituellement froid, plutôt que la pollution, aurait contribué à l'élargissement de ce trou maintenant aussi grand que l'Amérique du Nord.

Les experts sont inquiets. Ils craignent que l'engouement pour les appareils à air conditionné qui gagne actuellement l'Asie ne crée des problèmes encore plus graves à la couche d'ozone. Le niveau de vie plus élevé des habitants de l'Inde et de la Chine, les deux pays les plus peuplés de la planète, leur permettent maintenant plus de confort. Qui pourrait les blâmer? Et un grand nombre d'entre eux décident d'installer des appareils à air conditionné dans leur maison. Le problème, c'est que la plupart des appareils qu'ils achètent contiennent du HCFC-22, un gaz réfrigérant qui endommage la couche d'ozone. Ce gaz est interdit en Europe et le sera dans quelques années aux États-Unis.

Une étude récente réalisée par l'Organisation météorologique mondiale et le Programme Environnement des Nations Unies constate que le trou dans la couche d'ozone, au-dessus de l'Antarctique, se répare beaucoup plus lentement que prévu. Les chercheurs croient que les CFC, les gaz destructeurs de l'ozone, ont été relâchés dans l'atmosphère dans des quantités beaucoup plus grande que celles qui avaient été estimées. Les spécialistes évaluent que la couche d'ozone mettra un quart de siècle supplémentaire à se régénérer. À condition, évidemment, qu'on arrête de la détériorer. Les États-Unis banniront les CFC en 2010 sur leur territoire et le Protocole de Montréal permet aux pays en développement d'utiliser ces gaz jusqu'en 2040.

<http://www.sciencepresse.qc.ca/node/16248>

Création d'un Parc Amazonien pour préserver la biodiversité de la Guyane

2007-02-28

PARIS (Source vérifiée)

La création d'un nouveau parc national abritant une faune et une flore d'une exceptionnelle richesse en Guyane a été officialisée mercredi, alors que les écologistes dénoncent les effets dévastateurs de l'orpaillage illégal dans cette région.

Le décret de classement du "Parc Amazonien de Guyane", dans ce département français d'outre-mer situé en Amérique du sud, a été publié au Journal Officiel (JO).

Promis par François Mitterrand en 1992 lors du Sommet de la Terre de Rio, le projet de création de ce huitième parc national français avait été relancé par Jacques Chirac à Johannesburg dix ans plus tard.

Avec ses 3,39 millions d'hectares, ce parc, grand comme la Belgique, s'étend sur l'un des derniers massifs tropicaux forestiers encore relativement intacts et constitue, de loin, la plus grande aire protégée française.

Il est le premier créé sous le régime de la loi du 14 avril 2006 qui a réformé le statut des parcs naturels nationaux pour associer les collectivités locales à leur gestion. Le Parc Amazonien de

Guyane concerne cinq communes où vivent quelque 7.000 personnes, et comprend une zone "coeur" de plus de 2 millions d'hectares, intégralement protégée, autorisant seulement le maintien des activités de subsistance (chasse, pêche, cueillette).

Au delà, il s'étend sur une zone de "libre adhésion" (plus de 1,3 million d'hectares) "dont les orientations seront étudiées avec les communes et qui figureront dans la charte du parc", a précisé le ministère de l'Ecologie.

Car il s'agit de protéger la forêt tropicale, formidable réservoir de biodiversité, riche en ressources génétiques pour l'homme (pharmacologie, cosmétique), tout en garantissant aux habitants (amérindiens, noir-marrons, créoles) la pérennité de leurs pratiques de subsistance. Autre spécificité, le Parc Amazonien de Guyane est relié aux aires protégées voisines du Brésil, notamment le parc des Tumucumaque, dans l'Etat d'Amapa, avec lesquelles il forme la plus grande zone de forêt tropicale protégée au monde d'une superficie totale de 12 millions d'hectares.

Le fonds mondial pour la nature WWF s'est réjoui de la création de ce parc, tout en dénonçant les ravages de l'orpaillage illégal qui utilise le mercure pour amalgamer les particules d'or dans les cours d'eau.

La création de ce parc est "un grand pas pour la protection des forêts tropicales" et permettra en outre "de contribuer à la lutte contre la déforestation, un des facteurs du dérèglement climatique", a-t-il souligné.

Mais elle doit être accompagnée d'un renforcement de la lutte contre l'orpaillage illégal, a ajouté WWF.

"Les impacts de ce fléau restent catastrophiques aux niveaux environnemental (contamination du mercure) et social (prostitution, insécurité)" alors que, selon le WWF, "plusieurs milliers de travailleurs clandestins, exploités par des réseaux encore trop peu inquiétés, continuent d'occuper des dizaines de sites d'orpaillage isolés".

Le WWF évalue à environ 10 tonnes la quantité d'or extraite annuellement par les clandestins. L'utilisation du mercure est interdite depuis janvier 2006 en Guyane sur les sites miniers légaux, mais les opérateurs qui travaillent sur des sites anciennement exploités en récupèrent encore beaucoup lors de l'extraction de l'or car le mercure est stocké dans les sols, souligne le WWF qui "demande qu'un moratoire sur les activités aurifères soit instauré dans l'attente de l'élaboration de la charte du parc".

Gentech-news 152

152.1 Coton Bt : dettes et dépendance

Cela fait plus de 10 ans déjà que le coton Bt est commercialisé. Pour le groupe Monsanto, leader mondial en la matière, cela signifie un gros succès commercial. En revanche, pour les paysans, la réalité est tout autre: selon des rapports publiés par différents pays, le coton Bt implique dettes et dépendances pour les agriculteurs. (GRAIN, 11.2.07)

152.2 Pour la première fois les USA stoppent un essai en plein champ

En vertu d'une décision d'un tribunal, aux USA, un essai en plein champ a été stoppé pour la première fois. Il s'agit en l'occurrence de libérations de l'agrostide (bentgrass), plante résistante aux herbicides. Cette décision sera lourde de conséquences pour l'autorisation d'herbes GM aux USA. (Center for Food Safety, 6.2.2007)

152.3 Industrie du riz en crise

Selon une étude réalisée par Greenpeace, l'industrie US du riz est massivement affectée suite aux épisodes de contamination de riz OGM: effondrement des marchés, annulations de commandes, restrictions et interdictions sur les importations, sérieuses chute des prix et des

exportations ainsi que coûts des analyses de laboratoires et coûts administratifs. (Greenpeace, janvier 2007)

152.4 Hongrie : poursuite de l'interdiction nationale pour MON810

En janvier 2005, la Hongrie, qui figure parmi les plus gros producteurs de céréales au sein de l'UE, obtenait l'interdiction de la culture du maïs MON810 sur son territoire. Ceci, bien que la culture du maïs transgénique soit autorisée dans l'UE depuis 1998. Une nouvelle tentative de la Commission européenne, visant à forcer la Hongrie à lever son interdiction nationale sur la culture du maïs MON810, a de nouveau échoué. (Transgen.de, 21.2.07)

152.5 Le soja non GM optimise l'assimilation de l'azote du sol

Une soja non transgénique permettant d'améliorer l'assimilation de l'azote du sol devrait bientôt être disponible. L'Agricultural Research Service US développe actuellement une telle variété de soja sous le nom de Nitasoy. Lors d'essais en plein champ, le Nitasoy a assimilé environ 17% d'azote du sol en plus, par rapport au soja conventionnel. (USDA / Agricultural Research Service, 4.1.2007)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Les OGM contre-attaquent

jeudi 1er mars 2007, par Emmanuelle Gaziello / "le Patriote"

Selon les associations environnementales regroupées dans l'« Alliance pour la planète », le gouvernement français se prépare à imposer la loi OGM visant à transposer la directive 2001-18, par décrets. Ces derniers seraient encore plus laxistes et favorables aux OGM que la loi votée par le Sénat en mars 2006 : irresponsabilité civile et financière totale des semenciers en cas de dissémination, et info minimale des populations. Lorsqu'on examine le bilan des cultures OGM dans le monde, on se pose la question : et si l'Europe était la dernière bouée de sauvetage pour une filière OGM économiquement en difficulté ?

Des associations très inquiètes

Devant cette menace, les associations ont jugé nécessaire d'envoyer un courrier, mardi 13 février, aux ministres de l'écologie, de l'agriculture et de la recherche pour réclamer un moratoire immédiat sur les cultures avant les semis d'avril. Elles redoutent que, sous la pression de Bruxelles et du « lobby des biotechnologies », le gouvernement, qui ne pourra pas, d'ici la fin de la session parlementaire, faire adopter la loi de transposition de la directive européenne sur les conditions de culture des OGM, ne procède par décrets. Une inquiétude confirmée, mercredi par le ministre de la recherche, François Goulard. « Sud-Ouest », publiait dans son édition Béarn du 7 février un article sur l'offensive OGM d'Euralis, coopérative Paloise : la demande serait si forte de la part de certains agriculteurs que cette année, on pourrait avoir 50.000 hectares cultivés en OGM, au lieu des 80 actuels ! Selon « Les échos » du 18 février(1), Euralis s'apprête à se greffer sur le maïs OGM pour « trouver de gros débouchés supplémentaires avec l'essor du bioéthanol. Avant l'été, l'usine de Lacq, montée par l'espagnol Abengoa et qui implique Euralis, devrait produire ses premiers litres. (.) Il y a une explosion de la demande de nos agriculteurs et des autres », assure son président, Christian Pèes. « On se doit de l'accompagner. »

Les surfaces de maïs OGM pourraient ainsi passer en Aquitaine de 80 à 3.000 puis à 7.000 hectares.

Selon Libération (2) du 10 Février, le président d'Euralis se sent un tantinet débordé, pris entre ses coopérateurs pro-OGM et le marché du maïs qui y est largement opposé. Euralis serait prêt à faire le saut, « mais dans le respect le plus strict de la réglementation ». Ce qui ne va pas de soi : la directive de Bruxelles qui autorise l'OGM BT pour la consommation animale n'est toujours pas transcrite dans le droit français.

La filière OGM en difficulté dans le monde

Lorsqu'on examine le bilan des cultures OGM dans le monde, on se rend compte que la filière OGM y est probablement en difficulté.

Le Brésil et le Paraguay ont connu des aléas climatiques qui ont fait beaucoup souffrir le soja OGM. En effet, ce soja résiste beaucoup moins bien à la sécheresse que les variétés traditionnelles et les pertes pour les agriculteurs ont été très importantes, de 60 à 90% dans certaines zones du Paraguay. Monsanto a dû réduire ses droits sur les plantes GM dans ces deux pays.

En Afrique du Sud, des milliers de petits paysans se sont endettés pour acheter des semences GM. Lorsque les rendements ne furent pas au rendez-vous, les petits producteurs furent ruinés. Le gouvernement sud-africain, un des plus favorables aux OGM, a mis en place un moratoire sur le coton GM pour analyser la situation.

En Inde, les gouvernements de 7 états cotonniers intentent, depuis 2006, un procès contre Monsanto, l'accusant de réclamer des redevances excessives sur son coton BT. Les faibles rendements de ce coton qui ont poussé des petits paysans à la ruine et au suicide, ne sont certainement pas étrangers à cette démarche.

En Indonésie, le coton BT a été un échec lamentable et Monsanto a abandonné la commercialisation dans ce pays. Autant de pays où l'argent ne rentre plus comme prévu. Aux Etats-Unis, l'apparition de nombreuses herbes résistantes aux RoundUp provoque une augmentation des coûts et même le Ministère de l'Agriculture vient de reconnaître que « l'adoption du maïs BT avait eu une incidence négative sur les recettes des exploitations spécialisées dans le maïs ». Ce même ministère écrivait toujours dans son rapport d'avril 2006 : « Les produits GM disponibles à l'heure actuelle ne dépassent pas le potentiel de rendement d'une variété hybride ».

L'intérêt général

On comprend donc toute l'importance de l'ouverture du marché en Europe ! Favoriser les OGM, c'est favoriser les intérêts d'une minorité contre l'intérêt général. En Allemagne, sous la Ministre de l'Agriculture Verte, 150.000 emplois ont été créés pour l'agriculture biologique (à comparer aux milliers d'emplois que perd chaque année, le « modèle » agricole français). Celle-ci serait, en France rapidement condamnée par l'introduction massive d'OGM car la contamination est inévitable. La vraie innovation pour l'agriculture française qui depuis des décennies perd des dizaines de milliers d'emplois, ce serait d'enfin en créer ; certainement pas en introduisant des maïs OGM, sous couvert, comme le dit le Président d'Euralis, dans son livre : « L'Arme alimentaire, les clés de l'indépendance », de pallier aux problèmes alimentaires de la planète ! Tout le monde sait qu'aujourd'hui, 80% des OGM produits dans le monde servent à alimenter les animaux d'élevage des pays riches !

Emmanuelle GAZIELLO

P.-S.

(1) voir sur <http://www.lesechos.fr/info/regions/4537449.htm> (2) voir sur <http://www.liberation.fr/actualite/economie/234334.FR.php>
<http://www.le-patriote.info/spip.php?article367>

Cultures OGM en plein champ Bayrou et Sarkozy n'ont pas encore pris d'engagement - 01 mars 2007 (Par Pierre Melquiot)

Cultures OGM en plein champ Bayrou et Sarkozy n'ont pas encore pris d'engagement

Les associations écologistes membres de l'Alliance pour la planète tiendront un stand durant toute la durée du Salon de l'Agriculture. L'Alliance invite les candidats à la présidentielle qui viendront visiter le Salon à venir y préciser leur position concernant les OGM.

L'Alliance demande que tous s'engagent à mettre en place un moratoire sur toutes les cultures d'OGM en plein champ, à commencer par le maïs transgénique MON810, cultivé en France depuis 2005. Aujourd'hui, 86% des Français souhaitent une telle interdiction. Si aucun des candidats ne s'est prononcé pour le développement des cultures transgéniques, seuls deux, Nicolas Sarkozy et François Bayrou, ne se sont pas encore engagés à mettre en place ce moratoire sur les OGM en plein champ. Tous les détails dans le communiqué de presse joint à ce message.

L'Alliance pour la planète demande aux candidats à la présidentielle à s'engager pour un moratoire sur les cultures d'OGM en plein champ. Dans un courrier envoyé la semaine dernière, l'Alliance pour la planète a invité les candidats à l'élection présidentielle à se rendre sur le stand qu'elle va animer durant le Salon de l'agriculture.

Les responsables de l'Alliance pour la planète attendent les candidats à la présidentielle, durant toute la durée du Salon de l'agriculture, sur le stand d'Objectif bio, situé Hall 3, stand C17, allée H Les candidats à l'élection présidentielle sont invités à venir y clarifier - ou confirmer - leur position sur la mise en place d'un moratoire sur les cultures expérimentales et commerciales d'OGM en plein champ, à commencer par un moratoire immédiat sur le maïs MON810.

Ce moratoire sur les cultures d'OGM en plein champ correspond au souhait de 86 % des Français qui réclament une interdiction temporaire ou définitive des OGM (sondage CSA/Greenpeace, septembre 2006). Il est l'une des 24 propositions au regard desquelles L'Alliance pour la planète a attribué des notes aux candidats.

Le moratoire a également été réclamé par les participants aux Etats généraux d'Orléans les 26 et 27 février, qui se sont engagés à diffuser massivement l'appel pour « un printemps sans OGM » auprès des élus et responsables de collectivités.

En l'absence de certitude sur l'innocuité des OGM, un moratoire sur les cultures transgéniques en milieu ouvert constitue la seule et unique manière d'empêcher la contamination des cultures conventionnelles et bio, la dissémination des OGM dans l'environnement et leur introduction dans la chaîne alimentaire. En vertu de l'article 23 de la directive européenne 2001/18, la France a la possibilité de mettre en place une clause de sauvegarde spéciale sur le maïs MON810. Elle peut le faire immédiatement, sans attendre d'avoir transposé la directive - elle a déjà fait valoir cet article 23 en 2003, pour obtenir la prolongation de l'interdiction du colza OGM décidée en 1998.

Aujourd'hui, deux candidats seulement ne se sont pas encore engagés à mettre en place un moratoire sur les cultures d'OGM en milieu ouvert : Nicolas Sarkozy. Le candidat de l'UMP se dit « sceptique sur les vrais avantages des OGM » mais il « n'écarte pas l'hypothèse qu'ils s'avèrent un jour vraiment utiles à la société ». Il est favorable à l'expérimentation des OGM en plein champ, à condition qu'« elle s'accompagne d'un encadrement strict et transparent ». Insuffisant pour l'Alliance, qui ne lui donne que 9/20 ; François Bayrou. Dans son programme, le candidat de l'UDF affirme vouloir mettre en place un vrai débat « sous l'égide par exemple de l'Académie des sciences », « sur les effets réels des OGM ». Or comment mener un tel débat sans prendre avant un moratoire et alors que l'on continue à cultiver des OGM en plein champ, et donc à polluer l'environnement ? L'Alliance ne lui attribue que

8,5/20.

A ce jour, tous les candidats à la présidentielle ont bien accusé réception de l'invitation lancée par l'Alliance, sans toutefois confirmer s'ils passeront sur le stand, au Salon de l'agriculture. L'Alliance rendra publiques leurs réponses, comme leur silence !

Cri d'alarme pour la forêt camerounaise

Reçu de gic_jpn@yahoo.fr, le 2 mars 2007 :

Chers,

Au regard du pillage des forêts camerounaises, de la perte des espèces animales en voie de disparition (crocodile nain, mandrill, gabago d'allen) et la menace écologique qui pèsent sur l'Humanité, nous vous lançons ce cri d'alarme pour nous venir en aide de façon technologique et logistique pour pouvoir faire face à ces facteurs graves devant le mutisme des pouvoirs publics.

Les forêts sont une simple matière ligneuse à exploiter. De façon générale les enjeux de la gestion forestière du Cameroun dépassent largement le programme sectoriel des forêts et Environnement mis sur pied.

C'est pourquoi le GIC JPN se résout à apporter un renforcement de capacités quant au problème de reboisement et de conservation bio-écologique de celle-ci.

Notre devoir est d'assurer aux générations futures un environnement sain où le maintien de la biodiversité ne sera pas qu'un concept de bureaucrate mais un bénéfice écologique tant économique que social ;

Recevez nos salutations les meilleures.

Groupe d'Initiative Commune

des Jeunes pour la Protection de la Nature

BP : 7753 Ndokoti-Douala Cameroun

Tél : (237) 340 97 99 Fax : (237) 340 40 71

642 02 24

Rapport D'ACTIVITES SUR LA FORET SUD-OUEST CAMEROUN

URGENCE DE REBOISEMENT

I. Présentation Générale

II. Maître d'oeuvre

III. Géologie

a) Pédologie - climat - végétation

IV. Intérêts écologiques

I. Présentation Générale

Suite aux graves facteurs qui menacent notre biodiversité et notre écosystème, le GIC JPN (Groupe d'Initiative Commune des Jeunes pour la Protection de la Nature) met en pratique certaines techniques de base pour pouvoir face à des menaces de plus en plus réelles et grandissantes.

Lors de notre dernière descente sur les lieux, nous avons constaté une exploitation exagérée de la forêt dans le sud-ouest Cameroun, ce qui nous amène de faire face à cette situation déplorable aggravée par le mutisme des pouvoirs publics (corruption), l'abus d'autorité et le trafic d'influence que subissent les populations locales. Face à cela, un reboisement urgent de la forêt et une sensibilisation des populations s'imposent, à cela pourrait s'ajouter des perspectives de développement agricole des cultures vivrières et commerciales telles que le cacao, palmier à huile, la banane plantain, manioc, etc.

II. Maître d'oeuvre

Dénoté Groupe d'Initiative Commune de Jeunes pour la Protection de la Nature (GIC JPN) et partenaire du Ministre de l'Environnement et de la Protection de la Nature (MINEP), sous autorisation MINAGRI certificat d'inscription n° LT/GP/05/06/8050 conformément à la loi 92/006 du 14 Août 1992.

ü Mission

Elle est d'agir d'abord en faveur de l'Environnement :

- La protection de la biodiversité des régions et la conservation des écosystèmes,
- La lutte contre la déforestation et la désertification.

ü Objectifs

Notre plan d'action est axé sur :

- Le reboisement de la forêt
- Stopper la désertification
- Produire fruits et alimentation
- Drainer l'eau à la surface grâce au système racinaire
- Aider le sol à se régénérer et augmenter la productivité
- Améliorer les pratiques agricoles
- Sensibiliser les populations sur les méthodes essentielles de conservation de biodiversité
- Lutter contre la pauvreté

III. Géologie (Exemple de Nyamdong)

Le village Nyamdong se situe à 16 km de l'arrondissement de Konyé sur la nationale N6 (route Kumba - Mamfé) dans le Sud-Ouest Cameroun. Région au relief montagneux, parcourue par de nombreux cours d'eau (Ex : fleuve Mounjo) pouvant être la cause de microclimat plus frais et l'abondance de pluies au cours de l'année.

D'une démographie très faible due à son enclavement (mauvais état de la route) ses habitants sont des Bakossi dont la plupart sont des cultivateurs, avec une administration de pouvoirs publics quasi inexistante.

a) Pédologie - Climat - Végétation

La forêt se développe sur des sols argileux (fersiallitiques), favorables au développement végétal de plusieurs cultures vivrières (cacao, banane plantain, palmier à huile, maïs).

Le climat est équatorial de type « camerounien » (pseudo tropical) caractérisé par une courbe pluviométrique à un seul maximum.

La végétation représentée par la forêt toujours verte à Caesalpiniaceae (forêt atlantique ou biafréenne) située entre 200 et 800m, est essentiellement caractérisée par de grandes césalpiniaées plus ou moins grégaires (Julbernardia, Monopetalanthus, Tétraberlinia, plusieurs espèces étant dénommées ékop) à côté d'autres arbustes divers, aussi des nombres plantes de sous bois non moins caractéristiques.

IV. Intérêts écologiques.

En effet si l'on ne tient pas compte des différentes logiques d'acteurs (populations, communications, infrastructure routière insuffisante) on risque de perdre une grande plaque de conservation de la biodiversité de la région, facteur indispensable pour mieux compenser les émissions de gaz à effet de serre.

Un bon rendement économique et une protection de notre écosystème n'est possible qu'en

limitant les conséquences écologiques néfastes (parasitisme, amélioration des pratiques agricoles, déforestation).

Pour ce faire, il semble judicieux de constituer un peuplement hétérogène (diversité des essences et d'âges, reboisement, sensibilisation et éducation) tout en gardant une structure d'ensemble aisément exploitable.

Ce qui de plus engendra une forte valeur écologique et une plus grande biodiversité des autres régions dans l'ensemble.

Le caractère social comme nous l'avons souligné plus haut est non négligeable, renforcé par l'aspect paysage. C'est parce qu'il est nécessaire de renouveler certaines parcelles à l'accueil des nouvelles cultures, mais aussi pour ralentir les activités cynégétiques (sources de revenu important).

Pour le GIC JPN

Le secrétaire général

TCHIPEVEU SAH M.

La Corse à la pointe des énergies renouvelables

Le pôle de compétitivité PACA-Corse, dédié aux énergies non génératrices de gaz à effet de serre, a lancé à Ajaccio un projet de plate-forme technologique destinée à devenir une "première mondiale" combinant énergie solaire et pile à hydrogène pour fabriquer de l'électricité à grande échelle.

La plate-forme technologique solaire de Vignola (Corse-du-Sud) doit voir le jour par étapes entre 2007 et 2013, en bordure de mer sur le site magnifique des Sanguinaires, à Ajaccio.

L'investissement total devrait dépasser 32 millions d'euros répartis entre partenaires publics et privés, ont annoncé devant la presse le président de la Collectivité territoriale de Corse (CTC) Ange Santini, le préfet de Corse Michel Delpuech et le directeur du pôle Capenergies, Jean-Christophe Delvallet.

A terme, la plate-forme de Vignola prévoit de produire 3,5 MW, selon le groupe corse Raffalli, principal partenaire du projet.

Rappelons que l'île tire près de 25% de sa consommation énergétique des énergies renouvelables (essentiellement l'hydraulique et l'éolien), contre une moyenne nationale de 11%, et la CTC a fixé pour objectif de dépasser les 30% à l'horizon 2013-2015.

(02/03/2007)

<http://www.lemoniteur-expert.com:80/depeches/depeche.asp?id=D3083229B&acc=0>

Pretoria dit stop à l'élevage de lions pour chasseurs fortunés

2007-03-03

FERME DE DOORINKOP (Source vérifiée)

L'Afrique du Sud semble déterminée à en finir avec une pratique lucrative mais très controversée: l'élevage de lions destinés à être chassés par des touristes étrangers fortunés en quête d'un prestigieux "trophée".

Selon l'Association sud-africaine des éleveurs de prédateurs (SAPBA), quelque 5.000 lions sont actuellement élevés en captivité par environ 300 "fermiers".

En 2006, 480 lions, dont 444 élevés en captivité, ont été chassés dans le pays, pour un prix allant de 6.000 à 8.000 dollars pour une femelle et de 20.000 à 30.000 dollars pour un mâle.

Cette activité, parfois appelée "chasse en boîte", est certes partiellement réglementée mais elle a donné lieu à d'effrayantes dérives --animaux "drogués" ou chassés dans des espaces très réduits-- qui ont provoqué des réactions indignées.

A l'issue de trois années de consultations tumultueuses avec les intervenants du secteur, le ministre de l'Environnement Marthinus van Schalkwyk a annoncé fin février un nouveau texte visant à un "nettoyer l'industrie de la chasse". "Nous mettons fin, une fois pour toutes, à la pratique répréhensible de la chasse en boîte", a lancé le ministre, estimant que l'image de l'Afrique du Sud, dont la faune sauvage est l'un ses plus puissants atouts touristiques, ne pouvait voir plus longtemps son image "ternie" par ces pratiques.

Le nouveau texte, qui entrera en vigueur le 1er juin, prévoit que les lions élevés en captivité ne pourront être chassés pendant une période de 24 mois après leur remise en liberté dans une réserve, contre quelques jours seulement actuellement. Cela devrait, de l'avis quasi unanime, signifier la fin de la rentabilité économique de cette activité.

Si certains regrettent que Pretoria n'aie pas opté pour une interdiction pure et simple, les principales organisations de défense des animaux ont salué cette annonce, tout en soulignant le défi, financier et humain, que représente sa mise en application.

"C'est un pas dans la bonne direction", estime Jason Bell-Leask, directeur pour l'Afrique australe du Fonds international pour la protection des animaux (IFAW), qui dénonce de longue date "l'une des pratiques les plus répugnantes qui soit".

Les éleveurs, qui soulignent que des milliers d'emplois et une importante source de devises étrangères sont en jeu, ont vivement réagi, et affiché leur intention de contester en justice la décision du gouvernement. "Des chasseurs du monde entier ont déjà fait des réservations pour l'année à venir. Ils viennent de Russie, d'Amérique, d'Espagne, d'Allemagne, de partout", explique à l'AFP Carel van Heerden, président de leur association.

S'il reconnaît qu'une réglementation plus stricte est nécessaire, il défend la pratique sur le fond, rappelant que les lions d'Afrique ont perdu 80% de leur territoire au cours des 100 dernières années. "La chasse au trophée existera toujours. Nous enlevons la pression des lions en liberté dans le reste de l'Afrique", affirme-t-il.

La décision gouvernementale ne fait pas l'unanimité, même au sein du parti au pouvoir, le Congrès national africain (ANC).

"Cette décision est en contradiction avec les objectifs du Millénaire (de lutte contre la pauvreté) si l'on considère le nombre d'emplois que cette industrie génère", affirme Poppy Mocumi, élue de l'ANC pour la province du North West, qui compte à elle seule quelque 1.700 lions en captivité.

Reste une question épineuse: que deviendront les milliers de lions élevés en captivité, qui, dans l'hypothèse où la loi est appliquée rigoureusement, auront perdu leur "valeur économique" pour la chasse après le 1er juin?

"Le texte ne dit rien sur le devenir de ces animaux!", tempête Michele Pickover, porte-parole de l'organisation Animal rights Africa, qui réclame un véritable engagement financier de l'Etat pour "créer une vie pour ces lions après la promulgation" de la loi.

Pressé par les écologistes, Ban Ki-moon s'engage contre le réchauffement
2007-03-04

NEW YORK (Source vérifiée)

Répondant à la pression croissante des défenseurs de l'environnement, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, s'est engagé cette semaine contre le réchauffement climatique, estimant que cela présentait pour l'humanité une menace aussi grande que la guerre.

Après le rapport du groupe d'experts de l'ONU soulignant début février que la pollution humaine allait faire grimper les températures et aggraver les inondations, les sécheresses et les ouragans, les appels se multipliaient pour que le chef de l'ONU prenne la tête du mouvement mondial engagé face à cette tendance.

S'adressant jeudi dans le grand hall de l'Assemblée générale à des centaines d'étudiants venus du monde entier, M. Ban a répondu aux appels en déclarant: "la crise du climat et le réchauffement de la planète présentent un danger au moins aussi grand que la guerre pour l'ensemble de l'humanité".

Le secrétaire général de l'ONU s'est alors engagé à aborder le sujet lors du prochain sommet du G8 en Allemagne en juin, expliquant que si des mesures décisives n'étaient pas prises rapidement, le fardeau serait lourd pour les générations à venir.

"Ce serait un héritage scandaleux, nous devons tous travailler main dans la main pour l'empêcher", a-t-il expliqué, en précisant que les ravages déjà infligés à l'écosystème prendraient des décennies ou même des siècles à se résorber, "si nous agissons maintenant".

Insistant sur le sommet des 8 pays les plus industrialisés (Royaume-Uni, Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Etats-Unis et Russie) en juin, Ban Ki-moon a expliqué que le sujet dépassait les frontières: "seule une action internationale concertée et coordonnée, soutenue et maintenue par les initiatives individuelles, pourra être suffisante".

Lors d'un voyage en Afrique fin janvier, M. Ban avait déjà souligné le rôle primordial de l'ONU dans la lutte contre le réchauffement climatique, appelant à des mesures concrètes pour lutter contre ce qu'il avait qualifié de "fait scientifiquement prouvé".

Plusieurs organisations de défense de l'environnement réclament un sommet sur le climat dès cette année, si possible entre le sommet du G8 et la prochaine réunion des pays signataires du protocole de Kyoto, prévue en décembre à Bali.

Face aux étudiants, le secrétaire général de l'ONU s'est engagé à faire de la lutte contre le réchauffement de la planète l'une de ses priorités, tout en saluant la prise de conscience croissante dans les pays industrialisés.

"De plus en plus de décideurs commencent à reconnaître que le coût de l'inaction ou d'une action retarder sera bien plus élevé que les investissements à court terme nécessaires pour faire face à ce défi", s'est-il félicité.

Evoquant l'oscar remporté par le documentaire de l'ancien vice-président américain Al Gore, "Une vérité qui dérange", M. Ban a estimé que cette victoire "montrait que même au sein d'un public plus général, le changement climatique n'est plus un problème +qui dérange+, mais une réalité à laquelle on ne peut échapper".

"Maintenant, chacun d'entre nous doit s'engager pour chercher des solutions. Nous devons changer notre façon de vivre et repenser notre manière de voyager et de faire des affaires", a-t-il ajouté.

Ainsi aux Etats-Unis, pays responsable de 25% des émissions de gaz à effet de serre, la majorité démocrate du Congrès prépare une proposition de loi pour lutter contre ces émissions, alors que le président George W. Bush refuse de prendre des mesures en mettant en avant le fait qu'elles mettraient en danger la croissance économique.

Biocarburant humain : du biodiesel pourrait être produit à partir de graisse humaine

Par Séverine Alibeu - le Vendredi 16 février 2007

Les chercheurs rivalisent d'ingéniosité pour essayer de trouver le biocarburant miracle qui

balaierait petit à petit le pétrole. Un homme d'affaires norvégien Lauri Venoy va plus loin et se penche sur l'humain !

Jusqu'à présent, le biodiesel norvégien était fabriqué à partir d'huiles de cuisson usées et d'huiles de poisson. Venoy souhaite produire du biocarburant à partir des tissus gras humains issus des nombreuses opérations de liposuccion effectuées tous les ans aux États-Unis. Il affirme que le biodiesel produit à partir de la graisse humaine serait une véritable énergie renouvelable révolutionnaire. L'entreprise de Lauri négocie en ce moment avec plusieurs centres hospitaliers pour constituer ses stocks. Venoy a récemment obtenu d'un hôpital de Miami le droit de récupérer 11 500 litres de graisse humaine par semaine : il en découlerait ainsi 10 000 litres de biodiesel. Le seul bémol : la législation américaine qui prévoit l'incinération des déchets de liposuccion. Mais Venoy n'en restera sûrement pas là !

Interviewé par le quotidien Dagens Næringsliv, Lauri Venoy a déclaré avec humour "qu'il serait peut-être opportun de demander aux gens de manger plus afin de produire davantage de matière première permettant la fabrication de ce carburant." Il faut savoir que plus de 60% des habitants des États-Unis ont un surplus de poids. Selon les statistiques de la Société américaine des chirurgiens plasticiens, plus de 323 000 liposuccions ont été pratiquées en 2006 aux États-Unis. Une chose est sûre : ce biocarburant ne risque pas de manquer de matière !

<http://ecologie.caradisiac.com/Biocarburant-humain-du-biodiesel-pourrait-etre-produit-a-partir-de-graisse-humaine-570>

L'Alsace croit en l'électricité d'origine géothermique

A Soultz-sous-Forêts, dans un vallon au pied des Vosges, de l'électricité sera bientôt tirée des entrailles de la terre, grâce à un projet pilote lancé il y a 20 ans.

Quelques tubes crachent dès à présent de la vapeur produite par de l'eau puisée à 5 km sous terre où la température dépasse les 200 degrés. Destiné à élaborer de l'électricité d'origine géothermique, le projet vient d'entrer dans une phase décisive avec la commande d'une turbine qui entrera en fonction d'ici fin janvier 2008.

D'une capacité de 1,5 megawatt, elle permettra de couvrir les besoins d'un millier de foyers, explique Daniel Fritsch, co-gérant du Groupement d'intérêt économique européen (GIE) "Exploitation minière de la chaleur" de Soultz.

"C'est avant tout un projet scientifique, dont il s'agit d'extraire un savoir-faire applicable ailleurs dans le monde. L'électricité produite permettra tout juste de revendre de quoi financer la poursuite des recherches tout en couvrant les besoins en électricité de la centrale pilote", précise-t-il.

Mais l'objectif est d'élaborer, à terme, des unités capables de produire 20 mégawatts. D'où la participation, outre des pouvoirs publics français, allemands et européens, de groupes énergétiques, comme les Français EDF et Electricité de Strasbourg et les Allemands EnBW et Pflanzwerke. Budget total: 54 millions d'euros.

Si le principe des centrales géothermiques n'est pas nouveau -notamment au Japon ou en Italie où des réservoirs naturels de vapeur thermique sont exploités de façon industrielle depuis le début du XXe siècle -, la méthode l'est: à Soultz, pas besoin de sources chaudes naturelles.

L'eau est injectée par des pompes et se réchauffe au contact de la roche pour créer un "Système géothermal activé" par l'homme.

Le sous-sol granitique est traversé de fissures: celles-ci sont un peu "comme des artères bouchées qu'il faut détartre" pour que l'eau y circule, explique Jean-Jacques Graff, autre co-

gérant du GIE.

Diverses méthodes ont été utilisées pour améliorer la circulation autour des trois puits de Soultz qui mesurent à peine une vingtaine de centimètres de diamètre chacun.

En 2003, l'injection de 30.000 m³ d'eau à forte pression dans un des puits pour "ouvrir" les fissures avait provoqué un séisme de 2,9 sur l'échelle de Richter. L'alerte a été prise très au sérieux et a conduit à adopter "des méthodes plus douces", telles que l'injection à moindre pression d'un agent anti-calcaire pour déboucher les fissures.

La plaine d'Alsace est en effet une zone de failles particulièrement sensible, comme l'a démontré la série de séismes (atteignant 3,4 pour le plus fort d'entre eux) provoqués par un forage géothermique similaire à 200 km plus au sud, à Bâle, en Suisse.

Le chantier de Bâle a d'ailleurs été gelé en décembre et risque d'être définitivement abandonné.

Parmi les autres défis à surmonter à Soultz, figurent les abondants gisements de sel qui rendent l'eau très corrosive. Il faudra donc élaborer des pompes capables d'y résister. Quant au débit du système de puits, il n'est pas encore optimal et doit être augmenté, précise M. Fritsch. Le savoir-faire acquis par les chercheurs de Soultz leur permet de décliner de nouvelles applications pour cette source d'énergie quasi-inépuisable, pour chauffer des serres agricoles ou alimenter des usines en énergie.

Pour Daniel Fritsch, il s'agit là à terme d'une des rares ressources naturelles "qui nous restera quand les autres auront disparu".

Yann Ollivier (Source vérifiée)

La Tasmanie réduit en copeaux ses eucalyptus géants *

Mitsubishi menace de cesser ses importations si cet Etat australien poursuit la déforestation.

Sydney de notre correspondant

Le groupe japonais Mitsubishi a déclaré, mardi 18 mai, qu'il pourrait cesser d'importer des copeaux de bois de Tasmanie si le gouvernement de cet Etat australien ne lui garantissait pas l'arrêt de la destruction des forêts d'eucalyptus hauts de plus de 80 mètres. En réponse à une lettre envoyée par les associations de protection de l'environnement Greenpeace et Wilderness Society, la multinationale, troisième plus gros importateur de bois tasmanien avec un volume annuel de 400 000 tonnes, a précisé qu'elle "condamnait l'exploitation non durable des forêts anciennes de Tasmanie".

Le 9 mars, Takahiko Miyoshi, président du principal acheteur de copeaux tasmaniens, Nippon Paper Industries, a adressé au premier ministre de cet Etat, le plus pauvre d'Australie, une missive lui demandant de résoudre rapidement la polémique concernant l'industrie forestière dans la région.

"Jusqu'à maintenant, les Japonais soutenaient complètement Gunns [le plus gros exploitant forestier] et le gouvernement tasmanien, résume Ed Mathew, de la Wilderness Society. Mais, pour la première fois, le marché japonais exprime un doute important." La déclaration de "Mitsubishi est louable et elle représente un challenge pour les partis libéraux et travaillistes [les deux principaux mouvements politiques en Australie] pour qu'ils suivent ce mouvement", insiste Bob Brown, un sénateur écologiste. Mais le temps presse...

La Tasmanie est le seul Etat où la destruction de forêts inviolées depuis le début de la colonisation s'aggrave d'année en année. Les forestiers souhaitent en effet couper le plus d'arbres possible avant l'annonce de la prochaine réforme, prévue pour 2010.

Le gouvernement basé à Hobart semble, lui, enclin à vendre aux bûcherons un maximum de zones boisées, qui appartiennent presque toutes à la couronne d'Angleterre. La production annuelle de copeaux de bois destinés à l'industrie papetière, qui a commencé il y a tout juste trente-deux ans dans cette île, devrait ainsi dépasser cette année 5 millions de tonnes. Ces chiffres ne sont que des estimations, car les travaillistes au pouvoir refusent de dévoiler, depuis l'an 2000, le volume exact d'arbres coupés. L'industrie forestière n'est pas, non plus, soumise à la loi australienne sur la liberté de l'information (Freedom of Information Act), ce qui rend extrêmement difficile le travail des chercheurs. Certains faits sont toutefois reconnus par tous.

UN PAYSAGE LUNAIRE

Aujourd'hui, à peine un quart des surfaces boisées de la région sont restées intactes. Mais près de 90 % des eucalyptus géants, dont certains âgés de plus de quatre cents ans, ont déjà été coupés. Sur les 13 000 hectares épargnés, la moitié sont promis aux tronçonneuses dans les mois à venir. La disparition de ce patrimoine naturel unique est encore plus choquante au vu des méthodes employées par les forestiers. Après avoir rasé l'ensemble des arbres de leurs zones de coupe, les compagnies larguent par hélicoptère du napalm afin de brûler les souches laissées en terre. Le passage des flammes plonge des vallées entières dans une épaisse fumée brune durant l'automne. Les collines, autrefois couvertes d'un manteau de verdure, offrent un paysage lunaire marqué par les profondes entailles laissées par le passage des bulldozers. Lorsque le sol est encore tiède, les employés des compagnies forestières dispersent sur le terrain des carottes imbibées d'un poison, le 1080, afin de détruire les animaux tels que wallabies, opossums et wombats qui se nourrissent des pousses des jeunes arbres.

Gunns et ses concurrents allèguent que les forêts repousseront après leur passage. Mais ils se contentent de remplacer des forêts riches de nombreuses espèces par une seule essence importée pour sa croissance très rapide. Les forestiers expliquent également qu'ils font vivre de nombreux salariés, un facteur important dans un Etat où le taux de chômage atteint 8,6 %, contre 5,7 % pour l'ensemble de l'Australie. Le gouvernement de Tasmanie a longtemps juré que la coupe des forêts anciennes employait 10 000 personnes. Le chiffre serait plutôt compris entre 300 et 500 personnes, selon John Gay et l'association professionnelle Timber Workers for Forests.

Frédéric Therin

Un article sur le site de la BBC:

<http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/6422297.stm>

Traduction par Michel Dussandier :

Les USA soutiennent le 'riz médicament' contenant des gènes humains

Les autorités des Etats Unis ont donné leur approbation préliminaire à un plan de production d'un riz modifié génétiquement pour produire des protéines humaines.

Les plants de riz incorporant des gènes humains impliqués dans la production de lait seraient cultivés dans le Kansas.

La compagnie Ventria Bioscience à l'origine du projet indique que les plants pourraient être utilisés pour produire des médicaments contre les diarrhées et la déshydratation des enfants.

Les critiques indiquent que des composants de ces plants de riz pourraient entrer dans la chaîne alimentaire.

Selon la proposition, qui a reçu le soutien préliminaire du Ministère US de l'agriculture la semaine dernière, Ventria sèmerait son riz sur 3,000 acres (1,215 ha).

La compagnie a indiqué qu'elle prendrait des précautions pour s'assurer que les semences ne se mélangent pas avec les autres cultures.

"Face à l'inconnu"

Mais les critiques disent que de mauvaises conditions météo ou des erreurs humaines pourraient créer des problèmes.

Bill Freese du US Center for Food Safety [une ONG] indique: "Je suis très concerné par cela, parce que je pense qu'il y a d'une part un risque de retrouver ce riz dans la chaîne alimentaire et que d'autre part il n'a pas été testé. Il n'a pas suivi le processus d'homologation des médicaments. Nous sommes ici face à l'inconnu, quelque chose qui est susceptible de mettre en danger la santé humaine"

Face à l'augmentation de la controverse, le Ministère de l'agriculture US doit encore donner son approbation finale, nous dit James Westhead de la BBC à Washington.

Et même alors, ajoute-t-il, il existe de nombreux obstacles réglementaires avant que de la nourriture contenant de l'ADN humain puisse être vendue aux consommateurs.

Le public a jusqu'à fin mars pour émettre des objections au plan, selon l'agence Associated Press. Si l'autorisation finale est donnée, Ventria commencera ses semis de riz en avril ou mai, selon Scott Deeter, président de la compagnie.

Liens externes

USDA <http://www.usda.gov/wps/portal/usdahome>

Ventria <http://www.ventria.com/>

Extinction du dauphin de Chine dans l'indifférence générale

On le savait menacé par la démographie métastatique de l'humanité, qui a conduit à l'édification du gigantesque barrage des Trois-Gorges sur son fleuve, l'immense Yang-Tsé-Kiang. Mais on espérait un petit répit, un sursaut, qui aurait conduit les autorités chinoises à tout faire pour sauver cet emblématique animal. En vain. Le dauphin de Chine, ou Baiji (son nom vernaculaire, qui n'aura guère eu le temps d'imprégner l'esprit des occidentaux) a

officiellement été déclaré éteint en décembre 2006.

Mentionnée par de nombreux sites spécialisés, cette consternante nouvelle n'a guère été reprise -voire pas du tout- par les grands médias, ni par les agences de presse, à croire qu'il s'agissait de la disparition d'une vague espèce de moustique comme la Terre en compte par milliers. Pourtant, le baiji n'est pas -ou plutôt, n'était pas- un animal « comme les autres ». En tant que mammifère, qui plus est de grande taille, il fait déjà partie d'une petite élite animale qui le classe automatiquement parmi les richesses primordiales du patrimoine de cette Terre. Qui plus est, le baiji, dont le nom scientifique est *Lipotes vexillifer*, était le seul membre du genre *Lipotes*. *Lipotes* était l'un des quelques genres de dauphins à avoir abandonné le milieu marin pour remonter les fleuves, à l'instar de l'inia (ou boutou) sud-américain ou du plataniste (ou susu) indien. Hantant des eaux boueuses à la visibilité quasi nulle, tous ces dauphins d'eau douce ont petit à petit perdu l'usage de leurs yeux, au profit d'un autre sens très développé chez les cétacés : l'écholocation.

L'écholocation est le mécanisme de sonar qui permet de repérer les obstacles et les proies lorsque la lumière n'est plus exploitable, par exemple dans l'obscurité pour les chauves-souris ou dans une eau trouble pour les dauphins, voire, d'une certaine façon, pour les poissons électriques. Au moins l'un de ces cétacés dulçaquicole, le boutou, a également développé le sens du toucher en utilisant largement ses « nageoires pectorales » (correspondant à nos bras), ce qui lui donne une nage sur le flanc tout à fait caractéristique.

La disparition de *Lipotes vexillifer* est encore plus inacceptable lorsqu'on considère le battage médiatique et la sympathie que suscite un autre animal emblématique chinois hautement menacé, le grand panda. Les moyens déployés pour la sauvegarde de ce dernier, s'ils sont amplement justifiés, contrastent violemment avec l'indifférence réservée au sort du dauphin de Chine, alors que d'un point de vue zoologique, *Lipotes* est à peine moins important, si ce n'est aussi important, qu'*Ailuropoda* (le grand panda).

Déjà disparu, *Lipotes* n'a livré que bien peu de ses secrets, et notamment reste énigmatique quant à ses liens de parenté avec les autres dauphins. Est-il réellement un cousin du boutou de l'Amazonie, avec lequel il est parfois classé (dans la famille des iniidés) ? Ou du susu du Gange (platanistidés) ? Ou, plus vraisemblablement, doit-il ses particularités à une évolution indépendante, qui a conduit à l'une des innombrables convergences évolutives dont la nature est coutumière ? Car s'il était apparenté au boutou amazonien, il faudrait imaginer qu'il ait migré depuis l'Amérique du Sud jusqu'à la Chine (hautement improbable), ou que leur ancêtre commun marin possédait déjà les caractéristiques propres qui les rend si bien adaptés au milieu fluviatile (à peine moins improbable). Quoi qu'il en soit, les analyses moléculaires confirment pour l'heure une divergence d'avec les autres cétacés à dents qui se serait produite il y a au moins 25 millions d'années.

L'origine fluviatile du baiji aurait dû inciter davantage à sa conservation dans des delphinariums, puisqu'il s'agit d'un milieu moins stable que le milieu marin, et qu'on aurait pu supposer que le baiji aurait mieux supporté la captivité que ses cousins du grand large. Mais la culture du delphinarium ne s'est sans doute pas assez vite développée en Asie, et les rares tentatives en ce sens, survenues ces deux dernières décennies, soit bien trop tard, ont toutes tourné court en quelques années.

Tout ce que l'on peut espérer à présent, c'est que d'éventuels tissus conservés dans le froid de cet animal permette un jour de le ressusciter, sans qu'il soit pour cela nécessaire de faire appel à des chimères biologiques telles que celles qu'on s'efforce de faire pour le mammoth.

D'autant que contrairement au mammoth qui est très proche de l'éléphant indien, le baiji n'a pas de proche parent vivant, qui puisse servir de réceptacle évident à son génome. Et il ne faudra pas non plus compter sur le marsouin de Cuvier (*Neophocaena phocaenoides*) pour cela, cet animal appartenant à une famille distincte (phocénidés) et des baijis, et des dauphins (delphinidés). Sans compter que les jours de ce marsouin sont également comptés, sa

population ayant chuté pratiquement aussi vite que celle du baiji.

Le dauphin de Chine est le premier grand mammifère à s'éteindre depuis une cinquantaine d'années. Qui sera le prochain de la liste ? Entre les autres cétacés d'eau douce (ou même marins), les rhinocéros (en particulier celui de Sumatra), le kourprey (un bouf cambodgien), ou, plus près de nous, le phoque moine de la Méditerranée ou le lynx ibérique, ce ne sont pas les raisons de broyer du noir qui manquent.

<http://www.agoravox.fr>

<http://terresacree.org/dauphindechine.htm>

Kalaweit infos : Gibbons et Siamangs

8 mars 2007 :

Conservation Program

KALAWAIT BORNEO en partenariat avec ONE VOICE

Le 19 Février dernier, nous avons relâché une famille de Gibbons : Pio (le male), Jessy (la femelle) et leur fils Esther. Une grande période de stress allait débiter pour eux, et pour nous ! La première nuit en forêt fut terrible... Des orages ont éclatés à partir de 21h, et la pluie n'a cessé que le lendemain à 4h. A cet instant Pio avait déjà disparu ; Jessy et son fils semblaient paniqués... Nous avons très vite envisagé des scénarios tristes, avec la mort de Pio, peut-être d'hypothermie. Il était habitué à dormir dans une cabane en bois... Le lendemain, Jessy et son fils disparaissaient à leur tour. Cette fois tout semblait très clair : L'échec était flagrant ! La plate-forme d'alimentation, destinée aux gibbons, n'était pas visitée par les singes. Le seul espoir portait sur Jessy car on l'avait observé longuement s'alimenter de figes sauvages... La réserve, créée en partenariat avec One Voice, n'abrite plus de gibbons sauvages, d'où l'espoir pour Kalaweit de repeupler la forêt. La forêt est donc silencieuse. Mais le 6 Mars dernier, le chant d'une femelle a attiré l'attention de l'équipe. Nanto et Ahmud se sont immédiatement dirigés vers les vocalises qui ondulaient au-dessus des frondaisons. Après quelques minutes en pirogue dans la forêt inondée, ils ont retrouvé Pio, accompagné par sa femelle invisible. Pio était vivant ! Pendant plusieurs heures l'équipe a pu l'observer, le coeur apaisé...

La prochaine famille sera relâchée début Avril 2007. Toutefois, contrairement aux précédents relâchés nous allons construire une grande volière en forêt, y mettre les gibbons pendant 3 semaines, avant d'ouvrir la porte. La transition sera plus douce.

KALAWAIT SUMATRA

Le couple de siamang (Zorro et Sonia) relâché il y a un an se porte bien, toutefois ils continuent d'être alimentés une fois par semaine. Nous collectons encore des infos sur l'approche à avoir avec les siamangs.

Si les nouvelles sont tristes dans la province ouest de Sumatra avec le dernier séisme, aucune victime n'est à déplorer parmi les membres de l'équipe.

N'oubliez pas que nous avons besoin de votre soutien pour le financement des besoins du programme de Sumatra et le parrainage des parcelles de l'île Marak. <http://www.kalaweit.org>
Palangka Raya, 08/03/2007

Chanee

Pour plus d'infos ou poser des questions, le blog de Chanee :

<http://chanee.centerblog.net>

NB : le fait de publier un article sur cette liste d'information ne signifie pas que nous l'approuvons. Notre seul but est de vous informer.

Bien amicalement.

Michel

L'UE fixe une série d'objectifs pour réduire le réchauffement climatique

2007-03-09

BRUXELLES (Source vérifiée)

Les dirigeants des 27, désireux de rester à l'"avant-garde" environnementale, sont tombés d'accord vendredi sur une série d'objectifs pour lutter contre le réchauffement de la planète, passant par un coup d'accélérateur dans les énergies renouvelables.

"Ma satisfaction n'est pas mince que nous soyons arrivés aujourd'hui à des objectifs si ambitieux et crédibles", qui permettront à l'Union européenne "de jouer un rôle d'avant-garde" dans la lutte contre le réchauffement, s'est félicitée la chancelière allemande Angela Merkel, qui préside actuellement l'UE.

Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a lui aussi salué un accord "historique", "le plus lourd en conséquences auquel un sommet européen soit jamais arrivé".

Comme prévu, les 27 se sont engagés à "réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20% d'ici 2020 par rapport à 1990". Mais pour y parvenir, une politique énergétique ciblée et de préférence contraignante était incontournable, insistait la présidence allemande. L'organisation écologiste Greenpeace, souvent critique sur les décisions de l'UE, juge que c'est "la décision la plus importante" prise depuis l'adoption du protocole de Kyoto.

Les Etats membres ont peiné à trouver un compromis sur un quota obligatoire de 20% pour les énergies renouvelables (éolienne, hydraulique, géothermique, solaire ou issue de la biomasse) consommées d'ici 2020, qui va les obliger à investir dans de nouvelles sources d'énergies souvent coûteuses et en pleine évolution technologique.

Ce point était le plus controversé du premier "plan énergétique" d'envergure dont s'est dotée vendredi l'UE, qui ambitionne à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'accroître l'indépendance énergétique des 27.

Le compromis adopté mentionne explicitement la contribution de l'énergie nucléaire à la réduction des gaz à effet de serre, une demande pressante de la France, soutenue par la Finlande, la Roumanie, la Bulgarie, la Slovaquie ou la République tchèque.

Les 27 prennent ainsi acte de l'évaluation de la Commission sur "la contribution de l'énergie nucléaire dans le cadre de préoccupations grandissantes sur la sécurité des approvisionnements d'énergie et de la réduction des émissions de CO2". Une première version mentionnait de manière plus laconique "la contribution de l'énergie nucléaire".

Les conclusions rappellent toutefois "qu'il appartient à chacun des Etats membres de décider s'il aura ou non recours à l'énergie nucléaire". De quoi rassurer l'Autriche et l'Irlande, antinucléaires convaincus.

Des Etats initialement réticents, comme la Pologne productrice de charbon, s'étaient dits prêts à se rallier à l'objectif européen moyen de 20% (contre environ 7% aujourd'hui) à condition que la répartition future de l'effort entre Etats tienne compte de leurs spécificités énergétiques. La Pologne a également insisté pour que la stratégie énergétique européenne se développe "avec un esprit de solidarité".

Au sein des énergies renouvelables, les 27 ont en outre décidé de s'imposer un sous-objectif obligatoire consistant à porter la part des biocarburants dans leur consommation totale de

carburants à 10% d'ici 2020.

Chaque pays membre va désormais devoir se fixer des objectifs nationaux. Une discussion qui promet d'être pour le moins houleuse. Le président de la Commission européenne fera de premières propositions en ce sens dès le "troisième trimestre" 2007. M. Barroso souligne qu'il consultera dûment les pays membres.

Ces objectifs nationaux tiendront compte de leur recours actuel aux renouvelables, de leur "palette énergétique" et de leur potentiel, stipule le texte adopté au sommet.

Dans le cadre de leur plan d'action, les 27 souhaitent aussi économiser 20% de la consommation totale d'énergie d'ici 2020. Ils invitent très concrètement la Commission à faire des propositions sur l'éclairage des bureaux et des rues, ainsi que sur les ampoules classiques ou autres éclairages privés.

Pétrole et réchauffement climatique

samedi 10 mars 2007, par Phoenix

Ce n'est pas le réchauffement climatique qui provoquera le réveil des consciences pour une nouvelle responsabilité citoyenne envers la Terre, c'est le choc pétrolier.

Les changements climatiques, pour aussi certains qu'ils soient, surviennent trop lentement pour être perçus ; leurs conséquences sont trop lointaines. La preuve que le réchauffement actuel est d'origine humaine fait l'objet d'une quasi unanimité scientifique et pourtant ce mal n'est pas humanisé : il est moins palpable, par exemple, que la menace terroriste.

Il est malheureusement aussi certain, mais incontestablement moins admis, que nous allons très bientôt manquer de pétrole. Eric Laurent, dans son livre *La face cachée du pétrole*, décrit les faits avec une évidence frappante et troublante. Il suffit de peu de chiffres pour saisir l'argument de sa démonstration : la production globale stagne car le rythme des découvertes de champs pétroliers n'égale plus la consommation annuelle mondiale, en expansion constante, aggravée par l'arrivée de la Chine au rang de deuxième plus gros consommateur.

Beaucoup d'autres données nous sont ensuite révélées qui, mises bout à bout, nous montrent que la fin de l'ère du pétrole dominant est proche, très proche. En fait, le pic de production maximale viendrait d'être atteint. Une des raisons pour laquelle avancer une telle théorie paraît si invraisemblable est l'intérêt qu'ont les pays producteurs comme les grandes compagnies pétrolières à surévaluer systématiquement leurs réserves ; les uns à des fins politiques, les autres pour maintenir l'accroissement des bénéfices de leurs actionnaires.

Dans un avenir proche difficile à dater mais qui se compte en années et certainement pas en décennies, le décalage entre consommation et production sera tel que les conséquences pour le modèle économique mondial seront gigantesques. En fait, la crise sera proportionnelle à l'ampleur du refus généralisé de voir cette vérité qui dérange : les ressources s'épuisent et les capacités de la planète sont finies. Mais alors, pourquoi continuer à nier cette vérité, ou à la dénigrer, si les faits paraissent si indiscutables ? Plutôt demander pourquoi renoncer à un mode de vie qui contente des centaines de millions d'individus et qui en fait rêver autant d'autres.

Nous ne sommes pas prêts à repenser volontairement nos conditions de vie, par peur de perdre un niveau de confort et d'insouciance coupables. Mais si, de force, les moyens énergétiques venaient à manquer dramatiquement, nous serions contraints à agir. C'est peut-être cette nécessité qui rendrait enfin le réchauffement climatique palpable, critique et évident à nos yeux.

Nous aboutirions alors à un étrange paradoxe : le pétrole et ses dérivés, qui ont permis de développer les modes de consommation et de transports à outrance, première source de

réchauffement climatique, offrirait par sa raréfaction la première cause capable de l'endiguer. Juste retour des choses ou véritable glas de l'urgence ?

http://www.oulala.net:80/Portail/article.php3?id_article=2884

Forts soupçons de toxicité sur un maïs OGM

LE MONDE | 13.03.07

Autorisé à la mise sur le marché en France et en Europe, le MON 863, un maïs transgénique conçu par Monsanto, est depuis plus de deux ans au centre d'une polémique sur son innocuité (Le Monde du 23 avril 2004). Ces débats pourraient reprendre après la publication, mardi 13 mars, dans la revue Archives of Environmental Contamination and Toxicology, d'une étude suggérant une toxicité de cet organisme génétiquement modifié (OGM) pour le foie et les reins.

Selon ces travaux, la consommation de maïs MON 863 perturbe plus ou moins fortement, chez le rat, de nombreux paramètres biologiques : poids des reins, poids du foie, taux de réticulocytes (jeunes globules rouges), de triglycérides, etc. La chimie urinaire est également modifiée, avec des réductions de sodium et de phosphore excrété pouvant aller jusqu'à 35 %. Les effets varient selon le sexe des animaux. "Chez la femelle, on observe une augmentation des graisses et du sucre dans le sang, une augmentation du poids du corps et du poids du foie par rapport au poids du corps, le tout associé à une plus grande sensibilité hépatique, dit M. Séralini, principal auteur de cette étude et par ailleurs président du Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen). Chez le mâle, c'est le contraire, avec une chute du poids du corps et des reins."

Les auteurs de ces travaux ont utilisé les données tirées d'une expérience commanditée par Monsanto, qui a porté sur l'étude de 400 rats pendant 90 jours. Le traitement statistique appliqué à ces données par les experts de la firme agrochimique avait été publié, en août 2005, par Food and Chemical Toxicology. Ces travaux avaient bien mis en évidence des variations significatives de paramètres biologiques entre les animaux nourris au maïs MON 863 et ceux nourris avec son isogène - la même variété végétale, mais non modifiée génétiquement.

Les chercheurs de Monsanto avaient pour leur part conclu que ces écarts entraient dans le cadre de la variabilité naturelle des paramètres mesurés. Les effets produits par l'OGM n'avaient ainsi pas été considérés comme pathologiques. Quant à la "variabilité naturelle", elle avait été établie en mesurant les mêmes séries de données sur des rats nourris avec d'autres variétés de maïs non OGM, aux vertus nutritives différentes du maïs MON 863 et de son isogène.

Les données expérimentales brutes - plus d'un millier de pages - ont été tenues confidentielles par la firme agrochimique jusqu'à ce que Greenpeace en obtienne la publicité au printemps 2005, devant la cour d'appel de Münster (Allemagne).

Le Criigen a ainsi pu les examiner en détail et leur appliquer un nouveau traitement statistique. Celui-ci a notamment consisté, selon M. Séralini, à extraire des données brutes les effets les plus significatifs spécifiquement imputables à l'absorption de l'OGM.

"Sur les 58 paramètres mesurés par Monsanto, précise le chercheur, tous ceux qui sont altérés concernent le fonctionnement des reins ou du foie." "En outre, Monsanto avait considéré que, puisque les mâles et les femelles réagissaient différemment, il n'y avait pas matière à inquiétude, poursuit M. Séralini. Or le foie, par exemple, est un organe qui réagit différemment en fonction du sexe." De même, le fait que la réponse biologique mesurée ne

soit pas toujours en adéquation avec la dose d'OGM reçue avait été interprété par les experts du semencier comme la preuve que le maïs transgénique testé n'était pas en cause. Un principe que conteste M. Séralini : "Lorsque les perturbations sont hormonales, par exemple, l'effet peut ne pas être proportionnel à la dose", dit-il.

Le toxicologue Gérard Pascal, membre, comme M. Séralini, de la Commission du génie biomoléculaire, juge erronées certaines conclusions du Criigen. "Je récusé l'analyse des courbes de poids des animaux, menée sans tenir compte de leur alimentation, dit M. Pascal. Mais je suis d'accord sur le fait que les réponses biologiques peuvent varier entre mâles et femelles et sur le principe qu'on ne doit comparer les effets d'un maïs OGM qu'avec son isogène, sans tenir compte des effets produits par d'autres variétés de maïs conventionnel." Selon M. Pascal, l'inadéquation entre dose d'OGM reçue et effets constatés sur les paramètres hépatiques disqualifie les conclusions de toxicité pour le foie. "Des différences significatives au niveau du poids des reins" et "les variations de sodium, de phosphore et de potassium urinaire" évoquent bien, elles, un effet rénal. "Mais, rappelle M. Pascal, la CGB avait poussé, à ma demande, les investigations sur les reins et n'avait trouvé en définitive aucune preuve de toxicité" (Le Monde du 15 décembre 2004). "Reste les variations des taux de réticulocytes et d'éosinophiles (globules blancs), ajoute M. Pascal. Cela, je ne sais pas l'interpréter, mais ce sont des paramètres qui bougent beaucoup dans les expérimentations." Pour M. Pascal, les éléments apportés par le Criigen ne sont pas de nature à remettre en cause les avis favorables délivrés au MON 863. "Il ne s'agit là que d'une interprétation personnelle", ajoute le toxicologue.

Les travaux du Criigen ont été financés par Carrefour et Greenpeace, mais, justifie M. Séralini, "il n'existe aujourd'hui malheureusement pas de budgets publics pour mener ce genre de travaux". Situation d'autant plus dommageable que, selon M. Séralini, "il faudrait refaire toute l'étude toxicologique en tenant des dosages hormonaux" et, surtout, poursuivre les tests bien au-delà de 90 jours, et sur d'autres espèces que le rat, pour pouvoir trancher.

Stéphane Foucart

Article paru dans l'édition du Monde du 14.03.07.

Communiqué du Collectif de soutien aux Amérindiens du Haut-Maroni

13/03/07

Malgré une demande officielle d'audience avec la ministre de l'écologie et du développement durable formulée deux jours à l'avance auprès de la préfecture, le collectif de soutien aux Amérindiens du Haut Maroni, pourtant enrichi de la présence de l'autorité suprême des Wayana Gran Man Aïmaïpoti Touenké en personne, ne fut reçu que par un simple attaché parlementaire, accompagné du directeur de cabinet du préfet et ceci avec une heure trente de retard sur l'horaire prévu. La seule excuse de la Préfecture étant qu'ils n'ont reçu le mail qu'aujourd'hui . à quoi bon les nouveaux moyens technologiques !!!

La délégation, composée du Grand Man et de deux chefs coutumiers wayana, de Brigitte Wingarde et de Jean-Paul Ferreira, Maire de la commune d'Awala-Yalimapo et conseiller régional, de Philippe Aquila, Alexis Tiouka et Kumale Pleike, était venue réaffirmer la position officielle du Peuple Wayana. Elle a dû supporter une fois encore un discours jacobin, centralisateur, stéréotypé, formaté, promettant monts et merveilles à coup de millions d'uro sans prendre en compte la dimension humaine et la notion de peuple autochtone.

La ministre a fait savoir qu'elle prévoyait une rencontre avec les chefs coutumiers wayana à Elahe mardi . Pourquoi donc alors que ceux-ci étaient présents à Cayenne jusqu'à lundi,

justement pour la rencontrer !

L'état continue à mépriser et à bafouer nos revendications les plus élémentaires. De notre côté nous continuerons donc à revendiquer nos droits : création d'une commune wayana, maintien de l'arrêté préfectoral de 1970, révision du zonage du parc amazonien, et rétrocession du foncier aux Amérindiens.

Cette revendication a pris la forme d'une requête déposée par le Gran Man auprès de l'attaché de la ministre.

COLLECTIF DE SOUTIEN AUX AMERINDIENS DU HAUT MARONI

Cayenne, le 11 mars 2007

à : Mme la Ministre de l'écologie et du développement durable, en déplacement en Guyane -
Préfecture de Guyane, rue Fiedmont - 97 300 Cayenne

Madame la Ministre,

A l'occasion de l'enquête publique relative à la création du Parc national amazonien de Guyane, les amérindiens Wayana et Teko du Haut Maroni ont exprimé dans leur pétition un refus motivé.

Tout au long des travaux de préparation du projet, les Communautés amérindiennes ont souhaité être protégées du fléau de l'orpaillage. Au regard du contexte terrible que vous connaissez et que vivent ces citoyens depuis plusieurs années, la meilleure des réponses aurait été de délimiter le coeur de Parc à proximité de leurs lieux de vie, conformément à leur demande. Nous signalons à votre attention que la requête de ces populations a été rapportée par MM. Les Commissaires-enquêteurs, qui ont suggéré d'y donner droit.

Tout au contraire, dans le zonage finalement retenu par l'administration, les limites de la zone coeur de parc se situent à grande distance des lieux de vie et d'activité. Les villages se trouvent ainsi dans des espaces non protégés, où vous le savez, l'orpaillage pourrait bien être légalisé.

Nous vous interpellons également sur les incertitudes concernant les mutations que ne manquera de provoquer l'ouverture du Parc sur les sociétés traditionnelles, alors qu'il est évident que ces sociétés ne sont pas préparées à la mise en concurrence économique et culturelle qui va inévitablement s'établir dans un avenir proche. On n'a jamais abordé la question de la propriété foncière (les amérindiens ne sont pas propriétaires de leurs terres), on n'a pas abordé la question de la commune du très Haut Maroni. La pétition des amérindiens Wayanas contient ainsi de nombreuses interrogations, bien au delà de la douloureuse question de l'orpaillage. En prenant cette décision en déni de leurs demandes, l'Etat abandonne de nombreux problèmes aux générations à venir.

L'idée de consensus entretenue par l'Etat autour du projet de Parc national est factice : cette décision constitue un déni de solidarité. Elle n'est pas acceptable, car elle conduira à maintenir et aggraver l'insécurité sanitaire, mais également, à long terme l'amertume et le ressentiment.

Réunis en Collectif, nous vous demandons de bien vouloir reconsidérer la délimitation des zones de coeur et libre adhésion du Parc amazonien de Guyane, afin de déterminer de meilleures conditions de réalisation, en plein accord avec les populations concernées.

Nous souhaitons également que vous apportiez votre appui aux propositions suivantes :

le maintien des dispositions réglementant l'accès au territoire (arrêté de 1970/77) ;

la cession des terres du Domaine aux Communautés traditionnelles;

la création d'une nouvelle Commune sur le Haut Maroni.

Enfin, nous vous prions instamment d'agir en faveur de l'intensification de la répression de l'orpaillage clandestin.

En l'attente nous vous prions d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos salutations respectueuses.

Brigitte Wyngaarde, porte-parole

aruacay@nplus.gf

Gentech-news 153

153.1 Arrêt d'un tribunal U.S : Réexaminer la culture d'une variété de luzerne GM
Aux USA, un tribunal (Federal District Court à San Francisco) a donné l'ordre de procéder à un nouvel examen en terme de sécurité environnementale d'une variété de luzerne génétiquement modifiée (Alfalfa), cultivée depuis 2006. La question des répercussions du jugement sur la culture actuelle et la commercialisation reste en suspens. (The New York Times, 14.2.07)

153.2 UE : Toujours pas de culture de la pomme de terre GM en 2007 à cause de la résistance à la kanamycine

La variété de pomme de terre Amflora développée par BASF Plant Science, qui présente une composition modifiée en amidon ne peut encore être cultivée cette année dans l'UE. Avant de lui accorder son autorisation, la Commission européenne veut connaître l'avis de l'Agence européenne des médicaments. En effet, on introduit dans cette pomme de terre un gène marqueur exprimant une résistance aux antibiotiques. Selon une étude actuelle publiée par l'Organisation mondiale de la santé (WHO), l'antibiotique correspondant (kanamycine) est bien plus important en médecine vétérinaire qu'on aurait pu le croire jusqu'ici. (Transgen.de, 27.2.07)

153.3 : 2006 année record des contaminations OGM

En agriculture, les plus fréquents incidents de contaminations involontaires se sont produit au cours de la dixième année de cultures GM. Entre autres, un scandale à l'échelle mondiale de contamination par une variété de riz GM non autorisé, produit par Bayer CropScience. (Greenpeace / GeneWatch UK, 2007)

153.4 : Effets involontaires dus à la modification génétique

Selon les nombreux résultats de la recherche fondamentale, le paradigme un gène = une protéine est totalement dépassé. La constitution du génome est sensiblement plus complexe et plus flexible. Les flux d'information circulent en réseau et dans différentes directions. L'insertion de gènes constructeurs influence les processus et structures régulateurs des gènes et déclenche l'apparition d'effets involontaires dus à la modification génétique.

153.5 La Pologne mise sur l'agriculture bio - Boom du bio en Allemagne

La Pologne est la lanterne rouge de l'UE dans le domaine de l'agriculture biologique. Mais un important potentiel de développement se profile à l'horizon: l'agriculture polonaise entend «devenir une marque biologique». En Allemagne les ventes d'aliments bio ont explosé et les taux de croissance progressent de manière continue. La demande de produits biologiques est telle que l'Allemagne n'a pas assez d'agriculteurs bio. (Schweizer Bauer, 15.2.07; Schweizer Bauernverband/LID, 16.2.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Plusieurs tonnes de maïs transgénique « livrées » chez Nicolas Sarkozy, seul candidat à ne pas s'engager en faveur d'un moratoire
Paris, le 16 mars 2007 - Une quinzaine d'activistes de Greenpeace vient de déverser du maïs transgénique devant le QG de campagne de Nicolas Sarkozy, rue d'Enghien, à Paris (Xe).

Vers 9 heures ce matin, un camion-benne s'est arrêté devant l'entrée du quartier général du candidat de l'UMP. Des militants ont déployé en travers de la rue une large banderole affichant « OGM = MORATOIRE ! ». Le camion a alors déversé plusieurs tonnes de maïs transgénique. « Cette "livraison" constitue une sorte de retour à l'expéditeur, explique Arnaud Apoteker, responsable de la campagne OGM de Greenpeace France. En livrant du maïs transgénique à Nicolas Sarkozy, nous lui disons : "Vous refusez de prendre position pour un moratoire sur les OGM en plein champ ? C'est donc que vous voulez du maïs transgénique. Et bien, en voilà !" »

Par cette interpellation, Greenpeace stigmatise le dernier candidat à l'élection présidentielle qui reste sourd à ce que réclament les Français et tient un double langage. « En public, Nicolas Sarkozy affirme avoir de la réticence, voire de la méfiance à l'égard des cultures transgéniques, mais en réalité, il ne traduit pas ces belles paroles en proposition concrète, reprend Arnaud Apoteker. Nous voulons avertir les Français qu'en ce qui concerne les OGM, le candidat de l'UMP se contente de communiquer pour ne pas se mettre à dos une opinion publique massivement opposée aux OGM. » Interpellé à plusieurs reprises par Greenpeace et d'autres associations (l'Alliance pour la planète, Confédération paysanne.), par courrier, lors de réunions de travail ou encore lors du Salon de l'agriculture, Nicolas Sarkozy a choisi, à chaque fois, de ne pas se prononcer en faveur d'un moratoire sur les cultures d'OGM en plein champ. Ce dernier devrait d'abord porter sur le maïs MON810, cultivé en France depuis deux ans, dans le secret et hors de tout cadre légal. Ce silence laisse craindre que s'il est élu Nicolas Sarkozy ne laisse les cultures transgéniques se développer alors que se multiplient les signes laissant penser que les OGM peuvent s'avérer dangereux pour la santé. Le 13 mars, Greenpeace et le Criigen ont publié une étude scientifique qui démontre qu'un maïs transgénique autorisé à la consommation humaine présente des signes de toxicité¹. « Personne ne peut plus

garantir que les OGM sont sans risque pour la santé », déclare Arnaud Apoteker. Dans ces conditions, à quinze jours des premiers semis et à l'heure où le gouvernement UMP s'apprête à publier des décrets qui transposeraient une partie de la directive européenne sur les cultures d'OGM à la va-vite et sans débat parlementaire, Greenpeace demande à Nicolas Sarkozy, candidat UMP, de prendre position en faveur d'un moratoire sur les OGM en milieu ouvert.

86 % des Français réclament une interdiction temporaire ou définitive des OGM et 62 % des agriculteurs attendent du futur président de la République qu'il décrète un tel moratoire². Ce moratoire constitue l'une des 24 propositions au regard desquelles L'Alliance pour la planète estime et note l'engagement écologique des candidats (voir www.lalliance-2007.fr). Il est également au coeur de l'appel d'Orléans « pour un printemps sans OGM » (à lire et à signer sur www.moratoireogm.fr). Position de chaque candidat à l'élection présidentielle sur www.tes-sourd-ou-quoi.org.

Photos haute définition et vidéos disponibles dans la matinée sur : <ftp://share.greenpeace.org> ;

utilisateur: francegraphic ; mot de passe: eikuishe ; dossier : California.

Contacts :

Arnaud Apoteker, responsable de la campagne OGM de Greenpeace France : 06 07 57 31 60

Adélaïde Colin, Greenpeace France : 06 84 25 08 25.

1 Cette étude révèle que des rats nourris pendant 90 jours avec du MON863 présentent des « signes de toxicité » au niveau des reins et du foie. Voir

www.greenpeace.org/france/news/20070313-ogm-mais-alimentation-toxicite

2 Sondages CSA/Greenpeace (septembre 2006) et Ifop/Fiducial/JDD (février 2007).

Magali Ringoot

Campagne OGM - Greenpeace France

22, rue des Rasselins - 75020 Paris

L'Etat des forêts en 2007 : constat alarmant

15 mars 2007 (Par Pierre Melquiot)

Réuni cette semaine à Rome, le comité des forêts de la FAO a rendu public son rapport sur l'Etat des forêts en 2007. La situation est particulièrement préoccupante sur le continent africain, où 3 millions d'hectares de forêts tropicales ont été rayés entre 1990 et 2005, soit l'équivalent chaque jour de la surface de Paris...

Greenpeace demande à la France et aux instances internationales d'aller au delà du constat alarmiste et de prendre les mesures qui s'imposent, notamment dans le bassin du Congo.

Entre 2000 et 2005, sur l'ensemble de la planète, la perte nette de forêts s'établit à 7,3 millions

d'hectares par an, soit 20 000 hectares par jour.

En Asie du Sud-Est, en Amérique latine et en Afrique, la déforestation continue à un rythme très préoccupant, compromettant mode de vie des populations, biodiversité et équilibre global du climat. Si Greenpeace se range à la conclusion de la FAO : « Les forêts et la population souffrent de méthodes d'exploitation menant à la destruction et au gaspillage », elle appelle à prendre d'urgence les mesures appropriées : mise en place d'aires protégées, encadrement de l'exploitation du bois, promotion d'usages moins destructifs de la forêt. « Encore une fois, la situation est grave, mais des solutions existent. Encore une fois, les décideurs politiques plient l'échine devant des intérêts économiques à court terme ! » précise Grégoire Lejonc, chargé de campagne Forêt africaines à Greenpeace.

L'Afrique concentre à elle la moitié de la déforestation. Les pressions combinées de l'industrie du bois et de l'exploitation agricole sur brûlis ont amputé le continent de 9% de sa surface forestière entre 1990 et 2005.

La situation est particulièrement grave en République Démocratique du Congo (RDC), où se situent les deux tiers de la seconde forêt tropicale de la planète. Relativement préservé, cet espace exceptionnel est à la croisée des chemins. Au sortir de dix années de guerre civile, gouvernement et bailleurs de fond doivent décider dans les semaines à venir de l'avenir de l'exploitation industrielle du bois. « L'enjeu est crucial : 60 millions d'hectares de forêts naturelles - soit la taille de la France - risquent d'être affectés aux exploitants industriels alors même qu'aucun zonage écologiquement et socialement pertinent n'a été fait ! Les risques pour la population et la biodiversité sont immenses.» précise Grégoire Lejonc.

La prolongation du moratoire sur l'attribution de nouveaux titres forestiers en RDC est un premier élément de réponse concret pour enrayer un phénomène mondial gravissime.

Interpellé par

Greenpeace lors du sommet France-Afrique en février à Cannes, Jacques Chirac s'est engagé à ce que la France soutienne ce moratoire et soit le moteur d'une politique internationale de protection active de la biodiversité dans le bassin du Congo. La communauté internationale, Banque Mondiale en tête, doit ensuite aider le gouvernement Congolais à assainir son secteur forestier et à promouvoir des usages moins destructifs de la forêt.

<http://www.actualites-news-environnement.com:80/20070315-etat-forets-2007-constat-alarmanant.php>

Moules et huîtres sont menacées par l'acidification des océans

2007-03-16

PARIS (Source vérifiée)

Les huîtres et les moules, dont l'élevage génère des milliers d'emplois sur les côtes françaises, sont menacées par l'acidification des océans découlant de l'augmentation des rejets de gaz carbonique, selon une étude scientifique publiée vendredi.

La calcification de la moule domestique (*Mytilus edulis*) et de l'huître du Pacifique (*Crassostrea gigas*) diminue de manière linéaire avec l'augmentation de l'acidité de l'eau de mer, a constaté une équipe internationale menée par Frédéric Gazeau, chercheur à l'Institut néerlandais d'écologie.

Chaque jour, plus de 25 millions de tonnes de gaz carbonique (CO₂) produites par les activités humaines sont absorbées par les océans qu'elles contribuent à acidifier. On savait déjà qu'une augmentation de l'acidité de l'eau rendait plus difficile la fabrication des squelettes calcaires des coraux et du phytoplancton, mais aucune étude n'avait encore été menée sur des mollusques d'intérêt commercial, affirme le Centre national de la recherche scientifique. Dans

l'hypothèse moyenne d'une teneur en gaz carbonique (dans l'atmosphère) de 740 parties pour millions, contre 370 actuellement, la vitesse de fabrication des coquilles diminue de 25% pour la moule et de 10% pour l'huître.

Un tel phénomène pourrait avoir des conséquences sur la survie des larves, qui pourraient avoir plus de mal à se fixer sur les supports fournis par les éleveurs. Les coquillages devraient mettre plus de temps à atteindre une taille commerciale. Ils deviendraient aussi plus sensibles aux prédateurs, souligne l'un des chercheurs ayant participé à l'étude, Jean-Pierre Gattuso de l'Observatoire océanologique de Villefranche (CNRS/Université de Paris 6).

Au delà de leur intérêt commercial, les moules et les huîtres rendent des services écologiques très importants, relève le CNRS dans son communiqué.

L'élevage commercial de mollusques a augmenté de près de 8% par an au cours des trente dernières années. Avec près de 12 millions de tonnes produites, ce marché représentait un chiffre d'affaires de 10,5 milliards de dollars en 2002.

L'huître du Pacifique est la plus cultivée, y compris sur le littoral français, avec un volume total de 4,2 millions de tonnes (10,8% de la production aquacole mondiale). Près de 1,4 millions de tonnes de moules (3,6% de la production aquacole) sont également produites dans le monde.

"Il appartient désormais à d'autres équipes de s'emparer de ces travaux pour tenter d'évaluer les conséquences économiques", a souligné M. Gattuso. On pourrait aussi s'interroger sur l'impact du phénomène sur la production de perles "qui pourrait être affectée et vaudrait la peine d'être étudiée".

Lors de l'expérience, les coquillages ont été stressés en étant soumis à une augmentation brutale de l'acidité de l'eau. Sur une plus longue durée, plus proche des conditions naturelles, il n'est pas impossible qu'un phénomène d'adaptation intervienne, a concédé le chercheur, interrogé par l'AFP.

Cette étude est publiée dans la revue *Geophysical Research Letters*.

Le G8 + 5 environnement à Potsdam pour sonder le terrain de l'après-Kyoto

2007-03-16

POTSDAM (Source vérifiée)

Les ministres de l'Environnement du G8, de Chine, d'Inde, du Mexique, d'Afrique du Sud, et un responsable du Brésil, ont commencé à discuter des moyens d'affronter ensemble le réchauffement climatique et la destruction de la biodiversité, vendredi à Potsdam, près de Berlin.

C'est la première fois qu'un G8 de l'environnement associe ces cinq grands pays dits émergents.

La réunion de Potsdam, dans l'historique château Cecilienhof, est l'occasion de sonder le terrain avant le sommet du G8 du 6 au 8 juin à Heiligendamm (nord-est de l'Allemagne) et le lancement officiel en décembre prochain à Bali de négociations pour assurer une suite au protocole de Kyoto, qui expire en 2012.

"Il ne s'agit pas de négocier un accord aujourd'hui, mais de discuter de deux thèmes, la biodiversité et le changement climatique," a déclaré avant la réunion le ministre allemand de l'Environnement Sigmar Gabriel dont le pays préside le G8 (Italie, Allemagne, France, Grande-Bretagne, USA, Canada, Japon, Russie).

"Nous voulons parler clairement des barrières qui ont freiné jusqu'à présent une avancée" des négociations internationales sur le climat et "des moyens des les écarter", avait-il prévenu

jeudi.

"J'espère qu'il y aura de nouvelles réflexions, quelques nouvelles idées, une nouvelle ouverture, parce que c'est ce à quoi le sommet du G8 + 5 aspire," a souligné le ministre britannique de l'Environnement David Miliband, également avant la rencontre.

M. Miliband a exprimé le souhait que les Etats-Unis, qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto sur une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2012, changeront d'avis. Quant aux pays émergents, ils ont le choix "de se développer avec de fortes émissions de CO2 en répétant les erreurs des pays industrialisés, ou de choisir une voie de développement pauvre en CO2", a relevé le ministre britannique.

Le président du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) Achim Steiner a salué sur la radio berlinoise RBB les efforts méritoires entrepris déjà par la Chine et le Brésil dans la protection de la biodiversité et du climat.

Il faisait allusion au programme chinois en faveur des énergies renouvelables et des mesures prises par le Brésil contre la destruction de la forêt amazonienne. "Il y a eu de grands pas de faits et nous devons savoir les reconnaître", a-t-il dit.

L'association écologiste Greenpeace a fait une intervention spontanée dans la matinée en débarquant avec des zodiacs sur les plages du parc qui donne sur le lac de Wannsee, pour planter deux banderoles sur la pelouse appelant: "G8 cessez de parler, agissez maintenant". Une même banderole était érigée sur un grand voilier naviguant sur le lac.

Les militants veulent remettre une pétition à chacun des ministres du G8 présents au sommet leur demandant de se fixer un objectif de 30% de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020 par rapport à 1990.

L'autorité météorologique américaine, la National Oceanic and Atmospheric Administration (NOAA), a rapporté jeudi que décembre, janvier et février derniers ont été les plus chauds que la Terre eut connu depuis la création d'un archivage des températures il y a 128 ans.

La réunion a lieu dans le château Cecilienhof où se sont réunis en juillet-août 1945 Truman, Churchill et Staline à la fin de la Deuxième guerre mondiale.

L'hiver le plus doux en Europe depuis un siècle

2007-03-16

PARIS (Source vérifiée)

L'Europe a connu son hiver le plus doux depuis le début des relevés météorologiques fiables, soit une centaine d'années, entraînant floraisons précoces et avancée de certaines récoltes, dérangeant les cycles des animaux et faisant planer une menace de sécheresse.

En France, l'hiver météorologique (décembre, janvier, février) a été le plus chaud au moins depuis 1950 avec des températures supérieures de 2,1 degrés à la normale saisonnière, selon Météo France.

L'Italie a connu son hiver le plus doux depuis 1800, selon l'Institut des sciences de l'atmosphère et du climat (Isac) de Bologne, avec 2,27° C de plus que la moyenne 1961-1990.

En Autriche, Vienne a battu son record de l'hiver le plus doux qui datait de 1915-1916 et en Hongrie, également, des records de douceur sur 100 ans ont été battus.

A Stockholm le thermomètre affichait 10 degrés mercredi alors que l'an dernier à la même date, il faisait moins dix avec 20 cm de neige au sol.

Conséquence de cette douceur inhabituelle, certaines cultures sont très en avance.

Aux Pays-Bas, où les récoltes de blé d'hiver ont près d'un mois d'avance, les chercheurs en environnement de l'université de Wageningen aux Pays-Bas pointent le risque de virus pour

les champs de céréales en raison du développement des pucerons.

En Italie, des variétés de légumes tels que petits pois, fèves, artichauts, laitues, asperges, sont déjà abondants sur les étals des marchés et le syndicat d'agriculteurs, Coldiretti, déplore de grosses quantités d'invendus.

En Allemagne, la douceur a favorisé la jaunisse nanisante de l'orge, une des maladies les plus sévères pour les céréales, les puces porteuses du virus ayant survécu à l'hiver. En Basse-Saxe (ouest), 50% des champs d'orge sont atteints, selon l'Institut fédéral pour l'agriculture (BBA). La faune est également perturbée. En Autriche, les crapauds de Styrie ont entamé leur migration printanière avec quinze jours d'avance, risquant ainsi de se faire écraser en route, rien n'ayant encore pu être mis en place pour les protéger.

Aux Pays-Bas, l'observatoire de la nature, Natuurkalender, s'inquiète du développement "chaotique" des papillons, certaines espèces sortant beaucoup plus tôt que d'habitude. Des piverts et des hirondelles sont arrivés avec un mois d'avance. En Hongrie, les cigognes sont déjà revenues d'Afrique.

En Suisse, une partie des oiseaux migrateurs n'ont pas quitté le pays, notamment des échassiers comme le Courlis cendré.

La sécheresse menace certains pays. En Espagne, les températures élevées, la sécheresse et le vent ont déjà provoqué une série d'incendies dans la région de Barcelone (nord-est) et de Valence (est).

A Rome, le chef du gouvernement Romano Prodi a envoyé une circulaire aux préfets et présidents de région pour mettre en place un plan préventif et se préparer localement en cas de sécheresse grave.

A Athènes également, on craint une année difficile, notamment pour l'irrigation de la grande plaine céréalière de Thessalie.

En France, le manque de pluie, surtout dans le sud du pays, n'a pas permis jusqu'alors de recharger correctement les nappes phréatiques.

En revanche, cette douceur du climat rend euphorique le secteur de la construction: en Allemagne, l'institut économique IfW de Kiel a relevé sa prévision de croissance pour 2007 à 2,8% contre 2,1% auparavant en invoquant notamment la bonne santé du bâtiment. En Hongrie, les responsables des grands groupes du BTP prévoient également des bénéfices en hausse pour l'exercice en cours.

Le G8 + 5 tire la sonnette d'alarme sur la destruction de la biodiversité
2007-03-16

BERLIN (Source vérifiée)

Les ministres de l'Environnement du G8 et de cinq pays émergents ont tiré la sonnette d'alarme sur la destruction de la biodiversité et ont pris des engagements dans une "Initiative de Potsdam", vendredi lors d'un sommet à Potsdam, près de Berlin.

"Nous effaçons la mémoire de la nature: 150 espèces disparaissent chaque jour, soit à un rythme mille fois plus rapide que dans l'histoire de la nature", a lancé le ministre allemand de l'Environnement, Sigmar Gabriel, lors d'une conférence de presse.

Ce phénomène menace les bases de notre économie --dont 40% du commerce est directement lié aux matières premières--, notre prospérité et notre sécurité sociale, et renforce la pauvreté, a souligné M. Gabriel, dont le pays assure la présidence annuelle du G8 et de l'Union européenne au premier semestre 2007.

Pour lutter contre les conséquences "dramatiques" de cette destruction, les ministres du G8 (Italie, Allemagne, France, Canada, USA, Japon, Russie, Grande-Bretagne), de Chine, d'Inde, du Mexique, d'Afrique du Sud et un responsable du Brésil ont lancé une "initiative de Potsdam", dont l'AFP a obtenu copie.

Ils appellent de leurs vœux la rédaction d'un rapport sur la valeur économique mondiale de la biodiversité et le coût de sa destruction et de l'absence de mesures de protection, "sur le modèle de celui de l'économiste Nicholas Stern" sur le réchauffement climatique, a expliqué M. Gabriel. Son porte-parole a précisé qu'une proposition d'étude sera soumise au G8 du 6 au 8 juin à Heiligendamm (nord de l'Allemagne).

Les ministres, réunis jusqu'à samedi dans le château de Cecilienhof, se sont aussi engagés à renforcer le travail scientifique sur la biodiversité, à sensibiliser l'opinion publique et à lutter contre le commerce illégal d'animaux et de plantes.

"L'initiative de Potsdam" insiste aussi sur la nécessité de mener de front les deux combats, contre le réchauffement climatique et contre la destruction de la biodiversité.

M. Gabriel a cité comme exemple de cette interdépendance la forêt amazonienne. Selon lui, une étude a révélé que la température pourrait augmenter de huit degrés Celsius en Amazonie, ce qui assècherait les sources d'eau et mettrait fin à la capacité de la forêt d'absorber une partie importante du dioxyde de carbone de la planète.

Sur le modèle du commerce des émissions de CO₂, les ministres souhaitent développer un mécanisme de régulation du marché autour de la biodiversité, selon le texte de l'initiative.

Un autre objectif important est l'intensification de la protection des zones menacées et de la recherche scientifique sur les fonds marins. "46% des espèces de poisson sont en voie de disparition, dans quelques dizaines d'années, il n'y aura plus de pêche commerciale", ce qui signifie la perte du moyen de survie de millions de personnes, a souligné M. Gabriel.

Le ministre allemand et le président du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) Achim Steiner ont par ailleurs salué les efforts de la Chine et de l'Afrique du Sud qui ont agrandi leurs zones de protection de la nature, ainsi que ceux du Brésil qui a réduit de 52% sa déforestation.

La journée de samedi devrait être consacrée à la lutte contre le réchauffement climatique, prélude au sommet du G8 et au lancement des négociations à Bali en décembre sur l'après-protocole de Kyoto, qui prend fin en 2012.

Un enjeu majeur sera de tenter de convaincre les Etats-Unis, qui n'ont pas ratifié Kyoto, et les pays émergents, de s'associer à un objectif ambitieux de réduction des gaz à effet de serre.

Une dizaine de personnes poursuit une grève de la faim anti-OGM à Montreuil
2007-03-17

MONTREUIL (Source vérifiée)

Une dizaine de personnes, venues de différentes régions, poursuivait samedi à Montreuil une grève de la faim, commencée mercredi pour obtenir un moratoire sur les cultures d'OGM avant les semis du printemps 2007.

Originaires du Languedoc, de l'Hérault, du Bordelais ou encore de Paris, ils sont paysans, chefs d'entreprise, enseignants ou comptable et tous ont entamé une grève de la faim il y a trois jours dans le but d'obtenir du gouvernement la signature d'un moratoire sur les cultures d'OGM avant les semis qui débutent dans quinze jours.

Après une mobilisation symbolique devant le muséum d'histoire naturelle à Paris, les grévistes ont été accueillis à la Maison Ouverte de Montreuil où ils pourront rester jusqu'au 24

mars et y recevoir les personnes qui souhaitent les soutenir.

Pour ces militants anti-OGM, ce moratoire est "essentiel" et ne pas le signer "serait une erreur scientifique et économique du gouvernement" qui se doit d'écouter "plus de 80% des Français qui sont contre les OGM" et "62% d'agriculteurs qui souhaitent ce moratoire", a expliqué à l'AFP Christine Thelen, agricultrice bio dans l'Aveyron et gréviste de la faim.

Ils demandent au gouvernement de "prendre ses responsabilités" devant le constat d'une "dégradation du climat" dans le monde rural entre "les paysans et les habitants", avec une "suspicion de plus en plus forte vis-à-vis des agriculteurs", a ajouté Guy Delort, chef d'entreprise dans le Berry, également gréviste de la faim.

"Nous sommes confiants" car la plupart des candidats se sont "prononcés pour un moratoire" mais ce ne sont "encore que des paroles" et "il faut voir ce que ça peut donner concrètement", a précisé Christine Thelen.

Après la visite de la candidate des Verts Dominique Voynet mercredi soir et le soutien de nombreux organismes tels que Greenpeace, le parti des Verts, la Confédération paysanne et la Fédération Nationale d'Agriculture Biologique (FNAB), ils attendent la venue de l'altermondialiste José Bové et continuent à sensibiliser les habitants de Montreuil sur les OGM.

Agir contre le réchauffement peut invalider le scénario du pire

19/03/2007

par Alister Doyle

OSLO (Reuters) - La réduction des émissions de gaz à effet de serre peut permettre d'éviter les pires conséquences attendues du réchauffement climatique, telles que les pénuries d'eau potable pour des milliards d'habitants ou l'extinction de la moitié des essences végétales de l'Amazonie, selon des experts.

L'Onu doit publier le 6 avril un rapport prédisant, dans sa version initiale, une hausse du niveau des océans qui pourrait être fatale à plusieurs îles du Pacifique, et un appauvrissement des récoltes, synonyme de famine à grande échelle.

"Plus on attendra pour agir (en faveur de la réduction des émissions de gaz à effet de serre) plus il sera probable que certaines des conséquences les plus graves se manifestent", estime Richard Betts, directeur de l'équipe chargée d'étudier l'impact du réchauffement climatique au Bureau météorologique britannique.

"Selon que nous choisissons des émissions faibles ou des émissions élevées fera une grande différence", souligne pour sa part Gunnar Myhre, du Centre de recherche sur le climat mondial et l'environnement d'Oslo.

Tous deux font partie des principaux auteurs d'un rapport publié en février par l'Onu sur le climat, et fondé sur les travaux de 2.500 chercheurs, comprenant plusieurs scénarios évaluant la hausse possible des températures de 1,1 à 6,4 degrés Celsius d'ici 2100, par rapport aux températures de 1990.

NOMBREUSES INCERTITUDES

Dans ces projections, la hausse des températures la plus importante découlait de la poursuite de l'utilisation intensive des combustibles fossiles, et du recours en 2100 pour 70% de la production d'énergie à des combustibles fossiles tels que le charbon et le gaz, dont résulterait une hausse sensible des émissions de gaz à effet de serre.

Le scénario optimiste, celui de la hausse la plus modérée des températures (moins de trois degrés Celsius) s'appuie sur une réduction sensible des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2100, date à laquelle le monde tirera environ la moitié de son énergie de sources renouvelables.

Le nouveau rapport de l'Onu, qui doit être présenté à Bruxelles, se basera sur la première hypothèse en détaillant les possibles conséquences régionales du réchauffement climatique, telles que l'assèchement du bassin de l'Amazonie et une forte contraction des glaciers himalayens qui alimentent les fleuves d'Asie.

Selon les experts, une hausse des températures de plus de trois degrés Celsius pourrait aggraver fortement les pénuries d'eau potable pour 1,1 à 3,2 milliards de personnes. Si c'était le cas, les récoltes s'appauvriraient aussi dans le monde entier après avoir s'être brièvement améliorées dans des secteurs non tropicaux.

Au-delà de quatre degrés de réchauffement, l'un des scénarios envisagés comporte l'extinction potentielle d'environ 45% des essences végétales amazoniennes.

Pour Betts, "les scénarios dépendent de l'évolution de la société, de la croissance de la population, des technologies qui seront utilisées, de la croissance de l'économie".

<http://www.boursier.com:80/vals/all/agir-contre-le-rechauffement-peut-invalidier-le-scenario-du-pire-feed-22048.htm>

Solutions pour contrer l'augmentation de l'effet de serre

Climat Source : <http://www.sur-la-toile.com>

Copyright : Sur-la-Toile.com

La solution au problème de l'augmentation de l'effet de serre est loin d'être évidente. Il ne suffira pas d'arrêter de produire des gaz à effet de serre pour que le réchauffement de la planète cesse. Dans le meilleur des cas cela permettrait de le stabiliser ou de ralentir sa progression.

En effet, le cycle du carbone est un processus lent et même si on arrêta immédiatement de rejeter des gaz à effet de serre - ce qui est très improbable - il faudrait plusieurs centaines d'années avant que l'océan, le sol et les végétaux n'absorbent le dioxyde de carbone excédentaire.

En plus de limiter nos rejets de gaz à effet de serre, il faudrait donc pouvoir éliminer ceux que nous avons rejetés dans l'atmosphère depuis plus de deux siècles. Les principaux gaz à effet de serre sont le méthane, le dioxyde de carbone et les oxydes d'azote (NOx).

Bien qu'il existe des projets pour la diminution des émissions de méthane, par exemple en modifiant la nutrition des bovins, les principaux programmes s'attaquent au dioxyde de carbone. La durée de vie atmosphérique du dioxyde de carbone peut varier de 50 à 200 ans, tandis que celle du méthane se situe autour de 10-12 ans.

Il est donc important de réduire notre production de dioxyde de carbone le plus rapidement possible. Un des moyens les plus évidents pour diminuer les rejets de dioxyde de carbone est d'utiliser moins d'énergie.

La lutte contre le gaspillage d'énergie permettra non seulement d'économiser nos ressources et notre argent, mais aussi de ralentir notre émission de dioxyde de carbone.

On peut aussi augmenter l'efficacité au point de consommation. Par exemple, les ampoules halogènes consomment nettement moins d'énergie pour produire la même quantité de lumière, les machines à laver Staber à axe horizontal utilisent moins d'eau et trois fois moins d'énergie que les laveuses traditionnelles, etc.

L'utilisation des transports en commun permet également de produire moins de gaz à effet de serre que lorsque chaque voyageur utilise son propre véhicule. Il est également primordial de se tourner vers des techniques de production d'énergie à haut rendement ou d'augmenter le rendement des techniques existantes.

Les technologies telles que la production combinée de chaleur et d'électricité par les centrales conventionnelles ont fait leurs preuves et permettent d'atteindre des taux d'efficacité de 86%. Les carburants alternatifs qui produisent peu ou pas de dioxyde de carbone pourraient permettre de limiter les émissions des transports.

Le remplacement du pétrole par le gaz naturel ou l'hydrogène est actuellement à l'essai dans plusieurs pays. Les énergies renouvelables pourraient nous permettre de limiter notre dépendance envers la combustion du pétrole, et par conséquent de produire moins de gaz à effet de serre.

L'hydro-électricité, l'énergie éolienne, les énergies solaires actives et passives et la biomasse sont les sources d'énergie renouvelables les plus répandues.

Ces sources sont considérées comme rentables et matures d'un point de vue commercial.

L'énergie nucléaire peut aussi être utilisée comme alternative aux combustibles fossiles.

En 1990, 17% de l'électricité produite dans le monde provenait de centrales nucléaires.

Cependant, le problème du stockage des déchets radioactifs et la réaction de l'opinion publique face à l'implantation de nouvelles centrales rendent l'expansion de la production nucléaire peu probable.

Ces actions ne seront réellement efficaces que si nous parvenons à stabiliser la population mondiale. Il paraît clair que plus le nombre d'êtres humains augmentera sur la planète, plus nos besoins en énergie augmenteront.

La diminution de la pression démographique que nous exerçons sur notre environnement est également un moyen de diminuer la production mondiale de gaz à effet de serre.

Une stratégie complémentaire à la diminution de notre production de gaz à effet de serre serait de capturer le dioxyde de carbone qui est déjà dans l'atmosphère. Le gaz carbonique pourrait ensuite être stocké ou utilisé par l'industrie. La capture peut s'effectuer à la source de gaz carbonique, par exemple dans les centrales électriques qui utilisent des combustibles fossiles. Plusieurs techniques sont à l'étude.

Lorsque la concentration en gaz carbonique est très haute, il est possible de capturer le gaz carbonique grâce à un processus cryogénique. Si la concentration en dioxyde de carbone est relativement faible, l'utilisation de solvants, tel que le monoéthanolamine, est possible.

Un aspect important de la capture du dioxyde de carbone dans la production énergétique est que ce processus aura lui-même un coût énergétique.

La productivité et la rentabilité des centrales devront être recalculées en fonction de ce coût.

Une fois le dioxyde de carbone capturé, il faudra le stocker. Plusieurs alternatives sont possibles.

Le dioxyde de carbone pourrait être injecté dans des puits de pétrole. Cela permettrait d'une part de stocker le gaz carbonique et d'autre part d'augmenter la production du puit.

Un projet pilote de démonstration de cette méthode a été démarré à Weyburn (Saskatchewan) en juillet 2000. Une autre possibilité serait de stocker le dioxyde de carbone dans les océans.

Les océans sont déjà les plus grands réservoirs de gaz carbonique de la planète.

Leur capacité d'absorption est très grande et pourrait être utilisée pour stocker nos rejets de dioxyde de carbone. Deux stratégies sont envisagées, le gaz carbonique pourrait être injecté sous forme liquide à grande profondeur (plus de 3000 m) ou sous forme gazeuse à profondeur moyenne (+/- 1500 m). Les impacts environnementaux sont encore à l'étude.

Une autre stratégie pour faire diminuer le taux de dioxyde de carbone atmosphérique serait de stimuler les puits naturels de carbone. La prévention de la déforestation, l'augmentation des

surfaces forestières et la fertilisation de surfaces océaniques pourraient permettre d'augmenter le stockage naturel du carbone.

Les pénuries d'eau pourraient tripler avec le réchauffement
2007-03-21

PARIS (Source vérifiée)

Les pénuries d'eau, l'or bleu qui fait déjà défaut à plus d'un milliard d'humains, pourraient en affecter trois fois plus sous l'effet du réchauffement climatique, préviennent les experts mondiaux sur le climat.

D'ores et déjà, l'Unesco rappelle à l'occasion de la Journée mondiale de l'eau, jeudi 22 mars, qu'une personne sur quatre dans le monde n'a pas accès à l'eau potable.

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur le changement climatique (Giec), qui a prédit en février une hausse de 1,8 à 4° de la température moyenne planétaire d'ici 2100, rendra le 6 avril à Bruxelles ses conclusions sur les impacts prévisibles du phénomène, dont l'AFP a obtenu la dernière version en circulation.

Celle-ci risque cependant d'être encore amendée par les délégués des 190 Etats membres de l'Onu lors de leur réunion dans la capitale belge pour approuver ce nouveau chapitre du 5^e rapport (le précédent date de 2001).

A ce stade, les scientifiques estiment avec un degré de confiance élevé (8 chances sur 10) que pour une hausse de 2° des moyennes planétaires, les ressources en eau diminueront alors que les besoins d'irrigation augmenteront, que les sécheresses seront probablement (à 65%) plus fréquentes et qu'elles affecteront des régions aujourd'hui semi-arides.

Selon leurs conclusions, ces 2°C supplémentaires pourraient (avec une confiance de 5 chances sur 10), placer jusqu'à 2 milliards d'humains en pénurie d'eau aggravée, dont 350 à 600 M seraient concernés en Afrique et 200 M à un milliard en Asie.

Si le thermomètre mondial devait grimper de 4°C supplémentaires, ce sont jusqu'à 3,2 milliards de personnes qui seraient en manque d'eau.

De son côté, l'Unesco a estimé dans un rapport publié en 2006 (UN World Water Development report) que d'ici moins de 25 ans, les deux-tiers des habitants de la planète résideraient dans des pays connaissant de graves problèmes d'approvisionnement en eau, spécialement en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en Afrique.

La rareté en eau commence à moins de 1.000 m³ par jour et par personne, selon les standards de l'Onu qui reconnaît cependant que d'ores et déjà, "de nombreuses régions du monde" (Afrique, Asie centrale mais aussi sud-ouest des Etats-Unis et sud-est de l'Australie) vivent en situation de pénurie chronique avec 500 m³/jour/personne.

Parmi les impacts du réchauffement sur la ressource en eau, les scientifiques du Giec font valoir les modifications apportées aux régimes des lacs glaciaires et des rivières alimentées par la fonte des neiges, notant que "les réserves d'eau contenues dans les glaciers et la couverture neigeuse vont très probablement décliner".

Par ailleurs, la multiplication des précipitations extrêmes devrait augmenter les inondations et favoriser la contamination des ressources en eau douce.

Les ressources souterraines - la péninsule arabique en dépend à 80% -, l'eau des puits et celle utilisée pour irriguer seront par ailleurs menacées par la salinisation, sous l'effet conjugué des sécheresses et de l'élévation du niveau des océans qui favorisera l'intrusion des eaux salées, estiment les experts du Giec.

Dans leur premier chapitre le 2 février, les scientifiques s'étaient accordés sur une hausse de 18 à 59 cm des mers d'ici 2100 selon l'ampleur du réchauffement.

L'Ouganda projette la destruction de 7.000 ha de forêt tropicale protégée

21.03.07

Le gouvernement ougandais va demander au parlement l'autorisation de détruire plusieurs milliers d'hectares de forêt tropicale protégée pour y implanter une plantation de canne à sucre, a indiqué un journal d'Etat mercredi.

Le projet vise la destruction de 7.000 des 30.000 hectares de la réserve de la forêt de Mabira (est de Kampala) afin que le groupe Mehta, installé en Ouganda, y installe une exploitation sucrière, rapporte le journal New Vision.

Le Premier ministre Apollo Nsibambi a ordonné à son ministre de l'environnement Mary Mutagamba de demander au Parlement de retirer cette portion de forêt d'une liste de forêts tropicales protégées par le gouvernement, selon la même source.

Selon des sources officielles, le président ougandais Yoweri Museveni veut étendre la surface agricole et industrielle du pays afin de dynamiser une économie dépendante de l'aide internationale.

Les défenseurs de l'environnement estiment de leur côté qu'un nouvel empiètement sur la forêt tropicale pourrait menacer jusqu'à 312 espèces d'arbres, 287 espèces d'oiseaux et 199 espèces de papillons.

"Ca va être un désastre. L'écosystème va être perturbé, la biodiversité détruite et les moyens de subsistance de la population vont se dégrader", a indiqué un responsable de l'Autorité nationale de la forêt sous couvert de l'anonymat.

<http://www.lemonde.fr:80/web/depeches/0,14-0,39-30217726@7-50,0.html>

Agriculture: mobilisation contre les pesticides en France et en Europe

2007-03-21

PARIS (Source vérifiée)

Une centaine d'associations en France mais également en Italie et aux Pays-Bas se mobilisent jusqu'au 31 mars contre les pesticides, dénonçant leur impact sur l'environnement et la santé et proposant des alternatives pour réduire leur utilisation.

Ces substances chimiques sont utilisées pour lutter contre les mauvaises herbes, les insectes et les maladies en agriculture, mais aussi pour désherber les voies ferrées ou les jardins.

"La France est le premier consommateur européen de pesticides, avec environ 75.000 tonnes par an, et le troisième mondial", rappelle François Veillerette, président du Mouvement pour le droit et le respect des générations futures (MDRGF) à l'initiative de l'événement.

"L'utilisation de ces pesticides est à 90% agricole, le reste se répartissant entre les espaces verts, la voirie et les jardins", précise à l'AFP M. Veillerette, coauteur avec Fabrice Nicolino du livre "Pesticides, révélations sur un scandale français" (Fayard).

Pour cette deuxième édition annuelle de la "semaine sans pesticides", l'Italie et les Pays-Bas ont rallié le mouvement, précise le MDRGF.

L'Action citoyenne pour les alternatives aux pesticides (ACAP), un collectif d'associations lancé par le MDRGF, prévoit plus de 200 conférences, débats, etc. en régions, destinés aux professionnels comme aux jardiniers et aux consommateurs.

Aux Pays-Bas et en Italie, les associations "Stichting Natuur en Milieu" et "Legambiente" organisent également des manifestations.

Les pesticides, présents à l'état de résidus dans l'eau et les végétaux, sont soupçonnés d'entraîner des perturbations de la reproduction et de favoriser des cancers chez l'homme. D'après l'Institut Français de l'environnement (IFEN), la moitié des cours d'eau et près d'un tiers des nappes souterraines françaises contrôlées en 2004 présentaient des traces significative de pesticides.

En Europe, 47% des fruits et légumes comportaient des résidus de pesticides en 2004 (42% en 2003), indique le MDRGF. La proportion était de 48% pour la France.

L'Union des industries de la protection des plantes (UIPP) fait cependant valoir que le recours aux pesticides diminue de manière "structurelle" depuis 2000. Ainsi, lors de la campagne 2005-2006, la baisse atteignait 8% à la fin mai par rapport à la campagne précédente.

Le MDRGF prône une politique européenne de réduction de l'utilisation des pesticides. Parmi les solutions, l'agriculture biologique est celle qui offre aujourd'hui les meilleures garanties puisqu'elle n'autorise que l'utilisation de substances d'origine minérale ou végétale, selon le MDRGF.

"En Italie, il y a trois ou quatre fois plus d'agriculture biologique qu'en France. En Allemagne également", commente M. Veillerette.

Il prône également la "production intégrée", une forme d'agriculture biologique ayant recours aux pesticides mais en faibles quantités seulement. Mais il "combat farouchement l'agriculture raisonnée qui est une création de l'industrie des pesticides et qui n'en réduit pas l'utilisation". L'agriculture "raisonnée", promue notamment par l'UIPP, vise à limiter l'usage des pesticides à la "juste dose".

L'UIPP a créé une "Ecole des bonnes pratiques" qui a formé en 2005 plus d'un millier d'agriculteurs et de techniciens à "une utilisation raisonnée des produits phytopharmaceutiques".

Le MDRGF a invité les candidats à la présidentielle à exposer leurs positions sur l'usage des pesticides. Les réponses seront diffusées sur le site internet <http://www.pesticides2007.com> .

François Bayrou en faveur d'un moratoire sur les OGM

Paris, France - Le 02/03/07 - Greenpeace se félicite de la récente prise de position du candidat à la présidentielle François Bayrou qui s'engagerait en faveur d'un moratoire sur les organismes génétiquement modifiés (OGM).

Le 28 février, au lendemain du discours que le candidat UDF a tenu à Metz, le quotidien le Républicain lorrain a publié un article affirmant que François Bayrou propose un moratoire sur les OGM. Confirmation obtenue aujourd'hui par Greenpeace de la part de Jean-Marie Pelt, proche de François Bayrou, et d'Emmanuel Echivard, en charge du programme présidentiel de l'UDF.

Ces deux conseillers affirment que la position de leur candidat sur les OGM - mais aussi sur le nucléaire - a évolué. Selon eux, François Bayrou aurait même l'intention d'officialiser prochainement sa position auprès de l'Alliance pour la planète. La semaine dernière, l'Alliance avait demandé aux candidats à la présidentielle de profiter de leur visite prochaine au Salon de l'agriculture pour préciser leur position sur les OGM.

« A la veille de l'ouverture du Salon de l'agriculture, François Bayrou prouve qu'il écoute les Français, qui réclament à 86 % une interdiction des OGM », se réjouit Arnaud Apoteker, responsable de la campagne OGM de Greenpeace France. Jusqu'à présent, François Bayrou s'en tenait à proposer « un vrai débat sur les OGM arbitré démocratiquement » et « une conférence scientifique générale, sous l'égide de l'Académie des sciences et sous le contrôle

du Parlement ». « Il est en ce sens tout à fait logique qu'il s'engage maintenant en faveur d'un moratoire sur toutes les cultures d'OGM en plein champ », ajoute Arnaud Apoteker. Une fois officialisée, cette prise de position de François Bayrou va aussi faire de Nicolas Sarkozy le seul candidat à l'élection présidentielle à ne pas s'être engagé en faveur d'un moratoire sur les OGM. Pour l'instant, le contrat de législature 2007-2012 de l'UMP se contente de préciser que : « Nous pensons que le service rendu par les OGM n'est toujours pas probant au regard des risques et des inquiétudes qu'ils soulèvent [...] Ne pas accepter l'utilisation des OGM en l'état des connaissances scientifiques, mais poursuivre la recherche et associer tous les partenaires (chercheurs, représentants des agriculteurs, associations de défense de l'environnement...) à son contrôle et à son évaluation ». « La seule traduction crédible de cette position encore très floue serait la proposition d'un moratoire sur les cultures en plein champ d'OGM, affirme Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace France. Toute autre stratégie constituerait une validation de fait des cultures d'OGM en France. »

BRAZIL: Pérou - Brésil : les bûcherons font fuir les Indiens isolés
28 Fev 2007

Le gouvernement brésilien a découvert les traces de l'un des derniers groupes d'Indiens isolés du monde près de la frontière péruvienne.

On pense que les Indiens ont fui l'exploitation illégale d'acajou, actuellement en pleine expansion en Amazonie péruvienne, qui détruit leurs forêts et les force à quitter leur territoire traditionnel.

Au cours d'un survol aérien de la zone, des fonctionnaires brésiliens ont repéré un village et plusieurs campements de chasse. Ils ont également aperçu des acajous abattus et des nappes d'huile de chaînes de tronçonneuses répandues sur le rio Envira.

Selon le gouvernement brésilien, trois groupes isolés distincts vivaient dans cette zone. Les fonctionnaires craignent que l'arrivée des Indiens fuyant le Pérou ne provoque des conflits qui pourraient leur être fatals.

José Carlos dos Reis Meirelles Júnior, responsable du poste de la Funai (Fondation nationale de l'Indien) sur le rio Envira, a déclaré : « Le plus important n'est pas de savoir combien ils sont et à quel groupe ils appartiennent mais de les protéger, de garantir leur territoire et de les laisser vivre comme ils l'entendent ».

Stephen Corry, directeur de Survival International, a déclaré aujourd'hui : « Si le gouvernement péruvien ne prend pas des mesures immédiates pour stopper l'exploitation forestière sur les terres de ces Indiens isolés, ils entreront dans les annales de l'histoire en tant que premiers peuples disparus du XXIe siècle ».

Pour plus d'informations

Magali Rubino 00 33 (0)1 42 41 44 10

magali@survivalfrance.org

La soif d'éthanol dope les prix agricoles mais pas alimentaires
2007-03-23

PARIS (Source vérifiée)

L'engouement mondial pour le bioéthanol a provoqué une envolée du prix du maïs qui se répercute sur les cours des denrées alimentaires, mais ne devrait pas se ressentir sur les prix de la nourriture, à de rares exceptions près comme celle de la tortilla au Mexique.

"Les biocarburants ont redéfini les prix agricoles", et devraient dans ce domaine avoir un impact important dans les quatre ou cinq ans à venir, estime Abdolreza Abbassian, de l'agence des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO).

En un an, les cours du maïs ont doublé, atteignant plus de 4 dollars le boisseau, dopés par la demande d'éthanol et une récolte médiocre.

Depuis 2002, la production d'éthanol aux Etats-Unis augmente de 20% par an. Le premier producteur et exportateur au monde de maïs cherche à diminuer sa dépendance aux hydrocarbures et entend consacrer désormais 25% de son maïs à l'éthanol.

Environ un cinquième de la production américaine l'an dernier, soit 55 millions de tonnes de maïs, ont ainsi été transformées en éthanol.

Les éthanols sont issus du maïs, du blé mais aussi encore de la betterave ou canne à sucre. Le procédé consiste à en extraire le sucre, pour le faire ensuite fermenter. La combustion ultérieure du biocarburant obtenu, mélangé à de l'essence classique, est censée réduire de 60% les rejets de CO₂.

La hausse du prix du maïs se répercute sur d'autres denrées alimentaires, car elle encourage les fermiers à cultiver du maïs au détriment du soja, du blé, du coton, entre autres, soulignent les experts.

Au Mexique, l'envolée des cours du maïs a fait grimper en quelques mois de 40% à 100% le prix de la tortilla, base de l'alimentation de 50 millions de Mexicains, et d'après Joe Victor, analyste chez Allendale, elle a aussi entraîné une hausse de plus de 10% du prix des oeufs.

Les industries pétrolières en ont fait l'un de leurs arguments pour défendre leur pré carré. Toutefois, selon Philippe Chalmin, professeur d'économie à Paris Dauphine, "il y a de moins en moins de liaison entre les prix agricoles et ceux des aliments" car les produits consommés proviennent de plus en plus des industries de transformation.

"La part du blé dans le pain ne représente que 4% du prix final du pain", renchérit-on à l'Association générale des producteurs de blé (AGPB).

L'envolée du prix du maïs, l'une des principales nourritures animalières, se répercute en revanche largement sur la filière agricole, notamment sur les marges des éleveurs.

Alain d'Anselme, président de l'Association pour le développement des carburants agricoles, fait aussi valoir que la hausse du prix de certaines matières alimentaires pourrait stimuler leur production dans des pays en développement qui, jusqu'alors, ne pouvaient concurrencer l'agriculture subventionnée des pays développés. Ce qui pourrait rééquilibrer l'offre et la demande.

L'AGPB met aussi en avant qu'"on a en France 1,2 million d'hectares de terres en jachère", qui peuvent permettre "de satisfaire l'approvisionnement des usines de biocarburants sans provoquer de tensions sur les marchés alimentaires".

Au niveau mondial, Philippe Chalminil estime toutefois qu'il n'y a pas de réserves de surfaces agricoles et que le fait d'avoir consacré l'an dernier 55 millions de tonnes de maïs à la production d'éthanol aux Etats-Unis est "absurde".

L'efficacité environnementale du bioéthanol à base de maïs est en outre contestée car sa production nécessite beaucoup d'eau et de pétrole, et son efficacité énergétique est moindre que celle de l'essence classique, affirment ses détracteurs.

Hydrure de méthane : bombe écologique ou manne énergétique ?

Extrait du BE Japon N°436 - Ambassade de France au Japon, le 26/03/2007

Le METI, Ministère de l'économie, du commerce et de l'industrie japonais a annoncé la découverte d'un vaste réservoir océanique d'hydrure de méthane. Ce dernier se trouve dans la fosse de Nankai dans l'océan Pacifique et pourrait produire l'équivalent de 14 ans de consommation d'énergie au Japon.

Au vu de ses besoins accrus en nouvelles sources d'énergies, le Japon a beaucoup investi pour la récupération d'hydrure de méthane et compte encore accroître ses efforts à partir de ce printemps pour continuer l'exploration de ses fonds océaniques.

L'hydrure de méthane est une source potentielle d'énergie fossile pour remplacer le pétrole trop cher, mais l'exploitation d'hydrure de méthane pourrait poser de sérieux problèmes en matière d'effet de serre. En effet, leur combustion émet d'une part du CO₂ et en exploitant les hydrates du fond des mers, il est très probable que de grandes quantités de méthane remontent dans l'atmosphère, or le méthane a un pouvoir beaucoup plus élevé que le CO₂ en tant que gaz à effet de serre. On craint aussi que le réchauffement climatique puisse élever la température des fonds marins de telle façon qu'une partie d'hydrure "fonde", ce qui relâcherait énormément de méthane dans l'atmosphère, lequel viendrait à son tour augmenter l'effet de serre et créer un emballement.

http://www.futura-sciences.com/news-hydrure-methane-bombe-ecologique-manne-energetique_10543.php

La centrale photovoltaïque la moins chère au monde

Le groupe juwi, situé à Bolanden (NDLR : Allemagne), a obtenu l'autorisation de construire la plus grande centrale photovoltaïque du monde.

Au cours de travaux qui dureront jusqu'à la fin 2009, juwi va bâtir à l'est de Leipzig sur une ancienne base aérienne militaire, une centrale capable de produire 40 MW et mettant en oeuvre les dernières avancées technologiques en matière de modules à couches minces.

Par comparaison : la plus grande centrale photovoltaïque au monde actuelle a une capacité de production d'environ 12 MW.

La centrale, qui sera située dans la circonscription saxonne de Muldentalkreis, couvrira la moitié d'une surface de 220 ha qui s'étend sur les communes de Brandis et de Bennewitz. Il faut plus d'une heure pour parcourir en marchant le périmètre de cette zone d'environ deux kilomètres de long et un kilomètre de large. Matthias Willenbacher, directeur de juwi, précise l'ampleur du projet : « La surface au sol de la centrale correspond à peu près à celle de 200 terrains de foot ».

« Le projet de juwi à Brandis sera la seule centrale solaire au monde de cette taille capable de produire à un tarif aussi bas. » Le parc solaire « Waldpolenz » fait figure de projet unique en son genre aussi bien pour le développement du groupe juwi que pour le photovoltaïque (PV) à un niveau plus général : en effet, avec un prix spécifique d'environ 3 250 euros par KW, la centrale PV de Brandis se positionne entre 20 à 40 % en dessous du prix habituel sur le marché. M. Willenbacher, co-fondateur de juwi, déclare que « les projets de cette envergure contribuent énormément à rendre l'électricité solaire encore plus abordable ».

Puissance : 40 MW

Surface en modules : env. 400 000 m², env. 550 000 modules à couches minces (First Solar)
Production annuelle : env. 40 millions kWh (correspond aux besoins annuels de plus de 10 000 foyers)

Économies de CO₂ : env. 25 000 t/an

Investissements : environ 130 millions d'euros

Prix spécifique : env. 3 250 €/kW

Le volume des investissements consacrés au parc solaire « Waldpolenz » se monte à près de 130 millions d'euros.

La philosophie poursuivie par le groupe juwi est de produire aussi rapidement que possible de l'électricité solaire à des prix compétitifs et en total affranchissement des subventions.

Selon M. Willenbacher, « dans seulement quelques années, l'électricité solaire qui sera produite par des systèmes installés sur les toits des particuliers sera moins chère que celle proposée par les énergéticiens. À ce moment-là, le photovoltaïque aura une autre dimension car chacun possédera son propre système. Cela déclenchera une expansion sans précédent. »

Selon les prévisions de juwi, « cela devrait se produire dans huit à dix ans ».

<http://www.enerzine.com/1/2230+La-centrale-photovoltaïque-la-moins-chère-au-monde+.html>

La production de biocarburants à grande échelle : bonne pour les pouvoirs, mauvaise pour le climat et les gens!

Les modes de production et de consommation des biocarburants ont déjà des effets négatifs sur la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance en milieu rural, les forêts et d'autres écosystèmes, et l'on prévoit que ces impacts négatifs vont s'accumuler rapidement. La production à grande échelle de biocarburants pour l'exportation exige de grandes plantations d'arbres, de canne à sucre, de maïs, de palmier à huile, de soja et d'autres produits en régime de monoculture. Or, ces plantations sont déjà la cause numéro un de l'exode rural et de la déforestation dans le monde entier.

D'autre part, l'argument que le biodiesel est « neutre » en matière de carbone est discutable, puisqu'il ne tient pas compte, par exemple, de la manière dont les plantations de palmier à huile sont exploitées. Les estimations réalistes montrent que la fabrication de biocarburants à partir de ces cultures énergétiques nécessite davantage d'énergie d'origine fossile que celle qu'elles produisent, et que la réduction des émissions de gaz à effet de serre n'est pas significative au bout du compte. En outre, pour établir des plantations de palmier à huile on est en train d'éliminer des forêts tropicales, marécageuses et sur tourbière.

Néanmoins, l'Union européenne favorise l'utilisation de biocarburants dans les transports, et s'est fixé l'objectif d'en augmenter le pourcentage, d'ici à 2010, pour atteindre 5,75 %. La Commission européenne exhorte les pays membres à respecter les engagements prévus par la Directive de 2003 sur les biocarburants. Dans sa réunion du 20 février 2006, le comité sur l'agriculture a débattu pour la première fois de la stratégie à adopter en matière de biocarburants et du plan d'action de l'UE en matière de biomasse. L'avantage pour ces pays est que le prix des biocarburants tels que le bioéthanol et le biodiesel est plus bas que celui du pétrole. En outre, la production intérieure de biocarburants offrirait de nouvelles opportunités d'emploi et de revenus aux agriculteurs européens, une fois réformée la politique agricole commune.

En Europe, le biodiesel est utilisé en Allemagne, en France et en Autriche, à des concentrations variées. En Allemagne il y a plus d'un millier de stations-service qui vendent

du biodiesel. Financée par une coopérative néerlandaise, la première « bioraffinerie » allemande sera construite à Emden. Il est prévu qu'elle transformera 430 000 tonnes d'huile de palme, importée probablement de l'Indonésie, en plus de 400 millions de litres de biodiesel. Aux Pays-Bas, la demande d'huile de palme crue pour la production d'énergie est passée cette année à 400 000 tonnes, dont 250 000 tonnes seront importées. La compagnie d'électricité BIOX BV prévoit de construire quatre nouvelles centrales électriques qui fonctionneront à l'huile de palme, et de vendre l'électricité générée à plusieurs pays européens.

Aux États-Unis, les biocarburants sont bien accueillis en tant que moyen de réduire la dépendance de ce pays du pétrole produit à l'étranger. Les biocarburants combinent le patriotisme et l'intérêt économique : les agriculteurs sont satisfaits parce que le biodiesel et le bioéthanol sont fabriqués avec des produits agricoles, ce qui fait monter le prix au producteur ; les sénateurs républicains sont satisfaits, parce que les réductions d'impôts font plaisir à leurs électeurs du secteur agricole.

En revanche, la situation est tout à fait différente dans les pays du Sud, où la production de la matière première des biocarburants a déjà des effets négatifs sur la société et l'environnement, et que ces impacts vont s'aggraver si la campagne menée au Nord en faveur des nouvelles sources d'énergie gagne du terrain. Une alliance d'ONG pour les droits de l'homme et l'environnement est en train de lutter contre l'utilisation de carburants d'huile de palme que font les pays européens aux dépens des écosystèmes forestiers. Dans une déclaration publiée en avril, intitulée « Non au diesel du déboisement », une trentaine d'organisations allemandes, autrichiennes et suisses préviennent que le boum du biodiesel d'huile de palme déclenchera une destruction des forêts pareille à celle provoquée en Indonésie par le boum de l'industrie de la pâte et du papier.

Ces organisations affirment que, plutôt que de se contenter de remplacer le pétrole par des biocarburants, il faut envisager la consommation d'énergie d'une manière radicalement différente. Cela implique d'encourager l'utilisation des transports publics plutôt que celle des voitures privées et des avions, de prendre davantage de mesures pour la conservation de l'énergie et de produire davantage d'énergie de sources renouvelables, telles que le soleil et le vent. Ils demandent que des critères stricts soient appliqués à la production des matières premières des biocarburants : point de transformation de forêts intactes en plantations ; point de brûlage de forêts pour y établir des plantations ; point de violations des droits de l'homme ni d'opérations policières ou militaires ; point de certification de plantations de palmier à huile, ces plantations en régime de monoculture ne peuvent pas être respectueuses de l'environnement et provoquent en général plus de problèmes que de bénéfices durables pour les habitants de la région ; oui à la promotion de l'agriculture biologique, sans application d'engrais artificiels ni de produits toxiques ; oui à la promotion des petits établissements agricoles dans les pays cultivateurs. La déclaration réclame aussi le respect des droits coutumiers et fonciers et la pleine observance des accords internationaux concernant les peuples autochtones, la diversité biologique, les droits des travailleurs, etc., dans les pays qui produisent des cultures à biocarburants.

De plus, d'autres ONG, organisations de peuples autochtones et mouvements d'agriculteurs ont demandé aux parties à la Convention cadre de l'ONU sur le changement climatique qui se sont réunies à Nairobi du 6 au 17 novembre 2006 (CdP 12) de suspendre immédiatement les subsides et toute autre forme de soutien injuste à l'importation et l'exportation de biocarburants.

Ils ont affirmé : « Il n'y a rien de vert ni de renouvelable dans le biocarburant importé. Au lieu de détruire les terres et les moyens de subsistance des communautés locales et des peuples autochtones du Sud en une nouvelle forme de colonialisme, les pays du Nord doivent reconnaître qu'ils sont responsables de la destruction du système climatique de la planète, réduire leur consommation d'énergie à des niveaux viables, payer la dette climatique qu'ils ont

contractée pour n'avoir pas encore fait ce qui précède, et accroître considérablement leurs investissements en énergie solaire et éolienne ».

Article fondé sur : "Biodiesel and the expansion of plantations", Down to Earth, bulletin n° 69, mai 2006, <http://dte.gn.apc.org>, adresse électronique : dte@gn.apc.org ; Resistance n° 60, bulletin du réseau Oilwatch, avril 2006, <http://www.oilwatch.org/> adresse électronique : <mailto:info@oilwatch.org> ; "Biofuels : A Disaster in the Making", alerte à la Conférence des Parties à la Convention cadre sur le changement climatique, <http://www.wrm.org.uy/>
RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine
URL: <http://risal.collectifs.net/>

Source : Bulletin mensuel du Mouvement mondial pour les forêts (WRM, World Rainforest Movement), n°112, novembre 2006 - Site Internet : <http://www.wrm.org.uy>.

Gentech news 154

1. UE : Le maïs GM à l'origine de pathologies hépatorénales chez le rat

Selon les travaux d'un groupe de chercheurs indépendants français, la consommation d'un maïs transgénique de Monsanto (MON 863) perturbe le fonctionnement du foie et des reins chez le rat, créant des symptômes typiques de l'intoxication. Des modifications de poids ont également été observées. Les chercheurs ont procédé à une nouvelle évaluation des données expérimentales brutes tirées des expériences réalisées sur des rats nourris au maïs MON 863. Données qui ont été tenues confidentielles par Monsanto jusqu'à ce que Greenpeace en obtienne la publication suite à une plainte. Greenpeace exige l'interdiction immédiate de ce maïs GM à l'échelle mondiale. (GPI, 13.3.07)

2. USA : »Riz GM : Bayer contamine BASF«

La présence de riz GM illégal, produit par la firme Bayer, a été décelée dans une variété de riz de la firme BASF dont l'ensemencement a ensuite été interdit par l'Etat. Suite à ces événements, la Californie a interdit les expériences sur le riz GM. (The Washington Post, 11.3.07)

3. Mexique : Pas de riz GM

Le Mexique stoppe les importations de riz US à la frontière. Les fonctionnaires exigent des tests et des certificats fournissant la preuve de l'absence d'OGM. À l'heure actuelle, le Mexique représente le plus grand marché d'exportation pour le riz US. (Reuters, 14.3.07)

4. Afrique du Sud : Interdiction de la culture de cassave GM en plein champ

Les recherches sur les risques sont insuffisantes et le risque de contamination trop important. C'est pourquoi l'Afrique du Sud interdit les essais en plein champ de cassave GM. (ACB, 20.3.07)

5. »La souche neuronale«

Les plantes n'ont ni cerveau ni nerfs. Il existe en revanche de nombreux résultats en matière de recherche prouvant l'existence de structures analogues. Au niveau de la communication interne, les plantes utilisent des potentiels électriques - à l'égal de nerfs des humains et des animaux. Les hormones, dont l'activation est neuronale chez l'humain, ont également été décelées dans les plantes. Des chercheurs de Bonn et de Florence ont créé la »Société de neurobiologie végétale«. Ils soupçonnent l'existence d'un poste de commandement au niveau de la souche, lequel est organisé de manière plus diffuse que le cerveau. (WoZ, 1.3.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>. Le bulletin est rédigé

par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Action des anti-OGM devant le siège de l'UMP

<http://www.senactu.info/Action-des-anti-OGM-devant-le,2379>

Six grévistes de la faim, hostiles aux OGM en plein champ, se sont enchaînés devant le siège de l'UMP avant d'y être délogés une heure et demie plus tard par les forces de l'ordre.

Les manifestants, dont la plupart sont membres de Greenpeace et de la Confédération paysanne, demandent au candidat UMP, Nicolas Sarkozy, d'imposer en France un moratoire sur toutes les cultures transgéniques en plein champ, s'il est élu.

Vers 9h30, ils se sont attachés avec des chaînes à des barrières métalliques se trouvant devant le bâtiment de l'UMP, au 55 rue de la Boétie, dans le 8e arrondissement. Ils ont été interpellés dans le calme par les forces de l'ordre qui les ont conduits au commissariat du 15e arrondissement.

Les six jeûneurs, dont le mouvement a débuté le 14 mars, se disent déterminés à le poursuivre jusqu'à l'obtention de ce moratoire. Leur action vient de s'étendre à Angoulême, Montpellier et Toulouse.

Tous les candidats à la présidentielle, à l'exception de Nicolas Sarkozy, se sont engagés à imposer ce dispositif en France, s'ils sont élus.

Dans un communiqué publié cette semaine, les porte-parole de du candidat UMP - Rachida Dati et Xavier Bertrand - ont fait savoir que Nicolas Sarkozy ne souhaitait pas un moratoire sur toutes les cultures transgéniques.

Il privilégie celles apportant "un bénéfice sanitaire et environnemental" et "ne souhaite pas que la question des OGM soit réglée dans l'urgence, sous la pression d'une présidentielle", souligne leur communiqué.

"On réclame un moratoire sur toutes les cultures et les essais en plein champ", a rétorqué Guy Kastler, l'un des jeûneurs depuis le commissariat où il était retenu.

Agriculteur dans l'Hérault et membre de la Confédération paysanne, il a réaffirmé à Reuters que l'objectif des grévistes de la faim était d'obtenir avant avril un premier moratoire sur la culture d'un maïs OGM "Bt", le seul autorisé en France et destiné à la commercialisation.

L'Association générale des producteurs de maïs (AGPM) prévoit que 30.000 à 50.000 hectares de ce maïs seront semés entre avril et mai de cette année, en France.

"On ne veut pas la moindre culture ! On va continuer nos actions jusqu'à ce M. Sarkozy comprenne", a martelé Guy Kastler.

Chaque année, près de la moitié des essais transgéniques en plein champ sont détruits par des faucheurs volontaires.

Les anti-OGM s'enchaînent devant le siège de l'UMP pour exiger un moratoire sur les cultures transgéniques

mercredi 28 mars 2007, par CultureFemme

<http://www.alactu.com/spip.php?article3971>

Six anti-OGM grévistes de la faim membres de Greenpeace et de la Confédération paysanne se sont enchaînés devant le siège de l'UMP au 55 rue de la Boétie, dans le 8e arrondissement, avant d'y être délogés une heure et demie plus tard par les forces de l'ordre, avant d'être conduits au commissariat du 15e arrondissement de Paris.

Les grévistes souhaitent que le candidat Sarkozy impose un moratoire sur toutes les cultures transgéniques en plein champ en cas d'élection. La détermination des grévistes est d'autant plus grande que tous les candidats à la présidentielle se sont engagés à imposer un moratoire sur les cultures transgéniques en France s'ils sont élus, sauf un : Nicolas Sarkozy, dont les porte-parole ont fait savoir qu'il ne souhaitait pas que la question des OGM soit réglée dans l'urgence, sous la pression d'une présidentielle.

©Culturefemme.com

Réseau "Sortir du nucléaire" - Fédération de 765 associations

Communiqué du jeudi 29 mars 2007

Le Réseau "Sortir du nucléaire" refuse de rencontrer M. Sarkozy samedi à Paris

Le Réseau "Sortir du nucléaire" ne participera pas à la rencontre organisée samedi entre M. Sarkozy et les organisations de protection de l'environnement. En effet, comme il l'a fait en signant le pacte de Nicolas Hulot, M. Sarkozy se donne ainsi, à peu de frais et de façon indue, l'image d'un candidat attaché à la protection de l'environnement.

La réalité est tout autre car, exactement comme Jacques Chirac, M. Sarkozy est un fidèle soutien des plus grands pollueurs :

l'agriculture productiviste, les transports routiers, et bien entendu l'industrie nucléaire. C'est d'ailleurs M. Sarkozy, lorsqu'il était ministre de l'économie en 2004, qui a présenté aux parlementaires la loi sur l'énergie imposant la construction du réacteur nucléaire EPR.

Il avait aussi accompagné Mme Lauvergeon (PDG d'Areva) en Chine pour essayer d'y vendre des réacteurs, et c'est au retour de ce voyage qu'avait été prise la décision de faire l'EPR en France à Flamanville, pour en faire une "vitrine" commerciale et non pour répondre à des besoins réels.

Depuis, M. Sarkozy n'a cessé de promouvoir l'industrie nucléaire, n'hésitant pas à prétendre de façon absurde que le nucléaire protégeait la France du réchauffement climatique et de la montée du prix de l'énergie, alors que les canicules 2003 et 2006, et le doublement de la facture énergétique française en 3 ans, prouvent l'inverse.

Par ailleurs, M. Sarkozy prétend que le nucléaire est une énergie "propre", ce qui est risible lorsque l'on veut bien considérer la production de déchets radioactifs qui vont durer des millénaires, les rejets radioactifs et chimiques massifs opérés par les installations nucléaires dans leur environnement, la contamination des régions où est extrait l'uranium (Limousin en France, région d'Arlit au Niger),

etc.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" rappelle que plus de 60 000 personnes ont manifesté le 17 mars contre la construction du réacteur nucléaire EPR : c'est, de très loin, la plus grosse mobilisation de toute la campagne présidentielle. Par ailleurs, différents sondages montrent que 80% des français, y compris ceux qui s'accommodent des réacteurs actuels, s'opposent à la construction de nouveaux réacteurs nucléaires. M. Sarkozy soutient les multinationales du nucléaire et n'a que faire de la protection de l'environnement. Ce fait doit être rappelé avec force, et les citoyens doivent en tirer les conséquences au moment de voter.

Avènement des mammifères: l'extinction des dinosaures n'explique pas tout
2007-03-28

PARIS (source vérifiée)

Contrairement à une croyance établie, l'explosion du nombre d'espèces de mammifères ne coïncide pas avec la disparition brutale, il y a 65 millions d'années, des dinosaures qui régnaient alors sur notre planète, selon une étude scientifique à paraître jeudi.

"Nous contestons l'importance, largement admise, de l'extinction massive" d'espèces animales à la charnière du Crétacé et de l'ère tertiaire "comme origine et facteur de diversification des lignées de mammifères existants" aujourd'hui, écrit l'équipe internationale de chercheurs menée par Olaf Bininda-Emonds (Université technique de Munich) dans la revue Nature. Le processus de différenciation des espèces de mammifères a commencé bien avant et s'est poursuivi bien après les phénomènes cataclysmiques qui ont entraîné l'extinction des dinosaures en une période très brève.

L'apparition des précurseurs des mammifères modernes, comme les primates, les rongeurs et les ruminants, remonterait au moins à 75 millions d'années. Mais ces grands ancêtres n'auraient commencé à se structurer en espèces distinctes que 10 à 15 millions d'années après la disparition des dinosaures.

Cette nouvelle chronologie est déduite du premier arbre généalogique rassemblant la quasi-totalité des espèces de mammifères vivant aujourd'hui que M. Bininda-Emonds et ses collègues sont parvenus à reconstituer grâce à de puissants ordinateurs.

Jusqu'ici, les études de l'évolution animale - qu'elles reposent sur l'analyse comparée de fossiles ou le décryptage génétique - ne portaient que sur des familles restreintes. L'arbre généalogique de M. Bininda-Emonds retrace, lui, les lignées et l'évolution de 99% des 4.500 espèces de mammifères actuels au cours des dernières 160 millions d'années.

Avant ce travail, les scientifiques tenaient pour acquis que les mammifères, longtemps représentés par seulement quelques espèces insignifiantes, n'avaient pu se développer qu'une fois disparus leurs terrifiants prédateurs.

Ce fut chose faite il y a 65 millions d'années. Les dinosaures, qui avaient colonisé la plupart des niches écologiques, pourraient alors avoir été victimes de la collision de la Terre avec une météorite géante qui aurait projeté dans l'atmosphère des milliards de tonnes de poussières. Bloquant la lumière du soleil, ces poussières auraient provoqué en chaîne la disparition de nombreux végétaux, des animaux qui s'en nourrissaient et de leurs prédateurs.

"Même si certains mammifères primitifs ont bénéficié de la disparition des dinosaures, nombre de ces espèces appartenaient à des branches de l'arbre généalogique éloignées des mammifères actuels et ont disparu rapidement", souligne dans un communiqué le Muséum

américain d'histoire naturelle.

Le première diversification chez les mammifères est en fait intervenue bien avant, avec l'apparition des monotrèmes (tels les ornithorynques), il y a 166 millions d'années, puis celles des marsupiaux, il y a 148 millions d'années. 75 millions d'années avant notre ère, tous les grands ordres de mammifères à placenta étaient en place.

Cette même époque a aussi été marquée par l'émergence des plantes à fleurs (les angiosperme) et un refroidissement climatique marqué. Pure coïncidence ? Les chercheurs laissent à d'autres le soin de répondre.

Ils remarquent aussi que 43 grandes familles de mammifères encore représentées aujourd'hui ont survécu au grand bouleversement de la fin du Crétacé. Un deuxième grand coup d'accélérateur à l'évolution est intervenu pendant l'Eocène, 34 à 56 millions d'années avant notre ère.

Les menaces d'effondrement de la biodiversité s'accumulent

LE MONDE | 29.03.07 | 15h01 . Mis à jour le 29.03.07 | 15h01

http://www.lemonde.fr/web/imprimer_element/0,40-0@2-3244,50-889326,0.html

Deux sénateurs de bords opposés, Pierre Laffite (UMP, Alpes-Maritimes) et Claude Saunier (PS, Côtes-d'Armor), ont lancé un cri d'alarme, mercredi 28 mars, au cours d'une journée d'audition publique au Sénat.

"La prise de conscience des autorités et de la société a eu lieu sur les risques liés au changement climatique, mais pas sur les conséquences de l'effondrement de la biodiversité

, estime M. Saunier.

Le choc à prévoir est pourtant au moins aussi important."

"La biodiversité des écosystèmes, support du développement de l'humanité, est en voie de dégradation accentuée", mettent en garde les deux élus, dans un rapport d'étape. "La vie dispose d'une extraordinaire capacité d'adaptation, pourvu qu'elle en ait le temps", a rappelé M. Saunier.

Or la disparition des espèces a aujourd'hui lieu à un rythme dix à cent fois supérieur à la normale, et, d'ici à 2050, il pourrait devenir de cent à mille fois supérieur. "Quand on évoque le sort des papillons, des oiseaux ou des microbes, les citoyens ne s'y retrouvent pas, a dit Robert Barbault, directeur du département d'écologie au Muséum national d'histoire naturelle. Mieux vaut parler de la biodiversité comme du tissu vivant de la planète. Ce sont des milliards d'espèces, dont les hommes, qui ont une multitude d'interactions entre elles. Quand une maille saute, une deuxième lâche, et une troisième, et le tissu se désorganise."

"L'espèce humaine ne vit pas hors sol, a rappelé Dominique Dron, professeur à l'école des Mines. Si les écosystèmes ne sont pas assez robustes pour encaisser le choc climatique, nous ne le serons pas non plus." Les causes de l'effondrement sont connues : surexploitation des ressources halieutiques, pollution des eaux douces, déforestation pour l'exploitation commerciale du bois ou agricole, méthodes de culture intensives, urbanisation... Sans oublier la "pollution biologique"

causée par le transport d'espèces exotiques dans de nouvelles zones, et l'impact du changement climatique.

"RESPONSABILITÉ PARTICULIÈRE"

Cette situation impose des initiatives "d'une autre ampleur que celles menées actuellement", selon les élus. La France a, sur ce point, "une responsabilité particulière", du fait de sa place dans les organisations internationales et de sa présence dans les zones tropicales, très menacées. La création de réserves naturelles, si elle est indispensable, n'est pas une réponse suffisante, selon les scientifiques : isolées, ces zones sont condamnées. Pour eux, toutes les activités humaines devraient prendre en compte la nécessité de protéger le vivant.

C'est l'esprit de la "stratégie nationale de la biodiversité", dont l'objectif est de stopper la perte de biodiversité d'ici à 2010, grâce à des plans d'action élaborés dans chaque ministère. Mais le comité français de l'Union mondiale pour la nature (UICN) a récemment déploré le manque de mesures significatives, en particulier en matière d'urbanisme, de transports ou d'agriculture.

Gaëlle Dupont

Article paru dans l'édition du Monde du 30.03.07

Le Canada tuera moins de phoques: quota fixé à 270.000

2007-03-29

OTTAWA (Source vérifiée)

Le Canada a fixé à 270.000, une baisse de 17% par rapport à 2006, le nombre de phoques pouvant être tués cette année: une chasse qualifiée de "plus grand massacre de mammifères marins de la planète" par les défenseurs des animaux.

Le quota de cette année, inférieur de 65.000 au nombre d'animaux tués l'an dernier, "tient compte du mauvais état de la glace dans le sud du Golfe du Saint-Laurent", a indiqué le ministre des Pêches et Océans Loyola Hearn.

Il a également annoncé des mesures pour éviter que les quotas fixés par les autorités ne soient dépassés par les chasseurs, comme cela avait été le cas l'an dernier.

Au cours des trois dernières années, près d'un million de phoques ont été tués, dont quelque 335.000 en 2006. Ottawa estime toutefois à 5,5 millions le troupeau de phoques du Groenland dans ses eaux et souligne que la chasse ne menace pas sa survie.

Cette chasse commerciale provoque régulièrement des protestations d'organisations de défense des animaux. Le Fonds international de protection des animaux (IFAW) s'est déclaré "indigné" par l'annonce des quotas pour 2007, estimant qu'ils ne sont basés sur "aucun principe scientifique ou de conservation".

Cette année, l'absence quasi-totale de glace dans le sud du Golfe du Saint-Laurent a entraîné la mort de milliers de bébés phoques, selon des organisations écologistes, dont Greenpeace, qui avaient appelé les autorités canadiennes à annuler la chasse.

Les femelles ont besoin de la banquise pour donner naissance à leurs petits et les nourrir pendant leurs premières semaines.

Des responsables canadiens ont reconnu que la mortalité des bébés phoques était actuellement supérieure à la normale dans cette zone autour de l'archipel québécois des Iles de la Madeleine. Mais ils ont affirmé qu'il y avait quand même des phoques dans cette région et

que la chasse y aurait lieu.

Mark Hammill, responsable scientifique au ministère de la pêche, a indiqué que celui-ci avait pris comme hypothèse un facteur de mortalité de 50% des bébés phoques dans le sud du Golfe du Saint-Laurent pour établir ses quotas.

Les conditions de la glace sont bonnes dans les autres régions où se trouve la majorité du troupeau en particulier au nord-est de Terre-Neuve-et-Labrador, fait valoir le ministère. Celui-ci s'est "engagé à assurer une gestion durable de la population de phoques" et souligne que ses quotas sont fixés à "des niveaux qui garantissent la santé et l'abondance des troupeaux de phoques".

Le gouvernement a aussi annoncé qu'un nouveau recensement de la population aurait lieu en 2008, soit un an plus tôt que prévu.

Ottawa précise que sa gestion du troupeau s'inscrit dans "une approche de précaution" et qu'elle a pour objectif de maintenir sa population "à un niveau sain", à plus de 4 millions.

La chasse qui commence normalement fin mars dans le Golfe du Saint-Laurent, n'a pas encore été ouverte. L'annonce de son ouverture devrait intervenir la semaine prochaine, a indiqué un responsable du ministère, Kevin Sterling, au cours d'un point de presse.

L'IFAW affirme que selon les données des scientifiques du ministère des pêches eux-mêmes, les quotas ne devraient pas dépasser 165.000 bêtes. Les phoques sont à la merci du réchauffement climatique et continuer à les chasser au "niveau insoutenable annoncé aujourd'hui est irresponsable", a déclaré Sheryl Fink, chercheuse à l'IFAW.

Cela montre que le gouvernement veut "exterminer les phoques", a renchéri Rebecca Aldworth de la Humane Society américaine, exprimant l'espoir que des boycottages de produits dérivés du phoque et de produits de la mer canadiens forceraient bientôt Ottawa à mettre fin à ce "massacre brutal et inutile, avant qu'il ne soit trop tard".

Le Brésil va fournir un accès Internet gratuit à des Indiens d'Amazonie
[30/03/2007]

RIO DE JANEIRO (AP) -- Le gouvernement brésilien va fournir un accès Internet gratuit à des tribus indiennes d'Amazonie, dans le nord-ouest du pays, pour leur permettre de signaler les atteintes à l'environnement et à la forêt.

Les ministres de l'Environnement et des Communications ont signé jeudi un accord en ce sens avec le Réseau des peuples de la forêt, créé en 2003. L'accès à Internet sera fourni par satellite à 150 communautés, dont certaines uniquement accessibles par voie fluviale.

L'objectif est «d'encourager ces peuples à s'associer aux pouvoirs publics pour la gestion environnementale du pays», selon le gouvernement qui veut «renforcer le Réseau des peuples de la forêt, un réseau numérique pour l'écoute, la protection et l'éducation».

Les villes et gouvernements des 13 Etats concernés devront d'abord installer des télécentres équipés d'ordinateurs dans les régions concernées. L'Etat fédéral fournira ensuite l'accès à Internet. AP

ll/v0011

Hulot et des ONG appellent dimanche à "voter pour la planète"
2007-04-01

PARIS (Source vérifiée)

Nicolas Hulot et des ONG vertes appellent ce dimanche les citoyens à "voter pour la planète" en se rassemblant à Paris, afin de maintenir la pression sur les candidats à la présidence qu'ils ont rencontrés cette semaine.

Les participants, invités à arborer un foulard de couleur, se retrouveront à 17H00 au Trocadéro, face à la Tour Eiffel, où l'animateur accompagné de plusieurs personnalités, dont l'humoriste Marc Jolivet, prendra la parole.

Il sera également possible de s'associer à distance à la manifestation en adressant le message "Planete" par SMS en composant le 61617.

Une dizaine d'organisations et de coalitions écologistes se sont jointes à l'appel, "pour rappeler les candidats à leurs engagements", comme le soulignait samedi la fédération France Nature Environnement (FNE), qui réunit quelques 3.000 associations.

Cinq des douze candidats en lice pour l'Elysée ont signé le Pacte écologique que leur soumettaient l'animateur et son collègue d'experts, s'engageant sur dix objectifs et cinq propositions concrètes en faveur de l'environnement.

Sur son insistance et en sa présence, trois d'entre eux, Ségolène Royal mardi, François Bayrou le lendemain, puis Nicolas Sarkozy samedi, ont rencontré les représentants d'une dizaine d'ONG, comme ils s'y étaient engagés quand M. Hulot a levé l'hypothèse de sa propre candidature fin janvier.

Samedi, Nicolas Sarkozy leur a même promis de les réunir, s'il était élu, "dès le lendemain de la présidentielle" pour établir avec elles l'ordre du jour d'un "Grenelle de l'environnement".

Nicolas Hulot, qui a également rencontré ces derniers jours José Bové et Dominique Voynet, avait repris l'initiative début mars en constatant que "la campagne reléguait ces enjeux (écologiques) aux oubliettes".

"Les candidats ont signé un article du Pacte dans lequel ils s'engagent à ce que l'environnement soit un déterminant majeur de la politique publique", a-t-il rappelé cette semaine, en déplorant que le sujet soit redevenu "un thème comme les autres".

A ce jour près de 700.000 personnes ont signé le Pacte. Près de 6.000 le retrouveront en début d'après-midi (14h00) au Zénith, avec le philosophe Edgar Morin et l'astrophysicien Hubert Reeves, président de la Ligue Roc.

L'animateur a répété qu'il n'entendait pas sortir de sa neutralité d'ici à l'élection présidentielle. Mais prévoit de soumettre une déclinaison de son Pacte aux candidats à la députation avant les législatives.

Publié le 02-04-2007

Des espèces disparaissent

Aujourd'hui sur Terre, 1 espèce sur 4 est menacée chez les mammifères, 1 sur 8 chez les oiseaux, 1 sur 3 chez les poissons, 2 sur 5 chez les amphibiens et 1 sur 8 chez les plantes. Au total, un cinquième de toutes les espèces vivantes pourrait disparaître avant 30 ans si rien n'est fait.

C'est très préoccupant parce que les espèces sont liées entre elles, l'une fournit la nourriture à l'autre, une autre encore élimine les déchets, offre son abri... La biodiversité est comme un château de cartes dont chaque carte serait une espèce. Trop de cartes disparaissent ? C'est l'ensemble du château qui menace alors de s'écrouler. La survie de l'espèce humaine est ainsi indissociablement liée au bon équilibre de la biodiversité.

Un seul exemple : la digestion serait impossible sans la flore microbienne qui vit dans notre estomac et nos intestins. Plus elle est riche et diversifiée (il y aurait plus d'un millier

d'espèces), mieux nous nous portons. Si elle s'appauvrit, nous tombons malades.

Copyright Goodplanet.org 2007

www.goodplanet.org

<http://www.metrofrance.com:80/fr/article/2007/04/02/00/2413-34/index.xml>

Environnement: piqûre de rappel de Nicolas Hulot et des ONG aux politiques

2007-04-01

PARIS (Source vérifiée)

Nicolas Hulot a rappelé dimanche aux candidats à la présidentielle leurs engagements écologiques lors d'une conférence au Zénith à Paris, suivie dans la foulée d'un rassemblement au Trocadéro avec les principales associations de défense de l'environnement.

Environ 7.000 personnes, selon la préfecture de police, ont participé à cette manifestation festive pour attester de leur "vote pour la planète".

Au Zénith, l'animateur de télévision et militant écologiste a appelé les hommes politiques à lancer une "mutation écologique" pour tenter de sauver la planète.

"Jamais les enjeux écologiques n'ont été aussi présents dans une campagne présidentielle et le pacte écologique y a été pour quelque chose", a déclaré Nicolas Hulot, qui avait songé à se lancer dans la course à l'Élysée pour mieux se faire entendre, avant d'y renoncer en janvier.

Lancé en novembre, son pacte écologique, qui prévoit dix objectifs et cinq propositions concrètes en faveur de l'environnement, a rassemblé à ce jour plus de 700.000 signataires. Cinq candidats à la présidentielle l'ont signé: la socialiste Ségolène Royal, l'UDF François Bayrou, l'UMP Nicolas Sarkozy, la candidate des Verts Dominique Voynet et la communiste Marie-Georges Buffet. Pour sa part, José Bové, qui a rencontré récemment Nicolas Hulot, était présent à la manifestation du Trocadéro.

"Nous devons admettre qu'il y a du travail de la part des candidats, des engagements", a estimé M. Hulot, qui a rencontré ces derniers jours plusieurs des candidats.

"Il faut dire aux politiques d'y aller, de lancer la mutation écologique. Ce sera complexe, ce sera difficile mais c'est possible", a-t-il lancé.

"Nous avons une occasion inespérée de reprendre en main notre destin plutôt que l'abandonner aux mécanismes du marché", a-t-il dit. "Il faut entrer en résistance contre le fatalisme" qui consiste à penser qu'il est trop tard pour agir, a-t-il poursuivi.

Car "les solutions sont là. Seules manquent les volontés communes à agir. Ensemble nous avons impulsé une dynamique", a-t-il estimé.

Nicolas Hulot a "introduit un réveil chez les politiques au dessus des clivages gauche/droite", a estimé l'astrophysicien Hubert Reeves, président de la Ligue Roc (préservation de la faune sauvage).

Le philosophe Edgar Morin a de son côté appelé à une "métamorphose du système", qui soit un "changement fondamental, pas seulement un changement de nos petites habitudes".

Au Trocadéro, l'ambiance était nettement plus festive. "Vous êtes des millions", a lancé l'humoriste Marc Jolivet en demandant aux participants d'agiter le foulard de couleur qu'ils avaient été invité à arborer, en faisant des moulinets "pour l'identité planétaire".

Remerciant le "peuple de l'écologie" d'être venu à cette manifestation placée sous le signe "Votons pour la planète", Nicolas Hulot a estimé qu'"il y a en ce moment dans notre pays un basculement" en faveur de l'écologie.

La navigatrice Maud Fontenoy a assuré qu'il était possible "d'aller à contre-courant" et de changer ses habitudes pour sauver la planète.

Le cinéaste Luc Besson, est venu "apporter sa voix" ainsi que la chanteuse Zazie qui a

cependant avoué être "nulle en écologie", et Hugues Auffray.

Tous ceux qui n'avaient pas pu venir au Trocadéro avaient été invités à s'associer à distance à la manifestation en adressant le message "Planete" par SMS.

Une semaine pour apprendre à sauver la Terre !

Par Jean Etienne, Futura-Sciences, le 02/04/2007

La semaine du développement durable qui s'étend du 1er au 7 avril 2007 est bien plus qu'un simple rappel. Le but de ce mouvement, qui regroupe pas moins de 1970 projets différents, est un véritable appel à la citoyenneté en tant que responsabilité et changement de comportement de chacun face aux menaces qui pèsent sur les hommes ou la planète. Et cet effort de responsabilisation repose sur trois piliers principaux tout en cherchant à les concilier : le progrès social, le développement économique et la protection de l'environnement.

Mission impossible ? L'avenir nous le dira. Car si préférer les emballages papier ou acheter de temps à autre des fruits produits par l'agriculture locale reste à la base d'un comportement citoyen, ce n'est plus suffisant. La situation environnementale, trop longtemps dissimulée derrière des mesurette destinées avant tout à déculpabiliser le consommateur, n'a jamais cessé de s'aggraver, encouragée par les négationnistes du réchauffement climatique.

Aujourd'hui un point de non-retour est atteint, et des mesures bien plus désagréables mais nécessaires se profilent à l'horizon. A nous d'en limiter le nombre, et la conscientisation du citoyen à laquelle appelle cette semaine du développement durable peut jouer un rôle déterminant pour cela. si nous le voulons bien.

Décidée par le Premier Ministre en 2002, cette action, la cinquième organisée en France, comporte trois objectifs essentiels:

D'abord, et ce n'est pas anodin, informer largement le grand public sur le développement durable, les domaines qu'il recouvre (transports, biodiversité, changement climatique, déchets...) et les enjeux, à travers des actions concrètes.

Ensuite, motiver et de soutenir des changements de comportements en expliquant les bonnes pratiques quotidiennes à adopter en faveur du développement durable.

Et enfin, mobiliser le public sur des objectifs nationaux de développement durable (par exemple, dans le cadre de la réduction de 3% par an des gaz à effet de serre d'ici 2050).

On le voit, l'information du public est, avec pertinence, jugée essentielle. Chose parfaitement logique puisque dans cet enjeu, le public est à la fois l'acteur et le spectateur, autrement dit selon sa volonté, le gagnant ou. le perdant. Jusqu'à présent, les données sont encourageantes, car si en 2002, 23% des Français déclaraient avoir entendu parler de développement durable, ils étaient 54% en 2004 et 64% en 2006. Il est vrai que quelques catastrophes climatiques se sont intercalées entre ces dates, et que beaucoup de citoyens de la terre se sont sentis concernés par l'ingérence des ressources terrestres. et l'ont fait savoir.

Si le consommateur est de moins en moins dupe et de plus en plus réfractaire aux charmes des sirènes publicitaires qui vantent parfois sans discernement certains produits grands consommateurs d'énergie ou particulièrement polluants (votre ouvre-boîtes a-t-il réellement besoin d'un moteur ?), les entreprises elles-mêmes ont réalisé que le développement durable représentait bien plus qu'une étiquette à la mode écologique, mais garantissait surtout un enjeu d'image, donc de sérieux et de confiance, et par-là même un enjeu économique de plus en plus important. Celles qui s'y sont essayées savent désormais quelles économies peuvent résulter d'une meilleure gestion des déchets ou de la consommation d'énergie.

Faut-il être optimiste ou pessimiste ? La semaine du développement durable semble inciter à

l'optimisme. à condition que tous acceptent de jouer le jeu, et le mérite d'une telle action est de modifier le comportement de chacun par effet de persuasion liée à une bonne information, sans jouer la carte de la contrainte forcée.

Du biocarburant à partir de petit-lait une première !

Le groupe laitier Theo Müller a annoncé qu'il se lancerait, d'ici la fin de l'année, dans la production de bio-éthanol à partir de résidus du lait, ce qui constituera, selon lui, une première mondiale.

Le groupe a investi 20 millions d'euros pour développer un procédé qui permettra de produire de l'éthanol à partir du petit-lait (ou lactosérum), sous-produit obtenu lors de la fabrication du fromage.

Cette matière première, qui jusqu'à présent était éliminée, est quasiment gratuite, ce qui en fait un concurrent sérieux par rapport à d'autres produits végétaux, comme l'orge ou la betterave sucrière, qui nécessitent des superficies arables importantes.

L'entreprise espère produire d'ici 2008 dix millions de litres de bio-éthanol "laitier", dans une usine construite à cet effet à Leppersdorf, près de Dresde, a précisé M. Müller, PDG du groupe Theo Müller.

Cette annonce survient alors que les ministres européens de l'énergie se sont mis d'accord en février 2007 pour s'imposer comme objectif une incorporation de 10 % de bio-carburants dans les carburants consommés par les véhicules de l'Union européenne d'ici 2020.

<http://www.enerzine.com/6/2302+Du-biocarburant-a-partir-de-petit-lait-une-premiere+.html>

Etats-Unis Cour suprême : les gaz à effet de serre sont polluants

La Cour suprême américaine affirme que l'agence nationale de protection de l'environnement, l'EPA, et l'administration Bush, ont tort de refuser de considérer les gaz à effet de serre comme des polluants. La cour suprême a rendu son verdict, après avoir été saisie sur le sujet par une douzaine d'états, des grandes villes et des associations écologistes.

Selon Dana Perino, porte-parole de la Maison Blanche, "le gouvernement précédent n'a rien fait, mais l'administration Bush va analyser les conséquences de cette décision."

David Bookbinder fait partie d'une de ces organisations qui se bat pour l'environnement : "Nous ne sommes pas crédibles aux yeux du monde, parce qu'on a rien fait, mais, rajoute-t-il, dès qu'on s'attaquera vraiment aux gaz à effet de serre, on pourra rejoindre le reste du monde à la table des négociations, et trouver une solution pour la planète".

Cette décision, une victoire pour les écologistes, intervient alors qu'à Bruxelles sont réunis des experts internationaux sur le climat. Des experts qui une fois de plus stigmatisent les plus gros pollueurs, les Etats-Unis, mais aussi l'Australie, qui n'ont pas ratifié le protocole de Kyoto.

Réchauffement climatique: coraux et ours blancs en péril

2007-04-03

PARIS (Source vérifiée)

Le changement climatique va mettre en péril de nombreuses espèces de la faune et de la flore, comme les coraux et les ours polaires, avertissent les experts mondiaux sur le climat réunis à Bruxelles.

Le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) publiera le 6 avril le second volet de son rapport consacré cette fois aux conséquences du phénomène.

"Il est hautement probable que le changement climatique va se traduire par une extinction de nombreuses espèces et une réduction de la diversité des écosystèmes", selon le projet de document dont l'AFP s'est procurée une copie.

De 20 à 30% des espèces sont menacées d'extinction au cours de ce siècle si la température moyenne de la planète augmente de 2 à 3 degrés par rapport à 1990.

En février, lors de la publication du premier volet de son rapport, le Giec a prédit une hausse de 1,8 à 4° de la température moyenne planétaire d'ici 2100 par rapport à 1990.

Chaque espèce réagit différemment à la chaleur et atteint plus ou moins rapidement sa limite de résistance.

Par exemple, une hausse de quelques dixièmes de degré par rapport à 1990 constitue déjà une sérieuse menace pour les fragiles récifs coralliens ou pour la flore du désert de Karoo en Afrique du Sud.

Avec un réchauffement probable de 2 à 3 degrés par rapport à 1990, les coraux seront exposés à "une mortalité à grande échelle", précise le Giec.

Et si les coraux meurent, d'autres invertébrés meurent et en chaîne, les espèces qui s'en nourrissent, entraînant la diminution de nombreuses ressources, mettant à mal toute une économie de subsistance.

Dans l'Arctique, où le rythme du réchauffement est deux fois plus rapide qu'ailleurs, les ours polaires sont directement menacés par le recul de la banquise.

La hausse de la température et des émissions de CO₂ peut, dans un premier temps, avoir des effets positifs sur la croissance des plantes dans les régions tempérées.

Mais au fur et à mesure que la chaleur augmente, le phénomène s'inverse et la végétation dépérit.

Au delà de 3 degrés supplémentaires, les écosystèmes pourraient relâcher plus de CO₂ qu'ils n'en absorbent, amplifiant ainsi le changement climatique, expliquent les climatologues.

La canicule qui a sévi dans 16 pays européens en août 2003 (70.000 morts supplémentaires) a altéré la végétation, libérant quelque 500 millions de tonnes de CO₂, le principal gaz à effet de serre responsable du réchauffement), selon le Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE).

La canicule avait en outre provoqué de nombreux incendies qui ont ravagé plus de 650.000 hectares de forêts, libérant là aussi des quantités importantes de CO₂, indique le Giec.

Les impacts du changement climatique sur la biodiversité seront d'autant plus forts que les écosystèmes sont de plus en plus fragilisés par la pression des activités humaines.

"C'est un problème de désorganisation général des systèmes écologiques" que le changement climatique amplifie, commente à l'AFP Robert Barbault, écologue.

La prolifération d'espèces invasives en est une illustration, le réchauffement donnant "un avantage compétitif à certaines espèces étrangères" par rapport aux espèces locales, estime-t-il.

Ainsi, le frelon noir d'Asie (*Vespa velutina*), un dévoreur d'abeilles arrivé en France fin 2004, est en train d'envahir l'hexagone, au grand dam des apiculteurs.

La biodiversité doit être placée d'urgence sous surveillance, avertit Robert Barbault, plaidant

pour la mise en place d'un groupe d'experts spécifique pour la biodiversité, à l'instar de ce qui a été fait pour le climat avec le Giec.

Le nucléaire n'est pas la bonne solution pour sauver le climat
Paris, France - Le 03/04/07 -

L'Oxford Research Group, un organisme indépendant de réflexion sur les questions de sécurité internationale, estime que la promotion de l'énergie nucléaire comme solution au réchauffement climatique est peu judicieuse et pourrait aboutir à des conséquences extrêmement dangereuses pour la sécurité mondiale.

Dans un rapport intitulé "Energie sûre ? Nucléaire civil, sécurité et réchauffement climatique", l'Oxford Research Group affirme cependant que l'uranium nécessaire à ce processus n'est pas disponible en quantité suffisante sur la planète et que les puissances nucléaires seront donc tentées de retraiter du combustible nucléaire pour obtenir du plutonium.

« Une multiplication des activités de retraitement et le commerce international de matériau à usage militaire qui en résulterait augmenteraient les occasions pour les Etats, les organisations criminelles et les terroristes d'acquérir du matériau à usage militaire » souligne ce rapport.

Dans une préface à ce document, l'ancien ministre allemand de l'Environnement et de la Sécurité nucléaire Jürgen Trittin écrit que le développement de l'énergie nucléaire conduira automatiquement à une prolifération menaçant la sécurité internationale.

« L'une des pires idées, largement répandue dans le débat international, est l'appel en faveur d'un développement de l'énergie nucléaire comme moyen de préservation du climat », écrit Trittin. « Cette recommandation est un exemple parfait de lutte contre un risque par le biais d'un risque encore plus élevé. Les risques liés à la prolifération et au terrorisme nucléaire aussi bien par des Etats que par des acteurs non étatiques sont tout simplement incontrôlables ».

Des risques incontrôlables.

Outre cet aspect, l'extraction et la purification de l'uranium contribuent à l'émission de dioxyde de carbone dans l'atmosphère, même si les centrales nucléaires en émettent peu elles-mêmes, et il faudrait construire des milliers de réacteurs pour obtenir un effet significatif sur le changement climatique, relève l'Oxford Research Group.

Les énergies renouvelables comme l'éolien, le solaire ou l'hydraulique sont moins polluantes, notamment au regard du danger posé à très long terme par les déchets nucléaires, et moins risquées en terme de sécurité.

Seuls quelques pays, notamment la France, la Grande-Bretagne et le Japon, retraitent actuellement du combustible nucléaire. Une explosion de la demande d'énergie nucléaire pourrait cependant entraîner un brusque développement de ces activités dans le monde et déborder les procédures de contrôle, prévient le rapport de l'Oxford Research Group.

Parallèlement, le réchauffement climatique risque de provoquer des inondations, des famines et d'autres perturbations favorisant l'instabilité politique dans les zones les plus vulnérables.

« L'énergie nucléaire ne peut pas apporter une contribution importante à la réduction mondiale des émissions de dioxyde de carbone, tandis que ses effets sur l'insécurité mondiale et les risques de conflits catastrophiques et de terrorisme sont parfaitement connus » conclut ce rapport.

« C'est exactement ce que nous répétons à longueur de temps : le nucléaire est la mauvaise solution pour lutter contre les changements climatiques. Nous avons d'ailleurs publié un scénario [R]évolution énergétique, qui démontre qu'il est possible de réduire les émissions

planétaires de CO2 de 50% d'ici 2050, tout en tenant compte de la croissance économique mondiale. Ce scénario est basé sur la sobriété et l'efficacité énergétique. Il substitue aux énergies fossiles des énergies renouvelables, évite les fausses solutions technologiques et utopiques comme le nucléaire ou le charbon prétendument " propre " mais aussi les technologies de capture et de séquestration de carbone » explique Karine Gavand, chargée de campagne climat à Greenpeace.

Greenpeace avec Reuters.

<http://www.greenpeace.org/france/news/20070403-le-nucleaire-n-est-pas-la-bonne-solution-pour-sauver-le-climat>

<http://terresacree.org/energies.htm>

L'Alliance pour la planète rappelle que tous les engagements environnementaux ne se valent pas

Paris, France - Le 03/04/07 - Au lendemain du rassemblement réussi du Trocadéro, initié par l'ensemble des associations environnementales, l'Alliance pour la Planète tient à rappeler que sur la base des évaluations qu'elle a menées, tous les programmes environnementaux des candidats ne se valent pas.

« Les candidats ont incontestablement travaillé sur les enjeux environnementaux depuis plusieurs mois et ont amélioré leur prise en compte dans leurs programmes présidentiels. C'est un saut qualitatif significatif. De plus en plus de candidats comprennent que les mesures de rupture que nous recommandons sont essentielles pour que d'autres politiques, plus respectueuses de l'environnement et plus créatrices d'emplois, soient possibles. Nous souhaitons que chaque électeur puisse constater l'engagement écologiste de celui ou de celle qui va diriger notre pays », déclare Serge Orru, directeur du WWF- France.

« Les progrès réalisés par la plupart des candidats en matière d'environnement ne signifient pas que les engagements des différents candidats se valent ! Il existe entre eux des différences notables dans l'approche des principaux enjeux écologiques et surtout dans la nature des politiques publiques à engager pour y faire face. Notre notation vise à ce que chaque citoyen puisse savoir quels sont les candidats qui, au delà des grands discours, sont prêts à s'engager sérieusement et concrètement. Pas question pour l'Alliance que les effets de mode sur l'environnement entraîne un "verdissement" généralisé des programmes politiques.

L'expérience nous impose l'objectivité et le discernement », ajoute Yannick Jadot, directeur des campagnes de Greenpeace France.

« C'est la première fois que des associations notent des candidats sur les enjeux écologiques. C'est notre responsabilité d'organisations de la société civile, actives dans la protection de l'environnement depuis des décennies et réunissant plusieurs centaines de milliers de militants, d'interpeller et d'évaluer les candidats sur les politiques environnementales qu'ils entendent impulser une fois au pouvoir », poursuit Sandrine Mathy, présidente du Réseau Action Climat-France.

« Cette notation va peut-être plaire ou déplaire, mais chacun peut consulter le détail des notes attribuées sur le site internet de l'Alliance pour la planète et vérifier l'impartialité de nos travaux. Notre démarche est citoyenne et porte sur l'environnement. Elle ne constitue pas un appel à voter pour tel ou tel candidat, ou telle ou telle candidate, mais à donner des critères d'appréciation d'une dimension importante de leur programme. Nous continuerons à faire pression sur tous les candidats pour que l'excellence environnementale soit la règle et, quelque soit le résultat le 6 mai prochain, nous serons présents sur le terrain pour que la cause

environnementale soit défendue avec ambition et obstination », conclut Anne Bringault, directrice des Amis de la Terre.

Pour rappel, notre notation des programmes environnementaux des candidats du 30 mars a donné les résultats suivants : Dominique Voynet : 17,5 ; José Bové : 16 ; Ségolène Royal : 16 ; Olivier Besancenot : 13,5 ; François Bayrou : 13 ; Marie George Buffet : 9,5 ; Nicolas Sarkozy : 8,5 ; Philippe de Villiers : 7 ; Arlette Laguiller : 6 ; Jean-Marie Le Pen : 6 ; Frédéric Nihous : 6 ; Gérard Schivardi : programme non évaluable (non noté le 26 février).

L'ensemble des données de la notation et le détail des résultats est disponible sur : <http://www.lalliance2007.fr>

L'armée américaine étudie les répercussions géostratégiques du réchauffement climatique
LE MONDE | 03.04.07 |

Alors que le Groupe d'experts international sur l'évolution du climat (GIEC) est réuni jusqu'au 6 avril à Bruxelles pour mettre la touche finale à son rapport sur les conséquences du réchauffement climatique, ce dernier n'est plus la seule affaire des scientifiques : il intéresse aussi les militaires, et notamment les militaires américains. Le réchauffement de la planète devient, en effet, une composante essentielle de la sécurité des Etats-Unis et devrait avoir des effets majeurs sur l'évolution de la géostratégie dans les prochaines décennies. "Nous devons glisser de la guerre contre le terrorisme vers le nouveau concept de sécurité soutenable", résume John Ackerman, de l'Air Command and Staff College de l'US Air Force. Il intervenait lors d'un colloque organisé les 30 et 31 mars à Chapel Hill (Caroline du Nord) pour explorer les nouveaux défis stratégiques issus du changement climatique.

Premier constat, la nécessité de prendre en compte de nouveaux facteurs de déstabilisation : sécheresses affectant un nombre croissant de pays, épidémies ou extensions de maladies tropicales (paludisme, choléra, schistosomiase), crises de l'eau, événements météorologiques extrêmes. Ces phénomènes devraient se multiplier et appeler des interventions militaires, notamment en cas de crises humanitaires. Plusieurs participants ont aussi souligné qu'il fallait envisager, au moins à titre d'hypothèse, des changements abrupts du climat.

Plus précisément, a été évoquée la manière dont le réchauffement pourrait susciter des changements régionaux. La rareté croissante de l'eau dans le sous-continent indien pourrait affecter sa stabilité - l'Inde cherchant à s'assurer les ressources hydriques contrôlées ou utilisées par ses voisins. Idem en Asie centrale ou au Moyen-Orient. L'ouverture de l'océan Arctique libéré de la banquise crée une route maritime nouvelle, donc un enjeu stratégique. L'Afrique, qui détient beaucoup de réserves pétrolières, sera aussi affectée par le changement climatique. Or, remarque Robin Dorff, du groupe de réflexion Creative Associates, ces phénomènes se produisent alors que "le principal problème stratégique des Etats-Unis au début du XXIe siècle est la faiblesse et le manque de légitimité et de gouvernance de beaucoup d'Etats".

De plus, les Etats-Unis devront faire face à des migrations massives. En effet, a souligné Nazli Choucri, du Massachusetts Institute of Technology, "le changement climatique imposera une charge disproportionnée sur les pauvres, et renforcera les clivages sociaux et la marginalisation".

DANGER COMMUN

Tout n'est pas sombre car le changement climatique pourrait apaiser certaines tensions, en poussant à une coopération face au danger commun : "Qu'on fasse de l'Inde et de la Chine des amis plutôt que des menaces dépendra de ce qu'on fera sur l'énergie et sur l'environnement", a

indiqué un général requérant l'anonymat.

Comment l'US Army peut-elle se préparer face à ces défis ? A court terme, elle doit envisager trois changements, a résumé Thomas Morehouse, de l'Institute for Defense Analysis : "Se préparer à beaucoup plus d'opérations humanitaires et de maintien de la paix ; adapter les infrastructures côtières ; élaborer une structure énergétique plus efficace." Ce dernier point n'est pas anecdotique : l'armée américaine est le premier consommateur mondial d'énergie, qui lui coûte près de 11 milliards de dollars par an. Cela handicape sa souplesse : "Sur le terrain de bataille, 70 % du tonnage apporté est du carburant."

Les enjeux sont si importants qu'il faut imaginer un nouveau cadre stratégique. C'est ce que proposera, dans les prochains jours, un rapport du Center for Naval Analysis, une institution indépendante créée en 1942 aux marges de l'Armée et animé par des officiers à la retraite : "Le changement climatique est une réalité et le pays comme l'armée doivent s'y préparer", indique un de ses auteurs, requérant l'anonymat. Cela n'est-il pas en contradiction avec la politique actuelle de l'administration Bush ? "L'armée n'est pas au service d'une administration particulière, répond-il, mais au service du pays."

Hervé Kempf

Article paru dans l'édition du Monde du 04.04.07.

<http://www.lemonde.fr/web/article/0,1-0@2-3244,36-891174@51-890544,0.html>

Premier procès OGM en France contre la dissémination de pollen

05 avril 2007 (Par Pierre Melquiot)

En fin de matinée au Tribunal de grande instance de Marmande (Lot et Garonne) est assigné en référé un agriculteur de maïs OGM par un couple d'apiculteurs voisins et un syndicat apicole pour dissémination de pollen OGM. Il s'agit du premier procès de ce type en France. Greenpeace soutient les apiculteurs et « appelle à l'instauration de toute urgence d'un moratoire sur les cultures d'OGM afin de protéger les chaîne alimentaire d'une contamination incontrôlable. »

A 11h au Tribunal de Grande Instance de Marmande est assigné en référé un agriculteur de maïs OGM par un couple d'apiculteurs voisins et un syndicat apicole pour dissémination de pollen OGM. Il s'agit du premier procès de ce type en France. Greenpeace soutient les apiculteurs et appelle à l'instauration de toute urgence d'un moratoire sur les cultures d'OGM afin de protéger la chaîne alimentaire d'une contamination incontrôlable.

En 2006, l'agriculteur avait semé 100 hectares de maïs transgénique Bt Mon 810. Des relevés scientifiques ont révélé la contamination des maïs environnants et des pollens des ruches situées jusqu'à 1500 mètres des parcelles. A l'heure des semis 2007, le même agriculteur s'apprête à doubler sa surface de maïs transgénique. « Cette action en justice doit mettre en lumière la responsabilité des agriculteurs qui font le choix du transgénique au mépris de leur voisinage et de l'avenir de l'alimentation » souligne Arnaud Apoteker, responsable de la campagne OGM à Greenpeace.

Selon les semenciers, 30 000 à 50 000 hectares de maïs OGM pourraient être plantés cette année en France, près de dix fois plus que l'année dernière, sans cadre juridique qui définisse les responsabilités en cas de contamination. Plus de 142 accidents ont pourtant été recensés à travers le monde en 10 ans de cultures transgéniques ; le maïs est la plante responsable du plus grand nombre. Les récents décrets publiés en France en toute opacité n'offrent aucune garantie. « Il n'est pas normal que ce soit aux contaminés, appelés à être de plus en plus nombreux, d'avoir à se défendre face à l'agression des pollueurs. Ce flou juridique est une insulte à l'ensemble de la profession agricole » précise Arnaud Apoteker.

L'agriculteur assigné, M. Claude Menara, s'est par ailleurs illustré par sa volonté de désinformation du public. Il avait obtenu en 2006 de la justice que Greenpeace arrête la publication sur son site de la carte des parcelles cultivées en OGM, une publication pourtant conforme aux exigences d'information du public de la directive européenne 2001/18, à ce jour non transposée en droit français. Par solidarité, de nombreuses associations (WWF, Confédération Paysanne, Alliance pour la planète, etc.) avaient décidé de publier à leur tour cette carte informative.

Greenpeace demande au gouvernement français d'instaurer un moratoire sur les cultures d'OGM en plein champ. Tous les candidats à l'élection présidentielle se sont aujourd'hui prononcés en ce sens, à l'exception de Nicolas Sarkozy.

<http://www.actualites-news-environnement.com:80/20070405-proces-OGM-dissemination-pollen.php>

Élevage intensif et réchauffement climatique

Anne Berguerand, Lausanne

Jeudi 5 avril 2007

L'élevage est un des principaux producteurs de gaz à effet de serre: 18%, tout comme le trafic automobile!

[...] Je ne vais accuser ni notre paisible vache d'alpage qui pâit dans des prés non cultivables, dissémine les semences, profite du fourrage local et chauffe les habitations, ni l'éleveur qui utilise les déjections de son bétail pour produire du biogaz, du chauffage et de l'électricité, mais l'élevage intensif. Sachant que pour obtenir 1 kg de viande, il faut environ 15 kg de céréales et jusqu'à 15000 litres d'eau, il y a de quoi s'interroger.

Actuellement, 30% de la surface cultivable de la planète l'est pour l'élevage (1,3 milliard de bovins) et en Suisse 50% des céréales cultivées le sont pour les animaux. En 30 ans, 20 millions d'hectares de forêts tropicales ont été détruits pour l'élevage, empêchant ainsi leur fonction d'absorption de CO₂. L'épandage massif de fumier et d'engrais sur ces champs est responsable de 9% des émissions de gaz à effet de serre (sans compter celles liées à la production d'engrais). Ces mêmes engrais et déjections, auxquels s'ajoutent les pesticides et les antibiotiques, contribuent aussi à 50% de la pollution des eaux en Europe.

En 50 ans, la consommation mondiale de viande a plus que doublé même si notre mode de vie, plus sédentaire, en nécessite moins et que l'abus de viande cause beaucoup de maladies. Ces idées reçues qui nous font croire qu'il faut manger de la viande à chaque repas ont rempli les poches des gros éleveurs, les frigos des supermarchés, les lits des hôpitaux et notre atmosphère de gaz à effet de serre. [...]

<http://www.letemps.ch:80/template/courrier.asp?page=21&article=204275>

Changement climatique: dix merveilles de la nature menacées

2007-04-05

PARIS (Source vérifiée)

Forêt amazonienne, glaciers de l'Himalaya, coraux ou tigre du Bengale, le changement climatique menace une dizaine de régions ou d'espèces considérées comme faisant partie des merveilles de la nature, avertit jeudi le Fonds mondial pour la nature WWF.

De 30% à 60% de la forêt amazonienne (40.000 espèces de plantes et 427 de mammifères

répertoriées) pourrait se transformer en savane, indique le WWF dans une étude publiée alors que le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) s'apprête à diffuser à Bruxelles le second volet de son rapport consacré aux conséquences du phénomène. Les forêts tempérées de Valdivian au Chili et en Argentine, où pousse l'Alerce, un arbre très rare qui peut vivre pendant 3.000 ans, sont également menacées, selon l'étude.

Le désert du Chihuahua entre les Etats-Unis et le Mexique, abritant environ 3.500 espèces de plantes (cactus, yuccas etc.) et de remarquables animaux (jaguar, mouflon canadien, buse à queue barrée, ours noir), est sur la liste.

La grande barrière de corail en Australie également car le réchauffement des océans provoque le blanchissement des coraux et leur mort progressive. Les tortues marines à écailles, familières des côtes sud-américaines et des Caraïbes, sont également dans la ligne de mire. Dans l'Arctique, où le rythme du réchauffement est deux fois plus rapide qu'ailleurs, ce sont notamment les saumons sauvages le long des côtes de l'Alaska qui font figure de victimes potentielles.

En Asie, la menace concerne les Sundarbans, la plus grande région de forêts de mangroves du monde située entre l'Inde et le Bangladesh, où vivent plusieurs espèces rares, comme le tigre du Bengale.

En Chine, le WWF cite la partie supérieure du Yang Tsé Kiang, le plus long fleuve du monde, une des deux seules régions où vit encore le panda.

Dans l'Himalaya, où se trouve la plus grande concentration de glaciers au monde en dehors des régions polaires, la glace pourrait fondre à un rythme accéléré et provoquer de profonds bouleversements dans la région.

Enfin, le WWF s'inquiète pour les forêts des côtes orientales de l'Afrique, le long du Kenya, de la Tanzanie et du Mozambique.

Les experts du climat aboutissent à la publication d'un rapport alarmant
2007-04-06

BRUXELLES (Source vérifiée)

Les experts du climat ont publié vendredi à Bruxelles un diagnostic alarmant des impacts du réchauffement climatique, à l'issue d'une nuit de discussions où plusieurs pays -- Etats-Unis, Chine notamment -- ont contesté leurs conclusions.

"Nous avons juste terminé une réunion marathon, c'était productif, mais fatigant", a conclu, soulagé le président du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec), Rajendra Pachauri, lors d'une conférence de presse retardée d'une demi-heure.

Au-delà de 2 à 3 degrés supplémentaires par rapport à 1990, le réchauffement climatique aura des impacts négatifs sur toutes les régions, a prévenu vendredi le Giec.

D'ici 2080, estiment les experts dans leur rapport de 1.400 pages, jusqu'à 3,2 milliards d'humains seront exposés à des pénuries d'eau sévère et 600 millions à la faim en raison des sécheresses, de la dégradation et de la salinisation des sols.

Chaque année, deux à sept millions de personnes supplémentaires pourraient subir des inondations, notamment sur les côtes où la pression démographique s'accroît et dans les grands deltas d'Afrique de l'Ouest, d'Asie ou du Mississipi.

Les "populations pauvres, même dans des sociétés prospères, sont les plus vulnérables au changement climatique, ont souligné les experts lors de la conférence de presse vendredi.

"Ceci requiert notre attention, car les plus pauvres sont aussi les moins aptes à s'adapter", a commenté Rajendra Pachauri.

Les scientifiques ont prévenu que toutes les formes de vie sur terre seront affectées: "de 20 à

30 % des espèces végétales et animales connaîtront un risque croissant d'extinction si les augmentations de la température mondiale dépassent 1,5 à 2,5°C" par rapport à 1990, indique le rapport.

"Il y a maintenant sur tous les continents des signes du changement climatique qui affectent les animaux et les plantes et nous en avons la preuve", a souligné Martin Parry, coprésident du groupe de travail du Giec sur les impacts du réchauffement, devant la presse.

La Chine, l'Arabie saoudite, la Russie et les Etats-Unis ont contesté certains paragraphes du "résumé pour les décideurs", un texte d'une vingtaine de pages qui synthétise à l'intention des gouvernements de la planète les 1.400 pages du rapport.

La Chine s'est ainsi opposée à un paragraphe soulignant "le risque très élevé (...) que de nombreux systèmes naturels soient affectés par les changements climatiques", selon une source proche des discussions.

La délégation chinoise a contesté les bases scientifiques du caractère "très élevé" du risque, selon cette source.

En réponse, un groupe de scientifiques a remis une lettre de protestation à la présidente du groupe II du Giec, l'Américaine Sharon Hays, en faisant valoir que son degré de confiance élevé était scientifiquement établi.

Par ailleurs, les Etats-Unis ont demandé et obtenu l'élimination d'un paragraphe indiquant que l'Amérique du Nord "devrait être localement confrontée à de graves dommages économiques et à des perturbations substantielles de son système socio-économique et culturel", selon un observateur des négociations.

"C'est la première fois que la science est ainsi mise en cause par les politiques", a remarqué un délégué dont les propos étaient rapportés par un autre participant.

Selon le premier volet de ce 4e rapport du Giec, publié en février à Paris, la température moyenne de la terre pourrait gagner 1,1 à 6,4°C d'ici 2100 par rapport à 1990, avec une "meilleure moyenne possible" de 2 à 4°C en vertu des scénarios socio-économiques envisagés.

L'avenir de la planète, selon le rapport du Giec

QUOTIDIEN Libération : samedi 7 avril 2007

Le bouleversement géographique (fonte de la banquise) permettra d'ouvrir de nouvelles voies de circulations maritimes en Arctique. Les écosystèmes seront vulnérables en raison de l'abaissement des barrières climatiques aux espèces invasives. Les modes de vie des communautés indigènes devront changer pour s'adapter. De nombreuses petites îles seront touchées par la hausse du niveau marin, le risque de mort des coraux tropicaux, l'augmentation des tempêtes, l'érosion des côtes.

En Europe

Dans le nord de l'Europe, des bénéfices initiaux (baisse du chauffage, hausse des récoltes) suivis d'impacts négatifs lorsque la température continue de s'élever. Dans le sud de l'Europe, les hautes températures et les sécheresses vont réduire l'approvisionnement en eau et le potentiel hydroélectrique, le tourisme d'été, la productivité des cultures. Une augmentation des risques sanitaires en raison des vagues de chaleur dans les villes et des incendies de forêts.

En Asie

La fonte des glaciers dans l'Himalaya va augmenter la fréquence des inondations et les glissements de terrain, affecter les ressources en eau durant deux à trois décennies. Ce sera

ensuite suivi par une diminution des débits des rivières durant l'été, au moment où elles sont le plus utilisées.

L'approvisionnement en eau potable pourrait diminuer, ce qui affecterait plus d'un milliard de personnes d'ici à 2050.

Le risque de famine devrait rester à un niveau élevé dans plusieurs pays en voie de développement.

La morbidité et la mortalité dues aux maladies diarrhéiques associées aux inondations et aux sécheresses vont croître dans l'Est, le Sud et le Sud-Est. Une augmentation de la fréquence et de l'intensité du choléra sur les côtes en raison de la hausse des températures est à prévoir.

En Amérique

En Amérique latine : un remplacement graduel des forêts tropicales par des savanes dans l'est de l'Amazonie avec une perte importante de biodiversité ; la végétation semi-aride remplacée par des végétations arides ; la fonte rapide des glaciers andins va bouleverser le régime des rivières utilisées pour l'alimentation en eau, les cultures irriguées et l'hydroélectricité. Dans les zones sèches, salinisation et désertification de terres agricoles. En Amérique du Nord : croissance possible des productions agricoles dans le nord des Etats-Unis et au Canada, augmentation des incendies de forêts, des vagues de chaleur dans les villes.

En Afrique

D'ici à 2020, 75 à 250 millions de personnes seront exposées à des difficultés croissantes d'alimentation en eau. La production agricole, dont celle pour l'alimentation, sera sévèrement compromise dans de nombreux pays. La pêche sera affectée le long des côtes et dans les lacs. Dans certains pays, les récoltes de l'agriculture pluviale pourraient diminuer de 50 % sur cette période. Les surfaces disponibles pour l'agriculture vont diminuer aux marges des zones arides et semi-arides.

L'Afrique sera le plus vulnérable des continents en raison des impacts du changement climatique mais aussi de sa faible capacité d'adaptation.

Sur la Terre

Entre 20 % et 30% des espèces de plantes et d'animaux seront en risque accru d'extinction si l'augmentation des températures dépasse 1,2 °C à 2,5 °C.

Sur plus de 29 000 séries de données d'observations provenant de 75 études qui montrent un changement significatif des systèmes physiques et biologiques, plus de 89 % correspondent à la direction attendue en réponse à un réchauffement. L'acidification des océans due à l'augmentation du gaz carbonique atmosphérique aura un impact négatif sur les organismes marins à coquille.

Et plus tard...

Au-delà du XXI^e siècle, la fonte d'une grande partie du Groenland et de l'Antarctique de l'Ouest pourrait élever le niveau marin de quatre à six mètres, inondant de nombreuses plaines habitées.

<http://www.liberation.fr/actualite/terre/246178.FR.php>

Les experts du climat dressent un tableau alarmant pour la planète et ses habitants

2007-04-07

BRUXELLES (Source vérifiée)

Les experts du changement climatique ont dressé vendredi un constat alarmant des impacts déjà visibles et attestés du réchauffement climatique dans un texte marchandé jusqu'au dernier

mot, à l'intention des dirigeants de la planète.

Dans son résumé à l'intention des décideurs, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) insiste sur deux messages majeurs: nul n'échappera au réchauffement déjà en cours, qui frappera prioritairement les plus pauvres; au-delà de 2 à 3 degrés de hausse par rapport à 1990, il aura des "impacts négatifs sur toutes les régions" du monde, notamment une extinction irréversible de 20 à 30 % des espèces végétales et animales.

Ce sont les populations des régions arctiques, sub-sahariennes, des méga-deltas d'Asie et des régions côtières qui sont les plus exposées. "Les petites îles sont toutes seules", a rappelé le co-président du groupe du travail du Giec, Martin Parry.

Pour les pays africains, l'adaptation à la montée du niveau des océans pourrait représenter 5 à 10% du PIB, un coût insurmontable pour les plus pauvres.

Par continent, par secteur d'activité, le Giec dessine ainsi aux dirigeants un monde aux perspectives effrayantes, attestées par l'ampleur des études et des données.

"Nous avons utilisé 29.000 séries de données différentes", insiste l'un des principaux auteurs sur l'Europe, Joseph Alcamo de l'Université de Kassel en Allemagne. Cet expert a mal vécu les tentatives de certains pays -Chine, Etats-Unis- pour édulcorer le message scientifique.

"Certaines objections n'étaient pas scientifiquement motivées", lâche le Pr Alcamo. "Certains pays cherchent à minimiser les risques".

A la demande des Etats-Unis, la quasi totalité des données chiffrées a été retirée du résumé, la partie la plus visible du travail des experts, puisque le rapport proprement dit totalise 1.400 pages.

Ce qui n'a pas empêché Washington de souligner que "ce rapport insiste sur ce que le président (Bush) dit depuis un certain temps sur la gravité de ce défi et la nécessité d'y répondre", selon le principal responsable des questions environnementales à la Maison Blanche James Connaughton.

Le seuil d'augmentation de la température (par rapport à 1990), au delà duquel les impacts s'aggravent notablement a été relevé, passant de 2 degrés, prévus initialement dans les premières versions du résumé, à une fourchette de "+2 à +3°C".

Les résumés du Giec sont approuvés par consensus, ce qui impose parfois de s'en tenir au plus petit dénominateur commun, reconnaît un délégué occidental.

"L'Union européenne voulait un signal fort, l'Amérique a pinaillé", a résumé un délégué, qui n'appartient à aucun des deux groupes. "Mais ne vous y trompez pas, toutes les données figurent toujours dans le rapport complet et constituent un message fort".

Cette volonté d'obstruction augure mal des prochains grands rendez-vous internationaux, comme le sommet des pays les plus industrialisés (G8) en juin à Heiligendamm (nord-est). La chancelière allemande Angela Merkel, dont le pays préside ce semestre l'Union européenne (UE), a réitéré sa volonté d'y aborder le thème du climat et a réclamé une "action rapide et énergique" de la communauté internationale.

Le commissaire européen à l'Environnement, Stavros Dimas, a jugé que le rapport "plaidait en faveur de l'objectif fixé par l'UE", de limiter le réchauffement planétaire à 2°C au-dessus de la température de l'ère préindustrielle.

Dans le volet scientifique de son rapport, publié en février, le Giec a estimé la hausse probable des températures mondiales de 1,8 à 4°C en 2100 par rapport à 1990, sans exclure une hausse allant jusqu'à 6,4°C.

Le deuxième volet sur les impacts "expose très clairement les graves conséquences que le changement climatique aura sur nous tous", a ajouté M. Dimas. Pour les ONG - Greenpeace, les Amis de la Terre et le WWF - "l'urgence" du rapport appelle une réponse du même ordre de la part des gouvernements.

Une télévision du développement durable, en novembre 2007, également candidate pour la TNT Ile de France, vous en rêviez ?

La voici !

Canal 23, une chaîne de télévision vouée à promouvoir le développement durable et solidaire de notre société, devrait commencer sa diffusion en étant accessible au plus grand nombre, en novembre 2007 que ce soit via le câble, le satellite, l'hertzien, l'ADSL, la TNT Ile de France,...

La chaîne Canal 23, créée et éditée par l'association Nouveaux Mondes, a pour but de promouvoir les actions des associations, des fondations et des sociétés qui, par leur engagement, favorisent l'amélioration des conditions de vie en France et à l'étranger. Sa vocation : informer sur les initiatives philanthropiques et susciter les gestes de solidarité. La ligne éditoriale s'organisera autour de sept thèmes : l'éducation, la culture, les affaires sociales, le développement, l'humanitaire, l'environnement et la santé.

Canal 23 sera sur le terrain et invitera ceux qui veulent s'investir, personnalités ou anonymes, à participer à la vie des associations locales. Le ton de la chaîne sera résolument optimiste pour proposer une antenne dynamique et divertissante, privilégiant les émissions en direct. Chaîne de proximité, Canal 23 sera ouverte aux amateurs dans la conception de ces magazines et reportages.

Parallèlement à la chaîne de télévision, Canal 23 est associée à un service web interactif pour prolonger son action, mettre en lumière et valoriser les initiatives de ses partenaires. Le site Internet actuel de Nouveaux Mondes dispose déjà d'un forum pour que chacun puisse poser ses questions et y trouver des réponses et d'un blog.

L'association Nouveaux Mondes a été créée par deux jeunes spécialistes dans l'audiovisuel : Julien Dumont, qui accompagne des chaînes de télévision en Europe sur leurs projets techniques et organisationnels et Bruno Tallut, chargé pour le groupe Canal+ de la direction des antennes des chaînes « découverte ».

Canal 23 se positionne comme un service pour la collectivité, en support aux associations, avec la volonté d'ouvrir de nouvelles perspectives pour le développement de projets caritatifs. Son action est centrée sur la mise en place de nouveaux vecteurs de communication destinés à encourager et à faciliter les gestes de solidarité. Concernant son financement, Nouveaux Mondes propose différentes offres et degrés de partenariats.

Auditionnée le mercredi 4 avril à 10h15 par la CSA, la candidature de l'association Nouveaux Mondes pour la TNT Île-de-France est une étape qui s'inscrit dans un projet global, solidaire, associatif et humanitaire. Le verdict sera connu courant mai...

Le Pérou, un des pays les plus menacés par le changement climatique

Par Jean Etienne, Futura-Sciences, le 10/04/2007

La plus grande chaîne de montagnes tropicales glaciaires du monde, la Cordillère Blanche, dans les Andes péruviennes, est en train de virer au brun. En cause, la fonte accélérée des glaces séculaires qui la recouvraient, prémisse à de nombreux bouleversements.

Selon Lonnie Thompson, expert des principaux glaciers de l'Université d'État d'Ohio, la vitesse de fonte est le problème le plus important, car lorsque le processus s'accélère le glacier ne peut plus se reconstituer. Et cette géologue de réputation mondiale annonce qu'elle observe le même phénomène d'accélération partout dans le monde, depuis l'Himalaya jusqu'au

Kilimandjaro.

Et de citer comme exemple Quelccaya dans le Sud du Pérou, la plus haute calotte glaciaire tropicale du monde, qui avait commencé à perdre ses glaces à raison de 6 mètres par an à partir de 1960, et qui se réduit actuellement de 60 mètres par année.

La situation est bien plus qu'alarmante, avertit la scientifique, car 70% des glaciers tropicaux sont situés au Pérou, et la masse glaciaire a diminué d'au moins 22% depuis 1970, selon une étude menée par l'Institut de Ressources Nationales du Pérou, INRENA, une agence gouvernementale. Dans toutes les Andes péruvienne, la roche affleure là où, jusqu'à récemment, il n'y avait que de la glace à perte de vue. Le glacier Broggi, particulièrement prisé des touristes qui venaient y visiter les cavernes naturelles aux couleurs féériques, a disparu. Il en reste une flaque d'eau, sorte de petite lagune qui restera probablement éphémère. Mais la disparition des glaciers entraîne un autre problème, tout aussi vital, qui est le manque d'approvisionnement en eau du pays. Car ceux-ci alimentent des rivières, qui s'écoulent dans les vallées et fournissent l'eau potable aux villes tentaculaires qui se développent à leurs pieds, ainsi qu'à de nombreux bidonvilles sur la côte péruvienne du Pacifique. Elles alimentent aussi l'agriculture et les centrales hydroélectriques, qui fournissent 70% de l'énergie électrique de la nation. L'épuisement de cette source pourrait rendre toute cette zone inhabitable d'ici moins de 50 ans, or elle concentre les 2/3 des habitants du Pérou.

Les pays pauvres impactés par les biocarburants

Selon une étude à paraître dans la revue Foreign Affairs, l'usage de plus en plus fréquent de l'éthanol comme biocarburant risque de menacer l'alimentation des 2,7 milliards de personnes dans le monde qui vivent avec moins de 2 \$US par jour.

«Remplir le réservoir d'un 4x4 avec 94,5 litres d'éthanol pur nécessite environ 204 kg de maïs, soit suffisamment de calories pour nourrir une personne pendant un an», écrivent les deux professeurs d'économie à l'université du Minnesota, et auteurs de l'étude.

Si les cours du pétrole restent à un niveau élevé, «l'accroissement rapide de la production mondiale de biocarburant va faire monter les prix du maïs de jusqu'à 20 % d'ici à 2010 et de 41 % d'ici à 2020», pronostiquent-ils.

Les cours des autres denrées alimentaires, tels le blé et le riz, pourraient eux aussi être touchés par cette flambée, au fur et à mesure que les agriculteurs délaisseront ces cultures au profit du maïs.

Or, selon les auteurs, «le nombre de personnes confrontées à des problèmes de sécurité alimentaire augmenterait de 16 millions pour chaque hausse de 1 % des prix réels des produits de première nécessité. Cela signifie que 1,2 milliard de personnes pourraient régulièrement souffrir de la faim d'ici à 2025, soit 600 millions de plus que ce qui était précédemment prévu».

<http://www.enerzine.com/6/2362+Les-pays-pauvres-impactes-par-les-biocarburants+.html>

Réseau "Sortir du nucléaire" - Fédération de 765 associations

Communiqué du mardi 10 avril 2007

Nucléaire : que s'est-il

réellement passé cette nuit

à la centrale de Dampierre ?

Le Réseau "Sortir du nucléaire" attire l'attention sur l'évènement

qui s'est produit dans la nuit du 9 au 10 avril à la centrale nucléaire de Dampierre (Loiret). Le réacteur n°3 de la centrale de Dampierre a été arrêté en urgence et est resté toute la nuit alimenté par un générateur de secours.

Présenté par EDF comme un simple incident, largement minimisé par l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) qui délivre le message habituel de langue de bois ("Cet incident n'a pas eu de conséquence sur la sûreté nucléaire et la radioprotection"), cet évènement pose au contraire de sérieuses questions.

En effet :

- EDF a déclenché le "plan d'urgence interne" (PUI) hier soir à 22h10.
 - L'ASN a mis en place une organisation nationale de crise avec l'appui technique de l'IRSN
 - EDF et l'ASN n'ont levé qu'à 8h15 ce matin l'organisation de crise
- Pendant toute la nuit, les équipes de la centrale nucléaire ont agi en urgence, le réacteur n°3 ayant été privé de son alimentation extérieure. Heureusement, le générateur de secours a bien fonctionné, mais il arrive parfois, lors d'essais, que ce genre de générateur ne démarre pas.

On notera une certaine similitude avec le grave évènement survenu en juillet dernier à la centrale nucléaire de Forsmark (Suède) où la catastrophe n'a été évitée qu'à quelques minutes près. Il y a fort à craindre que le pire ne se produise tôt ou tard en France ou à l'étranger.

Par ailleurs, tout comme lors de la grave inondation de la centrale nucléaire du Blayais dans la nuit du 27 au 28 décembre 1999, des millions d'habitants n'ont pas su qu'ils étaient, dans leurs sommeil, menacés par un éventuel accident nucléaire.

Aujourd'hui encore, la quasi-totalité de la population n'est pas au courant de ce qui s'est réellement passé à Dampierre, les autorités se contentant de messages lénifiants. Il est plus que temps de sortir du nucléaire, le plus vite possible, avant l'irréparable.

Actuellement vous êtes 366 à recevoir cette revue de presse (situation au 07/03/2007)

Liste de diffusion [revuedepresse](#)

Pour s'inscrire : <mailto:revuedepresse-request@ml.free.fr?subject=subscribe>

Un lapin rare filmé dans les forêts en Indonésie

jeu. avr. 5, 2007

DJAKARTA (Reuters) - Un lapin faisant partie d'une des espèces les plus rares au monde a été filmé dans les forêts tropicales indonésiennes pour la troisième fois seulement de l'histoire, annonce un responsable d'une organisation de protection animale et de préservation de l'environnement.

Le lapin de Sumatra dont la robe couleur craie est parsemée de raies brunes foncées est menacée de disparition. Il avait précédemment été photographié en 2000 dans le parc Bukit

Barisan, a déclaré dans un communiqué la World Conservation Society. Nick Brickle, responsable de cette organisation en Indonésie, a précisé à Reuters que l'animal avait été filmé fin janvier 2006 dans une forêt dans le sud de Sumatra. "C'est un animal nocturne. En dehors de cela, nous ne savons rien sur lui", a ajouté Brickle, indiquant que le lapin mesure environ 30 cm de long, soit la taille d'un petit chat. "Ils vivent en forêt, dans les montagnes. Pour les protéger, il suffit de protéger la forêt".

13 avril 2007

Hervé Kempf : Penser à l'environnement autrement

« L'homme a atteint les limites de la biosphère. Nous vivons un moment historique. Et nous sommes dans un cul de sac ». C'est ainsi que le journaliste environnemental Hervé Kempf a ouvert la conférence qu'il donnait le 10 avril dernier à Montréal.

Journaliste au Monde, Hervé Kempf assure présentement la promotion de son ouvrage Comment les riches détruisent la planète. De toutes les tribunes, il est un orateur passionnant et éclairant. Ni à gauche, ni à droite, il est résolument vert quand il s'agit de réfléchir aux questions sociales. Impossible pour lui de poser le problème environnemental sans référer à la crise sociale que traverse actuellement l'Occident.

Au Cour des Sciences de l'UQAM, il était épaulé par son collègue du Devoir Louis-Gilles Francoeur. Lors de l'allocution donnée devant un large public, Hervé Kempf a souligné l'irréversibilité de la situation. Les changements climatiques, la pollution généralisée et la crise de la biodiversité sont bien réels. « Cette connaissance, on l'a depuis longtemps. Mais la situation ne change pas. » Devant cette catastrophe annoncée, comment expliquer l'immobilisme des gouvernements ? Hervé Kempf se permet de poser la question.

Le diagnostic qu'il établit est double. « Il y a un manque de culture écologique chez nos dirigeants. » Se préoccuper de la sauvegarde de la biodiversité et de gaz à effets de serre, c'est faire figure de hippie. Mais la classe politique n'est pas l'unique responsable. Le mode de vie des gens riches est également à blâmer. « On a des maisons climatisées, on prend l'avion pour les vacances. Les nouvelles ne sont pas intégrées. »

Pour en savoir plus : Reporterre Hervé Kempf va plus loin. « La clef de la crise écologique, affirme-t-il, c'est l'analyse sociale. » Et il explique. La classe dominante consomme à un rythme effréné et fait porter sur la biodiversité une pression énorme. Son manque de vision crée également une grave crise sociale. La pauvreté et la précarité en sont autant de symptômes.

« La biosphère ne récupère plus. Et un nouveau coup de massue sera porté par l'industrialisation des pays émergents. » Comment ne pas s'inquiéter de la diffusion du mode de vie occidental en Chine ou en Inde ? Solution : une modification profonde de la culture de consommation. « Il faut y parvenir en amenant la classe dominante à modifier ses habitudes et ses privilèges. Et assurer une meilleure répartition des ressources. »

« Remettre en question la façon dont on consomme, faire moins, n'est-ce pas un projet peu alléchant ? » souligne un participant. Hervé Kempf s'en défend bien, lui qui aspire à l'avènement d'une société plus humaine. « Le projet n'est pas de faire moins, mais de faire autrement ».

Florence Migneault

Jour de la terre (22 avril 2007)

« Le Jour de la Terre fait résonner haut et fort le message que des citoyens de toute la planète souhaitent une action action rapide et décisive en faveur de l'énergie propre.»

<http://www.jourdelaterre.org>

Des idées pour passer à l'action

Le Guide de sensibilisation publié en 2005 par l'Organisation mondiale de la santé propose d'agir en cinq étapes :

Organiser une activité à caractère environnemental dans le cadre du Jour de la Terre, comme une corvée de nettoyage, une plantation d'arbres, une campagne de sensibilisation comprenant des ateliers sur divers sujets, comme le compostage, l'économie d'énergie et de l'eau, le ralenti inutile, etc.;

Participer à des activités déjà organisées par divers organismes en environnement, les municipalités ou les entreprises;

Participer à des plantations d'arbres qui auront lieu dans une centaine de municipalités du Québec;

Participer à une collecte de matières dangereuses destinées aux entreprises du centre-ville de Montréal, en collaboration avec les Éco-quartiers de l'arrondissement de Ville-Marie;

Contribuer à une levée de fonds pour le Jour de la Terre, qui se déroulera dans la soirée du 22 avril 2006;

Consulter le calendrier du Jour de la Terre pour en savoir plus sur les activités organisées dans le cadre du Jour de la Terre.

Les références et sources d'information disponibles

Site québécois du Jour de la terre

Site canadien du Jour de la terre (en anglais)

Site international du Jour de la terre

Les exemples à connaître

Plus de cent activités qui auront lieu lors du Jour de la Terre 2007

Un partenaire expert vers qui se tourner

La Corporation Saint-Laurent est mandatée par Earthday Canada, un organisme sans but lucratif basé à Toronto, pour organiser les activités du Jour de la Terre sur le territoire du Québec. La Corporation Saint-Laurent assure la promotion de l'événement auprès des divers intervenants, du grand public aux municipalités en passant par les organisations environnementales, les écoles et les entreprises. Elle incite ceux-ci à organiser des activités dans le cadre du Jour de la Terre, sert de carrefour d'informations via le site Internet www.jourdelaterre.org et fait la promotion de l'événement par l'entremise de publicités et de contacts avec les médias. Chaque année, elle organise certaines activités, comme des plantations d'arbres, des collectes de matières dangereuses, des corvées de nettoyage.

Corporation Saint-Laurent - Jour de la terre

460, rue Sainte-Catherine Ouest, bureau 905

Montréal (Québec) H3B 1A7

Téléphone : 514 728-0116

Sans frais : 1-800-424-8758

Télécopieur : 514 728-1001

Adresse courriel : info@jourdelaterre.org

<http://www.earthday.net/programs/international/francais/default.aspx/>

IRRADIATION DES ALIMENTS : COMBIEN DE FRAUDES EN FRANCE ?

Communiqué de presse

Collectif français contre l'irradiation des aliments

16 avril 2007

Malgré des risques sanitaires non négligeables liés à la consommation d'aliments irradiés, le contrôle des denrées commercialisées en France est quasiment inexistant.

Le Collectif français contre l'irradiation des aliments dénonce cet état de fait et interpelle les candidats aux élections sur ce laxisme dans l'application de la loi. Il questionne par ailleurs la réglementation existante, en particulier les dérogations françaises et l'absence de recherches quant aux risques sanitaires.

L'irradiation des aliments consiste à soumettre les produits à un rayonnement gamma de très haute énergie (généralement issu du Cobalt 60) ou à un faisceau d'électrons de très haute énergie. Deux directives européennes déterminent la liste de produits pour lesquels l'irradiation est autorisée (herbes aromatiques, épices, condiments alimentaires) et l'obligation d'étiquetage. La France, a obtenu des dérogations pour de nombreux produits supplémentaires : oignon, ail, échalote, légumes et fruits secs, flocons et germes de céréales pour produits laitiers, farine de riz, gomme arabique, volaille, cuisses de grenouilles congelées, sang séché et plasma, crevettes, ovalbumine, caséine et caséinates (additifs alimentaires).

Sur le plan sanitaire, des risques non négligeables ont été démontrés : l'irradiation provoque une perte de vitamines importante dans les aliments (notamment les vitamines A, B1, C et E), ainsi que des risques de cancérogénèse et de mutagénèse dus à la prolifération de radicaux libres et de molécules nouvelles au sein de l'aliment irradié. Des scientifiques ont par ailleurs souligné le manque de données fiables pour évaluer le risque réel lié à la consommation d'aliments irradiés (1).

Malgré ces risques patents pour la santé des consommateurs, il est aujourd'hui impossible de connaître la quantité d'aliments irradiés commercialisés dans l'Union européenne, et notamment en France. Selon le dernier rapport de la Commission européenne, le pourcentage des produits irradiés non étiquetés a globalement augmenté. Seuls 16 Etats membres sur 25 ont déclaré avoir réalisé des contrôles. La France, en 2004, a effectué seulement 60 contrôles tandis que l'Allemagne avait analysé plus de 4000 échantillons. En 2006, 105 échantillons ont été analysés en France, dont 10% étaient frauduleux (2).

A ce constat s'ajoute une véritable explosion du nombre d'unités d'irradiation au niveau mondial, particulièrement dans des pays à forte capacité d'exportation. Par exemple, en Chine, le nombre d'installations en capacité d'irradier les aliments est passé de 7 en 2003 à 50 en 2006. L'Inde a l'objectif de construire 25 unités d'ici 2012. Le Mexique en 2008 se dotera de la plus grande installation d'irradiation du monde pour exporter goyaves, pamplemousses, mandarines.

L'usage de cette technologie a également des conséquences environnementales et socio-économiques. Grâce à son efficacité multi-usages (conservation, décontamination, ralentissement du mûrissement, inhibition de la germination) et parce qu'elle permet un traitement de long terme de très nombreux produits, des déplacements sur longue distance et des stockages de longue durée, l'irradiation des aliments favorise les approvisionnements lointains, au détriment de l'économie locale (dumping, délocalisations, pertes d'emplois) et de la souveraineté alimentaire, au Nord comme au Sud. Par ailleurs, l'augmentation des transports due à la circulation inutile de produits contribue de façon non négligeable à la pollution, au gaspillage de carburant et au réchauffement climatique à travers la production de gaz à effet de serre. (3)

La négligence de l'administration française quant au contrôle des règles d'autorisation et d'étiquetage est par conséquent incompréhensible. La Commission européenne, pour sa part, " attend des États membres qu'ils augmentent le nombre de contrôles effectués sur ces produits et qu'ils prennent les mesures appropriées " (4).

Le Collectif français contre l'irradiation des aliments a interpellé les douze candidats à l'élection présidentielle sur leurs engagements concernant la réglementation sur les aliments irradiés et le contrôle de son application en France. Les positions des candidats seront prochainement rendues publiques.

Nous nous adresserons également aux candidats aux élections législatives.

Nous attendons avec intérêt et détermination que des mesures rigoureuses soient prises par les prochaines équipes élues par les Français pour remédier à cette situation.

Nous demandons en particulier une application stricte de la loi en matière de contrôles des aliments et des sanctions correspondantes ; une modification de la liste des aliments autorisés en France de telle façon à être conforme à la liste de référence européenne; la mise en place d'une enquête sur les fraudes (défauts d'étiquetage des aliments irradiés et vente d'aliments irradiés non autorisés); le déblocage de fonds pour une recherche indépendante sur les effets pour la santé et dans l'attente de résultats, application du principe de précaution.

Nous appelons par ailleurs les parlementaires européens à agir pour que les pays de l'Union européenne respectent leurs engagements.

Le Collectif français contre l'irradiation des aliments :

Action Consommation - Adéquations - Agir Pour l'Environnement - Les Amis de la Terre - Association Léo Lagrange pour la Défense des Consommateurs - Association pour l'Information sur la Dénaturation des Aliments et de la Santé (AIDAS) - ATTAC - Biocoop - Collectifs Bure-Stop - Confédération Paysanne - CRiiRAD - Ecoforum - Ekwo - Fédération Nature et Progrès - Food and Water Watch Europe - Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures (MDRGF) - RECit (Réseau des écoles de citoyens) - Réseau Sortir du Nucléaire

Contacts presse :

Véronique Gallais - Action Consommation : 06 86 89 78 89

Roland Desbordes - CRIIRAD : 06 86 18 01 87

François Veillerette - MDRGF : 06 81 64 65 58
Collectif français contre l'irradiation des aliments
c/o Action Consommation - 21ter rue Voltaire - 75011 Paris
irradaliments@actionconsommation.org

(1) Burnouf D., Delincée H., Hartwig A., Marchioni E. Miesch M., Raul F. et Werner D., Etude toxicologique transfrontalière destinée à évaluer le risque encouru lors de la consommation d'aliments gras ionisés, Rapport final 2001

(2) Contrôle des denrées alimentaires susceptibles d'être décontaminées par traitement ionisant, DGCCRF, 28.03.2007

(3) Cf. analyses du Collectif français contre l'irradiation des aliments :

Risques sanitaires, environnementaux et économiques liés à l'irradiation des aliments

<http://www.actionconsommation.org/publication/docs/risquesanitaire.pdf>

Irradiation des aliments : une technologie de la mondialisation

http://www.actionconsommation.org/publication/docs/dossier_irradiation.pdf

Lundi 16 avril 2007 :

OGM, "biocarburants" et Euralis

Par Christian Berdot

Intervention de Christian Berdot des Amis de la Terre, lors de la manifestation de Lescar qui a réuni plus de 1000 personnes.

« Il m'a été demandé d'intervenir, pour les Amis de la Terre, sur les biocarburants.

Tout d'abord aux Amis de la Terre, nous ne parlons ni de biocarburants, ni de carburants verts car dans 99 cas sur 100, ces carburants ne sont ni bio, ni verts et ne contribuent absolument pas à la protection de l'environnement, au contraire. Un exemple : en ce moment, le gouvernement indonésien poursuit son projet de destruction de 16 millions d'hectares de forêts tropicales, parmi les forêts les plus riches en biodiversité de la planète ! Le but de cette destruction est de produire de l'huile de palme, dans le but exclusif de fournir le marché européen. Dans quelque temps, vous pourrez rouler « bio », alors que le carburant végétal brûlé dans votre voiture proviendra d'une des destructions écologiques les plus graves de ces dernières années...Lorsqu'on parle de biocarburants, il y a tromperie sur la marchandise ! Les Amis de la Terre, eux, préfèrent donc parler d'agrocultures ou de carburants végétaux.

Qu'en est-il de cet éthanol de maïs qui sera fabriqué dans l'usine de Lacq ? De plus en plus d'études mettent en doute son utilité : L'université de Cornell est arrivée à la conclusion qu'il fallait plus d'énergie pour fabriquer l'éthanol que l'énergie fournie par l'éthanol (1,3 litre de pétrole pour fournir l'éthanol correspondant à 1 litre de pétrole !). De plus, il faut 3 kg de maïs pour fabriquer un litre d'éthanol, ce qui représente pour un petit véhicule qui consommerait 5 litres au cent, une consommation de 45 litres d'eau par km parcouru ! Est-il vraiment raisonnable de gaspiller autant d'eau pour un carburant qui produit plus de gaz à effet de serre que le pétrole ? Mais face à des résultats réels aussi pitoyables, comment expliquer cet engouement pour l'éthanol de maïs ? En fait, il y a trois raisons :

la spéculation : en détournant d'énormes quantités de maïs (ou de céréales en général) l'offre ne peut pas suivre et les prix grimpent. A la bourse de Chicago, le prix du maïs a doublé en 4 mois, en France le prix du blé a augmenté de 50% et le soja commence à suivre. A tel point qu'il y a déjà eu des protestations au Mexique car les populations pauvres ne peuvent plus se

payer le maïs qui est la base de leur alimentation. Pour quelqu'un qui veut nourrir la planète, monsieur Pès semble bien louper son coup.

les subventions. A l'intérieur de l'Organisation Mondiale du Commerce, les pays du Sud font pression pour que l'Union Européenne et les Etats-Unis respectent enfin leurs engagements et arrêtent de subventionner leur agriculture. Les agrocarburants sont donc un alibi bienvenu pour continuer à subventionner lourdement certaines activités agricoles : céréales, oléagineux... Alors que les moyens pour lutter contre la destruction des climats font cruellement défaut dans bien des secteurs, il y a de l'argent pour de tels projets douteux...

les OGM. Avec les agrocarburants, vous ne pourrez plus refuser les OGM dans votre assiette, puisque ces OGM là ne sont pas destinés à l'alimentation. Syngenta vient d'ailleurs de demander au ministère de l'Agriculture des Etats-Unis d'autoriser à la culture, un maïs OGM sensé avoir un meilleur rendement en éthanol. Que se passera-t-il lorsque ce maïs produisant un enzyme particulier viendra inévitablement contaminer le maïs alimentaire ? La semaine dernière se tenait à Bruxelles une réunion appelée « Marchés mondiaux des carburants végétaux » (World biofuel markets). Tout le gratin mondial de la finance et de l'industrie y était. L'an dernier parmi les participants, on comptait Abengoa, Monsanto et Syngenta. Le message est clair...Après l'échec des OGM alimentaires, les agrocarburants doivent devenir le nouvel Eldorado des OGM...

Alors que Monsieur Pès nous parle des OGM pour nourrir la planète, ce sont des millions de tonnes de céréales qui sont gaspillées pour alimenter...nos voitures. La quantité de céréales nécessaires pour faire le plein d'un 4X4 suffit à nourrir un humain pendant un an ! Comme dit Nnimmo Bassey, un de nos collègues africains des Amis de la Terre : « Jusqu'à maintenant des millions d'hectares étaient confisqués dans les pays du Sud pour produire les OGM destinés à nourrir les animaux d'élevage des pays riches. Aujourd'hui, ce sont, des millions d'hectares supplémentaires qui doivent produire les agrocarburants des pays riches. Les agrocarburants sont devenus un moyen sophistiqué de subventionner la combustion de NOTRE nourriture dans le moteur de VOS voitures. Que va-t-il nous rester ? »

Pour en savoir plus, lire les articles suivants :

sur la situation mondiale : "Biocarburants : une catastrophe écologique et sociale programmée" ! ;

plus précisément sur l'usine prévue à Lacq : "Usine de bioéthanol à Lacq : comment faire du blé avec du maïs !"

Source : http://bellaciao.org:80/fr/article.php3?id_article=46504
<http://terresacree.org/ogmbiocarburants.htm>

lundi 16 avril 2007

Les anti-OGM ont repris leurs actions avec les semis 2007

Reuters

<http://www.lexpress.fr/info/infojour/reuters.asp?id=42081&1907>

Les anti-OGM ont repris leur mouvement de protestation en France, où les semis de maïs transgénique pour 2007 ont débuté, et réclament un moratoire pour un "printemps sans OGM".

A six jours du premier tour de l'élection présidentielle, six militants du Collectif des faucheurs volontaires de la Haute-Garonne, mouvement auquel appartient José Bové, ont commencé une grève de la faim.

D'autres grévistes avaient lancé une première vague de ce mouvement, en février dernier à Paris, avant de l'interrompre.

Leur action avait été ponctuée d'opérations médiatiques dont l'une devant le siège national de l'UMP. Nicolas Sarkozy est le seul candidat à la présidentielle à ne s'être pas prononcé en faveur d'un moratoire sur les OGM en plein champ.

Les six nouveaux grévistes, dont certains sont membres d'Attac, de Greenpeace et des Amis de la Terre, ont entre 30 et 60 ans et sont basés à Toulouse. "Nous voulons un printemps sans OGM", a dit à Reuters l'un d'eux, Jacques Dandelot, enseignant.

Dans les Pyrénées-Atlantiques, des militants d'un autre collectif anti-OGM occupent pour leur part depuis vendredi une coopérative agricole, à Aïcirits.

Leur objectif est de contraindre l'entreprise à renoncer à vendre des semences OGM et à collecter du maïs transgénique. Cette région, confrontée pour la première fois aux OGM, compte 3.000 paysans qui se sont engagés dans une agriculture dite de qualité, en particulier biologique.

"Il y a seulement une trentaine d'agriculteurs qui veulent faire des OGM. On ne va pas tout risquer pour eux!", a dit à Reuters par téléphone l'un des manifestants.

La candidate des Verts à la présidentielle, Dominique Voynet, s'est rendue lundi sur place où une centaine de militants occupaient les locaux et devaient y passer la nuit.

"Je suis venue pour soutenir un acte de résistance citoyenne et pacifique", a-t-elle dit à son arrivée, réitérant son engagement en faveur d'un moratoire.

Les anti-OGM ont reçu aussi le soutien verbal du candidat altermondialiste José Bové et celui d'Olivier Besancenot (LCR).

Le collectif a appelé les agriculteurs et les consommateurs de la région à une manifestation mardi, au moment où se tiendra le conseil d'administration de la coopérative.

A Bordeaux, une dizaine de militants d'un autre collectif anti-OGM ont manifesté lundi à la Direction régionale de l'agriculture et de la forêt (DRAF) et ont réclamé des moyens pour prévenir la contamination des OGM en plein champ.

Soutenus par la Confédération paysanne, les Verts et les Faucheurs volontaires, ils ont quitté les lieux sans incident.

Alternant sujets d'actualités et de fonds, Echo Nature est un magazine de découverte de la nature et de compréhension de l'environnement. Le n°12 vient de paraître avec, au sommaire, quatre dossiers : la problématique énergétique, les produits d'entretien naturels, le brochet et la verveine côté santé.

A découvrir également deux mois d'actu, une balade au coeur de la Forêt d'Orient, un plein phare sur l'avenir du nucléaire, le conseil du pro pour créer une mare naturelle (sans PVC ni ciment).

Bref, Echo Nature varie les centres d'intérêts, avec en ligne de mire, cette préoccupation : informer pour comprendre le monde qui nous entoure.

A retrouver en kiosque ou sur abonnement

<http://www.echo-nature.com>

Vivent les "biocarburants"!

ConocoPhillips va produire du diesel à base de graisse animale

ConocoPhillips et Tyson Foods, ont annoncé lundi une alliance stratégique pour produire et lancer la prochaine génération de carburant diesel à base de graisse animale.

L'alliance projette d'employer des graisses de boeuf, de porc et de poulet pour créer un carburant diesel capable à la fois de contribuer à la sécurité énergétique du pays et à la diminution du CO2 dans l'atmosphère.

En utilisant la technologie thermique de dépolymérisation, les graisses animales seront traitées avec des matières à base d'hydrocarbure pour produire un carburant diesel de haute qualité qui répond à toutes les normes et qui pourra être utilisé dans les véhicules actuels. L'incorporation de graisse animale améliore également ses capacités d'allumage, alors que l'étape de transformation améliore son stockage et sa manipulation.

Pour produire un baril de 160 litres de diesel renouvelable, il faudra autant de graisse animale, soit deux boeufs, ou 16 cochons ou 1 300 poulets, selon les dirigeants de Tyson cités par le Wall Street Journal.

La technologie de transformation a été développée chez ConocoPhillips, aboutissant à un essai concluant à la raffinerie de Whitegate à cork en Irlande.

L'année dernière, ConocoPhillips a commencé la production commerciale du diesel "renouvelable" à base d'huile de soja en Irlande.

De l'énergie verte pour les particuliers !

Le 1er juillet prochain, tous les consommateurs d'électricité pourront quitter l'opérateur historique et choisir un fournisseur alternatif.

Enercoop est aujourd'hui le seul opérateur à proposer une offre vraiment différente, respectueuse de l'environnement, et à impliquer dans son fonctionnement l'ensemble des acteurs, du producteur au consommateur.

Reconnue d'utilité sociale et d'intérêt collectif depuis 2005, entreprise solidaire depuis 2007, la coopérative Enercoop propose une offre de fourniture d'électricité 100 % d'origine renouvelable.

Au-delà du simple fait de commercialiser de l'électricité verte, l'initiative d'Enercoop permet de profiter de cette nouvelle liberté donnée aux consommateurs pour mettre en avant une consommation durable de l'énergie.

Le fonctionnement démocratique d'Enercoop, qui repose sur le principe coopératif d'un associé = une voix, a d'ores et déjà convaincu plus de 600 membres, parmi lesquels on trouve des associations de défense de l'environnement, des professionnels des énergies renouvelables et de nombreuses personnes sensibilisées au développement durable.

La coopérative Enercoop garantit le réinvestissement des bénéfices dans de nouveaux projets de maîtrise de l'énergie et des moyens de production d'énergie propre. Son but non lucratif (rémunération du capital plafonnée, pas de plus-value pour les membres) confère à Enercoop une dimension de service public et un objectif de réappropriation démocratique du secteur énergétique.

Nous appelons donc toutes celles et ceux qui partagent ces convictions à se faire le relais de cette opportunité qui s'offre à tous de contribuer concrètement et simplement à l'essor des énergies renouvelables.

Dès le 1er juillet, faites le choix Enercoop, le choix d'un véritable développement durable, et faites-le savoir autour de vous en diffusant ce courriel à vos proches !

Pour en savoir plus :

Site internet d'Enercoop - www.enercoop.fr

Wikipedia - fr.wikipedia.org/wiki/Enercoop

Témoignage d'Ecocert, consommateur professionnel depuis janvier - www.ecocert.fr/Ecocert-choisit-l-electricite.html

Plus de témoignages - www.enercoop.fr/index.asp?ID=462

Des biocarburants pas si écologiques

MADRID - La généralisation des biocarburants en remplacement du pétrole n'est pas la solution rêvée qu'elle paraît être pour l'avenir de la planète et des producteurs d'huiles végétales, réunis mardi à Madrid, sont à la recherche de solutions plus respectueuses de l'environnement.

"La fabrication et la consommation de soi-disant +biocarburants+" font peser des menaces sur la conservation des forêts tropicales, sur le climat et sur la sécurité alimentaire, ont mis en garde deux ONG dans un communiqué diffusé à l'occasion d'un colloque consacré aux biocombustibles.

L'usage de plus en plus répandu des biocarburants va accroître les "monocultures intensives dans les zones les plus vulnérables et les plus écologiquement fragiles de la planète", à savoir les pays du sud, ont alerté Via Campesina et Ecologistas en Accion.

L'huile végétale en remplacement du gasoil ou bien le bioethanol en remplacement de l'essence représentent "sous des habits écologiques une grave menace" pour la planète, selon les deux associations.

De plus en plus de terres agricoles seront consacrées à des "cultures énergétiques" comme l'huile de palme, le soja ou le colza au détriment de productions traditionnelles destinées à l'alimentation, ce qui menacera encore davantage la sécurité alimentaire des pays pauvres, ont-elles mis en garde.

Les producteurs et industriels du secteur --réunis jusqu'à mercredi à Madrid pour un "Biofuel summit" qui se présente comme le premier colloque consacré aux biocarburants en Europe-- se disent conscients des risques liés à une production intensive de biocombustibles.

Le récent engagement de l'Europe en faveur d'une limitation des émissions de gaz à effet de serre et d'un accroissement de l'utilisation d'énergies renouvelables, est globalement une bonne nouvelle pour la profession.

Mais la politique volontariste de l'Union européenne (UE) risque de se traduire, avec une intensification des productions d'huile de palme et soja dans les pays du sud, par une accélération de la déforestation.

"Le résultat direct de l'augmentation de la consommation globale d'huiles végétales sera la disparition d'espèces qui vivent dans ces forêts", reconnaît l'organisateur du colloque, le cabinet allemand Survey Marketing and Consulting.

L'un des objectifs du "Biofuel Summit" est précisément de "faire l'inventaire des huiles disponibles" et d'analyser leur impact environnemental, met en valeur l'organisateur.

Toutefois peu de réponses concrètes ont été apportées face aux craintes suscitées par une généralisation des biocombustibles, mise à part la promotion d'une plante encore peu connue, le jatropha.

Le jatropha qui produit des graines oléagineuses est une alternative intéressante aux palmiers à huile et au soja pour le sud, "en premier lieu parce qu'il n'est pas comestible et donc n'entre pas en concurrence avec le secteur alimentaire", a exposé le spécialiste Winfried Rijssenbeek. Autre avantage, cette plante peut être cultivée sur des sols difficiles, impropres aux autres cultures et permet de lutter contre la désertification, a encore souligné le spécialiste.

Grand producteur d'huile de palme, l'Indonésie a bien compris l'intérêt du jatropha et prévoit à

horizon 2010 d'en cultiver sur 1,5 million d'hectares, autant que la surface consacrée aux palmiers à huile, a indiqué Achmad Suryana, responsable du ministère indonésien de l'Agriculture.

Mais pour les tiers-mondistes écologistes de Via Campesina, une seule plante ne saurait résoudre tous les problèmes liés à la généralisation des biocombustibles et la vraie réponse tient en "une réduction drastique de la consommation d'énergie".

(Source vérifiée / 17 avril 2007)

Gentech-news 155

1. Allemagne/Suisse : »liquidation de la nature vivante«

Jusqu'ici, seules les plantes génétiquement modifiées étaient brevetées. Désormais, les géants de l'agroalimentaire, à l'égal de Monsanto et Syngenta, tentent de déplacer cette frontière: les plantes cultivées de manière conventionnelle et les animaux devraient aussi pouvoir être brevetés. Un brevet a déjà été accordé au brocoli de même qu'à la production porcine. La Coalition »Aucun brevet sur les semences et les animaux de rapport« a lancé un appel mondial contre la »Liquidation de la nature«. (taz, 27.3.07)

2. Allemagne, USA : »génie génétique - le SIDA dans la ruche«

En Allemagne, des populations d'abeilles mellifères disparaissent. Aux USA les abeilles sont frappées d'un mal mystérieux - et personne ne sait pourquoi. Des millions d'abeilles désertent brusquement les ruches. Parmi les causes, on évoque entre autres les plantes GM, le maïs Bt notamment. Des chercheurs de l'Université de Jena ont étudié l'effet des pollens GM sur les abeilles. Sur les individus sains, aucun effet toxique du pollen n'a été mis à jour. En revanche, ils ont constaté que si elles étaient soudainement atteintes d'un parasite, la mortalité était bien plus élevée chez les abeilles expérimentales nourries au pollen GM. L'hypothèse la plus probable, selon les chercheurs, est une dépression immunitaire des abeilles causée par le pollen GM. Faute de moyens financiers, l'étude a dû être interrompue en 2004. (Der Spiegel, 19.3.07)

3. Inde : disparition d'animaux due au coton GM ?

Dans l'Etat d'Andra Pradesh, nombre d'animaux meurent de façon mystérieuse - moutons, chèvres, vaches - après avoir brouté les restes de la récolte sur des champs de coton GM. Le Gouvernement d'Andra Pradesh exige désormais l'interdiction de semences de coton transgénique. (NDTV, 1.4.07)

4. USA : un mouton à 15% humain

Une équipe de scientifiques a réussi à créer la première chimère homme-animal. Le »Maf« se compose de 15% de cellules humaines et de 85% de cellules animales. (daily mail, 25.3.07)

5. USA : cépages résistants - sans génie génétique

Jusqu'ici, il n'existait pas de moyen pour combattre la maladie de Pierce qui sévit dans le vignoble US. Désormais, des chercheurs ont cultivé des variétés de vigne résistantes à cette maladie, à l'aide de variétés de vigne sauvage. (Wine Spectator, 6.4.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Bill Gates va financer un projet de biodiversité des cultures

Publié le : 19.04.2007 | 12h47

Un projet destiné à sauvegarder la biodiversité des cultures agricoles va être financé par la Fondation Bill Gates, a annoncé jeudi à Rome le Fonds fiduciaire mondial pour la diversité des cultures et la Fondation pour les Nations unies.

Ces deux entités ont indiqué dans un communiqué que leur projet permettrait de "mettre en sécurité" les cultures conservées dans les banques de gènes des pays en développement, qui sont "souvent sous-financées et dans un état de délabrement avancé".

Le projet, subventionné par la Fondation Bill et Melinda Gates à hauteur de 30 millions de dollars, servira à confectionner une base de données "qui comptera 4 millions d'échantillons de quelque 2.000 espèces de plus de 150 cultures, ce qui représente 85% de la diversité de toutes les cultures agricoles", est-il indiqué.

"Il ne peut pas y avoir de sécurité alimentaire sans une sécurisation des bases de notre système de production alimentaire. La diversité génétique de chaque culture, en particulier celles qui sont essentielles aux pauvres, sont malheureusement souvent négligées", a souligné Sylvia Mattews Burwell, présidente du programme de développement mondial de la Fondation Gates. "Fournir un accès à l'information génétique des cultures permettra aux phytogénéticiens en Afrique d'adapter leurs cultures à des variétés qui pousseront dans des conditions climatiques différentes.

Ce partenariat aide aussi les nations à se préparer au choc représenté par les changements climatiques", a ajouté Timothy E. Wirth, président de la Fondation pour les Nations unies. Parmi les 21 cultures prioritaires concernées par l'initiative se trouvent de nombreuses "cultures orphelines", qui, comme l'igname, ne peuvent pas pousser à partir de graines mais ont besoin d'être cultivées à partir de boutures, de racines ou de cultures cellulaires, ce qui rend leur conservation plus complexe et onéreuse.

Le projet va, également, participer à l'élaboration de l'"Arche de Noé", cette chambre forte qui s'apprête à accueillir en Norvège les échantillons des principaux végétaux de la planète.

Les automobiles roulant à l'éthanol seraient plus polluantes, selon une étude
2007-04-18

SAN FRANCISCO (Source vérifiée)

Les voitures et camions roulant à l'éthanol seraient plus polluants que les véhicules n'utilisant que de l'essence, provoquant davantage de maladies et de décès, selon une étude publiée mercredi aux Etats-Unis.

Si l'ensemble du parc automobile actuel était converti pour utiliser de l'éthanol, le nombre de décès liés à la pollution augmenterait de 4% environ aux Etats-Unis, selon les auteurs de cette recherche qui paraît dans la dernière édition de la revue Environmental Science & Technology.

"Les résultats de nos modèles ordinateurs montrent qu'un mélange d'essence avec une concentration élevée d'éthanol présente un risque égal voire plus grand pour la santé publique que l'essence seule", précise Mark Jacobson, un spécialiste des sciences atmosphériques de l'université Stanford en Californie (ouest).

L'éthanol, produit surtout actuellement à partir du maïs, offre le potentiel selon l'administration Bush de réduire la dépendance des Etats-Unis vis-à-vis du pétrole étranger

tout en réduisant la pollution.

Mark Jacobson a utilisé plusieurs simulations des conditions atmosphériques aux Etats-Unis en 2020 quand les voitures roulant à l'éthanol seront probablement nombreuses sur les routes. Le premier scénario est celui d'un parc automobile roulant entièrement à l'essence en 2020 et le second avec un carburant appelé E85 constitué à 85% d'éthanol et 15% d'essence.

"Dans certaines parties du pays, le mélange E85 a entraîné une forte augmentation de l'ozone, un des principaux éléments du smog", selon cette simulation, indique le scientifique.

Une augmentation même modeste de l'ozone dans l'atmosphère est liée à l'augmentation des cas d'asthme, un affaiblissement du système immunitaire et d'autres problèmes de santé.

Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), plus de 800.000 personnes meurent annuellement dans le monde à cause de l'ozone et d'autres substances chimiques en suspension dans l'atmosphère.

Le mélange éthanol-essence pourrait entraîner une augmentation des visites aux urgences des hôpitaux à cause de crises d'asthme de 770 par an en 2020 aux Etats-Unis, selon cette étude.

20/04/07 - Espèces

Les chances de survie augmentent pour les gorilles de montagne

Le nombre de gorilles de montagne dans l'Est de l'Afrique augmente lentement mais sûrement. Un recensement récent dénombre actuellement 340 gorilles peuplant le Parc National impénétrable de Bwindi dans le sud-ouest de l'Ouganda. Soit une augmentation de 12% sur ces dix dernières années. Ces chiffres encourageants sont le résultat des énormes efforts réalisés pour sauver les gorilles de montagne. Le WWF, l'organisation mondiale pour la protection de l'environnement rend aujourd'hui ces chiffres officiels.

Chaque année, le nombre de gorilles de montagne augmente d'environ 1%. Preuve que la population est saine et bien protégée. Le Parc en Ouganda abrite presque la moitié de tous les gorilles de montagne vivant à l'état sauvage. "Il s'agit en effet d'une bonne nouvelle pour les chances de survie du gorille de montagne," constate Marc Languy, du programme régional d'Afrique de l'Est du WWF. "Toutefois, comme il ne reste que 720 gorilles de montagne à l'état sauvage, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour assurer définitivement la survie de ce merveilleux animal. " Le WWF signale que les parties est et nord du Parc National impénétrable de Bwindi ont, par le passé, souvent été perturbées par l'homme notamment à par la chasse, l'établissement de nouvelles colonies ou par des conflits.

Plusieurs organisations de protection de l'environnement dont le WWF sont à la base du recensement de Bwindi. Afin d'éviter les doublons, les chercheurs ont fait une analyse génétique des déjections des gorilles. "Le recensement de Bwindi montre que le nombre de gorilles de montagne continue d'augmenter. En 2003, nous constatons la même évolution dans les Virunga," relate Eugene Rutagarama du Programme international pour la Conservation des Gorilles. "Ces résultats démontrent que les efforts conjoints de l'Uganda Wildlife Authority, des autorités du Parc au Rwanda et en République Démocratique du Congo, et des organisations de protection de l'environnement peuvent amener des bénéfices significatifs. Et cela, malgré l'instabilité et l'insécurité constantes dans la région. "

Un peu plus tôt cette année, la mort de deux gorilles dos argentés solitaires en République Démocratique du Congo, dont un clairement abattu pour sa viande, ont réveillé les craintes concernant les chances de survie du petit groupe de gorilles de montagne du Parc national des Virunga. Les deux animaux étaient habitués aux touristes. Les gorilles de montagne sont l'attraction touristique la plus importante en République Démocratique du Congo, au Rwanda

et en Ouganda. Ils rapportent chaque année environ 5 millions de dollars à ces trois pays. Des 30 groupes de gorilles de montagne qui vivent dans le Bwindi, 5 sont habitués aux hommes. Soit un total de 76 animaux. Pour donner un coup de pouce supplémentaire au tourisme, l'Uganda Wildlife Authority a l'intention d'habituer deux nouveaux groupes de gorilles à l'homme.

CE SOIR SUR ARTE

Mardi 24 avril, ARTE diffusera à 21h55 un documentaire "L'animal marchandise" qui lève le voile sur les méfaits de l'élevage industriel. Ce documentaire dénonce un système où l'éleveur est contraint de faire subir à ses animaux des traitements indignes.

L'un des derniers léopards de l'Amour tué en Extrême Orient russe
2007-04-23

VLADIVOSTOK (Source vérifiée)

Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a annoncé lundi que l'un des derniers léopards de l'Amour, dont il ne reste qu'une trentaine d'individus en Extrême-Orient russe, avait été abattu.

La femelle léopard a été tuée par un chasseur à la mi-avril dans le parc naturel Barsovy, près de la rivière Alimovka, non loin de la frontière chinoise dans l'Extrême-Orient russe, selon des experts britanniques, cités par l'antenne locale de WWF.

Atteint par une balle dans le dos, l'animal a été "achevé par des coups à la tête portés par un objet lourd", selon un communiqué du Fonds mondial pour la nature.

"Au cours des cinq dernières années, c'est le troisième léopard qui trouve la mort sur ce territoire", a indiqué dans ce document, le coordinateur du WWF pour l'Extrême-Orient, Sergueï Khokhriakov.

Selon le dernier recensement effectué par des écologistes russes et américains, il ne resterait dans la région qu'entre 25 et 34 léopards vivant dans trois réserves naturelles le long du fleuve Amour.

WWF avait dénoncé la semaine dernière la menace pour la survie du fauve que représentait l'importante présence humaine dans ces réserves.

Chaque léopard de l'Amour tué peut rapporter jusqu'à 50.000 dollars aux braconniers, qui ne risquent en retour qu'une amende de 20.000 roubles (environ 800 dollars), selon l'Agence de surveillance écologique russe (Rosprirodnadzor).

Mettez du sang dans votre moteur! La tragédie des nécro-carburants
Campagnes d'intoxication

Au Salon de l'Agriculture 2007, une partie du hall 2 s'était transformée en salon de l'automobile! Ils étaient tous là, Peugeot, Ford, Renault, etc. Avec des grosses planètes qui pendaient du plafond et des petites fleurs peintes sur les portières des voitures. Emouvant: ils clament haut et fort qu'ils vont

sauver la planète avec l'éthanol et les huiles de colza!

Les grands slogans sont lancés: biodiesels, biocarburants, or vert, carburants verts, "le carburant qui voit la vie en vert"... L'édition spéciale Ford des Cahiers de l'Automobile titre "Bio-Carburants", Bio faisant 7 cm de hauteur et carburants faisant 1,5 cm de hauteur: les grands pièges de la sémantique pour endormir le peuple. Le même magazine en page 7 titre "le bio en 40 questions". Quel "bio"? Est ce une nouvelle abréviation pour "biocarburant"? Plus l'intoxication est grosse, mieux elle passe! Pourquoi se gêner?

Les 40 questions sus-dites concernent les agro-carburants et nous apprenons que l'éthanol ne se boit pas (aucun risque d'accroître l'alcoolisme dans ce pays!), que l'utilisation des pesticides baisse depuis 10 ans (témoin l'accélération du nombre de cancers!) et que la baguette de pain ne va pas augmenter! Il est vrai que si la baguette augmentait de 100 % comme la tortilla au Mexique, les Français tortilleraient du nez. Il ne faut mieux pas toucher à la baguette! Nous apprenons également que les carburants végétaux n'ont pas été développés plus tôt parce que "le contexte économique, politique, énergétique n'était pas jusqu'ici favorable". En clair, parce que les pétroliers ne l'avaient pas encore décidé!

Mais le contexte politique a évolué. Un candidat présidentiable propose même en France une "pastille bleue", bleue comme la Terre (vue de très haut, sinon, c'est moins bleu!) pour favoriser les véhicules au "biocarburant" avec une petite ristourne au péage et des stationnements gratuits. C'est bien mignon, tout cela!

L'attribution du terme "bio" pour les nécro-carburants gagne en tout cas du terrain rapidement. Cela nous rappelle le syndrome des yoghourts de chez Danone. On trouve sur internet des publicités pour Volvo "Volvo fera du sport bio" ou pour Ford "Ford et Europcar roulent pour le bio!" ou pour Saab "300 chevaux écologiques". Certaines voitures roulant au carburant végétal ont même la mention "bio" peinte sur la carrosserie.

C'est le coup de grâce pour l'agriculture bio, d'autant plus que la pression des lobbies à Bruxelles cherche à imposer une agriculture bio de "seconde génération" avec une pincée de pesticides par-ci et une demi-pincée de chimères génétiques par-là! Les cahiers de charge de l'agro-bio sont en passe de devenir des cahiers de décharge! Pinçons-nous le nez.

L'industrie de l'automobile s'auréole, ad nauseam, d'une surenchère de slogans verdoyants. Saab vante une de ses voitures avec le logo suivant "Les forces de la nature auront toujours besoin de s'exprimer. Libérons-les." Koenigsegg présente une voiture comme "sa fleur à la tige puissante". Les rallyes deviennent "bios". Les voitures et les pneus "écologiques". Les voitures deviennent "propres". C'est la "passion verte". Etc.

Inversion des valeurs. Perte de sens. Double langage. Dérives sémantiques. Et si on proposait un moratoire sur les carburants végétaux!

Les carburants végétaux ne sont pas bios: ils sont issus de plantes cultivées avec toute l'artillerie lourde des intrants de l'agro-chimie et des pesticides.

Les termes "biodiesel", "bioéthanol" et "biocarburants" sont passés en un temps record dans le langage commun, suite à un énorme matraquage publicitaire et médiatique. Ces carburants végétaux sont obtenus grâce à des processus d'extraction industrielle très complexes. Le terme "bio" signifie "vie". On voit difficilement ce qui permettrait à ces carburants végétaux de mériter le préfixe bio. Parle-t-on de bioblé, ou de biotomate ou de biomais?

Nous sommes là au coeur d'une gigantesque arnaque sémantique. C'est bien plutôt de "nérocarburants" , de "néroéthanol" et de "nérodiesel" qu'il faudrait parler. Néro signifie mort et ce préfixe seul peut qualifier les aspects techniques, écologiques et humains de cette sinistre farce.

Les carburants végétaux ne sont pas verts, ils seraient même plutôt rouges, de la couleur du sang. Ils vont accroître l'immense tragédie de la sous-nutrition, de la mort de faim, de la misère sociale, du déplacement des populations, de la déforestation, de l'érosion des sols, de la désertification, de la pénurie en eau, etc.

Les grands groupes pétroliers qui se sont alliés aux grands groupes de l'agro-alimentaire et aux grands groupes de l'agro-chimie et aux grands groupes semenciers pour lancer cette farce grotesque tentent de tranquilliser le citoyen en prétendant que les carburants végétaux ne représentent aucune "concurrence pour les filières alimentaires".

Dans la série "tchou-tchou" soporifique, l'Aficar (Agence française d'informations et de communication agricole et rurale) a lancé en février 2007 le "Train de la terre" avec l'incontournable wagon sur les carburants verts. L'Aficar doit "promouvoir une image positive, dynamique et innovante de l'agriculture" selon le ministre Bussereau et elle doit rassurer les citoyens sur la qualité des produits agricoles. Ce qui n'est pas une tâche aisée, surtout lorsque le dit citoyen découvre l'ouvrage passionnant de Nicolino et de Veillerette: "Pesticides: révélations sur un scandale français".

Quels seront les courageux journalistes qui vont se lancer dans la rédaction d'un ouvrage "Carburants végétaux: révélations sur un scandale mondial"?

Désertification et Erosion

Pas de "concurrence pour les filières alimentaires". Et pourtant, savez-vous:

- que l'année 2006 fut déclarée par l'ONU "Année Internationale des Déserts et de la Désertification".

- que les activités agricoles génèrent une érosion telle que, chaque seconde, ce sont 2420 tonnes de sol qui partent dans les océans ou dans les vents.

- que chaque heure de la journée, ce sont 1370 hectares de terres qui sont désertifiées à jamais.

- que 36 000 personnes meurent de faim tous les jours.

- que, selon la FAO, la surface moyenne de terre arable par habitant était de 0,32 hectare en 1961/1963 (pour une population mondiale de 3,2 milliards), de 0,21 hectare en 1997/1999 (pour une population mondiale de 3,2 milliards) et sera de 0,16 hectare en 2030 (pour une population mondiale estimée à 8,3 milliards).

- que, selon certains experts indépendants, les projections ci-dessus sont hautement optimistes car la surface moyenne de terre arable par habitant dans les pays pauvres sera seulement de 0,09 hectare en 2014.

- que ces mêmes experts n'ont pas pris en considération, pour leurs calculs, le boom des agro-carburants et les bouleversements climatiques.

- que, selon la FAO, l'Inde perd chaque années 2,5 millions d'hectares de terres

et qu'à ce rythme là, il ne restera plus un gramme de terre arable dans ce pays en 2050.

- qu'au cours des 20 dernières années, environ 300 millions d'hectares (six fois la surface de la France) de forêt tropicales, ont été détruits pour implanter des domaines fermiers et des pâturages ou des plantations à grande échelle d'huile de palme, de caoutchouc, de soja, de canne à sucre et autres récoltes.
- que, dans l'Iowa, le coeur de l'empire transgénique du maïs et du soja, les églises dans les zones rurales surplombent les champs d'1m50 parce que l'Iowa a perdu 1m50 de sol fertile en un peu plus d'un siècle.

Bilan négatif de l'éthanol

C'est d'ailleurs dans l'Iowa (à Goldfield et Nevada), en allant filmer des usines de production d'éthanol, que nous avons pu obtenir des chiffres précis quant au bilan énergétique de ce carburant végétal.

Voyez avec nous le désastre. L'usine de Goldfield transforme tous les ans 450 000 tonnes de maïs (pour produire 190 millions de litres d'éthanol) mais, pour ce faire, elle brûle tous les jours 300 tonnes de charbon (qui arrivent par camion de bien loin) et elle relâche benoîtement du CO2 dans l'atmosphère. Cela fait tousser les écologistes! Surtout avec 200 centrales de ce type qui se profilent à l'horizon aux USA. Le charbon, c'est pas très propre mais le gaz est tellement cher: alors certains envisagent de faire tourner les centrales d'éthanol au bois. Quitte à ce que les forêts des USA brûlent de sécheresse, autant les faire brûler dans les usines d'éthanol. Le problème restant que les forêts qui brûlent sont souvent situées à des milliers de kilomètres.

Tentons d'esquisser un bilan (provisoire) de la centrale de Goldfield dans l'Iowa. Pour produire 1 litre d'éthanol, il faut transformer 2,37 kilos de maïs, brûler 500 grammes de charbon et utiliser 4 litres d'eau.

Le Professeur Pimentel, de l'Université de Cornell (Ithaca, New-York) a prouvé déjà, depuis de nombreuses années, que le bilan énergétique basique de la production d'éthanol est complètement négatif car la production de maïs a un coût réel (intrants, pesticides, travail) sans parler de l'amortissement du matériel agricole qui n'est jamais pris en compte car le bilan serait par trop indécent. Bref, selon le Professeur Pimentel, le carburant végétal réchauffe davantage la planète que l'essence !

Et la facture cachée? Pas vu, pas pris

- Les agro-carburants vont accélérer la destruction des écosystèmes en répandant encore plus d'intrants et de pesticides dans les sols, dans l'atmosphère et dans les eaux.

- Un litre d'éthanol entraîne l'érosion de 15 à 25 kg de sol: érosion, entendons-nous bien, signifiant disparition pure et simple, éradication.

- Qu'en est-il de l'eau? C'est le bouquet final. Il faut, selon les régions, de 500 à 1500 litres d'eau pour produire un kilo de maïs. Cela signifie que la production d'un litre d'éthanol à base de maïs requiert l'utilisation de 1200 à 3600 litres d'eau!

C'était, avant-hier, la journée mondiale 2007 de l'eau, lancée par la FAO avec le mot d'ordre: "Faire face à la pénurie de l'eau". Cette journée mondiale de

l'eau est toujours l'occasion pour les grandes nations occidentales (qui exploitent sans vergogne les pays pauvres et qui leur vendent des armements) de verser quelques larmes de crocodile. Quelques larmes seulement: ne faut-il pas faire face à la pénurie de l'eau?

2,6 milliards d'humains sans assainissement, 1,3 milliards d'humains sans accès à l'eau potable et 3800 enfants qui meurent tous les jours de maladies liées au manque d'eau potable. Les optimistes invétérés nous rétorqueront sûrement que ces enfants sont déjà comptabilisés dans les 36 000 personnes qui meurent de faim tous les jours!

Rappelons également que l'agriculture consomme 90 % de l'eau douce du monde.

L'éthanol en France et dans ses nouvelles colonies éthanoliennes

Si l'on en croit l'actualité récente, Total (la première entreprise française) va sûrement tenter de troquer les pots de vin contre des pots d'éthanol. Le grand avantage de l'éthanol, c'est que les pétroliers (ou éthanoliens) vont pouvoir s'échouer sur les côtes bretonnes sans ruiner le tourisme! Une plage souillée à l'éthanol, cela fait plus chic. Les petits poissons (si tant est qu'il en reste un peu) seront contents de participer à la lutte contre le réchauffement climatique. Qui, dans ces conditions, oserait demander des dommages et intérêts au prince?

Total affirme être le leader européen dans la production d'éthanol. Vive la France pionnière qui s'engage résolument dans les filières maïs, blé et betterave.

Le leader français de l'éthanol serait le sucrier Tereos, second sucrier mondial, qui a fusionné l'an passé avec un autre sucrier français, SDHF. En France, Tereos aurait obtenu 31 % des agréments français pour la production d'éthanol de betterave et de blé. Tereos serait actuellement le cinquième producteur mondial d'éthanol.

Tereos a ouvert en 2006 une distillerie de 3 millions d'hectolitres située dans l'Aisne. 90 millions d'euros ont été investis pour traiter 3 millions de tonnes de betteraves provenant de près de 40 000 hectares cultivés par 10 000 agriculteurs.

Tereos a pris des participations dans des entreprises sucrières en Afrique: c'est la première fois qu'une entreprise européenne sucrière s'implante en Afrique continentale. Ethanol oblige.

Au Brésil, Tereos va traiter 7 millions de tonnes de sucre en 2007. Tereos est devenu, en 2006, le 3ème producteur de sucre dans ce pays. Tereos envisage d'y traiter 18 millions de tonnes de canne à sucre, pour l'année 2012.

Soit dit en passant, les cours du sucre sont en train de flamber. A cause de l'éthanol. Rappelez-vous : pas de "concurrence pour les filières alimentaires". D'ailleurs Tereos annonce pour l'année 2006 une augmentation de 84 % de ses résultats. Et se dit tenté par la bourse! Les fonds d'investissement seraient très gourmands de sucre! C'est vraiment de l'or vert cet éthanol!

En République Tchèque, Tereos a ouvert une seconde distillerie d'éthanol de betterave à Dobrovice en octobre 2006 et prévoit l'ouverture d'une troisième. Selon des nouvelles récentes, Tereos a remis une offre de reprise de quatre usines de TALFIIIE, la division glucose Europe de Tate & Lyle. Cette reprise permettrait au sucrier de transformer en plus 2,6 millions de tonnes de blé et de maïs.

Tereos vient d'investir 130 millions d'euros dans une autre ethanolerie dans la Marne (ouverte en avril 2007) qui fonctionnera au blé: elle transformera

840.000 tonnes de blé pour produire 3 millions d'hectolitres d'éthanol.

Ce qui fait à la louche, ou à la pompe, 3 kgs de blé pour un litre d'éthanol.

Qu'en est-il du bilan réel? Qu'en est-il de la facture cachée: destruction des sols par la chimie, érosion, épandage de pesticides, etc. L'éthanol de blé est-il produit à partir de blé irrigué ou de blé non-irrigué? Il faut en moyenne de 1000 à 1500 litres d'eau pour produire un kilo de blé.

Ethanol et crises alimentaires

Nous recevons aujourd'hui-même un mail de nos amis au Guatemala. Le prix de la tortilla (aliment traditionnel à base de maïs) a augmenté de 80 %. La situation est identique au Mexique. L'augmentation de 40 à 100 % du prix de la tortilla entraîne de sérieuses émeutes dans tout le pays. Quelques années en arrière, les paysans ont cessé de produire leurs maïs traditionnels au Guatemala et au Mexique car cela revenait moins cher d'acheter la tortilla à la tortilleria industrielle que de cultiver sa "milpa" en raison du "dumping" de maïs (ogm) en provenance des USA.

Mais, aujourd'hui, la situation a changé: les USA gardent leur maïs (20 % de la récolte de maïs US est transformé en éthanol) et les Mexicains crèvent de faim! Aux USA, les cours du maïs sont en train de flamber. Ils ont atteint, en début mars 2007, leur plus haut niveau depuis plus de dix ans, dopés par une demande croissante d'éthanol et une récolte états-unienne très médiocre. En 15 mois, le "bushel" (25 kgs) de maïs est passé de 1,85 dollar à 4,05 dollar ce qui représente une augmentation de 115 %!!!

Aux USA, entre 2004 et mars 2007, la production annuelle de blé est passée de 59 à 49 millions de tonnes, soit une baisse de 16 %. Quant à la production annuelle de maïs, elle est passée de 300 millions de tonnes en 2004 à une projection de 267 millions de tonnes pour 2007, soit une baisse de 11 %.

La production mondiale de blé, dans le même espace de temps, a chuté de 6% et celle de maïs a chuté de près de 3 %.

L' Australie, frappée de sécheresse, a vu sa production de blé chuter de 22,6 à 10,5 millions de tonnes de blé. Une baisse de 55 %!

Des voix commencent à s'élever qui évoquent une crise alimentaire aux USA, car l'augmentation du prix des céréales entraîne des effets multiples dans les chaînes alimentaires. Le coût d'un poulet, par exemple, est constitué à 40 % par le prix du maïs. Les prix augmentent parce que l'offre baisse, parce que la demande s'accroît (en raison de la production d'éthanol) et parce que certains aléas climatiques sont en train de semer le chaos dans l'agriculture!

Et les multinationales et les gouvernements voudraient nous faire croire que les agro-carburants ne représentent aucune "concurrence pour les filières alimentaires".

Ethanol de la honte

En Colombie, le président Bush vient de conforter ses alliances historiques avec le président Uribe. La Colombie est un pays pourri par les trafiquants de cocaïne et les exactions de l'armée, des milices et des guerilleros sont quotidiennes contre la population. La Colombie produit un million de litres d'éthanol par jour et envisage la création de 27 nouvelles centrales.

Nous avons récemment découvert un film sur les souffrances de certains peuples indigènes en Colombie. Nous y avons vu les populations bombardées par avion ou par hélicoptère. Lorsque les survivants déplacent leurs villages, leurs terres sont confisquées, déforestées et plantées en palmier à huile. Pour la production de diesel végétal pour les riches.

Au Brésil, (premier producteur mondial d'éthanol) le président Bush vient de signer une alliance historique avec le président Lula pour lancer une " OPEP de l'éthanol". Les industriels se frottent les mains et prévoient une augmentation de 55 % des surfaces de canne à sucre pour répondre à la demande US et Européenne. Dans ce pays, la production d'éthanol a été mise en place dans les années 1970, sous la dictature militaire. Le président Lula parle d'une "révolution de l'énergie". Certaines organisations parlent de catastrophe humanitaire et d'esclavagisme: quelque 200 000 migrants coupent à la machette la canne à sucre, 12 heures par jour dans des conditions de température torride et pour un salaire de misère. La nuit, ils sont entassés dans des baraquements sordides. Tous les ans, des migrants-esclaves meurent de chaleur ou d'épuisement. Ce sont les dommages co-latéraux de la fièvre de l'or vert. Quel est le prix d'un migrant-esclave dans les monocultures de canne à sucre? Il n'a pas de prix et ne figure pas dans les tableaux d'amortissements. Ce n'est que de la chair à éthanol! Sugar Blues.

La déforestation est un autre dommage co-latéral et le président Lula da Silva porte mal son nom car sa révolution n'est pas très "sylvestre". Les forêts vont être encore plus détruites pour cultiver du soja transgénique, de la canne à sucre ou du palmier à huile. Pour la production d'éthanol ou de diesel végétal pour les riches.

L'entreprise française Tereos est-elle impliquée au Brésil dans l'esclavagisme moderne des monocultures de canne à sucre ou produit-elle de "l'éthanol équitable"? L'entreprise française Tereos est-elle impliquée dans les déforestations massives ou fait-elle du reboisement d'essences indigènes (lorsque les sols sont totalement détruits)?

Terres Vierges estampillées "Label aux barils dormants"!

L'Amérique latine constitue un énorme gisement pour la spéculation éthanolesque. Olivier Combastet, un banquier français qui a lancé Pergam Finance, un fonds d'investissement, affirme que «les centaines d'hectares de maïs et de soja disponibles, par exemple en Uruguay, sont autant de barils dormants de carburant vert du style éthanol dont la demande mondiale devrait exploser dans les années qui viennent».

Tous les grands princes de la pétrochimie et de la finance "carburent vers" l'Amérique Latine pour réveiller la "Belle aux barils dormants"!

En effet, les experts estiment de 15 à 20 millions d'hectares les surfaces agricoles disponibles à l'achat en Amérique du Sud. La BNP a bien compris que cet éthanol représente une affaire très juteuse quand elle déclare que «les matières premières agricoles sont des actifs extrêmement peu chers, pour lesquels la demande est en train d'exploser et pour lesquels l'offre s'affaiblira. Leur situation aujourd'hui est similaire à celle du gaz naturel en 2000 : triplement des cours suite à un hiver très froid et une sécheresse qui avait réduit la capacité hydroélectrique».

En Asie, la course au pétrole vert tourne à la catastrophe. Selon les Amis de la Terre "En Indonésie, par exemple, le gouvernement prévoit de détruire 16,5 millions d'hectares de forêt tropicale pour planter des palmiers à huile ! En

Malaisie, ce sont 6 millions d'hectares. A Sumatra et Bornéo, quelques 4 millions d'hectares de forêts ont été convertis en plantations de palmiers à huile. Même le fameux Parc National de Tanjung Puting au Kalimantan a été mis en pièce par des planteurs. Des milliers d'habitants de ces régions ont été expulsés de leurs terres et près de 500 Indonésiens ont été torturés lorsqu'ils tentèrent de résister. Toute la région est en train de devenir un immense champ de "pétrole" végétal". Pour le marché européen du "diesel végétal".

La primatologue Emmanuelle Grundmann a dénoncé récemment le scandale de la culture du palmier à huile en Indonésie. Elle vient de publier un ouvrage "Ces forêts qu'on assassine" aux Editions Calmann-Lévy.

Le totalitarisme éthanolien

Qui sont les grands humanitaires totalitaires qui font transpirer sang et eau pour lutter contre le réchauffement climatique? Toujours les mêmes! La réponse nous est donnée clairement par Mme. Dilma Rousseff (chef du cabinet civil brésilien) quand elle affirme que les carburants végétaux sont l'expression du « mariage de l'industrie agricole avec l'industrie pétrolière ». N'oublions pas l'industrie biotechnologique: c'est un mariage à trois.

La société pétrolière BP vient de s'associer à la société de la chimie et de biotechnologie DuPont de Nemours afin de développer une nouvelle génération de carburant végétal. DuPont a racheté, en 1999, le N°1 de la semence hybride de maïs, la société Pioneer HiBred. DuPont était au début du 20^{ème} siècle le plus grand vendeur d'armements aux USA. DuPont est actuellement la seconde multinationale de la semence. DuPont est actuellement la quatrième multinationale de l'agro-chimie. DuPont commercialise un soja résistant à son herbicide "Synchrony". Quel joli nom pour un herbicide systémique!

Toyota vient de s'allier avec BP pour produire de l'éthanol au Canada à partir de la cellulose extraite des déchets.

Volkswagen vient de signer un accord avec la multinationale de l'alimentation ADM (Archer Daniels Midland Company).

Royal Dutch Shell est en train de développer une deuxième génération d'agro-carburants et fait des essais de raffinage d'éthanol à partir de lignine et de cellulose.

Cargill, la grande multinationale de l'agro-alimentaire s'est lancé dans la production de diesels végétaux.

etc, etc... Et les responsables gouvernementaux osent nous vanter "l'indépendance énergétique" des carburants végétaux!!!

Peut-être avec quelques aménagements?

On va nous rétorquer qu'il y a sûrement des aménagements à mettre en place. Par exemple, les agro-carburants de "seconde génération" qui selon la revue sus-citée dans son article "A l'orée de l'or vert", «permettront d'éviter la concurrence des filières alimentaire et énergétique». Quelle concurrence de la filière alimentaire puisqu'on nous a martelé qu'il n'y en avait pas?

Nous sommes dans la même dialectique que pour les OGMs. Les sociétés d'assurance refusent d'assurer les chimères génétiques en agriculture qui pourtant ne présentent "officiellement" aucun risque sanitaire, aucun risque social, aucun risque agricole, aucun risque de contamination génétique, aucun risque d'empoisonnement alimentaire. Il est étrange que dans une société libérale, les assureurs ne veuillent pas assurer un "non-risque", l'équivalent "du beurre et de l'argent du beurre" dans leur profession!

Les agro-carburants de seconde génération seraient de la "biomasse": du bois, de

la paille, des déchets agricoles et alimentaires et autres plantes tropicales. La Révolution verte (verte par la couleur du dollar) a déjà mis en place (avec du prix Nobel à la clé!) ce type de turpitude en raccourcissant les pailles des céréales de la moitié ou des deux-tiers! Les résultats sont instantanés. Pas de paille, pas de compost à retourner à la terre. Pas de paille, pas de nourriture pour les animaux, pas de fumier, pas de compost à retourner à la terre. Et devinez qui se présente chez le paysans? Toujours les mêmes: Monsanto, Bayer, Syngenta, DuPont, etc, les grands humanitaires associés qui proposent, à des prix défiant toute concurrence, des intrants chimiques et des pesticides. Et 40 ans plus tard, toujours les mêmes, avec des semences trafiquotées (pardon améliorées!) qui ce coup-ci, (juré, sur la tête du banquier!) vont résolument et définitivement solutionner le problème de la faim dans le monde. L'affaire est simple: toute biomasse qui est brûlée pour produire de l'éthanol pour les riches est de la biomasse qui ne retourne pas à la terre. Dans un milieu tempéré, il faut 500 ans à l'écosystème pour recréer 2,5 cm de sol.

Nous répétons que 2420 tonnes de sol partent dans les océans, chaque seconde. Le temps de lire et de digérer cette phrase et ce sont 10 000 tonnes de sol qui sont allées rejoindre les océans, à tout jamais. Pour accentuer la prise de conscience, nous nous permettons de préciser qu'une tonne équivaut à 1000 kilos.

Et les filières courtes? A la lecture de cet article, des amis nous écrivent déjà pour nous parler des filières courtes de production d'huile qu'ils tentent de mettre en place pour lutter contre l'usage dévastateur du charbon de bois et de la déforestation. Par exemple au Cambodge. Tout en nous précisant que le pays est dans un état de totale insécurité alimentaire. Que faire?

En France, des associations se mettent en place pour gérer des filières courtes de production d'huile pour du diesel végétal. En bref, pour produire du biodiesel bio. Notre question est: avec quels fondements? Nous avons déjà parcouru des articles sur les filières courtes d'huile qui préconisent, par exemple, le tournesol parce qu'il demanderait moins "d'intrants".

Les gros mots sont lâchés. "Moins d'intrants". Dans l'agriculture, un intrant est quelque chose que l'on fait entrer parce que quelque chose est sorti. On nous pardonnera, nous l'espérons, l'analyse des mots. Avec le terme intrant, nous sommes encore dans le même paradigme occidental: l'obsession de l'extraction. Dans ce cas précis, on "extraie" dans un "ailleurs" non localisé (mais de préférence un pays pauvre, c'est moins cher) de la biomasse que l'on va faire pénétrer dans un champ pour remplacer ce que l'on a "extraie" de la terre, en l'occurrence du diesel végétal.

2420 tonnes de sol partent dans les océans, chaque seconde. Notre obsession ultime devrait être la production d'humus. Nous devrions appliquer notre génie humain à la production d'humus. Pour ce faire, il faut bien sûr faire croître des plantes, avec des pratiques agro-écologiques bien précises et pourquoi pas, donc, des plantes à huile. Pourquoi pas? Même sur une planète dans un état de famine?

Les questions d'éthique et de solidarité planétaire dépassent le cadre de cet article. Et en France, nous sommes mal placés pour donner des leçons car notre pays est le troisième exportateur mondial d'armements qui vont détruire les populations civiles.

La civilisation occidentale détruit ses sols et dépense tous les ans des

centaines de milliards de dollars pour ses machines (et ses hommes) à tuer. La civilisation occidentale est une civilisation mortifère.

Les chimères génétiques au renfort des carburants végétaux

Les grands gagnants de cette arnaque agricole du siècle sont bien sûr les multinationales "transgéniques".

Aux USA, 70 % du maïs et du soja sont modifiés génétiquement.

En Amérique du sud, Monsanto détient le contrôle absolu avec son soja transgénique résistant au round-up, un des herbicides les plus cancérigènes et mutagènes au monde.

Les multinationales "transgéniques" sont en train de tester des variétés conçues spécifiquement pour la production d'agro-carburants. Ainsi, Monsanto développe un maïs uniquement destiné à la production de carburant végétal dans un laboratoire détenu par Lockheed Martin. De même pour Syngenta qui a mis au point un enzyme alpha-amilase exprimé dans le maïs 3272. Cet enzyme alpha-amilase est considéré comme un allergène important. Si les gènes qui le synthétisent réussissent à s'introduire dans la chaîne alimentaire, que va-t-il se passer? Se rappelle-t-on des drames provoqués par le maïs starlink aux USA?

Aux USA, une canne à sucre chimérique fut présentée en 2005: contenant un gène humain, elle permet de produire une protéine "thérapeutique". Pas pour l'éthanol. Un gène humain dans l'éthanol, cela ferait peut-être même tousoter le moteur.

Au Brésil, la canne à sucre transgénique est dans l'air (saturé de round-up!) du temps. La société "Centro para la Tecnología de la Caña" (localisée à Piracicaba) a obtenu le 20 mars 2007, de la part de la Commission de "Biosécurité", l'autorisation pour des essais en plein champ d'une variété de canne à sucre génétiquement modifiée. Cette variété serait capable de produire 15 % de plus de sucre. Selon la compagnie Brésilienne, cette variété a déjà fait l'objet de tests intensifs en milieu confiné. La CTC attend l'aval pour deux autres variétés chimériques. La CTC envisage de poursuivre ses tests intensifs en plein champ pendant quelques années et d'introduire sur le marché ses cannes à sucre chimériques en 2010.

Elle n'est pas la seule dans la course. Une autre société Brésilienne "Allelyx" attend l'aval de la commission pour plusieurs variétés transgéniques. La société Brésilienne Embrapa vient de se déclarer également très intéressée. Selon les rumeurs, Monsanto se serait déjà associé à deux sociétés brésiliennes pour lancer de la canne à sucre transgénique sur le marché. Le porte-parole de Monsanto a déclaré que « il y a des études de développement, parce que c'est un marché intéressant, mais rien de spécifique pour l'instant ... et rien d'officiel pour l'instant ». Pas d'illusion, cela fait sans doute 10 ans qu'ils bricolent des chimères de canne à sucre dans leurs laboratoires. Lorsque ce sera "officiel", les consommateurs seront mis devant le fait accompli, comme d'habitude.

En Europe, la Confédération des industries agro-alimentaires de l'Union européenne (CIAA) a demandé à la Commission Européenne d'autoriser l'importation de nouvelles variétés de colza génétiquement modifié pour la production du diesel végétal.

En Malaisie, les apprentis-sorciers n'ont pas oublié le palmier à huile. Dans les pays tropicaux, cet arbre est au diesel végétal ce que la canne à sucre est à l'éthanol. En l'an 2000, ils annonçaient déjà leurs premiers succès de transferts génétiques. Heureusement que ce palmier n'est pas pressé de croître:

les premiers palmiers à huile chimériques ne seraient pas annoncés avant 2020. Nul besoin de consulter l'Oracle pour voir le danger des chimères génétiques resurgir sournoisement au détour des carburants végétaux.

Il est vrai qu'en France, la plupart des présidentiables (sauf un notoire, suivez mon regard!) se sont prononcés pour un moratoire sur les OGMs. Nous espérons qu'ils se sont engagés aussi pour un moratoire sur les OGMs éthanoliens.

Nous espérons surtout que l'Elu du Peuple tiendra ses promesses. Rappelons nous: le président du Brésil, Lula da Silva fut élu, lors de son premier mandat, avec la promesse qu'il n'y aurait jamais d'OGMs dans son pays! Un joli conte de fée ou un film d'épouvante?

Un Tsunami alimentaire

On ne peut que répéter que le propos des entreprises capitalistes n'est pas de produire des aliments, ou des carburants végétaux ou de l'information: il est de produire de l'argent, des bénéfices. Point.

Nous assistons, avec la folie des carburants végétaux, à une terrifiante et ultime (peut-être) concentration des grands capitaux entre l'agro-chimie, les nécro-technologies, l'agro-alimentaire et les sociétés pétrolières, avec la complicité bienveillante des états.

S'il est plus profitable de produire des carburants végétaux que des aliments, le grand capital s'orientera vers les carburants végétaux.

Pierre Rabhi, dans le manifeste qu'il vient de rédiger pour fédérer un comité de soutien autour de Kokopelli, évoque un "tsunami alimentaire". Avec 36 000 personnes "décédant" de faim (donc de manque de nourriture!) tous les jours, la planète Terre est dans un état de famine. Si l'on peut se permettre une comparaison, 36 000 personnes représentent 12 fois le nombre de personnes décédées dans les 2 jours en septembre 2001!

Les mourants de faim décèdent dans l'indifférence la plus générale. Et on ne parle pas des victimes de malaria, de manque d'eau potable, etc. Pas de surenchère sur la chair humaine!

Les agro-carburants sont une ignominie de plus dont se rend coupable la société occidentale. Les agro-carburants vont intensifier l'état de famine de cette planète.

Le grand Capital vient de découvrir le problème du réchauffement climatique! Il met tant d'ardeur à le médiatiser qu'on croirait presque qu'il l'ait inventé!

Le "Réchauffement Climatique": une marque déposée du grand Capital!

Après avoir oeuvré, pendant des dizaines d'années, à transformer cette belle planète en poubelle agricole et industrielle, le Capital, mû par une inspiration soudaine et quasi-mystique, brandit, en toutes directions, le spectre des bouleversements climatiques (toujours avec la complicité des états et de certains médias bien complaisants) et nous propose, dans sa grande mansuétude, une solution qui va sauver la planète: les carburants verts.

Grâce à une vaste campagne de narcose collective, le grand Capital accumule des dividendes, se donne une image verte, se concentre encore un peu plus et rigole!

Dominique Guillet. 24 mars 2007.

http://www.kokopelli.asso.fr/actu/new_news.cgi?id_news=90

Tous écolos, pourquoi ?

Après des années de déni, la prise de conscience de l'impact de nos modes de vie sur l'environnement a été soudaine. Nos barrières psychologiques ont sauté. Nos comportements se modifient. Regards d'experts sur un vrai changement de fond.

Christilla Pellé-Douël

Ça y est ! Ça bouge. Il y a peu, les belles déclarations succédaient aux formules (« Notre maison brûle et nous regardons ailleurs », disait Jacques Chirac lors du Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg, en 2002), sans qu'un vrai passage à l'acte se fasse. Or, en l'espace de quelques mois, tout s'accélère. L'entrée fracassante de Nicolas Hulot - troisième au classement des personnalités préférées des Français(1) - dans le paysage de la campagne pour l'élection présidentielle a bousculé politiques, militants écologistes, institutions, industriels, et surtout citoyens. Le réel, enfin, surgit dans nos consciences. Nous commençons à changer nos habitudes, nous nous disons prêts à modifier durablement nos comportements. Mais comment est-ce arrivé ? Pourquoi, après des années de tergiversations scientifiques, d'hésitations politiques et de scepticisme citoyen, l'écologie est-elle soudain entrée dans notre quotidien ? D'où est venu le déclic ?

Nous étions comme saint Thomas

Au départ, « il y a ce qui est dit et ce que l'on avait envie de croire : que ça ne va pas si mal que ça, que le réchauffement climatique n'est pas si grave, explique Jean-Marc Jancovici, chercheur, ingénieur en climatologie et un des scientifiques à l'origine du Pacte écologique de Nicolas Hulot. Nous avons tous envie de croire que tout finirait par s'arranger tout seul, sans efforts. Ce n'est pas le cas, bien sûr ». « Le désastre annoncé est invisible », précise le photographe Yann Arthus-Bertrand. Et comme saint Thomas, si nous ne voyons pas, nous ne croyons pas.

Ce qui change : le problème devient tangible

La tempête de 1999, la canicule de 2003, puis le tsunami en 2004 et l'ouragan Katrina en 2005. Ces événements naturels récents, même si tous ne sont pas directement liés au réchauffement du climat, ont donné une réalité au problème et l'ont ancré dans notre quotidien, amorçant l'indispensable réveil. Nous commençons donc à entrevoir les conséquences de notre insouciance vis-à-vis de l'environnement.

Nous étions aveuglés par la croissance

Tout notre fonctionnement biologique et psychologique nous pousse à nous développer. « Nous sommes des animaux, poussés génétiquement vers le développement », précise Yann Arthus-Bertrand. La course au progrès et à la croissance économique est donc inhérente à l'espèce humaine, mais elle a fini par nous aveugler et nous couper de la nature. « Avec cette idée d'un humain "maître et possesseur de la nature" entamée au XVIIe siècle avec Descartes, l'humain ne s'est plus pensé comme un élément de la nature », explique le psychanalyste et sociologue Marc-Alain Descamps, directeur de l'Institut de psychologie transpersonnelle. Les catastrophes naturelles viennent nous rappeler la toute-puissance d'une nature que nous croyions avoir dominée.

Ce qui change : notre regard sur la nature

« Nous commençons à changer notre regard sur la place de l'humain dans la nature, constate Souleymane Bachir Diagne, philosophe, professeur de philosophie à l'université Cheik-Anta-Diop, à Dakar (Sénégal) et à l'université Northwestern, à Evanston (Illinois, Etats-Unis). Nous découvrons que toutes les vies sont solidaires, qu'il nous faut nous penser à l'intérieur de ce tout universel, et non nous y confronter de l'extérieur. Cette conscience nous donne une responsabilité vis-à-vis de la nature dont nous sommes les seuls éléments "pensants".

Autrement dit, l'évolution à travers nous, les humains, devient une force consciente d'elle-

même. »

http://www.psychologies.com/cfml/article/c_article.cfm?id=6320

Demande de moratoire sur les nécro-carburants

Chers Amis et Amies de Kokopelli

Demande de moratoire sur les agro-carburants

Suite à l'article de Dominique Guillet "Mettez du sang dans votre moteur: la tragédie des nécro-carburants", l'Association Kokopelli en partenariat avec Univers-Nature lance aujourd'hui-même une demande de moratoire sur les agro-carburants.

<http://www.moratoire-agro-carburants.com>

Nous sommes fort heureux que de plus en plus de voix, en Europe et de par le monde, s'élèvent contre le scandale que représentent ces carburants issus de l'agriculture.

Nous vous invitons à signer ce moratoire en ligne ou à le télécharger pour le communiquer à vos amis.

Nous invitons également toutes les associations et organisations qui souhaitent se joindre, en tant que co-signataires, à cette demande de moratoire, à prendre contact avec Dominique ou Pascal.

Nous vous remercions pour votre confiance

Association Kokopelli

" Pour la Libération de la Semence et de l'Humus"

P.I.S.T Oasis, 131 Impasse des palmiers

30319 Alès Cedex

Tél : 04 66 30 64 91 / 04 66 30 00 55

Fax : 04 66 30 61 21

E mail : semences@kokopelli.asso.fr

Site Internet : <http://www.kokopelli.asso.fr>

En savoir plus sur <http://terresacree.org/moratoire.htm>

Le satellite européen Envisat, témoin vigilant des outrages à la planète

2007-04-26

MONTREUX (Source vérifiée)

A 800 km d'altitude, il traque les atteintes à la planète, depuis les dégazages en mer jusqu'aux émissions de gaz à effet de serre: après cinq ans de bons et loyaux services, le satellite européen Envisat est reparti pour un tour d'observations terrestres.

Envisat, ou "satellite pour l'environnement", est le plus gros objet jamais envoyé dans l'espace pour observer la Terre, avec ses 10 instruments de mesure et ses huit tonnes pour 10 mètres de long, rappelle Henri Laur, le directeur de la mission qui réunit un millier de savants cette semaine à Montreux (Suisse).

Prévu lors de son lancement en 2002 pour fonctionner cinq ans, le satellite s'est avéré tellement fiable qu'il va continuer à arroser la Terre de ses informations pendant cinq ou sept ans encore, prévoit l'expert de l'Agence spatiale européenne (ESA).

Parmi les 250 gigabits de données qu'il envoie quotidiennement au sol, Envisat met en évidence les émissions de dioxine de carbone, un polluant d'origine industrielle. Les

observations du satellite ont permis de dessiner une carte du monde révélant des évolutions notables, même en l'espace de cinq ans.

"On constate que les émissions sont stables en Europe et aux Etats-Unis mais en forte augmentation en Chine", relève M. Laur. "On peut voir ainsi l'impact des changements économiques sur l'environnement".

Le satellite, doté d'un spectromètre, arrive aussi à évaluer la présence dans l'atmosphère de méthane et de gaz carbonique, les deux principaux gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique.

"La connaissance de ce phénomène a bénéficié énormément des observations par satellite. Il y a des tas de choses qu'on n'aurait pas vues autrement", souligne le spécialiste.

Le réchauffement est mis en évidence par la fonte des glaciers du Groënland, dont la vitesse a été multipliée par deux en dix ans, selon les observations du satellite. Il a aussi révélé une hausse de 3 millimètres par an du niveau des mers, ainsi qu'un réchauffement des eaux du globe.

Un radar altimètre embarqué à bord permet de mesurer la perte d'épaisseur de la glace polaire, même de nuit et même sous les nuages.

Les 230 techniciens de l'ESA qui récoltent les données à Frascati, près de Rome, peuvent aussi détecter les viols délibérés de l'environnement comme les dégazages de pétrole en mer.

Le pétrole étant plus lourd que l'eau, le satellite peut en effet repérer une zone de moindre houle à la surface des mers provoquée par la présence d'hydrocarbures.

"Envisat est bien connu des capitaines de tankers", souligne M. Laur. "On pense qu'ils connaissent la fréquence de nos passages en orbite".

Un pollueur ne se fera en effet repérer que s'il passe sous le regard du satellite, qui passe sur nos têtes 14 fois par jour. Il a tout de même permis aux autorités singapouriennes d'arraisonner un pétrolier indélicat.

Au large de l'archipel français des Kerguelen, au sud de l'océan indien, les observations d'Envisat ont permis de réduire de 90% la pêche illégale, rapporte M. Laur.

Au-delà de 2012, Envisat sera remplacé progressivement par une armada de satellites plus petits, les "Sentinel", chargés d'observations spécifiques. Manque cependant pour l'instant un budget des 17 Etats membres de l'ESA pour un projet de chimie atmosphérique qui permettrait de continuer à analyser la présence de gaz à effet de serre.

Le symposium de Montreux a permis à la communauté scientifique de rappeler aux dirigeants européens qu'une telle observation "est très importante", a fait valoir M. Laur.

SmartFish : premier vol d'un avion alimenté par une pile à combustible

Par Jean-Luc Goudet - Futura-Sciences, le 12/04/2007

Ce n'est encore qu'un modèle réduit mais il vole ! Il tire son énergie d'une pile à combustible utilisant l'oxygène de l'air et l'hydrogène de son réservoir. Rejets de gaz brûlés : zéro.

A l'origine, Koni Schafroth, ingénieur suisse, voulait faire un bel avion très rapide. L'équipe qu'il a réunie a planché sur un cahier des charges extravagant : deux places, un poids à vide de 400 kilogrammes, une vitesse minimale de 125 km/h mais des pointes possibles à Mach 0,85, soit près de 900 km/h, l'appareil devant être déclinable en version lourde, capable d'emporter 20 passagers. Pour la forme de l'engin, l'ingénieur et son équipe se sont inspirés des poissons. Ainsi est né le SmartFish en 2003, réduit à ce stade à l'état de maquette mais déjà impressionnant, avec son allure de jet bionique, doté de vastes ailes complexes, presque deltas

mais arrondies par des courbes multiples.

Il manquait encore un moteur. L'ingénieur voulait installer une turbine. Mais il fallait pour cela beaucoup d'argent, donc un sponsor. L'un d'eux, le Deutsches Zentrum für Luft- und Raumfahrt (DLR), un institut allemand de recherche aéronautique et astronautique installé à Stuttgart, a proposé une solution beaucoup plus originale : un moteur électrique faisant tourner une hélice carénée et puisant son énergie dans une pile à combustible alimentée par de l'hydrogène et de l'oxygène embarqués dans deux réservoirs. SmartFish a changé de nom et est devenu HyFish, « Hy » pour hydrogène, bien sûr.

L'objectif étant difficile à atteindre, les équipes suisses et allemandes ont quelque peu simplifié le problème. C'est un modèle réduit de 1,2 mètre qui a été testé et d'abord avec une batterie classique. Elle fait tourner une petite hélice carénée, souvent appelée turbine, comme il en existe dans le commerce pour les modèles réduits. Sans pales apparentes, les avions prennent alors une allure de jet. Un modèle de ce type est d'ailleurs fabriqué par une firme allemande, Schüebeler, qui est bien celui installé sur le prototype selon le magazine d'aéromodélisme RCPilot-Online.

Après ces essais concluants, le DLR a monté une véritable pile à combustible capable de fournir une puissance 1 kilowatt au moteur électrique. C'est là une première. En 1988, Tupolev avait fait voler un TU-155 (déclinaison du TU-154) dont un moteur fonctionnait à l'hydrogène liquide ou au gaz naturel liquéfié. Mais le gaz était utilisé directement dans le moteur et non pour produire de l'électricité.

Pour alléger le prototype du poids d'un réservoir, la pile du premier HyFish puise son oxygène dans l'air ambiant. En revanche, l'hydrogène est embarqué dans un réservoir contenant 200 litres (ramené à pression ambiante) et donnant à ce drone une autonomie de quinze minutes. C'est cet engin qui vient d'être essayé lors d'un premier vol, dont on sait pour l'instant très peu de choses, mais qui a été filmé. On pourra voir le HyFish à la prochaine Foire de Hanovre, du 16 au 20 avril.

Koni Schafroth espère toujours passer à l'échelle supérieure et réaliser un véritable avion au moins à deux places, rapide et non polluant (la pile à combustible rejette de l'eau). Mais il attend d'autres sponsors.

http://www.futura-sciences.com/news-smartfish-premier-vol-avion-alimente-pile-combustible_10646.php

Changer son mode de vie pour lutter contre le changement climatique

2007-05-04

BANGKOK (Source vérifiée)

chaque individu a un rôle important à jouer pour lutter contre le réchauffement climatique qui n'est pas seulement l'affaire des gouvernements et des industriels, ont assuré des spécialistes mondiaux du climat vendredi à Bangkok.

Prendre le train pour aller au travail au lieu de sa voiture, réguler la température d'un bureau ou d'une maison climatisée, manger moins de viande sont quelques unes des options à prendre en compte pour participer à l'effort mondial contre le réchauffement.

Les changements de modes de vie font partie des solutions identifiées par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (Giec) qui a rendu en Thaïlande son diagnostic sur les moyens d'atténuer le changement climatique.

"Les changements de modes de vie et de comportements peuvent contribuer à la réduction des émissions (de gaz à effet de serre) dans tous les secteurs", indique le "résumé à l'intention des décideurs" politiques, approuvé par quelque 400 délégués mandatés par environ 120 pays

auprès du Giec.

Trois hauts responsables du Giec ont souligné, lors de la présentation du document devant la presse, que changer de mode de vie ne signifiait pas que les populations des pays riches ou pauvres allaient devoir faire des sacrifices.

"Ce n'est pas une question de sacrifice. C'est une question de changement. On peut faire du développement d'une façon bien plus durable que ce que nous avons fait jusqu'alors", a souligné Ogunlade Davidson, co-président d'un groupe de travail du Giec.

"Vous pouvez avoir un style de vie qui émette peu de gaz à effet de serre, tout en continuant à profiter d'une bonne situation économique", a-t-il estimé.

Le président du Giec, Rajendra Pachauri, a de son côté invité les individus à suivre le conseil de l'ancien président américain Jimmy Carter dans les années 1970 recommandant de baisser le chauffage à la maison en hiver et de porter un chandail plutôt qu'un T-shirt.

Il a également félicité l'ancien Premier ministre japonais Junichiro Koizumi qui a encouragé les cadres au bureau à renoncer à la cravate l'été pour pouvoir réduire un peu la climatisation. Une autre option à prendre en considération est de devenir végétarien, a ajouté M. Pachauri, de nationalité indienne, tout en soulignant qu'il s'agissait d'un avis personnel et non pas d'une position officielle du Giec.

"Si les gens mangeaient moins de viande, ils seraient peut-être en meilleure santé. Et, en même temps, ils contribueraient à réduire les émissions générées par l'élevage des bovins", a-t-il fait remarquer.

Produire la viande, la transporter, la réfrigérer, l'acheminer dans les commerces de détail, tout cela contribue à émettre des gaz à effet de serre, a-t-il indiqué.

Selon Jean-Marc Jancovici, consultant français indépendant spécialisé dans les questions énergétiques, un kilo de boeuf, une fois arrivé dans l'assiette, correspond à 3,7 kilos de dioxyde de carbone.

Funeste record au Guinness book : l'Indonésie détruit ses forêts plus vite que n'importe quel autre pays

03 mai 2007

Jakarta, Indonésie - Le 03/05/07 - La prochaine édition du Guinness des records citera l'Indonésie comme le pays enregistrant le rythme de destruction de ses forêts le plus rapide au monde. L'Indonésie détruit une étendue de forêts équivalente à 300 terrains de football par heure. Le pays a déjà perdu 72% de ses forêts primaires ; la moitié restante est menacée par l'exploitation à but commercial, les feux de forêts et le déboisement pour la plantation de palmiers à huile.

« C'est une honte nationale pour l'Indonésie d'obtenir cette distinction dans le livre des records » déclare Hapsoro, chargé de campagne Forêts pour Greenpeace en Asie du Sud-Est.

Greenpeace appelle le gouvernement indonésien à arrêter la destruction des forêts en imposant dans tout le pays un moratoire sur les opérations d'exploitation à but commercial dans les forêts primaires. Un tel moratoire est une première étape nécessaire pour que le pays stoppe sa course à la déforestation et laisse du temps aux forêts pour se régénérer.

Face à l'anarchie, la corruption et le pillage régnant dans le secteur forestier, le gouvernement indonésien semble aujourd'hui impuissant. La demande internationale de bois de construction, de papier, ainsi que de matières premières comme l'huile de palme accentue fortement à cette

destruction.

« Seule l'Indonésie peut protéger ses forêts et les populations qui en dépendent, mais les gouvernements des pays de l'Union européenne ainsi que les gouvernements chinois, japonais et nord-américains doivent aussi s'assurer que leurs pays n'importent pas des importateurs de produits issus de la destruction forestière. Autrement, ce malheureux record leur appartiendrait tout autant » estime Ludovic Frère, chargé de campagne Forêts pour Greenpeace France.

Les taux records de destruction forestière Indonésienne font du pays non seulement le destructeur de forêts le plus rapide au monde mais aussi le troisième plus gros émetteur de gaz à effet de serre au monde juste derrière les Etats-Unis et la Chine. Plus de 25% des émissions de gaz à effet de serre sont imputables à la déforestation tropicale.

Ce « record » a été rendu public alors que les gouverneurs de trois provinces indonésiennes ont récemment appelé la communauté internationale à apporter des fonds pour empêcher la déforestation et limiter les impacts du changement climatique. Réduire ou éviter la déforestation est aussi l'une des solutions préconisées pour limiter le changement climatique évoquée actuellement lors de la troisième réunion du groupe de travail du GIEC.

Une semence OGM interdite de façon permanente aux Etats-Unis

05 mai 2007 (Par Pierre Melquiot)

Que fera Ottawa ? Un tribunal américain a interdit de façon permanente une semence OGM. Selon Greenpeace, les multinationales des OGM ont accusé un très dur coup et un important revers judiciaire. En effet, un juge californien a reconfirmé une décision qu'il avait rendue précédemment, à savoir que le gouvernement américain n'a pas suivi ses propres règles d'évaluation des OGM et, en particulier, de la luzerne OGM (Roundup Ready) de Monsanto. Le jugement d'hier rend donc permanente une interdiction qui était jusque-là temporaire. La luzerne OGM de Monsanto ne peut donc plus être vendue partout aux États-Unis. La luzerne déjà enssemencée sera soumise à des conditions de contrôle pour éviter la contamination génétique.

Dans un jugement extrêmement sévère, le juge Charles Breyer réaffirme que cette semence OGM peut nuire à l'environnement et contaminer toute luzerne plantée naturellement. Il réaffirme également que le Département américain de l'Agriculture a failli à ses responsabilités en ignorant le fait que des doutes existaient sur la possibilité de contamination par cette semence OGM. Il demande de plus aux compagnies de faire connaître, d'ici 30 jours, les emplacements de tous les champs de luzerne OGM Roundup Ready de Monsanto, aux États-Unis. Le juge demande également à ces compagnies de rendre ces informations publiques dès que possible afin que les cultivateurs de luzerne conventionnelle et de luzerne OGM puissent évaluer si leurs champs ont été contaminés ou non. En frappant d'interdiction cette semence, le juge Breyer fait de plus valoir que la contamination de la luzerne naturelle par la luzerne OGM est déjà en cours, « qu'une telle contamination fait d'irrémediables torts à l'environnement » et « qu'il est désormais impossible de revenir en arrière ».

La luzerne OGM de Monsanto est autorisée au Canada depuis le 7 septembre 2004. « Elle a été évaluée sur des bases similaires aux méthodes américaines, que même la Société royale du Canada a jugé, en 2001, peu rigoureuses sur le plan scientifique », affirme Éric Darier, responsable de la campagne contre les OGM pour Greenpeace. « On est donc en droit de douter du sérieux des évaluations des OGM qu'Ottawa a entreprises ».

Dans un rapport transmis au gouvernement, la Société royale du Canada a recommandé en

vain 58 mesures de précaution concernant les OGM. Les quatorze experts de cette organisation - la plus haute instance scientifique indépendante au Canada - avaient entre autres déploré l'absence de transparence dans les évaluations des OGM. En effet, pratiquement toutes les données fournies - par les mêmes entreprises qui souhaitent faire autoriser les OGM - sont confidentielles. Aucun scientifique ne peut y avoir accès.

« Il aura fallu un juge aux États-Unis pour confirmer les pires craintes que la Société royale a exprimées en 2001 », reprend Éric Darier. « Greenpeace exige que le gouvernement canadien retire immédiatement l'autorisation de cette luzerne OGM et applique les mêmes mesures qu'a décrétées ce juge en Californie. Le gouvernement doit ensuite réellement mettre en place les 58 recommandations de la Société royale du Canada et, en attendant, suspendre toutes les autorisations d'OGM au pays ».

Greenpeace met en garde Ottawa quant à l'impact qu'un laisser-faire canadien pourrait avoir sur les marchés internationaux. « Si le gouvernement ne prend pas des mesures immédiates concernant cette luzerne OGM, le Canada risque désormais de devenir LE pays de dumping des semences de luzerne OGM », prévoit Éric Darier.

<http://www.actualites-news-environnement.com/20070505-semence-OGM-interdite-Etats-Unis.php>

Planète Terre, planète Désert

Dominique Guillet. Le 3 mai 2007.

Alors que quelques pantins s'agitent frénétiquement dans l'arène électorale, l'arène véritable (au sens latin du terme: "arena", "sable") recouvre inexorablement la terre de son linéol stérile. Les démagogues, de tous bords, promettent toujours plus de croissance: plus de salaires, plus de vacances, plus de travail, plus de consommation et bien sûr, plus de sécurité contre un ennemi inexistant.

Le seul terrorisme est alimentaire et ce sont eux qui l'ont mis en place avec leurs complices des multinationales.

La Planète se meurt d'extraction, se meurt de combustion. La Planète Terre commence à régler ses comptes avec l'humanité: à force de soustractions, c'est maintenant l'addition qu'elle présente!

Terrien, sors de ton rêve! La Planète Terre s'enlise, s'ensable, se désertifie. Serait-ce que la Planète "déserte" l'humanité? Le mot "désert" vient du latin "desertus", de "deserere" qui signifie "abandonner".

Dune: le destin de la Planète Terre?

En 1957, le journaliste Frank Herbert est envoyé à Florence dans l'Oregon aux USA afin d'écrire un reportage sur un projet gouvernemental de lutte contre les dunes de sable par l'élaboration de barrières végétales. Il en repartit fasciné par l'écologie et les dunes de sable. En 1965, Frank Herbert, devint l'un des grands maîtres de l'écologie-fiction et de la science-fiction en publiant le premier ouvrage de son épopée grandiose connue sous le nom de "Cycle de Dune". Frank Herbert avait-il pressenti le destin inéluctable de notre planète? Peut-on considérer Dune comme une allégorie?

Quels sont les facteurs limitants de l'écosystème planétaire de Dune qui le sont également dans le nôtre ou qui pourraient le devenir à très court terme?

- Les vents de sables se déchaînent sur Dune à 700 km/heure.
- Des vers gigantesques partagent la maîtrise de cette planète avec les Fremens ("Free Men" / Hommes Libres). Ils font plusieurs centaines de mètres de longueur et sont source de l'Épice.
- Dune est une planète-désert. Le sable recouvre tout.

- Dune est une planète sans eau: toute eau est recyclée, y compris l'urine, la transpiration et même "l'eau" des défunts.

Tempêtes d'humus, Tempêtes de sable

En 1932, le "Dust Bowl" frappa les grandes plaines du sud des USA et s'installa pour une dizaine d'années. Les grandes tempêtes de sable (de parfois 3000 mètres d'épaisseur) apportèrent ruine et dévastation: elles furent au nombre de 70 en 1933, 73 en 1936 et 134 durant les 9 premiers mois de 1937. Le 9 mai 1934, une tempête de sable partit du Montana et du Wyoming et emmena dans son sillage 318 millions de tonnes de sol. L'année 1938 vit la perte de près d'un milliard de tonnes de sol. En mars 1939, une tempête de sable de l'Oklahoma embarqua une quantité de sol suffisante pour recouvrir d'une épaisseur de 30 cm une surface de 2,5 millions d'hectares (le dixième de la surface agricole de la France).

Les dunes de sable envahirent les champs, faisant parfois 500 mètres de longueur et 7 mètres de hauteur. L'agriculture fut anéantie: 30 millions d'hectares furent abandonnés. Ce fut l'exode pour 3,5 millions de citoyens US.

Durant cette période, de nombreux cataclysmes naturels aggravèrent le cycle de vents de sable et de sécheresse: orages de grêle, températures extrêmes, électricité statique, inondations.

Selon les experts en paléoclimatologie, qui ont étudié les cycles de sécheresse sur 2000 ans aux USA, les périodes de sécheresse du 20^{ème} siècle sont loin d'avoir été les plus sévères de l'histoire de cette partie du continent.

Pourquoi le "Dust Bowl" fut-il alors si dramatique? Tout simplement parce que cette région des USA n'aurait jamais dû être labourée! Pendant des milliers d'années, ces vastes étendues d'herbes semi-arides ont été balayées par les vents et sujettes à des cycles de sécheresse pouvant durer de 25 ans à 70 ans! Et pourtant, les colons avaient été prévenus par les Amérindiens qui leur conseillaient de ne pas ouvrir les terres de leur charrue et surtout de ne pas toucher à l'herbe.

La leçon du "Dust Bowl" fut-elle apprise? Pas du tout. La seconde guerre mondiale fit monter les cours agricoles et les agriculteurs recommencèrent à labourer des terres marginales. Les tempêtes de sable revinrent de 1954 à 1957 et la dévastation s'étendit sur deux fois plus de terres que lors des années 30. Dans les années 1970, les USA vendirent du blé à l'URSS et les cours flambèrent. Les agriculteurs mirent les bouchées doubles (et les charrues quadruples) et les tempêtes de sable revinrent.

La leçon du "Dust Bowl" ne servit pas plus aux agriculteurs du Kazakhstan. De 1960 à 1980, ils détruisirent les prairies pour les remplacer par de la culture de blé sur 26 millions d'hectares: l'équivalent de la surface en blé cumulée du Canada et de l'Australie! Dès 1980, l'érosion terrible par le vent remettait en cause la viabilité économique des fermes suite à une baisse drastique de productivité. En 2000, la surface en blé couvrait moins de 13 millions d'hectares avec des rendements de l'ordre d'1 tonne par hectare! En l'espace de 20 années, donc, le Kazakhstan a abandonné la culture du blé sur une surface agricole équivalente à la surface en blé du Canada. Combien de millénaires seront nécessaires pour régénérer ces sols détruits par l'érosion éolienne?

L'érosion éolienne peut également se manifester par des transits inter-continentaux. Tout comme le nuage de Tchernobyl ne fut pas arrêté par la frontière suisse (c'est d'ailleurs un certain Mr. Nicolas Sarkozy qui était chargé de mission pour la lutte contre les risques chimiques et radiologiques à cette époque), les tempêtes de sable ne reconnaissent aucune frontière et exportent de la matière première précieuse sans qu'aucun droit de douane ne soit perçu.

En avril 2001, une "tempête de sol" de 1800 km d'amplitude s'envola de Chine (transportant des millions de tonnes de sol) pour venir atterrir en Amérique du nord: elle recouvrit de son

manteau toute la partie ouest, de l'Arizona au Canada.

La Corée du sud est, elle-aussi, périodiquement paralysée par d'immenses tempêtes de sable en provenance de la Chine. Fin avril 2007, une telle tempête frappa le pays. Le 1er avril 2007, une autre tempête de sable arriva du désert de Kubuqi, le septième désert de Chine et sema le chaos dans la péninsule Coréenne. Ces tempêtes sont d'autant plus dramatiques qu'elles véhiculent également une grande quantité de polluants, issus des industries de l'est de la Chine, qui engendrent des maladies respiratoires et cutanées et qui déséquilibrent les activités agricoles.

Le désert de Kubuqi, en Mongolie intérieure, n'est un désert que depuis 30 années: c'était auparavant une zone de verts pâturages pour les Mongols et leurs troupeaux.

La Chine livre une bataille, qui est perdue d'avance sans doute, contre l'avancée des déserts, les anciens et les nouveaux qui se créent. Selon Wang Tao, de l'Académie Nationale des Sciences de Chine, ce sont 24 000 villages recouverts par les sables, qui ont été abandonnés, totalement ou partiellement, durant la seconde moitié du siècle passé. De 1950 à 1975, la Chine perdait chaque année 175 000 hectares. Entre 1975 et 1987, la désertification s'empara de 200 000 hectares par année. De 1987 à 2000, la désertification s'empara de 300 000 hectares par année. A ce rythme là, la Chine perdra 400 000 hectares de terre par année à partir de 2012.

En Chine, les tempêtes de sable s'aggravent en précocité dans la saison, en intensité et en nombre, au fil des années. Elles sont devenues une des principales calamités de ce pays. En 2006, elles affectèrent la qualité de l'air dans la moitié des grandes cités chinoises. Elles couvrirent 4 millions de kilomètres carrés, le double de la surface de l'année précédente. Le 20 avril 2006, une tempête recouvrit la capitale chinoise de 300 000 tonnes de sable et de poussière.

Cette année, au Tibet, les tempêtes de sable arrivent avec deux mois d'avance sur la saison normale.

Au vu des méfaits sans cesse croissants de l'agriculture industrielle et militarisée, au vu des bouleversements climatiques (quelles qu'en soient les causes), l'érosion éolienne va s'intensifier en Afrique et en Asie et va revenir en Amérique du nord.

Les tempêtes d'humus ne sont plus trop à craindre sur certains continents car une grande partie de l'humus est déjà au fond des océans, grâce aux pratiques barbares de l'agriculture moderne. Ce sont les tempêtes de sable qui vont devenir une des plus grandes calamités de notre planète. Demain.

La planète abandonnée aux déserts

Selon le Professeur Pimentel, de 1956 à 1996, ce sont 1,5 milliard d'hectares de terre arable qui ont été abandonnés en raison de l'érosion. Cela représente un tiers des surfaces arables de la planète.

Au cours des 20 dernières années, environ 300 millions d'hectares (six fois la surface de la France) de forêt tropicales, ont été détruits pour implanter des domaines fermiers et des pâturages ou des plantations à grande échelle d'huile de palme, de caoutchouc, de soja, de canne à sucre et autres récoltes.

A l'échelle planétaire, ce sont 1370 hectares de sol qui sont désertifiés à jamais toutes les heures, ce qui fait 12 millions d'hectares chaque année, l'équivalent de la moitié de la surface agricole de la France.

En Inde, par exemple, ce sont 2,5 millions d'hectares qui sont désertifiés chaque année. Vers 2000, on estimait à 150 millions d'hectares la surface agricole de ce pays. Cela signifie qu'en 2060, il ne restera plus un gramme de terre arable en Inde. En fait, un scénario plus catastrophique peut se profiler si le processus de désertification s'emballe, en raison des bouleversements climatiques: accroissement des températures, sécheresses et disparition des glaciers de l'Himalaya.

A l'échelle planétaire, quelle est la quantité exacte de sol perdu chaque année en raison de l'érosion éolienne et hydrique? Les estimations les plus basses sont de l'ordre de 25 milliards de tonnes de sol par année. Selon les estimations les plus hautes, ce sont 2400 tonnes de sol, chaque seconde, qui partent dans le vent ou dans les océans, à savoir 76 milliards de tonnes de sol chaque année.

Les estimations hautes nous semblent beaucoup plus probables car chaque année Costa Rica perd 1 milliard de tonnes de sols, l'Ile de Java en perd un milliard, l'Ethiopie en perd un milliard, etc, etc.

Dans ses écrits, John Jeavons a évoqué la perte de sol en relation avec la production de nourriture: pour chaque tonne de nourriture produite, ce sont de 6 à 18 tonnes de sol qui sont irrémédiablement perdues.

Un occidental consomme à peu près une tonne de nourriture par an. Dans certains pays, la quantité consommée par personne est de moitié. Dans d'autres régions, ou selon les populations ou les couches sociales, la quantité de nourriture consommée tend vers le zéro, ce qui "explique" le fait que 36 000 personnes meurent de faim tous les jours.

En Chine, l'érosion serait maximale puisque le chiffre de 18 tonnes de sol perdues, par tonne de nourriture produite, est avancé. Les chiffres officiels évoquent la perte de 5 milliards de tonnes de sol chaque année dans ce pays. C'est une estimation strictement à minima. Selon les images de satellite, les déserts du Taklimakan et du Kumtag sont en train de fusionner. Il en est de même pour deux déserts du centre nord qui sont en train de s'étendre sur les provinces du Gansu et de la Mongolie.

En Iran, selon Mohammad Jarian, le responsable du département de lutte contre la désertification, ce sont 124 villages de la région de Sistan-Baluchistan qui ont été ensevelis en 2002 et abandonnés.

Dans le nord-ouest de l'Afghanistan, des dunes de sable de 15 mètres de hauteur envahissent tout et y compris les routes.

Au Nigeria, ce sont 350 000 hectares qui sont désertifiés chaque année, autant qu'en Chine. De 1950 à 2005, la population humaine y est passée de 33 millions à 132 millions tandis que le nombre de vaches, moutons et chèvres passait de 6 millions à 66 millions.

De nombreux pays d'Afrique sont désertifiés très rapidement en raison de différents facteurs: pratiques agricoles non durables, surpâturage et errance des troupeaux, feux de brousse et le commerce du charbon de bois à destination des citadins de plus en plus nombreux.

Madagascar perd jusqu'à 400 tonnes de sol par année et par hectare.

Au Mexique, la désertification chasse 700 000 paysans tous les ans vers les cités ou vers les USA.

Quant à l'Australie, parler de catastrophe n'est tout au plus qu'un euphémisme. Ce pays se prépare à sa septième année consécutive de sécheresse. L'Australie sera sans doute le premier pays dit "occidental" à être ruiné par les processus de salinisation et de désertification: certaines terres Australiennes ont des concentrations de sel trois fois supérieures à celles de l'océan.

Il aura fallu à la société occidentale un siècle et demi d'agriculture et d'élevage intensifs pour transformer l'Australie en un désert. Fast-food and fast-destruction! Faut-il vous l'emballer ou est-ce pour "consumer" de suite?

Un record que même les USA n'ont pas réussi à battre: ils n'ont perdu, en 150 ans de colonialisme, que 75 % de leur humus! C'est 1m50 (150 cm) d'humus qui est parti à tout jamais dans les océans. En région tempérée, il faut 500 ans pour produire naturellement 2,5 cm d'humus. Cela veut dire qu'il faudra à la nature 30 000 années pour régénérer ce patrimoine humique aux USA.

Eu Europe, le taux moyen d'érosion du sol est de 17 tonnes par hectare et par année alors que le taux moyen de formation du sol est d'1 tonne par hectare et par année.

En France, par exemple, selon la Chambre d'Agriculture du Pas de Calais, les agriculteurs de ce département perdent entre 10 et 100 tonnes par hectare et par année.

Lorsque l'érosion est de 100 tonnes de sol par hectare et par an, cela signifie qu'il faut 100 ans pour réparer 1 année d'agriculture intensive betteravière et qu'il faut 2000 ans pour réparer 20 années d'agriculture intensive betteravière.

A l'érosion s'ajoute la destruction des sols brûlés par l'agriculture toxique. Ne nous méprenons pas: de nombreuses régions Françaises ne sont peut-être pas des déserts de sable mais elles sont des déserts en gestation. Que se passerait-il si, aujourd'hui, on interdisait en agriculture tous les intrants de synthèse et tous les pesticides?

Les terres sont devenues stériles: les automnes seraient sans récolte.

L'agriculture occidentale moderne est une agriculture hors-sol produisant des aliments-poisons. C'est une agriculture militarisée qui bombarde le sol de tout un arsenal de produits toxiques.

Qui se rappelle que l'année 2006, en fait l'année passée, fut déclarée par l'ONU "Année internationale des déserts et de la désertification"?

Qui connaît l'existence, au sein de l'ONU, d'une commission chargée de la lutte contre la désertification? Peu de gens sans doute et c'est tout aussi bien car cette commission n'a aucun moyen financier! Un léger brise-vent (de sable) tout au plus.

En 2050, que verra-t-on de la Planète Terre à partir du cosmos: de grands déserts entourés de quelques océans, une petite boule jaune et bleue. Le vert aura disparu. Après-demain.

Pénurie d'eau

Il existe une "Journée Mondiale de l'Eau" comme il existe une journée mondiale des femmes, une journée mondiale de l'enfance et peut-être bientôt une journée mondiale de l'humus ou une journée mondiale des vers de terre!

C'est l'occasion, pour tous les hypocrites, de lâcher quelques larmes de crocodiles sur le sort des femmes, sur le sort de l'eau, sur le sort des enfants, bref sur le sort de tous les opprimés.

Cette année, le thème de cette journée mondiale de l'eau était "Faire face à la pénurie d'eau".

La pénurie va bientôt conférer à cette nouvelle opprimée le statut d'eau primée. L'eau bientôt plus chère que le pétrole (ce qui va ruiner tous les espoirs des inventeurs de moteurs à eau) ou plus chère que le vin (ce qui va aggraver les dégâts de l'alcoolisme)?

Bref, selon la FAO, la pénurie en eau représente l'enjeu du 21ème siècle. "L'enjeu réside essentiellement dans la nécessité de trouver des moyens plus efficaces de conserver, d'utiliser et de protéger les ressources en eau de la terre."

Cela ne fait que quelques dizaines d'années que l'on entend ce type de discours creux.

Aujourd'hui, et cela ne date pas d'hier, ce sont 2,6 milliards d'humains qui sont sans assainissement, et ce sont 1,3 milliards d'humains qui sont sans accès à l'eau potable. Tous les ans, 2 millions d'enfants de moins de cinq ans meurent de maladies diarrhéiques liées au manque d'eau potable.

Parlons d'argent et évoquons quelques chiffres. Il existe un "Fonds pour l'environnement mondial" (FEM) qui comme l'ONU le déclare "a été établi en 1990 dans le but de fournir des ressources financières supplémentaires pour traiter les questions environnementales mondiales des pays en développement et des économies en transition". Ce fonds ne dispose que de 2 milliards de dollars par an, pour toute la planète.

Il faudrait, par exemple, investir 1,5 milliard de dollars pendant 10 ans pour que les 300 millions d'Africains, qui n'ont pas d'eau potable, puissent y accéder et pour que 80% d'entre eux puissent accéder à l'assainissement.

En comparaison, tous les ans, les pays occidentaux subventionnent leur agriculture à hauteur de 350 milliards de dollars. Et tous les ans, les dépenses militaires mondiales sont de l'ordre de 900 milliards de dollars.

Il faut se rendre à l'évidence: la communauté internationale a décidé de laisser mourir de soif,

ou de maladies liées à des eaux souillées, toute une partie de l'humanité.

Les vœux pieux et les discours pleurnichards des institutions internationales ne sont que des paravents.

Et cela se comprend. C'est une question de survie pour les nantis. C'est une question de survie pour leur agriculture moderne qui consomme quasiment 90 % de l'eau douce de toute la planète.

Le choix est simple: ou on donne de l'eau à toute l'humanité ou on tente de faire perdurer l'agriculture moderne non durable. Les nantis qui contrôlent la planète ont décidé de privilégier l'agriculture des riches.

L'agriculture moderne non seulement désertifie les sols, non seulement empoisonne les humains et les animaux mais en plus, elle épuise les réserves d'eau douce.

Les variétés modernes de maïs sont la quintessence de ce délire agricole. Un hectare de maïs requiert, aux USA, au moins 5 millions de litres d'eau mais en raison de l'évaporation, ce sont 8 millions de litres d'eau qu'il faut amener par hectare. Ce qui fait 1000 litres d'eau par kilo de maïs produit, et encore ce n'est qu'une moyenne car certaines études évoquent jusqu'à 1500 litres d'eau par kilo de maïs.

Il faut bien préciser que ce gaspillage éhonté de l'eau douce pour la culture du maïs n'est pas lié à la nature du maïs qui est une plante C4, à savoir une plante résistante à la sécheresse.

Les variétés de maïs traditionnelles pouvaient croître dans les déserts du Mexique ou de l'Arizona. Les Hopis, par exemple, semaient leur maïs à 30 ou 40 cm de profondeur dans le sable du désert avec des bâtons à semer. C'est l'agronomie moderne qui a fait du maïs une pompe à eau. Et comme les réserves d'eau sont en train de baisser sur toute la planète, les apprentis-sorciers du bricolage génétique nous promettent de nouvelles variétés de maïs chimériques résistantes à la sécheresse. La boucle est bouclée.

Le maïs constitue en France la principale culture irriguée et ce surtout dans le sud-ouest. Mais elle n'est pas la seule: le blé, la betterave, la vigne, la prairie, etc, sont également irrigués.

Voici quelques estimations, quant à la quantité d'eau nécessaire pour l'agriculture US, données par le très réputé Professeur Pimentel, de l'Université de Cornell, dans son ouvrage: "Ecological Integrity: Integrating Environment, Conservation and Health" (Island Press, Washington DC, 2001).

Pour 1 kilo de pommes de terre: 500 litres d'eau

Pour 1 kilo de blé: 900 litres d'eau

Pour 1 kilo de fourrage: 1000 litres d'eau

Pour 1 kilo de maïs: 1500 litres d'eau

Pour 1 kilo de riz: 1900 litres d'eau

Pour 1 kilo de soja: 2000 litres d'eau

Pour 1 kilo de viande de boeuf: 100 300 litres d'eau

Dans le catalogue des folies agricoles irriguées, la production de viande détient ainsi la palme de la non-durabilité et du gaspillage.

La consommation de viande, au niveau planétaire, rappelons-le, est passée de 44 millions de tonnes en 1950 à 265 millions de tonnes en 2005. Et cette tendance ne fait que s'amplifier.

La quantité d'eau utilisée par kilo de viande diverge en fonction des études.

Selon Georg Borgstrom, de l'Université du Michigan, il faut "seulement" 21 000 litres d'eau pour produire 1 kilo de viande de boeuf.

Selon l'Université de Californie, il faut 44 000 litres d'eau pour produire 1 kilo de viande de boeuf, 13 700 litres d'eau pour produire 1 kilo de viande porc et 6 800 litres d'eau pour produire 1 kilo de viande de poulet.

Une étude publiée par une commission des Nations Unies en 2004 rapporte le chiffre de 70 000 litres d'eau par kilo de viande de boeuf.

Ce chiffre n'est pas très éloigné de celui du Professeur David Pimentel dont les calculs sont

fondés sur la nourriture moyenne d'un boeuf aux USA, à savoir 100 kilos de fourrage et 4 kilos de grain par kilo de viande produite.

Aux USA, 65 % des productions agricoles sont destinées à nourrir le bétail (contre 1 % en Inde!).

Sur le plan mondial, la production de grains est de 1985 millions de tonnes dont 60 % sont consommés par l'homme, 36 % sont utilisés comme aliment pour le bétail et 3 % sont brûlés comme fuel.

Si on raisonne en termes de calories, il faut 50 fois plus d'eau pour produire une calorie de viande qu'une calorie de pomme de terre.

Raisonnons maintenant en termes de douche. Admettons que l'on prenne tous les jours une douche de 5 minutes à raison d'un flux de 18 litres d'eau par minute. Quel est l'équivalent d'un kilo de viande de boeuf, selon les calculs du Professeur Pimentel, en termes de douches? Trois années de douches quotidiennes équivalent à 1 kilo de viande de boeuf!

Ces quelques chiffres nous aident à mieux comprendre le dilemme de la planète que l'on pourrait (presque) résumer comme un choix entre l'eau pour les pauvres et de la viande pour les riches.

Le dilemme se complexifie, en fait, car les riches, maintenant, non seulement veulent de la viande, et encore plus de viande, mais ils veulent aussi des agro-carburants pour faire rouler leurs voitures.

La folie des nécro-carburants est ainsi en train de se répandre comme une peste sur toute la planète. Elle accentue d'autant plus la pénurie de l'eau car il faut jusqu'à 3600 litres d'eau pour produire un litre d'éthanol (à partir de 2,5 kilos de maïs). En 2006, aux USA, 20 % de la production nationale de maïs (à savoir 55 millions sur les 270 millions de tonnes produites) a été brûlée dans les centrales à éthanol.

Encore plus de pénurie d'eau

Le bilan de l'agriculture moderne est encore pire que ce que l'on peut imaginer car ce ne sont que les effets directs que nous venons de décrire.

Il nous faut maintenant aborder les conséquences indirectes de cette agriculture non-durable sur la gestion des eaux.

Le premier aspect concerne la destruction de la couverture végétale dans les grandes plaines, en particulier dans le passé aux USA et en Australie et plus récemment dans des pays comme le Kazakhstan. Aux USA, un nouveau concept agronomique, aussi insensé que celui de la "viguer hybride", vit le jour dans les années 1860-1870. Selon ce concept, la pluie allait suivre la charrue, à savoir que la destruction de la couverture végétale des grandes plaines allait augmenter le régime des pluies.

N'importe quel enfant d'une tribu d'Amérindiens aurait pu prouver aux agronomes US qu'ils avaient complètement perdu la raison. Les cycles de sécheresse et de tempêtes de sable, dont le "Dust Bowl", eurent raison de ce délire laboureur quasi mystique. Mais les dégâts furent considérables.

Le second aspect, souvent lié au premier, concerne la destruction de l'humus dans le sol. La perte d'humus fait du sol une vraie passoire, ou une chape de béton sur laquelle tout ruisselle, en fonction de la nature des sols. En bref, les sols de l'agriculture moderne ont perdu toute capacité de rétention équilibrée de l'eau pour une croissance harmonieuse des plantes alimentaires. Ce problème est d'autant plus aggravé que les populations de vers de terre ont été décimées par des dizaines d'années d'agriculture mécanisée et toxique.

L'irrigation intensive des cultures n'existe que parce que la structure des sols a été complètement détruite et parce qu'aussi, l'industrie a inventé des arroseurs mécaniques.

L'irrigation intensive des terres agricoles provoque, soit dit en passant, un énorme problème

de salinisation sur toute la planète.

Le troisième aspect est lié à la déforestation. Les 300 millions d'hectares de forêts tropicales qui ont été détruits durant ces 20 dernières années, l'ont été en grande partie pour des productions agricoles. C'est une catastrophe planétaire car les forêts sont non seulement un poumon mais une immense réserve d'eau.

L'arbre, par essence, appelle la pluie. Et quand la pluie vient, elle percole sans aucun ruissellement.

La déforestation chasse la pluie et amène la sécheresse. Et si jamais la pluie vient, elle ne percole plus, elle ne fait que ruisseler et générer des inondations qui aggravent l'érosion des sols. C'est un cercle vicieux.

Et cela ne va pas être aisé de sortir de ce cercle vicieux en raison des bouleversements climatiques qui sèment le chaos sur la planète depuis plusieurs années et qui augmentent en sévérité. Ces bouleversements n'auraient peut-être pas été aussi "bouleversants" si les écosystèmes naturels avaient été respectés, et si les activités agricoles avaient été gérées harmonieusement.

Il est trop tard et la planète a épuisé sa capacité de prendre des coups sans réagir.

Les grands glaciers planétaires sont en train de fondre. Au mois d'avril 2007, l'Inde était complètement bouleversée d'apprendre que, peut-être, dès 2025, tous les glaciers de l'Himalaya auraient disparu.

Les glaciers de l'Himalaya sont la source de 7 grands fleuves: le Gange, l'Indus, le Brahmaputra, le Mekong, le Thanlwin, le Yangtze et le Fleuve Jaune. La fonte des glaciers va tout d'abord provoquer d'immenses inondations ainsi que des glissements de terrains catastrophiques et ensuite générer une impitoyable pénurie d'eau.

Les gouvernements évoquent, à moyen terme, de déplacer des centaines de millions de leurs paysans. Ce qui est parler pour ne rien dire et juste pour amuser les journalistes. Les déplacer vers quel ailleurs? Surtout si la montée des océans recouvrent les grands deltas et une bonne partie du Bangladesh.

Le problème se pose de la même façon en Amérique du sud. La fonte totale des glaciers des Andes pourrait rendre totalement inhabitable une grande partie de ce continent.

Les glaciers, en fait, constituaient auparavant 70 % de la réserve d'eau douce de la planète. Leur disparition sur tous les continents va provoquer d'énormes catastrophes dont il est très difficile d'imaginer la nature.

Finissons par une note d'optimisme, une petite cerise sur le gâteau de sable: en France, malgré 70 ans de chimie intensive sur les terres agricoles, toutes les réserves d'eau Françaises ne sont pas encore irrémédiablement polluées!! Cela s'arrose!

En effet, selon les enquêtes publiées par l'IFEN en 2005, 96% "seulement" de nos cours d'eaux et 61% "seulement" de nos nappes phréatiques sont pollués par "seulement" 230 pesticides: la molécule la plus présente étant l'atrazine qui génère cancers (du sein et des ovaires), maladies cardio-vasculaires, dégénérescences musculaires, lésions des poumons et des reins, etc.

Aux USA et au Canada, des études sérieuses ont mis en évidence la présence, dans les eaux, de très nombreuses substances: estrone, ethinylestradiol (venant des pilules contraceptives), des anti-inflammatoires, des remèdes contre le cancer, des tranquillisants, etc. Aux USA, chaque année un million de patients cancéreux sont traités par chimiothérapie. Ces patients génèrent approximativement, chaque année, 650 000 tonnes d'excréments qui sont évacuées dans les égouts. Des chercheurs se sont aperçus que toutes les substances utilisées en chimiothérapie sortaient intactes des systèmes de retraitement d'eau. Toutes ces substances sont mutagènes, carcinogènes, tératogènes et embryotoxiques.

Au Canada, en 1998, deux chercheurs, White et Rasmussen, ont calculé que la génotoxicité présente dans l'unité de retraitement des eaux usées de Montréal d'une part et dans le St

Laurent d'autre part étaient seulement imputables à l'industrie à hauteur respectivement de 15 % et de 10 %. Tout le reste avait une origine "mystérieuse", selon leurs commentaires.

En 2005, en Suisse, une thèse de doctorat a porté sur la contamination de l'environnement par les substances pharmaceutiques. (recherche de Tauxe Würsch, Annick ; Tarradellas, Joseph). "Dans la première partie de cette recherche, la présence et le devenir de cinq médicaments très utilisés (Acide Clofibrique, Ibuprofène, Kétoprofène, Acide Méfénamique et Diclofénac) ont été analysés dans trois STEPs durant quatre à sept jours consécutifs. L'Ibuprofène, le Kétoprofène, l'Acide Méfénamique et le Diclofénac sont des anti-inflammatoires (NSAIDs). L'Ibuprofène et l'Acide Méfénamique sont les médicaments les plus vendus de cette étude: 17 tonnes par an et par substance en Suisse. L'Acide Clofibrique est un métabolite du clofibrate, de l'étofibrate et du clofibrate d'étofylline. Ces substances hypolipémiantes sont utilisées pour abaisser les concentrations plasmatiques élevées de cholestérol et de triglycérides. La méthode analytique développée pour analyser ces cinq médicaments permet de récupérer généralement plus de 70% de ces composés. Les limites de détection (5-15 ng/l) permettent la détection de ces substances dans les échantillons d'eaux usées.

Les résultats de l'analyse des échantillons montrent que ces cinq substances étaient persistantes et se retrouvaient dans les effluents des STEPs ..."

En conclusion, au bout du compte qui va trinquer? Nous sommes en pleine pénurie d'eau et ce qui reste d'eau peut difficilement mériter le qualificatif de H₂O!

L'eau de boisson, l'eau d'irrigation, est devenue un dangereux cocktail de pesticides, de produits pharmaceutiques et de résidus industriels.

Et pour couronner le tout, l'eau, bien précieux et bien collectif de l'humanité, est devenue une affaire privée dans les griffes de quelques multinationales mafieuses.

Voleurs d'eau, Voleurs de terre, Pollueurs d'eau, Pollueurs de terre, ce sont les mêmes!

Les Vers de Terre

Sur la planète Dune, les grands vers sont les Seigneurs des déserts. Ils sont la source unique de l'Epice, le Mélange de longévité. Grâce à sa fournaise interne de digestion, un grand ver de 200 mètres peut générer dans l'atmosphère autant d'oxygène qu'une surface couverte de végétation sur dix kilomètres carrés.

Sur la planète Terre, les petits vers sont les Seigneurs des Anneaux! Ils sont l'intestin et le grand recycleur de notre planète et Darwin passa les dernières années de sa vie à les étudier. Il en existe plus de 3600 espèces répertoriées au monde (dont 350 espèces en Europe).

Cependant, il est estimé que le nombre réel d'espèces peut atteindre 7000 ou même 10 000.

Ils peuvent vivre jusqu'à 15 ans.

Les quelques espèces géantes (de 60 cm à 1 mètre de longueur) qui existaient en Oregon aux USA, *Driloreirus americanus* et *Driloreirus macelfreshi*, ont totalement disparu. Ces grands vers blancs exsudaient une substance au parfum de lys. Une espèce de ver géant subsiste encore en Australie. *Megascolides australis* peut atteindre 1 mètre de longueur et 3 mètres de longueur en s'étirant.

Les vers de terre peuvent abonder dans des terres fertiles et saines. Une prairie permanente non traitée peut en compter de 150 à 400 par mètre carré, à savoir d'1,5 à 4 millions d'individus par hectare, ce qui représente une masse d'1 à 3 tonnes de vers par hectare.

En comparaison, un vignoble ou un champ de céréales maltraités par l'agriculture industrielle et toxique n'en contient que d'un à trois individus par mètre carré. A savoir 130 fois moins.

Les vers de terre sont la clé de la fertilité des sols. Ils sont de trois types:

- Les Epigés (les plus petits, de 1 à 5 cm de longueur) travaillent en surface à digérer le couvert végétal.

- Les Endogés (les vers de taille moyenne, de 1 à 20 cm de longueur) sont sous terre et se nourrissent de matière organique déjà décomposée. Ils peuvent creuser jusqu'à 500 mètres de galeries par mètre carré. Ils représentent 20 à 50% de la biomasse des terres fertiles.

- Les anéciques (les plus grands vers qui font de 10 cm à 1 mètre de longueur) vivent dans le sous-sol et peuvent creuser des galeries verticales de trois mètres de profondeur. En Europe tempérée, ils représentent 80 % de la masse totale des vers de terre.

Les vers de terre sont de grands laboureurs: ils enfouissent dans les couches profondes du sol les éléments organiques qu'ils ont prélevés et fragmentés en surface et remontent à la surface la terre des couches profondes ingérée en même temps que les matières organiques.

Les vers de terre sont de grands aérateurs: ils peuvent creuser jusqu'à 5000 km de galeries par hectare, ce qui représente une surface de contact équivalente à 5 hectares.

Les vers de terre sont de grands percolateurs: toutes les eaux de pluie, y compris de violentes pluies d'orages, (jusqu'à 160 mm d'eau par heure) peuvent être absorbées par le sol grâce à ce même travail d'élaboration de galeries.

Les vers de terre sont de grands digesteurs: une biomasse moyenne de vers de terre (environ une tonne par hectare) ingère, en une année, 400 tonnes par hectare de terre et de matière organique (jusqu'à 1 000 tonnes dans les zones tropicales).

Les vers de terre sont, ainsi, de grands régulateurs biologiques du sol, grâce à leur grande capacité d'interaction avec les micro-organismes. Ils produisent du mucus (qui est un substrat organique très énergétique) qu'ils mélangent dans leur tube digestif avec le sol ingéré (qui contient des particules minérales, organiques, et de la microflore) et de l'eau. Leur système digestif mutualiste crée ainsi un milieu idéal pour les bactéries dormantes dans le sol ingéré: elles réactivent leurs capacités enzymatiques et digèrent la matière organique. Leurs déjections constituent ensuite des complexes organo-minéraux stables. Certaines espèces de vers de terre produisent des phytohormones qui vont favoriser la croissance des plantes. Les vers de terre peuvent également annihiler l'effet négatif des nématodes phytoparasites sur le rendement des cultures

Les vers de terre, source par excellence de fertilité, ont "déserté" les terres agricoles qui sont devenues les poubelles toxiques de l'agro-industrie. Quel pourcentage de vers subsiste dans les terres agricoles françaises, par exemple? Le calcul est simple. Comme l'agriculture biologique ne représente que 2 % des surfaces et que les vers de terre ne survivent pas dans les terres massacrées par l'agro-chimie, ce sont donc 98 % des vers de terre qui ont disparu. Cette agriculture intensive et industrielle les a détruits de quatre façons:

- par le labour: les lames de charrue les déchiquettent et le retournement du sol les expose à de très nombreux prédateurs à la surface.

- par le passage d'engins agricoles excessivement lourds qui tassent et asphyxient les sols.

- par la faim: ils sont, en effet, affamés par le manque d'apport de matière organique.

- par tous les poisons répandus par les multinationales biocidaires: pesticides et intrants de synthèse.

Les vers de terre sont d'ailleurs de puissants concentrateurs de poisons. Ils peuvent concentrer le plomb à des teneurs de plusieurs dizaines de fois supérieures à celles du sol et le DDT à des teneurs 150 fois supérieures à celles du sol.

Peut-être les grands mafieux de l'agro-chimie sont-ils en train de concocter, dans leurs laboratoires secrets, des vers de terre transgéniques résistants au DDT, à l'atrazine, au glyphosate, à l'endosulphon, etc? Des petits vers de terre chimériques pour l'agriculture durable à la sauce Monsanto?

Tsunamis alimentaires

Au risque de nous répéter, répétons-le cependant: tous les jours, 36 000 personnes meurent de faim, dont 2/3 sont des enfants. Mourir de faim signifie ne pas avoir assez à manger. Comme le dirait un célèbre présidentiable, ces enfants sont peut-être programmés génétiquement pour mourir de faim? La mort par faim est-elle une erreur du programme génétique de l'humanité? On trouve encore dans des livres d'école des commentaires moralisateurs sur la décadence de la civilisation Aztèque qui sacrifiait quelques victimes sur ses autels de pierre.

La mort quotidienne de faim de 36 000 personnes n'est-elle pas un grand sacrifice collectif mis en place par la société décadente des riches et toléré par les institutions internationales? Le directeur de la FAO, Jacques Diouf, avait même un jour confié que son organisation pourrait solutionner la moitié du problème de la faim et de la malnutrition dans le monde avec seulement l'équivalent de deux semaines de dépenses militaires US, à savoir une petite vingtaine de milliards de dollars.

Donc, nous allons évoquer maintenant les surfaces arables disponibles pour la production de nourriture, mais sans illusion.

Les dés sont pipés: il n'y a aucune volonté de solutionner ce problème planétaire et on serait même enclin à penser qu'il y aurait plutôt une volonté affirmée de vider quelques continents de leur humanité. Après tout, l'Afrique est immensément riche dans son sous-sol: du zinc, de l'uranium, du pétrole, des diamants, du nickel ... Et pour l'extraction, les machines conviennent parfaitement.

Selon la FAO, la surface moyenne de terre arable par habitant était de 0,32 hectare en 1961/1963 (pour une population mondiale de 3,2 milliards), de 0,21 hectare en 1997/1999 (pour une population mondiale de 6 milliards) et sera de 0,16 hectare en 2030 (pour une population mondiale estimée à 8,3 milliards).

Selon certains experts indépendants, les projections ci-dessus sont hautement optimistes car la surface moyenne de terre arable par habitant dans les pays pauvres sera seulement de 0,09 hectare en 2014. Elle n'était déjà que de 0,08 hectare en 1996 en Chine.

Quel est l'état de la production de grains à l'échelle planétaire? Un mauvais état.

L'an passé, l'Australie n'a produit que 10 millions de tonnes de blé au lieu des 21 millions escomptées. En 2007, la situation s'empire pour ce pays. Le premier ministre Australien John Howard, qui ne croit pas au réchauffement climatique, a déclaré en fin avril que les agriculteurs du bassin Murray-Darling seraient privés d'eau d'irrigation s'il ne pleut pas en mai. Ce bassin concentre normalement 70 % des ressources en eau d'irrigation du pays et il produit 40 % de la nourriture pour l'Australie. Au printemps 2007, le flux d'eau de ce bassin est seulement le quart de la plus mauvaise année enregistrée.

En Chine, ces dernières années, la production de blé est tombée en-dessous de 100 millions de tonnes alors qu'elle avait été de 127 millions de tonnes en 1997. Cette baisse est imputable à la pénurie en eau.

En fait, les pays grands producteurs de grains, les USA, la Chine, l'Inde, l'Australie, la France sont confrontés à de graves pénuries d'eau. Dans le sud-ouest de la France, des agriculteurs abandonnent la culture du maïs irrigué.

Au niveau mondial, les stocks sont au plus bas depuis 35 années. Ils étaient de 57 jours à fin 2006. Les cours des denrées alimentaires flambent. Aux USA, 115 % d'augmentation pour le maïs en 15 mois.

Soyons réalistes, la Planète Terre continuera bien à nourrir une petite partie (de plus en plus restreinte) de la population humaine jusqu'en l'an 2050. Après quoi, rideau: changement de décor. Et c'est un scénario optimiste (quant à l'échéance dans le temps) car il ne prend en compte ni l'accroissement de la population mondiale, ni la montée des niveaux des océans, ni les bouleversements climatiques que tout un chacun peut commencer à observer, ni bien sûr un emballement climatique que personne n'ose imaginer.

Ce scénario "optimiste" ne prend pas en compte non plus, bien sûr, la grande supercherie des agro-carburants que nous venons de dénoncer dans notre article "Mettez du sang dans votre moteur: la tragédie des nécro-carburants".

Ces agro-carburants vont générer une accélération de la déforestation: l'Indonésie, par exemple, envisage de détruire 16 millions d'hectares de forêts pour les remplacer par du palmier à huile (bientôt transgénique). Une telle monoculture constitue la première phase du

processus de désertification car un sol tropical découvert devient à très court terme un désert. Selon des scénarios résolument pessimistes, ou tout simplement, en fait, réalistes, de grandes crises alimentaires vont se profiler dès l'année prochaine et peut-être même dès cette année. Les températures ne cessent de grimper et toutes les anciennes variétés agricoles, qui se caractérisaient par une très grande résilience, ont été éradiquées par les multinationales de l'agro-chimie et de l'agro-alimentaire et leurs complices dans les appareils d'état. Sauve qui peut les anciennes variétés!!

Le Titanic agricole est en train de sombrer et c'est un tsunami alimentaire qu'il va provoquer. L'an prochain ou peut-être demain.

Le monothéisme: une erreur de programme génétique?

Une civilisation qui détruit ses semences, qui détruit ses sols, qui détruit ses eaux, qui détruit ses enfants, c'est une civilisation en train de mourir. La civilisation occidentale est moribonde. Va-t-elle entraîner le reste de l'humanité et tous les écosystèmes dans son sillage?

Dans le passé de l'humanité, de nombreuses civilisations ont émergé et puis disparu, parfois à la suite de la désertification de leurs terres. Ce qui caractérise notre civilisation occidentale, cependant, c'est sa capacité à détruire tout ce qu'elle touche. Elle génère un désert d'amplitude planétaire.

Il est fort intéressant de percevoir que les trois religions monothéistes sont nées du désert. Depuis 2000 ans, le monothéisme a généré, en de nombreuses contrées, un désert culturel: hors du monothéisme, point de salut. Il n'est pas dans notre propos, ici, de débattre des différences entre ces trois courants monothéistes et de débattre de leur participation respective aux fondements de la société occidentale et de leur responsabilité respective dans l'aggravation du cauchemar écologique que nous infligeons présentement à la sphère planétaire.

Nous souhaitons juste souligner que la société occidentale est née du désert et qu'elle retourne aujourd'hui au désert pour mourir. Malheureusement, elle ne retourne pas au désert, berceau de ses origines: c'est toute la Planète Terre qu'elle transforme inexorablement en un désert mortuaire.

Pour les fondateurs de la société occidentale, le désert n'était pas valorisé en tant qu'écosystème. C'était juste un vide, l'idéalisation d'un état de désengagement, d'aliénation, un symbole de la nature de l'esprit humain. C'est la société occidentale qui a inventé l'histoire écrite avec tous ses avatars d'évolution, de temps linéaire, de progrès, de croissance. C'est la société occidentale qui a sombré dans la folie de la croissance illimitée sur une planète finie, sur une planète limitée. Sans doute parce que ses racines sont empreintes justement d'aliénation, dans le sens d'une coupure totale d'avec le milieu ambiant, dans le sens d'un irrespect total de la Nature, dans le sens d'un abandon total des connections avec le Cosmos. Désert, desertus, deserere, abandonner.

Peut-on dire avec David Miller que le monothéisme engendre d'un point de vue social le fascisme, l'impérialisme, le capitalisme; engendre d'un point de vue philosophique la dualité, la dichotomie et la non-diversité; engendre d'un point de vue psychologique des conceptions rigides, linéaires et figées? Et nous pourrions peut-être ajouter que le monothéisme engendre d'un point de vue agricole la monoculture, la monoalimentation, la destruction de la diversité biologique. En fait, le monothéisme ne serait-il pas la négation même de la Vie?

La relation entre le monothéisme et le désert reste un sujet fascinant à explorer. Car le désert a aussi engendré de magnifiques civilisations, tels les Chacos dans le sud-ouest des USA, qui n'ont pas sombré dans l'impérialisme. Les Aborigènes ont survécu dans le désert Australien pendant 40 000 années et ont été détruits en peu d'années par les colons blancs qui ont détruit

également tous les écosystèmes.

Peut-être la mission de l'humanité future et survivante sera-t-elle de réapprivoiser le désert?

Dominique Guillet. Le 3 mai 2007.

<http://terresacree.org/desert.htm>

<http://www.libertterre.fr/gaiasophia/agriculture/desertification/index.html>

Merci de nous communiquer vos impressions suite à ce texte sur sos-planete@terresacree.org

La levure de bière, nouvelle arme antiterroriste ?

2007-05-07

PARIS (Source vérifiée)

Des scientifiques américains ont modifié génétiquement de la levure de bière pour qu'elle prenne une belle couleur vert fluorescent lorsque l'air aux alentours est chargé de particules d'explosifs, selon une étude publiée en ligne lundi par Nature Chemical Biology.

Saccharomyces cerevisiae, une levure utilisée à la fois en boulangerie et en brasserie, a été transformée par ces biologistes par ajout d'un gène de rat qui réagit en présence de molécules de DNT.

DNT (de son nom scientifique 2,4-dinitrotoluène) est un résidu de la fabrication de l'explosif TNT. Les chiens policiers qui recherchent des explosifs sont en fait entraînés à détecter du DNT.

Pour savoir si la levure a perçu la présence d'explosifs sans avoir à procéder à des manipulations compliquées, un deuxième gène a été introduit dans son patrimoine génétique. C'est ce second gène qui lui fait prendre une couleur verte en présence de DNT.

Saccharomyces cerevisiae est l'un des outils les plus utilisés par les biologistes, qui ont décrypté son génome dès 1996.

Les auteurs de l'expérience, menés par Danny Dhanasekaran (Ecole de médecine de l'Université Temple de Philadelphie), soulignent que le procédé est encore expérimental. Mais ils estiment que ce nouveau biosenseur pourrait avoir son utilité pour détecter des armes chimiques.

Réchauffement climatique: le Dalaï Lama critique les Etats-Unis et la Chine

08.05.07

Le Dalaï Lama, chef spirituel du bouddhisme tibétain, a critiqué la Chine et les Etats-Unis qui placent, selon lui, "leurs intérêts nationaux devant la protection de l'environnement", dans un entretien à la presse allemande paru mardi.

"Les Etats-Unis et la Chine placent leurs intérêts nationaux souvent devant l'environnement.

C'est une vision étriquée parce qu'ils font partie du monde et qu'ils pâtiront aussi des conséquences du réchauffement climatique", a-t-il déclaré au quotidien populaire Bild.

"Détruire l'environnement équivaut à un suicide", a-t-il ajouté, estimant qu'"il n'est pas encore trop tard bien qu'ils soit déjà très tard" pour agir.

Soulignant l'importance des "chercheurs", il ajoute "nous devons porter beaucoup plus attention à leurs prévisions et leurs estimations". Et il appelle les grandes entreprises à "davantage réfléchir aux conséquences de leurs activités sur l'environnement".

Le Dalaï Lama, 71 ans, doit recevoir samedi un prix à Leipzig (est).

Une conférence de l'Onu sur le climat est réunie depuis lundi à Bonn (ouest de l'Allemagne) en présence de quelque 200 représentants gouvernementaux et experts du monde entier pour

plancher sur les détails de la lutte contre le réchauffement climatique et la stratégie d'ensemble à adopter.

Qui a envie de manger des fraises d'Espagne ?

PAR Claude-Marie Vadrot

Politis jeudi 12 avril 2007

D'ici à la mi-juin, la France aura importé d'Espagne plus de 83 000 tonnes de fraises. Enfin, si on peut appeler « fraises » ces gros trucs rouges, encore verts près de la queue car cueillis avant d'être mûrs, et ressemblant à des tomates. Avec d'ailleurs à peu près le goût des tomates... Si le seul problème posé par ces fruits était leur fadeur, après tout, seuls les consommateurs piégés pourraient se plaindre d'avoir acheté un produit qui se brade actuellement entre deux et trois euros le kilo sur les marchés et dans les grandes surfaces, après avoir parcouru 1 500 km en camion. À dix tonnes en moyenne par véhicule, ils sont 16 000 par an à faire un parcours valant son pesant de fraises en CO₂ et autres gaz d'échappement. Car la quasi-totalité de ces fruits poussent dans le sud de l'Andalousie, sur les limites du parc national de Doñana, près du delta du Guadalquivir, l'une des plus fabuleuses réserves d'oiseaux migrateurs et nicheurs d'Europe.

Il aura fallu qu'une équipe d'enquêteurs du WWF-France s'intéresse à la marée montante de cette fraise hors saison pour que soit révélée l'aberration écologique de cette production qui étouffe la fraise française (dont une partie, d'ailleurs, ne pousse pas dans de meilleures conditions écologiques). Ce qu'ont découvert les envoyés spéciaux du WWF, et que confirment les écologistes espagnols, illustre la mondialisation bon marché.

Cette agriculture couvre près de six mille hectares, dont une bonne centaine empiètent déjà en toute illégalité (tolérée) sur le parc national. Officiellement, 60 % de ces cultures seulement sont autorisées ; les autres sont des extensions « sauvages » sur lesquelles le pouvoir régional ferme les yeux en dépit des protestations des écologistes. Les fraisiers destinés à cette production, bien qu'il s'agisse d'une plante vivace productive plusieurs années, sont détruits chaque année. Pour donner des fraises hors saison, les plants produits in vitro sont placés en plein été dans des frigos qui simulent l'hiver, pour avancer leur production. À l'automne, la terre sableuse est nettoyée et stérilisée, et la microfaune détruite avec du bromure de méthyle et de la chloropicrine. Le premier est un poison violent interdit par le protocole de Montréal sur les gaz attaquant la couche d'ozone, signé en 1987 (dernier délai en 2005) ; le second, composé de chlore et d'ammoniac, est aussi un poison dangereux : il bloque les alvéoles pulmonaires.

Qui s'en soucie ? La plupart des producteurs de fraises andalouses emploient une main-d'oeuvre marocaine, des saisonniers ou des sans-papiers sous-payés et logés dans des conditions précaires, qui se réchauffent le soir en brûlant les résidus des serres en plastique recouvrant les fraisiers au coeur de l'hiver... Un écologiste de la région raconte l'explosion de maladies pulmonaires et d'affections de la peau.

Les plants poussent sur un plastique noir et reçoivent une irrigation qui transporte des engrais, des pesticides et des fongicides. Les cultures sont alimentées en eau par des forages dont la moitié ont été installés de façon illégale. Ce qui transforme en savane sèche une partie de cette région d'Andalousie, entraîne l'exode des oiseaux migrateurs et la disparition des derniers lynx pardal, petits carnivores dont il ne reste plus qu'une trentaine dans la région, leur seule nourriture, les lapins, étant en voie de disparition. Comme la forêt, dont 2 000 hectares ont été rasés pour faire place aux fraisiers.

La saison est terminée au début du mois de juin. Les cinq mille tonnes de plastique sont soit emportées par le vent, soit enfouies n'importe où, soit brûlées sur place. Et les ouvriers agricoles sont priés de retourner chez eux ou de s'exiler ailleurs en Espagne. Remarquez : ils

ont le droit de se faire soigner à leurs frais au cas où les produits nocifs qu'ils ont respiré ... La production et l'exportation de la fraise espagnole, l'essentiel étant vendu dès avant la fin de l'hiver et jusqu'en avril, représente ce qu'il y a de moins durable comme agriculture, et bouleverse ce qui demeure dans l'esprit du public comme notion de saison. Quand la région sera ravagée et la production trop onéreuse, elle sera transférée au Maroc, où les industriels espagnols de la fraise commencent à s'installer. Avant de venir de Chine, d'où sont déjà importées des pommes encore plus traitées que les pommes françaises...

Création d'une encyclopédie numérique inédite de toutes les espèces vivantes

2007-05-09

WASHINGTON (Source vérifiée)

De nombreuses institutions scientifiques dans le monde coopèrent pour créer une encyclopédie numérique de la vie qui décrira les 1,8 million d'espèces vivantes connues et sera un outil précieux pour gérer et protéger la biodiversité.

Ce projet, qui sera officiellement lancé mercredi, donnera un libre accès à toutes les connaissances actuelles sur la biodiversité terrestre, permettant aussi de mieux la préserver face aux risques présentés notamment par le réchauffement climatique et la sur-exploitation par les humains, ont annoncé mardi les promoteurs américains du projet.

"L'Encyclopédie de la Vie offrira des informations précieuses et bien organisées sur la biodiversité et sa protection à tout le monde, partout dans le monde et à tout moment", explique James Edwards qui dirigera ce projet.

"Ce sera un outil de grande valeur pour les chercheurs, les enseignants, les étudiants et les décideurs politiques", ajoute-t-il précisant que 1,25 million de pages ont déjà été scannées.

"La création de cette vaste encyclopédie est permise grâce aux récentes avancées technologiques dans les moteurs de recherche et de visualisation de l'information réalisées depuis cinq ans", relève-t-il.

Il faudra environ 10 ans pour créer l'ensemble des pages numériques (300 millions au total) qui contiendront toutes les espèces vivantes cataloguées depuis 250 ans par les scientifiques. En outre, l'Encyclopédie de la Vie sera constamment actualisée pour inclure les nouvelles espèces identifiées ou éteintes.

Ce catalogue qui donnera une vue d'ensemble de la biodiversité englobant le monde animal et végétal ainsi que les champignons, pourra être ultérieurement étendu à l'univers microbien.

Les pages fourniront des informations écrites et, quand cela est disponible, des photos, de la vidéo et du son ainsi que des cartes et d'autres informations multimédia sur chacune des espèces.

L'intégrité scientifique de l'encyclopédie est garantie par la participation de milliers d'experts dans le monde, assurent les promoteurs de l'Encyclopédie de la Vie.

Elle intégrera les encyclopédies existantes très complètes cataloguant certains groupes d'espèces comme ceux de la faune marine ou des batraciens. Les auteurs du projet sont aussi en négociation avec les responsables de L'Atlas des espèces vivantes d'Australie, a indiqué James Edward, un biologiste à la tête actuellement du Global Biodiversity Information Facility.

Aux Etats-Unis, les principaux participants de ce projet sont notamment le Marine Biological Laboratory, l'université Harvard (Massachusetts, est), le musée d'histoire naturelle de Chicago (Illinois, nord) et la Smithsonian Institution, ainsi que la Biodiversity Heritage Library à Washington.

En Europe, le Musée d'Histoire naturelle de Londres et le Royal Botanic Garden, également en Grande-Bretagne, sont des participants actifs à l'élaboration de la nouvelle encyclopédie.

Mais nombre d'autres chercheurs en Asie, Amérique latine, Afrique et dans d'autres pays européens coopèrent étroitement dans ce projet, assure James Edwards. Pour le moment, son lancement est financé avec des dons privés de 12,5 millions de dollars. Toutefois, ses promoteurs espèrent pouvoir obtenir des concours publics. Ils se sont dits encouragés par la déclaration des ministres de l'Environnement du groupe des pays du G8 en mars 2007 en faveur de l'aide à la création d'un système d'information englobant toutes les espèces vivantes.

Gentech-news 156

1. Europe : Contaminations génétiques de la nourriture pour animaux par des OGM illégaux
En Angleterre, en Grèce, en Belgique, en Hollande, en Pologne et en Espagne, on a découvert que de la nourriture destinée aux animaux contenait des traces de matières transgéniques non autorisées, issues des protéines de riz utilisées pour leur fabrication. Ces contaminations génétiques proviennent de Chine. (FSA, 26.4.07)

2. Grèce : Le pays veut rester sans OGM

Le gouvernement grec interdit l'importation de 16 variétés de maïs génétiquement modifié - ceci bien que l'UE leur ait donné son feu vert. La Grèce a également bloqué l'importation de 88 tonnes riz contaminé génétiquement en provenance de Chine. (Kathimerini, 14.4.07)

3. USA : Exportateurs de céréales alarmés

Quelques paysans U.S cultivent une variété de maïs GM non autorisée en dehors des USA. Les semences proviennent de l'entreprise Syngenta. Les deux plus grands exportateurs de céréales tirent la sonnette d'alarme - les contaminations involontaires pourraient gravement nuire aux exportations de maïs. (Reuters, 26.4.07)

4. Inde : »Un fiasco complet«

Le »coton GM est un échec complet et notoire« déclare le président de l'une des plus grandes coopératives paysannes de l'Inde. A cause de lui, des milliers de paysans se sont suicidés et cela continue. Entre-temps, 6,5 millions de paysans ont intenté une action en justice contre les OGM. (New Agriculturalist, mars 07)

5. »Arche de Noé pour plantes cultivées«

Le projet international »Global Crop Diversity Trust« a pour objectif de sauvegarder la diversité génétique des plus importantes plantes cultivées. L'accent est mis sur les plantes du Sud, telles que le manioc, le millet ou le taro. A l'heure actuelle, plusieurs banques de gènes sont en piteux état. Il faudrait les moderniser et les informations devraient être librement accessibles. Le gouvernement norvégien et la Fondation Bill et Melinda Gates vont financer un grand projet de 28 millions d'euros destiné à la construction d'une banque de gènes qui sera enfouie dans la roche du Spitzberg. (FAZ, 19.4.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Allons-nous bientôt vivre entourés de robots ?

Par Jean Etienne, Futura-Sciences

Le monde se prépare-t-il à une nouvelle mutation, aussi profonde que celle que nous avons

connue il n'y a pas si longtemps avec l'introduction des ordinateurs domestiques dans nos foyers ?

Bruno Maisonnier, président d'Aldebaran Robotics, en est convaincu et affirme à tout qui veut l'entendre que les robots occuperont une place cruciale dans notre environnement, aussi bien professionnel que privé, dans un futur rapproché. Ceux-ci devraient être capables de lire vos mails, d'organiser vos rendez-vous, mais aussi de faire réciter leurs leçons à vos enfants ou même jouer au poker. Et, bien entendu, vous battre à plate couture.

Selon Maisonnier, pour être accepté, un robot doit nécessairement être humanoïde et être équipé de deux bras et de deux jambes. C'est du moins ainsi que la conscience collective se le représente. Et c'est ainsi que se présente le tout premier exemplaire de la version finale du projet, qui a vu le jour le 8 décembre dernier.

Pesant 4 kg, Nao - c'est son nom - vous regarde du haut de ses 57 centimètres et est capable de reconnaître ses interlocuteurs et ses amis. Ce gros bébé surdoué se déplace aisément, même s'il n'a pas encore appris à descendre les escaliers, s'exprime par des gestes très convaincants et beaucoup de réalisme, et est aussi capable d'esquisser un pas de danse sur une musique qu'il apprécie.

Équipé des dernières technologies en matière de reconnaissance vocale et d'écriture, il peut lire votre courrier dans une vingtaine de langues et obéir à vos instructions. Quant à son regard, c'est aussi le vôtre puisqu'il peut se transformer en une webcam ultra-perfectionnée et vous transmettre tout ce qu'il voit via Internet, très utile pour surveiller votre appartement durant vos vacances (dans le cas extraordinaire où, bien entendu, vous décideriez de ne pas l'emporter avec vous).

D'après le chercheur, le temps n'est pas loin où nous nous souviendrons avec nostalgie de l'époque où les robots se résumaient à quelques jouets plus ou moins automatiques, aspirateurs ou tondeuses à gazon. Ces engins bientôt démodés devraient se révéler les prémisses des véritables robots humanoïdes qui nous assisteront sous peu, comme l'ont été les premiers ordinateurs à tubes des années 50 par rapport à la révolution informatique qui a transformé le monde quarante ans plus tard. Il estime que dans ce nouveau domaine, l'Europe et la France sont appelées à jouer un rôle de premier plan grâce aux compétences de leurs équipes de recherches dans les domaines du logiciel et des sciences cognitives, mais aussi dans ceux de la mécanique, de la mécatronique ou des capteurs.

La première clientèle visée est celle des scientifiques et de la recherche en matière cognitive. Maisonnier estime que les fruits de cette première expérience et de la collaboration qui en découlera permettront d'enrichir Nao et ses clones de nouvelles fonctionnalités. Le robot sera alors vendu pour un montant de 12.000 à 15.000 euros l'unité.

Nao sera ensuite proposé au marché grand public pour un prix inférieur à 3.000 euros, et cela dès le troisième trimestre 2008. Maisonnier estime que le marché des robots domestiques devrait osciller entre 30.000 et 60.000 unités par année, et que leur introduction parmi les particuliers sera accompagnée d'un engouement provoqué par le défi intellectuel qu'ils représentent. "Ils pourront s'amuser à le programmer, à entrer en compétition avec lui dans le cadre de jeux virtuels ou non, développer des applications. Son évolution et son enrichissement sont fondamentaux. Il lui est pour l'instant impossible d'apprendre seul. Son comportement, son intelligence et ses capacités de décision découlent des programmes et des applications logicielles qui auront été téléchargés auparavant", déclare le président d'Aldebaran Robotics, n'hésitant pas à suggérer une situation comparable à celle qui a accompagné l'introduction des premiers ordinateurs domestiques.

La Torino : une tomate « anti-âge » naturellement plus riche en lycopène

La société Savéol, l'un des leaders de la tomate en France, vient de lancer sur le marché une tomate « anti-âge », la Torino, qui possède une teneur naturellement plus élevée en lycopène, un antioxydant majeur qui intervient dans la prévention de nombreux cancers, des maladies cardio-vasculaires ou du vieillissement cérébral.

Depuis deux ou trois ans, de nombreuses communications rappellent régulièrement aux Français de tous âges, l'importance d'une bonne alimentation pour la santé. Et il semblerait, que petit à petit, le message commence à passer dans les esprits.

De fait, les consommateurs, et notamment les seniors se préoccupent de plus en plus de leur santé : d'une part, ils font attention à leur apparence (minceur, énergie, bien-être) et d'autre part, ils s'informent sur les actions bénéfiques des aliments.

C'est pour répondre à cette demande, que la société française Savéol vient de lancer une tomate à teneur naturellement élevée en lycopène* : la Torino. Rappelons en effet, que la teneur en lycopène des tomates varie selon les variétés. Comme le souligne Savéol, « on estime qu'il faudrait 6 à 10 mg de lycopène par jour », or la Torino « en contient au minimum 50% de plus qu'une tomate standard, soit 40 mg/Kg » affirme cette coopérative maraîchère basée dans le Finistère en Bretagne.

Ce beau fruit allongé et charnu devrait facilement trouver sa place dans les cuisines. Sa forme originale et son parfum multiplient ses utilisations. Facile à trancher, la Torino s'utilise en rondelles dans les salades, gratins ou sandwiches. Tranchée en longueur, elle sera excellente farcie (très bonne tenue à la cuisson). Le prix de vente public est de 2 à 2,20 euros la barquette de 350g. En vente dès maintenant dans les rayons frais. .../...

Il faut rappeler que de nombreuses études semblent démontrer que la consommation de tomates, tend à réduire les risques de développer certaines maladies, comme le cancer de la prostate, mais elle pourrait aussi améliorer la santé cardiovasculaire et l'hydratation de la peau. En plus du lycopène, ce fruit contient en effet de nombreux nutriments bons pour la santé, tels que le bêta-carotène ou les vitamines C et E.

D'autre part, les résultats publiés dans le Journal of Gerontology du mois de mars 2007 montrent que des niveaux faibles de lycopène et de zéaxanthine sont associés à de moindres performances cognitives. Les chercheurs suggèrent donc que la diminution des taux plasmatiques de ces composés antioxydants favoriserait le stress oxydatif du cerveau et donc la dégradation des cellules nerveuses, entraînant ainsi le déclin des fonctions cognitives.

Le lycopène*

C'est l'un des 600 caroténoïdes présents dans la nature, et c'est celui qui donne sa couleur rouge aux tomates, mais aussi aux pastèques et aux pamplemousses roses. De tous les caroténoïdes, le lycopène est le plus puissant.

Or, comme nous ne savons pas encore le synthétiser, seule l'alimentation peut donc nous en fournir, d'où l'intérêt de créer de nouvelles variétés de fruits plus riches en lycopène.

La majorité des apports (85%) proviennent des tomates et de leurs dérivés (en sauce, en jus, etc.) ; le reste est apporté par les pamplemousses roses, les pastèques, les goyaves ou encore les papayes.

NON, Les "bio"-carburants ne sont pas BIO !

Petit précis d'une supercherie mondiale

Emmanuelle Grundmann

<http://www.libertterre.fr/gaiasophia/agriculture/agro-industrie/dieselvegetal.html>

A tous ceux qui croient encore que ces agro-carburants sont une solution pour contrer le réchauffement climatique et à tous ceux qui participent de près ou de loin à cette immense supercherie, aux médias qui se font trop souvent les porte-parole de l'industrie automobile et pétrolière désireuses de verdir leur image et tromper un peu plus le potentiel consommateur. Je tenais à faire quelques rectificatifs quant à cette appellation abusive de Biocarburants qui n'ont strictement rien de BIO au sens du label adopté par le ministère de l'agriculture français et par la commission européenne.

Il existe deux catégories d'agro-carburants selon la matière première utilisée et le processus de transformation effectué.

- La filière éthanol pour les véhicules essence: ce sont les sucres et céréales qui sont utilisés et transformés en éthanol puis mélangés à de l'essence.

- La filière des huiles végétales pour les véhicules diesel : les huiles végétales subissent une trans-estérification puis ces EMHV - Ethyl Methylique d'Huile Végétale- sont mélangés à du gazole pour obtenir des "biodiesels".

Ces EMHV sont plus coûteux à produire que l'éthanol et demandent plus d'apports en énergie mais ils sont très facilement utilisables en remplacement de gazole traditionnel car jusqu'à une incorporation de 30% dans le mélange, les moteurs n'ont aucunement besoin d'être modifiés.

Aujourd'hui, la France produit des EMHV essentiellement à partir de colza mais il ne faut pas oublier que ces cultures sont largement engraisées et arrosées de pesticides, produits à partir de la filière pétrole sans parler de la pollution induite par ces substances qui n'ont absolument rien de BIO.

De plus, l'Union Européenne a fixé des objectifs d'incorporation des biocarburants à hauteur de 5,75 % d'ici 2010 et 10% d'ici 2020. Or, comme l'explique la chargée de recherche et coordinatrice de programme European Biofuels Policy (EBP à propos de l'accent mis sur le biodiesel, « un problème de surface va se poser pour atteindre les objectifs européens, l'importation d'huile de palme pourrait compléter la production européenne ».

Quant aux personnes qui arguent d'imprécision et d'erreur en m'inondant de soi-disant données physiques sur les propriétés de cette huile végétale impropre à l'utilisation en "bio" carburant lorsque je parle de désastre à venir puisque la demande en huile de palme pour les biocarburants va nécessairement augmenter (allant de pair avec une vaste déforestation), je ne peux que douter de leur objectivité et de leurs compétences dans ce domaine.

En effet, l'huile de palme est déjà largement utilisée pour la fabrication de "bio-diesels". En mars 2006, le biofuel B5 palm oil ou ENVO Diesel (5% d'huile de palme + 95% de diesel) a été lancé en grande pompe en Malaisie, par ailleurs premier producteur mondial d'huile de palme (87% de la déforestation dans ce pays est imputable à l'installation de monocultures de palmiers à huile). La National Biofuel Policy de la Malaysia Palm Oil Board prévoit d'ailleurs

d'utiliser cet ENVO Biodiesel dans tous les transports, l'industrie et mise sur l'exportation pour augmenter encore plus les profits de cette filière.

Trois immenses raffineries destinées au traitement de l'huile de palme sont en cours de construction en Malaisie. En Novembre 2006, la Natural Fuels Australia Ltd a ouvert une grande raffinerie à Darwin dont l'objectif affiché est de produire 800 millions de litres de biodiesels à partir d'huile de palme d'ici 2008 et le développement d'une autre raffinerie cinq fois plus grande est actuellement en projet à Singapour tandis que l'industriel étudie également l'implantation de plusieurs autres de ces raffineries à Houston, aux Pays-Bas et en Malaisie.

Ceci allant de pair avec la conversion de milliers voire de millions d'hectares supplémentaires de forêts en monocultures de palmier à huile, en Indonésie, en Afrique mais aussi en Amérique latine comme au Pérou où l'industriel Romero s'est déjà implanté en rasant plusieurs milliers d'hectares de forêt amazonienne et ce, bien que les études d'impact environnementaux n'aient pas encore été menées à terme.

L'huile de palme, issue de la destruction des forêts tropicales, est déjà arrivée sur le marché Européen. Ainsi, la demande des Pays-Bas est actuellement de 400 000 tonnes uniquement pour la production d'électricité dite "verte", une supercherie de plus dans le domaine énergétique! BIOX bv, une compagnie d'électricité fonctionne en effet à l'huile de palme et va construire 4 nouvelles centrales électriques à l'huile de palme. Une électricité ensuite exportée en partie à plusieurs autres pays européens.

BIOX bv s'investit également dans la production de biodiesel, un projet mené en partenariat avec Unimills, une filiale de la compagnie Malaise "Golden Hope Plantations". Quelle cruelle ironie dans ce nom lorsqu'on connaît le désastre environnemental et social sous-jacent à la filière huile de palme !

L'huile de palme, c'est un rendement de 500t/km²/an, qui nécessite une importante main d'œuvre pour la récolte des noix de palme, se pratiquant à la main. C'est donc une filière viable dans des pays où la main d'œuvre est très peu onéreuse, taillable et corvéable à merci (l'huile de palme, malgré la distance à parcourir pour arriver en Europe est deux fois moins onéreuse que l'huile de colza produite sur place du fait des très faibles coûts de main d'œuvre, certains n'hésitent d'ailleurs pas à parler d'esclavage des temps modernes).

Ultime menace sur l'environnement, dans un souci de productivité (vu les objectifs de l'Union Européenne notamment) M. Chandran, directeur de l'association Malaisienne pour l'huile de palme a déclaré en 2001 que la priorité résidait aujourd'hui dans le développement de palmiers transgéniques et ce, dans le but d'améliorer la qualité de l'huile, d'augmenter la production et de diminuer la taille des arbres pour faciliter la récolte. Les études sont en cours. Une aubaine pour les grosses multinationales agro-alimentaires ! Enfin, penser que l'Europe se contentera de sa propre production d'oléagineux ou de sucres et céréales, c'est se voiler la face.

Depuis 2005, l'Europe importe déjà de l'huile de palme (bien plus rentable par ailleurs) et de l'huile de soja (dont les monocultures sont également issues d'une vaste déforestation de la forêt amazonienne, notamment dans l'état du Mato Grosso) pour produire une partie du biodiesel consommé.

Ultime coup de couteau dans le dos de l'écologie et de la préservation de l'environnement, ce communiqué de presse du 26 septembre 2006 dans lequel Thierry Breton, ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie s'est engagé sans réserve pour le lancement en France, dès 2007, de l'E85 (l'éthanol massivement utilisé au Brésil, où il est issu de la transformation de la canne à sucre), premier carburant de l'après pétrole.

Que ceux qui doutaient de la sensibilité du gouvernement actuel et de l'équipe du candidat à la présidentielle Nicolas Sarkozy soient rassurés: bientôt, nous roulerons tous à l'éthanol et au biodiesel, pour préserver notre environnement ! Quelle ignoble supercherie ! Plébisciter les "bio"carburants, c'est ouvrir un peu plus grand la porte aux OGM, aux pesticides et participer au réchauffement climatique à travers une accélération sans précédent de la déforestation en zone tropicale.

Les adopter, c'est également cautionner les atteintes faites aux droits de l'homme et à ce nouvel esclavage mis en place au sein des immenses plantations de palmier à huile, de soja ou de canne à sucre sans oublier les graves atteintes aux droits des peuples autochtones chassés de leurs terres ancestrales, ces dernières étant convoitées par les industriels pour étendre les titanesques monocultures.

Emmanuelle Grundmann. Le 2 mai 2007. Auteur de "Ces forêts qu'on assassine"

<http://www.ruoso-grundmann>

<http://terresacree.org/supercherie.htm>

Un milliard de migrants d'ici 2050 en conséquence du réchauffement climatique
2007-05-14

LONDRES (Source vérifiée)

Au moins un milliard de personnes vont migrer d'ici à 2050, en conséquence du réchauffement climatique qui va exacerber les conflits et les catastrophes naturelles actuels, et en créer de nouveaux, prévient lundi dans un rapport une organisation humanitaire britannique.

Dans ce rapport intitulé "Marée humaine: la véritable crise migratoire", Christian Aid émet un "avertissement sans ambages sur le rythme d'accélération des déplacements de population au 21^e siècle".

"Le nombre de personnes qui ont quitté leurs foyers à cause des conflits, des catastrophes naturelles et des grands projets de développement (mines, barrages, ndlr) est déjà étonnamment élevé (163 millions selon les estimations de l'ONG)", selon l'organisation.

"A l'avenir, les changements climatiques vont le faire grimper encore plus", écrit l'ONG, qui demande une "action urgente" de la communauté internationale afin de prendre de "fortes

mesures de prévention".

Elle estime qu'"au rythme actuel, un milliard de personnes supplémentaires seront forcées de quitter leurs foyers entre maintenant et 2050", précisant que le réchauffement climatique va exacerber les facteurs actuels de migration forcée et accélérer la "crise migratoire émergente". Selon Christian Aid, 645 millions de personnes vont migrer à cause de grands projets (15 millions par an actuellement), 250 millions à cause de phénomènes liés aux changements climatiques (inondations, sécheresses, famines) et 50 millions à cause de conflits et atteintes aux droits de l'Homme.

Citant des données non encore publiées du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le rapport souligne que d'ici 2080, entre 1,1 et 3,2 milliards de personnes manqueront d'eau et entre 200 et 600 millions souffriront de la faim. Chaque année, entre 2 et 7 millions de personnes seront affectées par la hausse du niveau des océans.

"Nous pensons que la migration forcée est désormais la menace la plus pressante contre les populations pauvres dans les pays en voie de développement", selon John Davison, un des auteurs du rapport.

"L'impact du changement climatique est la grande, l'effrayante inconnue de cette équation", s'inquiète l'ONG car de l'envergure de ce changement découleront des catastrophes d'ampleurs différentes.

Les vastes déplacements de population "vont alimenter les conflits existants et en générer de nouveaux dans des régions du monde --les plus pauvres-- où les ressources sont les plus rares".

"Un monde avec beaucoup d'autres Darfour est le scénario cauchemar de plus en plus probable", ajoute l'ONG, insistant sur les déplacements à l'intérieur d'un pays qui ne sont pas considérés comme des migrations par le droit international.

Le rapport met en exergue trois pays qui seront particulièrement concernés par ces déplacements internes: la Colombie, le Mali et la Birmanie.

Par ailleurs, l'ONG entend "beaucoup parler des personnes qui essaient de venir en Europe et dans d'autres pays riches. La crise réelle est en train de se préparer sur le long terme mais elle reste largement ignorée", a souligné M. Davison.

L'ONG, créée pour aider les réfugiés de la Seconde guerre mondiale, publie ce rapport à l'occasion de sa cinquantième collecte annuelle de fonds à domicile au Royaume-Uni. Elle espère à cette occasion récolter 15,5 millions de livres (22,72 millions d'euros).

La bataille des biocarburants

Le Monde du 15 mai 2007

Jusqu'à une date récente, les promoteurs des biocarburants n'avaient rencontré qu'un seul véritable obstacle : l'opposition des groupes pétroliers, peu désireux de voir leur monopole remis en question. Quelques voix avaient attiré l'attention sur de possibles dérèglements économiques et écologiques liés à la production massive de carburants issus de la canne à sucre, du maïs ou de la betterave (destinés à la fabrication de l'éthanol) et du palmier à huile, du soja, du colza, ou du tournesol (pour le biodiesel). Mais elles étaient isolées et peu audibles, au milieu des applaudissements saluant l'émergence de substituts " propres " au pétrole.

Cette époque est révolue. De nombreuses mises en garde viennent de tous les horizons. Le plus célèbre représentant de ce front est Fidel Castro. Depuis la signature fin mars d'un accord de coopération et de promotion des biocarburants entre les Etats-Unis et le Brésil, le dirigeant

cubain ne cesse de s'élever contre " l'idée sinistre de convertir les aliments en combustibles ", qui pourrait conduire à la " mort prématurée de milliards de personnes " par la famine. Au même moment, George Monbiot, éditorialiste au Guardian, appelle à un moratoire de cinq ans, évoquant un " désastre écologique et humanitaire " à venir. Il existe désormais une coalition européenne baptisée " biofuelwatch ", qui réclame l'abandon des objectifs fixés par l'Union européenne (10 % de carburants d'origine végétale dans les réservoirs d'ici à 2020). " Cette cible va favoriser des variétés aux rendements énergétiques faibles, déclencher de la déforestation et des pertes de biodiversité et exacerber les conflits locaux liés à l'usage du sol ", écrivent les écologistes, qui ne parlent plus désormais que d'" agrocarburants ". Quel contraste avec l'enthousiasme qui prévalait jusqu'à présent ! Des biocarburants, on ne voyait alors que les avantages : réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), de la dépendance énergétique... et nouveau débouché pour les agriculteurs en quête d'une image plus verte. En France, la FNSEA, syndicat agricole majoritaire, a été le plus ardent promoteur des biocarburants. Ce qui explique le volontarisme du gouvernement, qui a fixé des objectifs plus élevés que ceux de l'UE. Le président élu Nicolas Sarkozy a promis de poursuivre cette politique.

En fait, les biocarburants permettent aux élus des pays riches d'éviter d'aborder de front une question périlleuse : l'augmentation vertigineuse des émissions de GES liées aux transports et l'efficacité des déplacements des personnes et des marchandises. Un appui politique sans réserve a ancré dans les esprits l'idée que ces nouveaux carburants allaient se substituer sans dommage à l'essence et au diesel.

Or rien n'est plus faux. Tout d'abord, leur rendement énergétique est inégal. Les seules plantes véritablement performantes poussent sous les tropiques : canne à sucre pour l'éthanol, palmier à huile pour le biodiesel. Le rendement de la canne est deux fois supérieur à celui du maïs. Les méthodes de culture sont contestées. " Il serait économiquement absurde de consacrer beaucoup d'énergie à travers l'usage intensif d'engrais pour produire de l'énergie, souligne Michel Griffon, responsable du département agriculture et développement durable de l'Agence nationale de la recherche. En effet les engrais azotés sont essentiellement issus du gaz naturel, dont les prix vont augmenter. Les phosphates sont des roches fossiles et leur mise à disposition dans les exploitations agricoles représente un coût important de transport. " Les ingénieurs agronomes redoutent une course à la terre entre les " quatre F " pour Food - alimentation humaine - , Feed - alimentation animale - , Fiber - textile - , Fuel - carburants - . Alors que les biocarburants représentent moins de 1 % de l'énergie produite dans le monde, leur influence sur les cours des matières premières agricoles se fait déjà sentir. Or de nombreux pays ont fixé des objectifs de développement ambitieux pour les années à venir. " Il faudrait deux planètes pour remplir les estomacs, remplir les réservoirs et préserver l'avenir de la biodiversité ", résume M. Griffon.

" POLITIQUE FOLLE "

Les forêts tropicales et les zones humides, principaux réservoirs de biodiversité, sont en première ligne. L'expansion de la culture de la canne à sucre dans le centre-ouest du Brésil aboutirait ainsi à déplacer les cultures de soja et les pâturages vers les terres occupées par la forêt amazonienne. Un raisonnement rejeté par Marcos Jank, président de l'Institut brésilien des études commerciales et des négociations internationales. " L'espace disponible au Brésil est considérable, et la production est encore peu intensive, affirme M. Jank. On passe de systèmes de culture dominés par l'élevage et le soja à des systèmes diversifiés, où la canne entre dans les rotations. " " La déforestation est davantage liée aux coupes illégales et au régime de propriété foncière ", ajoute M. Jank. Le gouvernement brésilien conteste également les critiques.

Les dommages sur la forêt du Sud-Est asiatique ont commencé. Les forêts primaires d'Indonésie et de Malaisie partent en fumée pour laisser la place à des plantations de palmier à

huile. Or les cours sont dopés par la demande européenne liée au développement des biocarburants tirés du colza, dont l'huile de palme est un substitut. La perte de biodiversité est immense, et de précieux puits de carbone sont supprimés.

L'environnement des pays riches pourrait également souffrir. " Aux Etats-Unis, les cultures de maïs pour l'éthanol progressent vers l'ouest, grâce à l'utilisation d'eau prélevée sur un aquifère fossile, relève Ronald Steenblik, directeur de recherche à l'institut américain Global Subsidies Initiative. Les engrais, les pesticides, l'érosion progressent avec elles. C'est une politique folle, chère, et mauvaise pour l'environnement. "

En Europe, l'Agence européenne pour l'environnement (AEE) a dressé la liste des précautions indispensables pour concilier cultures énergétiques et protection de l'environnement (maintien de zones en jachère, conversion de 30 % des terres en agriculture biologique). La Commission européenne a lancé, le 30 avril, une consultation publique sur les moyens de garantir la " viabilité environnementale " des biocarburants, afin de préparer une proposition de directive-cadre sur les énergies renouvelables. Elle le fait seulement après avoir fixé un objectif chiffré contraignant.

L'émergence de biocarburants de deuxième génération, à la fois plus productifs et respectueux de l'environnement, est souvent avancée comme réponse à ces inquiétudes. Mais elle ne pourra aboutir avant une ou deux décennies. Dans l'intervalle, les dégâts sur la biodiversité pourraient être importants, et ils ne seront pas réparables.

<http://terresacree.org/bataillebiocarburants.htm>

Coup de projecteur sur 10 espèces menacées d'extinction

Quelques jours avant la plus grande conférence internationale sur le commerce d'espèces sauvages menacées d'extinction, la CITES, le WWF publie le palmarès des 10 espèces les plus menacées par le commerce et pour lesquelles il faut agir sans plus attendre. La conférence regroupera 171 pays et se tiendra du 3 au 15 juin à la Haye aux Pays-Bas.

Le palmarès du WWF reprend les espèces suivantes :

Le requin-taupe

Le requin taupe est un requin puissant, de taille moyenne et grand migrateur. Sa viande et ses nageoires sont très prisées sur le marché international.

Le WWF demande aux gouvernements de l'inscrire à l'Annexe II de la Convention.

L'aiguillat commun

L'aiguillat commun est un requin plus mince et plus petit, portant de petites taches blanches. Il peut atteindre un mètre de long et voyage en groupe. On le trouve dans les eaux froides et côtières des quatre coins du globe. Plus connu sous le nom de saumonette, il est utilisé dans les fish and chips anglais. En Allemagne, sa chair est fumée et très prisée.

Le WWF demande aux gouvernements de l'inscrire à l'Annexe II de la Convention.

Le poisson-scie

Les populations des sept espèces de poissons-scies ont toutes drastiquement diminué. Ces poissons sont vendus vivants aux aquariums publics. La viande et leurs nageoires sont également consommées et leur museau en forme de scie est souvent vendu comme souvenir ou comme arme décorative. Cette espèce est également utilisée en médecine traditionnelle.

Le WWF demande aux gouvernements de l'inscrire à l'Annexe I de la Convention.

Le Tigre

En plus des menaces constantes qui pèsent sur son habitat, une ancienne menace risque de ressurgir de Chine. Le pays risque en effet de ré-autoriser le commerce de tigres nés en captivité.

Le WWF demande aux gouvernements de prendre des mesures communes pour stopper toute forme de commerce de tigres, particulièrement en Chine, et d'augmenter ses efforts de surveillance partout en Asie.

Les rhinocéros d'Asie

Chassées depuis toujours pour sa corne, ingrédient fortement prisé dans la médecine traditionnelle asiatique, les populations de rhinocéros sont aujourd'hui décimées par la destruction de leur habitat forestier.

Le WWF demande aux gouvernements de faire des efforts pour faire appliquer la loi et d'aider des pays comme le Népal à faire cesser le braconnage.

Le corail rouge et rose

Un joyau provenant des récifs des atolls, cette espèce est la plus chère parmi les coraux précieux. Le corail rose est pêché depuis 5000 ans pour la bijouterie et la décoration. La surexploitation et la destruction de colonies entières suite à l'utilisation de méthodes de pêche destructrices et au dragage des sols ont entraîné une diminution sévère des populations de coraux.

Le WWF demande aux gouvernements d'inscrire toutes les espèces de corail rouge et rose à l'Annexe II de la CITES.

L'anguille européenne

L'anguille européenne vit dans les écosystèmes côtiers et les eaux douces à travers toute l'Europe, et ce y compris dans les pays méditerranéens. Les stocks ont dramatiquement diminué dus à la perte d'habitats en eaux côtières et intérieures, à la pollution des eaux, aux barrages, au transfert de parasites et de maladie, mais aussi à la surpêche et au braconnage. La demande sur le marché international est énorme, aussi bien pour les anguilles juvéniles vivantes, élevées en aquaculture en Asie, que pour la viande très prisée des anguilles «adultes3 ».

Le WWF demande aux gouvernements de lutter contre tous les facteurs de mortalité et d'inscrire cette espèce à l'Annexe II de la Convention .

Les éléphants

Le braconnage continu et le commerce illégal de l'ivoire à l'échelle internationale sont stimulés par un trafic effréné, particulièrement entre l'Afrique et l'Asie. Malgré les accords de la CITES et les efforts de certains pays, les marchés domestiques sont toujours florissants. Il est temps de montrer une volonté politique pour fermer les marchés domestiques d'ivoire non réglementés et illégaux, qui ne font qu'encourager le braconnage des éléphants.

Les grands singes

Les populations sauvages de grands singes (gorilles, chimpanzés, bonobos et orangs-outangs), continuent de décliner de façon dramatique. Elles sont notamment menacées par les effets combinés du commerce illégal d'animaux vivants, principalement comme animaux de compagnie, du braconnage pour la viande, de la destruction et de la fragmentation de leur habitat.

Le WWF demande aux gouvernements et à la CITES de mettre un terme à ce commerce illégal, en commençant par garantir l'application effective des lois existantes et de peines adéquates.

L'acajou à grande feuille

Le commerce international de cette précieuse essence d'arbre présente dans les forêts tropicales d'Amérique centrale est réglementé depuis 2002. L'inscription à l'Annexe II de cette espèce fait suite au déclin des populations ainsi qu'à l'abattage et au commerce illégaux. Seul un pays exporte toujours de grandes quantités d'acajou : le Pérou. Cinq ans après, la situation est toujours la même. Une action conjointe est nécessaire.

"Les menaces engendrées par le commerce de certaines espèces ont été signalées à la CITES depuis plus de 30 ans. " explique Stéphane Ringuet, chargé de programme TRAFFIC au

WWF-France. "Si ces menaces n'ont pas disparu, d'autres ont vu le jour liées aux changements dans la dynamique de l'économie mondiale. Quel que soit le problème, rien ne changera tant que les gouvernements ne prendront pas au sérieux ce commerce et ses conséquences néfastes pour la conservation de la biodiversité et les populations locales."

Notes

Les espèces sont répertoriées dans trois annexes suivant le niveau de menace qui pèse sur elles :

- l'annexe I comprend des espèces menacées d'extinction, qui sont ou pourraient être affectées par le commerce international. Ce commerce est le plus souvent interdit ;

- l'annexe II comprend des espèces qui ne sont pas actuellement menacées d'extinction mais qui risqueraient de le devenir si leur commerce international n'était pas réglementé, ainsi que les espèces qui leur ressemblent. Leur commerce international est réglementé par un système de permis ;

- l'annexe III comprend des espèces ou des populations qu'un pays réglemente sur son territoire et pour lesquelles il demande l'assistance de la communauté internationale afin de contrôler ses exportations.

La conférence des Parties de la CITES se tient pour la première fois dans un pays membre de l'Union européenne. Elle représentera le plus grand rassemblement jamais dédié au commerce d'espèces protégées en Europe.

Monsanto MON810

Paris, France - Le 16/05/07 -

Une récente étude réalisée par Greenpeace Allemagne révèle que les quantités de toxines produites par le maïs transgénique Monsanto MON810, le seul maïs OGM autorisé à la culture dans l'Union européenne, varient de manière considérable et inattendue entre les épis et au cours du temps.

En 2006, Greenpeace a analysé 600 échantillons prélevés dans des champs allemands et espagnols. Résultat surprenant de l'étude : la concentration de toxine Bt dans les plantes présente une très grande variation allant de 1 à 100 d'une plante à l'autre, serait-elle cultivée dans le même champ. Elle est également différente de celle qui a été avancée par Monsanto pour demander l'autorisation de ce maïs. Ainsi, le maïs MON 810 a été autorisé alors qu'on ne connaissait pas réellement sa concentration de toxines!

Ces nouvelles données sont une énième illustration de la déficience du système d'évaluation et d'autorisation des OGM en Europe. « Les manipulations génétiques sont une technologie hasardeuse dont on ne peut prévoir les effets, affirme Arnaud Apoteker, responsable de la campagne OGM. On ne connaît pas les raisons des variations de la concentration en toxine insecticide. Et les variations de la quantité d'insecticide produit par le maïs OGM peuvent évidemment avoir des conséquences environnementales majeures, comme le développement de résistances chez les insectes cibles ou les impacts sur les insectes utiles. »

Le ministère allemand de l'Agriculture vient d'annoncer que ce maïs OGM présente des risques qui justifient un moratoire sur sa culture et sa commercialisation tant que le processus de réévaluation de cet OGM n'est pas achevé.

Greenpeace demande que le nouveau gouvernement français mette en place immédiatement un moratoire sur les cultures d'OGM, et tout d'abord sur le MON810, comme le réclament la grande majorité des Français et des agriculteurs.

le rapport en anglais par Greenpeace Allemagne

Quelques résultats de l'enquête

Etudes scientifiques sur les probables effets néfastes pour l'environnement de la culture du maïs génétiquement modifié MON810

1. Les autorités européennes sont en train d'examiner la demande de Monsanto pour la réautorisation pour 10 ans de ce maïs OGM.

<http://www.greenpeace.org/france/news/20070516-personne-ne-connaît-la-concentration-de-toxine-produite-par-le-maïs-mon810>

<http://terresacree.org/MON810.htm>

Climat: "les gouvernements n'ont plus d'excuse pour ne pas agir", selon l'ONU

2007-05-18

BONN (Source vérifiée)

"Les gouvernements n'ont plus d'excuse pour ne pas agir" contre le changement climatique, a déclaré le président de la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (Unfccc) Yvo de Boer, vendredi, à l'issue d'une conférence sur le climat à Bonn (ouest).

"Les progrès réalisés nous permettront à Bali de nous concentrer sur l'après 2012", soit à expiration du protocole de Kyoto qui impose des objectifs de réduction des gaz à effet de serre (GES), a assuré le Néerlandais M. de Boer.

En décembre a lieu sur l'île indonésienne un sommet décisif où les décideurs du monde entier doivent poser les jalons de la protection du climat.

A Bonn, un moment fort, selon M. de Boer, a été l'annonce par la Norvège de réduire de 30% ses émissions de GES d'ici 2020. Et, "probablement l'appel le plus puissant est venu du monde des affaires européen, américain et australien, pressant leurs gouvernements d'adopter des objectifs contraignants de réductions d'émissions car ils souhaitent que le marché du carbone figure dans un accord post-Kyoto".

Les Etats-Unis et l'Australie ont refusé de ratifier le protocole et par conséquent de participer à un marché du carbone, comme l'europpéen ETS (European trading scheme), qui stimule les investissements dans des projets permettant une réduction des GES contre l'obtention de crédits carbone.

"Pour avancer dans le processus, les Etats-Unis sont absolument essentiels et il faut que les pays émergents soient plus actifs sur le changement climatique. Mais, pour cela, il faut que les pays industrialisés montrent qu'ils sont à l'avant-garde. Ainsi nous nous situons dans une sorte de cercle," a confié M. de Boer à l'AFP.

La prochaine échéance sera, dans trois semaines, le sommet des pays industrialisés du G8 à Heiligendamm, où la présidence allemande veut mettre la pression pour obtenir des engagements pour l'après-Kyoto.

M. de Boer a interpellé les gouvernants lors de la conférence de presse finale: "Quelle est votre réponse à ce que la science vous dit? La science vous dit que les humains sont responsables, elle vous dit que les conséquences seront très graves si nous n'agissons pas, elle vous dit que vous avez la technologie à votre disposition pour réduire les émissions" des GES. Selon M. de Boer, "les dernières conclusions du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (Giec) soulignent le véritable potentiel économique de réduire les émissions et livre aux gouvernants des éléments très importants pour construire l'architecture dont nous allons avoir besoin".

Pour l'adaptation des pays en développement aux conséquences du changement climatique, les 1.800 participants --délégués mais aussi entreprises et ONG-- ont décidé de créer un fonds d'aide au sein d'une institution existante qui devrait être choisie à Bali.

Un autre chapitre important était la déforestation, responsable de quelque 20% du

réchauffement climatique. "Le fait que 80% de la déforestation dans les pays tropicaux est causée par des gens s'en servant comme source énergétique, nous offre une opportunité gagnante", comme celle de fournir des énergies renouvelables à ces populations, a relevé le président.

Sur le transfert de technologies propres, l'accent a été porté sur la coopération pour le développement d'innovations qui permettrait de contourner le délicat problème du droit de propriété intellectuelle.

La prochaine conférence de l'Unfccc a lieu à Vienne du 27 au 31 août.

Un groupe armé menace de massacrer des gorilles rares

Keystone

Les gorilles du parc Virunga sont menacés de la folie des hommes.

Quelque 200 guerriers Maï-Maï qui ont tué un garde d'une réserve naturelle de l'est de la République démocratique du Congo, menacent de s'en prendre à un groupe de gorilles si l'armée riposte.

Les rebelles, qui ont refusé d'intégrer l'armée après la fin de la sanglante et dévastatrice guerre civile de 1998-2002, ont pris d'assaut trois postes d'observation du Parc national des Virunga dimanche matin, faisant un mort et trois blessés.

Ces hommes «font tout pour saboter les bonnes intentions des protecteurs de la nature», accuse le directeur du parc, Norbert Mushenzi.

De nombreux Congolais de l'Est très pauvre de la RDC subsistent grâce à la «viande de bush», notamment du chimpanzé ou du gorille, y compris des espèces protégées.

Les Maï-Maï, qui ont combattu aux côtés des forces gouvernementales, revendiquent le contrôle de certaines zones de l'est du pays, se heurtant aux gardes chargés de protéger la faune

http://www.lematin.ch:80/pages/home/actu/monde/actu_monde_1?contenu=260992

Le pangolin en plein déclin

2007-05-22

CISARUA (Indonésie) (Source vérifiée)

Le pangolin, placide mammifère mangeur de fourmis, est menacé par les trafics illégaux en Asie où la demande est forte pour sa viande et ses écailles.

Le sort de ce quadrupède au corps allongé et à la langue interminable est au coeur des inquiétudes des ONG, des policiers et des représentants des pays du Sud-Est asiatique (Asean) qui ont commencé mardi à Cisarua, ville à l'ouest de Java, un colloque de quatre jours sur la contrebande animale dans la région.

"La demande principale provient de la Chine. Ils ne recherchent pas seulement les écailles mais aussi la viande pour la consommer", a souligné Chairul Saleh, du Fonds mondial pour la nature (WWF).

Les statistiques de saisies de pangolins montrent un accroissement de la demande et des trafics, a indiqué à l'AFP le lieutenant-colonel Thanayod Kengkasikij, de la police

thaïlandaise.

Les mammifères pesant en moyenne 2,5 kilos sont capturés dans les forêts équatoriales, malaisiennes ou indonésiennes, pour être acheminés vers le nord et surtout la Chine.

"La Thaïlande sert de porte d'entrée du trafic de la Malaisie et de l'Indonésie, vers le Vietnam et la Chine", a-t-il précisé.

La pangolin et la tortue étoilée sont selon lui devenu les deux prises favorites des contrebandiers.

"Nous disposons d'informations montrant que jusqu'à une tonne par mois de ces animaux sont transportés d'un côté à l'autre de la frontière entre la Thaïlande et le Laos", a déclaré à l'AFP William Schaedla, de l'association Wildlife Alliance.

Capter des pangolins, qui se nourrissent de fourmis et de termites, n'est pas difficile: ces animaux aux pattes courtes, terminées par des griffes, s'enroulent sur eux-mêmes en cas de danger. Leur nom vient d'ailleurs du malais "pang-goling", signifiant "celui qui s'enroule".

Ils sont souvent mélangés avec d'autres animaux et cachés dans des cargaisons légales pour franchir les frontières, assure M. Saleh.

La réunion de Cisarua vise à renforcer la coopération et les contrôles entre les pays de l'Asean (Malaisie, Indonésie, Philippines, Singapour, Thaïlande, Brunei, Laos, Vietnam, Cambodge et Birmanie). Interpol, l'organisation internationale de police criminelle, a été invitée.

Dans toute l'Asie, la viande de pangolin est très recherchée comme source locale de protéines, selon la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), qui impose une restriction stricte du commerce du mammifère.

Les peaux des pangolins servent à la fabrication d'articles de cuir, principalement des bottes, tandis que les écailles se retrouvent dans la pharmacopée chinoise.

"En Chine, les écailles de pangolins sont très recherchées pour la valeur médicinale qui leur est imputée et servent en particulier à traiter toute une gamme de maladies de la peau", précise la CITES.

Le nucléaire, seul atome de discorde avec Sarkozy

Reçues hier à l'Elysée en vue du Grenelle de l'environnement, les ONG ont été séduites.

Par Alexandra SCHWARTZBROD

Libération : mardi 22 mai 2007

«I Il est vraiment fort...» Quittant l'Elysée, hier, même les écologistes les plus durs se sentaient tout chose. Après près de deux heures de réunion avec le nouveau chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, et son super ministre de l'Ecologie, Alain Juppé, les représentants des principales associations de défense de l'environnement (1) sont sortis impressionnés par le style Sarkozy («c'est lui qui commande, mais il sait écouter, y compris la contradiction» notait l'un d'eux) et plutôt emballés par ce «Grenelle de l'environnement» que les autorités s'engagent à organiser pour l'automne. Mais aussi «paradoxalement, un peu tristes», notaient certains. Car «au fond, ce que fait Sarkozy aujourd'hui n'est pas très compliqué. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait dix ans plus tôt ?» .

«Contrat». Rien à dire, donc, sur l'ambiance, «constructive et détendue» selon France nature environnement (FNE), «franche et cordiale» selon

Greenpeace. Sur le fond, il faudra attendre un peu pour avoir du concret. Une nouvelle réunion est prévue d'ici au 14 juillet afin de fixer la date et le lieu de ce Grenelle, et de définir des groupes de travail. Les ONG ont obtenu qu'il s'agisse non pas d'un énième colloque sur les dangers menaçant la planète mais d'une négociation à cinq (Etat, collectivités territoriales, patronat, syndicats et ONG) sur des sujets bien concrets. Trois priorités ont été définies - réchauffement, biodiversité, lien santé/environnement - à partir desquelles une dizaine de programmes d'action seront lancés. L'idée est d'aboutir à un «contrat» sur cinq ans avec réévaluation annuelle. «L'époque des colloques est derrière nous, le temps est à l'action», affirme Sarkozy. «Le Grenelle de l'environnement sera un contrat et je veux que ce contrat engage les responsables.» Voilà pour le positif.

Le négatif est davantage dans les hésitations et les silences des uns ou des autres. Tous ont beau dire qu'il n'y avait aucun tabou, hier à l'Elysée, force est de constater qu'il en est ressorti un de taille : le nucléaire. A une question sur le nouveau réacteur EPR, le président de la République a répondu très clairement : «Le gouvernement précédent a signé un décret lançant sa construction, je ne reviendrai pas là-dessus.» Une fin de non-recevoir qui risque de «plomber» le futur Grenelle, comme le soulignait hier un des participants à la réunion. «S'il s'avérait que l'on ne peut pas aborder un sujet de fond tel que celui-ci, nous, on lâchera la négociation», affirme Yannick Jadot, qui représentait Greenpeace. «D'autant que j'ai été très surpris par les déclarations d'Alain Juppé durant le week-end qui semblaient préempter les décisions de ce Grenelle.» Le nouveau ministre de l'Ecologie a en effet affirmé à plusieurs reprises, ces derniers jours, que la France «ne pourra pas se passer du nucléaire dans les trois ou quatre prochaines décennies» et qu'«il n'y a pas de solution sans nucléaire» .

Même Nicolas Hulot, plus connu pour ses interventions sur les grands espaces, a regretté, devant Sarkozy, que le lancement de l'EPR se soit fait «trop vite» et «sans vrai débat» . En réalité, personne ne voit le chef de l'Etat abandonner ce projet mais tous espèrent qu'il «compensera» ce fait acquis par des décisions plus fortes, sur les énergies renouvelables par exemple. «S'il ne bouge pas sur l'EPR, qu'au moins il bouge sur la transparence, sur l'ouverture du débat, sur les économies d'énergies... Qu'il décide qu'un euro investi dans le nucléaire entraînera l'injection d'un euro dans les renouvelables », plaide Serge Orru, du WWF-France. «La France doit entamer une vraie mutation, il faut que l'écologie pollinise l'ensemble de la société !...»

Excités. Au-delà du simple Grenelle, les ONG se félicitent d'être considérées désormais comme des interlocuteurs à part entière, plus seulement comme des militants excités. «On est contents de mettre en valeur notre travail de proposition plutôt que notre travail de protestation qui, souvent, n'est pas compris» explique Arnaud Gossement, de France nature environnement. «Enfin, on met de côté nos petits préjugés» se félicitait Hulot, sans que la réunion d'hier n'aurait sans doute jamais eu lieu. A l'issue d'un déjeuner avec Alain Juppé (qu'on se rassure, aucun thon rouge au menu), certains ont juste demandé une faveur : l'amnistie de José Bové, l'arracheur d'OGM.

Note de Terre sacrée : le fait de publier un article ne signifie pas que nous l'approuvons.
Notre rôle est de vous informer.

Au moins un quart des mammifères européens en déclin
2007-05-23
PARIS (Source vérifiée)

Au moins un quart des populations de mammifères sont en déclin en Europe et la situation est encore pire pour les mammifères marins, dont 22 % sont menacés d'extinction, selon la première évaluation globale menée par l'UICN à la demande de la Commission européenne. L'Union mondiale pour la conservation de la nature (UICN) estime qu'au total une espèce de mammifères sur six risque de disparaître au sein de l'Union.

"L'Europe abrite deux des espèces les plus menacées dans le monde, le lynx d'Espagne et le phoque-moine de Méditerranée, tous deux sur la liste des espèces en danger critique", écrit l'Union dans un communiqué notant que ne subsistent que 150 lynx d'Espagne et 350 à 450 phoques-moines.

A l'inverse, 8% des espèces de mammifères ont vu leur population augmenter, dont le bison menacé de disparaître au début du 20^e siècle et évalué aujourd'hui à 1.800 individus, grâce à une politique d'introduction et de réintroduction, de la Pologne au Bélarus, en Ukraine et en Slovaquie.

Le sort des mammifères marins est particulièrement alarmant: outre le risque d'extinction de près d'un quart d'entre eux, les données manquent pour près de la moitié (44%) des espèces, note l'UICN qui estime que le risque de disparition pourrait être "encore plus élevé".

Par comparaison, seules 13% des espèces d'oiseaux sont jugées en danger.

Les principales menaces qui pèsent sur les mammifères européens sont la perte de leur habitat naturel, la déforestation ou l'assèchement des terres humides, la pollution et enfin, la sur-pêche ou la sur-chasse, selon l'UICN.

Pour les espèces marines, il s'agit prioritairement des pollutions et d'une mortalité due aux prises accidentelles de pêche et aux collisions de navire.

L'étude enfin a fait apparaître un arc privilégié s'étendant des Pyrénées à la péninsule balkanique et suivant toutes les chaînes de montagnes, concentrant la plus grande variété d'espèces en Europe; la Bulgarie à elle-seule abrite la plus grande concentration d'espèces menacées.

Une directive (règlement) européenne de 1992 impose aux Etats-membres la création d'un réseau d'espaces protégés dit "Natura 2000", dont le but est d'enrayer la perte de biodiversité d'ici 2010.

Gentech-news 157

157.1 Tribunal administratif d'Augsbourg : il faut protéger le miel du pollen de maïs GM MON810

Le tribunal administratif d'Augsbourg oblige la Bavière à protéger son miel contre le pollen de maïs GM MON810. Apiculteurs et consommateurs sont en droit d'exiger que le miel ne

contienne aucune trace de substance GM. (Bund Ökologische Lebensmittelwirtschaft BÖLW, 9.5.07)

157.2 Allemagne : la vente de semences de maïs GM MON810 est illicite

Le maïs MON810 est autorisé depuis 1998 dans l'UE. Désormais l'Office fédéral pour la protection du consommateur et la sécurité alimentaire a décidé qu'en Allemagne, la vente des semences de MON810 ne pourrait être à nouveau autorisée qu'à partir du moment où Monsanto aurait établi un plan d'observation en matière de répercussions environnementales. Il existerait en effet des raisons valables de penser que la culture de MON810 représente un danger pour l'environnement. (Bundesamt für Verbraucherschutz und Lebensmittelsicherheit BVL, 9.5.07)

157.3 Différences notoires en matière de toxicité du maïs GM MON810

Des recherches en plein champ montrent que le degré de toxicité du maïs GM MON810 présente de fortes variations auxquelles on ne s'attendait pas. Selon Greenpeace, son autorisation dans l'UE est remise en cause. (Greenpeace, 11.5.07)

157.4 Suisse : trois demandes d'autorisation d'essais en plein champ de plantes GM

L'Université de Zurich et l'EPFZ veulent disséminer en plein champ et à des fins de recherche, du blé génétiquement modifié ainsi qu'un croisement entre du blé et une plante sauvage. Ces essais doivent être réalisés de 2008 à 2010 à Reckenholz, sur le territoire de la ville de Zurich, de même qu'à Pully près de Lausanne. Premières réserves exprimées par la critique. (Communiqué de presse OFEV, 15.5.07)

157.5 Tolérance au sel sans l'intervention du génie génétique

La salinisation des terres peut être une manifestation transitoire. En Australie, ce phénomène est responsable de la perte de plus d'un milliard de dollars. Grâce à la culture conventionnelle et à l'aide de marqueurs génétiques, il devrait désormais être possible d'atteindre la tolérance au sel qui est nécessaire. Tout en renonçant à l'intervention du génie génétique. (Molecular Plant Breeding, 11.4.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Inde: forte baisse du nombre des tigres royaux du Bengale

2007-05-24

NEW DELHI (Source vérifiée)

La population des tigres royaux du Bengale en Inde est en forte baisse à cause du braconnage et de la destruction de l'habitat naturel de cette espèce rare et protégée de félins, selon un rapport rendu public jeudi.

D'après un recensement partiel figurant dans ce rapport, 16 des 28 réserves naturelles d'Inde abritent au total 500 tigres royaux du Bengale.

Avant même un comptage complet devant être publié à la fin de l'année, le rapport d'écologistes conclut que le nombre de ces félins pourrait avoir été divisé par deux en cinq ans.

En 2002, l'Inde comptait 3.700 tigres royaux du Bengale et 40.000 tigres sauvages vivaient dans le sous-continent avant l'indépendance de 1947.

"Nous savions que le nombre des tigres était en déclin. Il n'y a absolument aucune raison pour que le gouvernement n'agisse pas", a dénoncé Belinda Wright, à la tête de la société indienne

de protection de la nature.

En 2005, le Premier ministre indien, Manmohan Singh, avait promis de sauver les tigres royaux du Bengale, une cause qu'il avait déclarée d'"intérêt national".

Les écologistes montrent du doigt l'urbanisation de l'Inde et la déforestation, mais aussi le braconnage à des fins commerciales. Cent-vingt-deux tigres ont été abattus par des braconniers en Inde entre 1999 et 2003, en dépit d'un programme de conservation du félin.

La chasse au tigre est interdite partout dans le monde, tout comme le commerce de la peau, du pelage, des os ou des griffes très prisés par la médecine chinoise traditionnelle, aux termes d'un traité signé par 167 pays dont l'Inde.

Les deux géants asiatiques, l'Inde et la Chine, sont sous le feu des critiques d'experts internationaux pour ne pas réprimer le braconnage. En août 2006, le Parlement indien a donné son feu vert à la création d'une agence fédérale de protection des tigres royaux du Bengale et d'un comité de lutte contre cette forme de criminalité.

Le merbau, bois tropical rare, en péril car surexploité

2007-05-25

JAKARTA (Source vérifiée)

L'exploitation à grande échelle du bois de merbau, pour fabriquer notamment des planchers très prisés dans les pays occidentaux, met en péril la survie de cette essence que l'on ne trouve plus qu'en Nouvelle-Guinée, a affirmé vendredi à Jakarta Greenpeace.

Selon l'organisation écologiste, qui a présenté un rapport sur le sujet, le merbau aura pratiquement disparu dans 35 ans, en prenant en compte uniquement le rythme de l'exploitation légale.

Cette durée risque d'être raccourcie vu la déforestation illégale, qui représente selon Greenpeace 76 à 80% des coupes en Indonésie et 70 à 80% des coupes en Papouasie Nouvelle-Guinée (PNG).

L'île de Nouvelle-Guinée est partagée entre deux pays: l'Indonésie, qui possède la Papouasie occidentale et la PNG, à l'est.

Le merbau, de couleur brun rouge, est une essence dure, résistante aux termites, très demandée pour fabriquer des planchers ou d'autres articles d'habitat.

Les arbres, qui peuvent culminer à 50 mètres, sont rares, de l'ordre de cinq à dix par hectare.

Pour prélever un tronc, les exploitants abattent en moyenne 45 autres arbres, créant de terribles tranchées dans la forêt équatoriale.

Greenpeace accuse le gouvernement indonésien d'avoir livré aux tronçonneuses les immenses forêts humides de Papouasie, un des derniers paradis préservés du monde, en accordant d'immenses concessions aux exploitants de bois.

"Nous exigeons un moratoire sur les concessions", a déclaré à l'AFP Hapsoro, un responsable de Greenpeace.

Une arche pour le climat

Turquie - Le 24/05/07 - A l'occasion du prochain sommet du G8 placé sous le signe du réchauffement climatique, du 6 au 8 juin 2007 en Allemagne, Greenpeace reconstruit l'Arche de Noé sur le mont Ararat en Turquie où, selon la Bible, l'original se serait échoué.

Cette action hautement symbolique a pour but d'alerter les chefs d'Etats des principaux pays du monde du danger imminent d'une catastrophe planétaire due au changement climatique. Depuis le début du mois de mai, une vingtaine de militants originaires d'Allemagne et de Turquie ont commencé la construction de l'Arche de 10 mètres de long pour 4 mètres de large et autant de hauteur, à 2 500 mètres d'altitude sur la montagne biblique, située dans le triangle frontalier Turquie, Arménie et Azerbaïdjan. Le navire devrait être inauguré le 31 mai et deviendra dans le futur une auberge de montagne.

«Le réchauffement de la Terre a déjà causé une progression des sécheresses des tempêtes et des inondations » explique Andree Böhling, chargé de campagne énergie de Greenpeace Allemagne. « Nous ne sommes qu'au début d'un désastre climatique dont l'étendue va altérer la vie sur cette planète de manière inimaginable si nous n'agissons pas. Il n'est pas trop tard, l'urgence est là, les solutions aussi ». Greenpeace appelle les dirigeants du G8 à prendre des mesures effectives pour la réduction des émissions de gaz à effets de serre lors de leur prochaine réunion du G8 à Heiligendamm.

D'après la Bible, l'arche de Noé est une grande embarcation construite sur l'ordre de Dieu afin de sauver Noé, sa famille et toutes les espèces animales d'un Déluge sur le point d'arriver. Le livre de la Genèse de la Bible hébraïque (Ancien Testament) désigne le mont Ararat comme le lieu où l'arche de Noé se serait échouée à la fin de son périple.

Source : greenpeace France

Plantons un milliard d'arbres pour la Planète, les racines prennent

La campagne Plantons pour la Planète prend racine un milliard de fois à travers le monde. Les engagements pour combattre le changement climatique se matérialisent grâce à une vague de soutien sans précédent des citoyens, des communautés, des écoles, des artistes, des gouvernements et des entreprises.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) a annoncé qu'il a enregistré une mobilisation exceptionnelle pour répondre unanimement à la crise climatique et qu'un milliard d'arbres seront plantés à travers le monde avant la fin de l'année. Sept mois avant l'échéance de décembre 2007, la Campagne pour un milliard d'arbres vient en effet de dépasser son objectif suite à un flux constant d'engagements. La dernière promesse inscrite émane du Sénégal, qui sous l'égide de son Président, plantera 20 millions d'arbres, assure le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Les organisateurs de la campagne, y compris l'ONG Green Belt Movement et le Centre mondial d'agroforesterie (ICRAF), ont été surpris par l'enthousiasme sans équivoque qu'a provoqué la campagne à travers le monde. Des personnes âgées de 5 à 80 ans, issues de tous les milieux et d'une grande majorité d'États Membres des Nations Unies, se sont ralliées aux communautés, artistes, jardins d'enfants, associations de scouts, écoles, universités, municipalités, entreprises et gouvernements pour atteindre cet objectif.

La campagne, qui a été lancée à l'occasion de la conférence sur les changements climatiques qui s'est tenue en novembre dernier à Nairobi, au Kenya, veillera désormais à transformer les promesses en un milliards d'arbres plantés d'ici la fin de l'année, assure le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Achim Steiner, Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a déclaré que « 2007 sera à jamais l'année qui aura mis un point d'orgue aux nombreux débats portant sur le changement climatique. Le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat a mis un point final au débat scientifique (le réchauffement climatique a bel et bien lieu), tout en mettant fin non

seulement aux controverses sur les impacts (ils ont bien cour et affecteront chaque coin de la planète) mais également au débat économique (combattre le changement climatique ne coûtera que 0,1 pour cent du PNB, peut être moins) ».

« L'autre question clé avait été de savoir si le public était prêt à agir. Il est maintenant sûr que mobiliser les individus, les communautés et les nations en masse afin de contrer l'augmentation de gaz à effet de serre est possible d'un point de vue politique. La Campagne pour un milliard d'arbres met un point final aux questions posées à ce sujet. », a-t-il affirmé. « Pays et communautés, ainsi qu'entreprises et citoyens de par le monde, au nord comme au sud, ont fait preuve d'enthousiasme et de dévouement en répondant à ce défi. Cela devrait permettre aux gouvernements d'agir avec certitude et conviction, sachant que s'attaquer au réchauffement climatique ne constitue pas un risque politique mais représente une des mesures les plus populaires de notre temps, leur électorat et le public les soutenant pleinement. » Ces propos ont été recueillis lors de la commémoration de la Journée internationale de la diversité biologique coordonnée par la Convention sur la diversité biologique du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

Ahmed Djoghlaïf, Secrétaire exécutif de la Convention sur la diversité biologique, a déclaré pour sa part : « Inverser au niveau mondial la perte accélérée de biodiversité demande des efforts sans précédents à tous les niveaux. C'est un succès remarquable que d'atteindre l'objectif de la Campagne pour un milliard d'arbre à l'occasion de la Journée internationale de la Biodiversité. C'est un témoignage vivant prouvant que la communauté internationale est déterminée à redoubler ses efforts pour combattre à la fois la perte de biodiversité et les changements climatiques, deux menaces environnementales inextricablement liées. Le fait de planter un arbre scelle notre relation avec la nature. C'est un geste porteur d'espoir. Chaque citoyen du monde devrait s'occuper de la nature et la chérir, afin de bénéficier d'une meilleure qualité de vie sur Terre. J'applaudis tous ceux qui nous ont fait atteindre l'objectif du milliard. Et j'ose espérer que six milliards d'arbres pourront être plantés d'ici les célébrations de la prochaine Journée internationale de la biodiversité, afin de réaliser l'objectif de Johannesburg de réduire la tendance à la déperdition de la biodiversité d'ici 2010. »

Cette année, la Journée internationale est commémorée sur le thème la biodiversité et le changement climatique. Elle coïncide à quelques semaines près avec la publication d'une série de rapports du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), qui soulignent que la biodiversité, et donc les modes de vies et le bien être de l'humanité, sont menacés par l'accumulation des gaz à effet de serre (GES). Selon le GIEC, le tourisme en Afrique, qui dépend essentiellement de la nature et l'écologie, sera particulièrement affecté : 25 à 40 pour cent de la faune, les zèbres par exemple, dans les parcs nationaux d'Afrique subsaharienne, seront menacés d'extinction.

Dans les Caraïbes, plus d'un tiers des zones de reproduction de tortues risque de disparaître si le niveau de la mer monte de 0,5 mètre. Les îles aux forêts brumeuses et humides, tels Hawaï, connaîtront certainement des pertes en espèces d'oiseaux endémiques.

Dans l'Arctique, l'amincissement de la glace de mer, et une diminution de son étendue, auront des répercussions importantes. Les crustacés, adaptés à la vie au bord de la glace de mer, représentent une source importante de nutrition pour les phoques et les morues polaires. La licorne des mers dépend également des organismes de la glace de mer pour sa survie. (Voir la note aux rédacteurs, pour en savoir plus sur les impacts de la biodiversité et du climat sur l'Afrique et d'autres régions du monde).

La Campagne du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour un milliard d'arbres s'est inspirée de l'œuvre du Professeur Wangari Maathai, Lauréate du Prix Nobel de la paix de 2004 et marraine de la Campagne.

<http://www.actualites-news-environnement.com/20070528-milliard-arbres-Planete.php>

Après l'Allemagne, la France va-t-elle décider d'un moratoire sur un OGM ?

Suivant l'exemple de six autres pays européens, l'Allemagne vient d'interdire la commercialisation de semences de maïs MON810 de Monsanto, seule variété de maïs transgénique dont la culture est autorisée en Europe. Dans une interview au Parisien, Alain Juppé a déclaré à son tour vouloir décréter un moratoire sur cet OGM, position toutefois réfutée par la ministre de l'agriculture Christine Lagarde.

Plusieurs études, faisant état d'un risque pour la santé et l'environnement, sont à l'origine du moratoire décrété par l'Allemagne, le 21 mai. La plus récente, qui a été réalisée par Greenpeace Allemagne, affirme que les quantités de toxines produites par le maïs transgénique Monsanto MON810 " varient de manière considérable et inattendue entre les épis et au cours du temps ". Les 600 échantillons prélevés en Allemagne et en Espagne ont en effet révélé que la concentration de toxine Bt dans les plantes présente une très grande variation allant de 1 à 100 d'une plante à l'autre, et ce y compris dans le même champ. En outre, la toxine Bt est de nature différente de celle qui a été présentée par Monsanto pour demander l'autorisation de ce maïs auprès de la Commission européenne, affirme l'ONG. Au regard de ces résultats, le gouvernement allemand a estimé que les risques potentiels pour la santé et l'environnement justifiaient l'interdiction du maïs MON810 de Monsanto. Une " clause de sauvegarde ", prévue par la directive européenne, permet en effet aux Etats membres de décider d'un moratoire s'ils estiment que les preuves d'innocuité n'ont pas été établies. L'Allemagne justifie également sa décision par l'absence de plan de biovigilance, que Monsanto aurait dû mettre en œuvre selon les termes de la directive européenne. Il a en effet été montré que " les effets cumulatifs à long terme de la culture sur plusieurs années du maïs OGM Bt n'ont pas été convenablement évalués dans le contexte européen, bien qu'ils soient fortement importants en terme de l'évaluation des risques " (Zwahlen et al. 2003 ; Stotzky, 2004, Baumarte & Tebbe, 2005).

" L'Allemagne réalise ce que les associations de protection de l'environnement et les défenseurs de l'agriculture biologique ne cessent de réclamer pour la France ", a souligné Greenpeace France. L'ONG rappelle le sondage qu'elle a publié lors de la campagne électorale, selon lequel 86 % des Français réclament une interdiction temporaire ou définitive des OGM et 62 % des agriculteurs attendent un moratoire de la part du nouveau président.... Or, Alain Juppé a créé la surprise ce matin, en déclarant dans une interview au Parisien : "on vient de découvrir que la sécrétion de la toxine qui est censée tuer l'insecte qui attaque le maïs se passe dans des conditions qui ne sont pas exactement celles qu'on attendait. Donc l'Allemagne vient de suspendre l'autorisation du MON810. Dans ce cas précis il faut s'inspirer du cas allemand. "

Greenpeace, qui se félicite de cette déclaration, attend toutefois " qu'elle soit très rapidement suivie d'effet, c'est-à-dire que le ministre active la clause de sauvegarde comme l'a fait le gouvernement allemand il y a quelques jours ".

De fait, une polémique est intervenue quelques heures après les déclarations d'Alain Juppé. La ministre de l'agriculture Christine Lagarde a en effet jugé préférable d'attendre avant de prendre une telle décision. La question devrait être débattue lors du conseil des ministres le 30 mai prochain.

Le MON810 est aujourd'hui la seule variété d'OGM cultivée en France de façon commerciale, mais les semenciers estiment qu'environ 30 000 hectares de cette variété seront cultivés en 2007." La poignée d'agriculteurs pro-OGM français ont déjà commencé à semer leur maïs

transgénique. Il va falloir trouver d'urgence une solution pour empêcher qu'il contamine l'environnement et la chaîne alimentaire ", n'a pas manqué de souligner Arnaud Apoteker, chargé des OGM chez Greenpeace.

Mardi 22 mai, plusieurs associations -Attac, Agir pour l'environnement, le Collectif des faucheurs volontaires et la Confédération paysanne- avaient demandé au président Nicolas Sarkozy la mise en place d'un moratoire sur les OGM. La législation française laisse selon eux "les paysans seuls face à d'autres paysans et les consommateurs face aux opérateurs". "La contamination aura des conséquences économiques catastrophiques pour notre agriculture", affirment les signataires de la lettre adressée au président. Lors de la campagne des présidentielles, Nicolas Sarkozy avait indiqué aux ONG qu'il se prononcerait " sur un moratoire concernant les cultures existantes en fonction des prochaines conclusions de l'Agence européenne de sécurité alimentaire ". Manifestement, le ministre de l'écologie a préféré prendre une décision plus rapidement.

Véronique Smée

Mis en ligne le : 25/05/2007

Un régime alimentaire s'attaque au réchauffement climatique

Hélène Labrit-Gross

Source vérifiée

San Francisco, Californie

Après les graisses et les sucres, le nouveau régime à la mode en Californie s'attaque aux émissions de gaz à effet de serre en prônant un retour aux sources alimentaires.

Né de la conjonction des talents culinaires des Américains Laura Stec et Eugene Cordero, respectivement chef cuisinière et professeur de météorologie à l'université de San José, au sud de San Francisco, le «global warming diet», («régime du réchauffement climatique») s'attaque au tour de taille, mais surtout à la réduction des émissions de dioxyde de carbone.

En effet, avant d'arriver dans l'assiette, la nourriture est transformée, emballée, transportée, procédés qui nécessitent une dépense d'énergie considérable : une étude publiée en 2006 par le département de Géophysique de l'université de Chicago a montré qu'en 2002, la production de nourriture aux États-Unis représentait une consommation de 17% des énergies fossiles du pays.

Ce gaspillage peut être réduit en suivant quelques principes simples : «manger des produits locaux, issus de l'agriculture biologique, de saison, et faire attention au gaspillage en utilisant moins d'emballages, en achetant en grande quantité et en cultivant vous-mêmes vos aliments», détaille Mme Stec.

La consommation de viande est également à réduire dans le cadre de ce régime. D'après un rapport des Nations unies de 2006, le bétail serait responsable de 18% des émissions de gaz à effet des serre.

«Aux États-Unis, les vaches à viande sont principalement nourries avec du maïs, une denrée qui génère énormément de carbone. En effet, sa culture intensive épuise les sols, et donc nécessite l'utilisation massive de fertilisants», explique Eugène Cordero.

Parmi les recettes proposées dans le cadre de ce régime et qui feront l'objet d'un livre à paraître en 2008, Laura Stec a concocté une poêlée de légumes de saisons au thé vert accompagnée de tofu, du riz complet à la vapeur et orge, ou encore des crostini au boeuf élevé en plein air sur lit de roquette au poivre vert.

Effet de mode ou énième solution miracle ? "Le documentaire d'Al Gore, qui a sensibilisé un

large public au réchauffement climatique, ne parle pas de la nourriture et de la consommation que nous en faisons. Pourtant, des recherches ont montré que nos choix alimentaires peuvent avoir un effet similaire à l'achat d'une voiture hybride ou d'ampoules à économie d'énergie", avance Eugène Cordero.

La Californie porte beaucoup d'attention aux problèmes environnementaux, et le brassage de cultures qui y cohabitent l'a éduquée à la diversité alimentaire. Les deux créateurs du "global warming diet" entendent bien convertir l'ensemble des Etats-Unis, voire le reste du monde.

"De nombreuses personnes ont des problèmes de poids et sont obsédées par la nourriture. On peut être motivé par le plaisir lorsque l'on mange, mais la santé est un sujet de préoccupation pour beaucoup. Si nous ajoutons une dimension environnementale, nous pouvons convaincre aussi ceux qui hésitent entre manger un hamburger bon marché et des céréales complètes avec des légumes", dit l'universitaire.

Le prix de revient d'un tel régime ne devrait pas non plus décourager les bonnes volontés car acheter bio ou sur les marchés ne revient pas nécessairement plus cher : "les produits de saison coûtent moins cher. En revanche, si vous voulez manger des cerises ou des tomates en décembre, elles devront être importées d'Australie par avion", rappelle Laura Stec.

"Nous ne préconisons rien de farfelu, juste un retour à nos racines, quand nous faisons attention à notre nourriture, que nous l'apprécions, et que nous passons un peu de temps à la préparer nous-mêmes", dit-elle.

str-tq/chv/js

<http://www.cyberpresse.ca:80/article/20070531/CPACTUEL/705310442/6689/CPACTUEL>

Destination enfer

Chaque année, des milliers d'animaux sont acheminés vers des laboratoires à travers le monde, où ils seront torturés « pour la science » et d'où ils ne ressortiront jamais vivants

Pétition contre le transport des animaux

Cette pétition, lancée par Destination Enfer, sera adressée aux différents organismes et sociétés impliqués dans le transport des animaux vers les laboratoires, afin d'y mettre un terme définitif. Alors qu'un nombre grandissant de compagnies aériennes cessent de participer à ce commerce, quelques autres persistent dans cette voie : c'est notamment le cas d'Air France et d'Air Canada.

Texte :

Pétition contre le transport des animaux vers les laboratoires

De nombreux animaux sont transportés par air, mer et terre vers les laboratoires pratiquant encore la vivisection. Ces animaux subissent des conditions de transport très éprouvantes : manque d'espace, ventilation inadéquate, fluctuations de température, manque d'eau et de nourriture... Cela n'est que le début de leur calvaire, puisqu'une fois arrivés dans les laboratoires, ils subiront de multiples expériences jusqu'à ce que mort s'ensuive.

J'approuve et soutiens la demande de Destination Enfer, à savoir, l'arrêt de tout transport d'animaux vers les laboratoires.

Signer la pétition : <http://www.destination-enfer.com:80/petition-transport.html>

G8+5: Ça va chauffer, agissez MAINTENANT!

Les changements climatiques sont dans les priorités à l'ordre du jour du Sommet du G8 mais le président Bush essaie de faire dérailler toute avancée sérieuse. Signez la pétition adressée aux dirigeants mondiaux. Nous pourrions ainsi être certains que les pays membres du G8 ne manqueront pas une occasion d'agir.

Du 6 au 8 juin, les dirigeants des pays les plus pollués de la planète se rencontreront en Allemagne au Sommet du G8+5. Ces pays produisent plus de 70% des émissions de gaz à effet de serre. Mais alors que les changements climatiques sont la priorité à l'ordre du jour, le président Bush essaie d'empêcher tout engagement sérieux dans le dossier.

Nous avons besoin de vous pour dire aux dirigeants qu'ils doivent se tenir debout face aux changements climatiques. Signez notre pétition pour faire comprendre à ces leaders que le monde entier les presse d'éviter la catastrophe climatique.

Agissez maintenant »

Pétition aux dirigeants du monde: Les changements climatiques constituent la plus grande menace à laquelle notre planète doit faire face. Il ne reste guère plus de temps pour l'arrêter. Vous devez dès maintenant vous attaquer massivement à ce problème. Il vous faut plancher sur un nouveau traité mondial et déterminer une liste d'objectifs que les pays devront obligatoirement respecter afin d'éviter la catastrophe climatique. Impliquez-vous dès maintenant et nous joindrons nos efforts aux vôtres.

Signer la pétition : http://www.avaaz.org/fr/climate_g8/

Les biocarburants contestés

LE MONDE POUR MATINPLUS | 05.06.07

Depuis la mise en place d'un plan de développement des biocarburants par la France, en 2005, les agriculteurs de l'Hexagone ne jurent plus que par ce nouveau débouché. Son essor a, pour la profession, un avantage de taille : dégager un horizon obscurci par les perspectives de diminution des subventions européennes à l'agriculture. Au risque, parfois, de rendre les responsables agricoles sourds aux débats suscités par les biocarburants en matière de coût, de manque de compétitivité (comparé à la canne à sucre brésilienne), de concurrence avec la production alimentaire, de risques pour l'environnement...

Les biocarburants font désormais l'objet d'un débat très vif, au point que les écologistes ne parlent plus que d'"agrocarburants", le préfixe "bio" pouvant être confondu avec celui de l'agriculture biologique, laissant penser que les carburants d'origine végétale protègent l'environnement, ce qui est de plus en plus contesté. L'Europe a procédé à une consultation sur le thème de la "viabilité environnementale" des biocarburants. Selon l'Agence européenne de l'environnement, plusieurs précautions doivent accompagner leur développement, comme le maintien de 3 % des terres en jachère, la conversion de 30 % des surfaces à une agriculture respectueuse de l'environnement d'ici à 2030, ou l'adaptation des variétés afin de diminuer l'érosion des sols et l'apport de produits chimiques.

Jusqu'à une date récente, les promoteurs des biocarburants n'avaient pour adversaires que les grands groupes pétroliers, inquiets pour leur monopole de fournisseurs de carburants. Les transports, qui représentent globalement 26 % des émissions de gaz à effet de serre, dépendent à 98 % des combustibles fossiles.

Les agriculteurs ont malgré tout réussi à convaincre les pouvoirs publics de l'intérêt des biocarburants. La France s'est fixé des objectifs d'incorporation de carburants végétaux, dans

le gazole (diesel) ou l'essence, de 10 % d'ici à 2015, un chiffre plus élevé que la cible retenue à l'échelle européenne (5,75 % en 2010). Il en existe deux types : le biodiesel, fabriqué à partir d'oléagineux (tournesol, colza, soja, palme, arachide) et l'éthanol, qui provient de la canne à sucre, de la betterave à sucre ou du maïs.

Pour les pays européens, la production de biocarburants, outre le nouveau débouché offert aux agriculteurs, présente un autre avantage : une moindre dépendance à l'égard du pétrole. Sur le plan environnemental, ils sont censés favoriser la diminution des émissions de gaz à effet de serre : l'absorption du gaz carbonique (CO₂) par la plante, pendant sa pousse, compenserait l'émission du même CO₂ par la combustion des biocarburants. En fait, le bilan global varie selon les plantes, les régions du monde et les méthodes de culture, et doit prendre en compte les émissions "du champ à la roue", en comptabilisant les émissions liées à l'utilisation d'engrais, au transport, à la transformation des produits...

Les écologistes dénoncent aussi l'impact sur la biodiversité. Aujourd'hui, les biocarburants ne représentent que 1 % de la consommation mondiale des transports routiers. Mais les effets de leur développement se font déjà fortement sentir. Sur les cours du maïs ou du soja, dopés par la demande, et sur les surfaces cultivables disponibles. "Il faudrait deux planètes pour remplir les estomacs, remplir les réservoirs, et préserver l'avenir de la biodiversité", résume Michel Griffon, responsable du département agriculture et développement durable de l'Agence nationale de la recherche.

En Asie du Sud-Est, des forêts tropicales humides sont détruites pour laisser à la place à des plantations de palmiers à huile, faisant disparaître de précieux "puits de carbone". Au Brésil, les plantations de soja gagnent du terrain sur la forêt amazonienne, "poumon" de la planète.

Aux Etats-Unis, les cultures de maïs destinées à la fabrication d'éthanol nécessitent l'exploitation de nappes d'eau fossiles. En Europe, les biocarburants sont cultivés sur des zones autrefois laissées en jachère, utiles au maintien de la biodiversité. Enfin, la culture de ces plantes nécessite l'utilisation d'engrais et de pesticides polluants. Des organisations écologistes européennes réclament aujourd'hui un moratoire, en attendant le développement de biocarburants de deuxième génération, plus performants et respectueux de l'environnement. Mais l'agro-industrie pourra-t-elle attendre une ou deux décennies ?

Gaëlle Dupont

<http://www.lemonde.fr:80/web/article/0,1-0@2-3244,36-918907@51-918909,0.html>

Agriculture Biologique et lutte contre le réchauffement climatique

La FAO vient d'annoncer officiellement, lors de son dernier congrès, en début mai 2007, que l'Agriculture Biologique peut nourrir toute la planète!

Selon la FAO, non seulement l'Agriculture Biologique peut-elle nourrir la planète entière mais en plus sans impact sur l'environnement et en limitant considérablement la problématique du réchauffement climatique.

Comment les différents gouvernements vont-ils réagir face à une telle assertion?

De deux choses l'une:

1. Ou la direction de la FAO a perdu complètement la tête et ses experts ont succombé à une crise de passéisme aigu ou bien ont été soudoyés par une puissance occulte qui cherche à détruire les fondements de la société occidentale, moderne, progressiste et civilisée. Dans ce cas, il semble extrêmement urgent que les états membres cessent immédiatement de financer cette institution internationale dont les ramifications s'étendent sur toute la planète et qui risquent de déstabiliser le monde civilisé. En effet, la FAO, ou Organisation des Nations

Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, est une organisation représentant 189 États membres (plus la Communauté Européenne): elle est financée par les contributions de ses membres et elle emploie 3600 personnes sur toute la planète.

2. Ou bien la FAO a totalement raison. Et cette possibilité donne froid dans le dos car elle implique que depuis 60 années, les multinationales de l'agro-chimie avec la complicité de certaines administrations corrompues au sein des états, ont délibérément menti et ravagé la sphère planétaire en promouvant une agriculture hautement toxique qui a:

- empoisonné l'humanité et les animaux domestiques avec des milliers de pesticides.
- empoisonné les nappes phréatiques et les cours d'eau.
- détruit la quasi-totalité de la biodiversité alimentaire.
- produit une alimentation exempte de substances nutritives.
- instauré une insécurité alimentaire généralisée, en particulier dans les pays pauvres.
- détruit la petite paysannerie.
- détruit les forêts tropicales pour installer des monocultures.
- provoqué une érosion irréversible et des processus de désertification planétaire.
- épuisé les ressources en eau.
- libéré de très grandes quantités de CO2 dans l'atmosphère.

Si la FAO a raison, on comprend pourquoi le président de l'Académie Nationale des Sciences, Roger Heim, déclara en 1963, dans sa préface à la traduction française de l'ouvrage de Rachel Carson "Le Printemps Silencieux": « On arrête les "gangsters", on tire sur les auteurs de "hold-up", on guillotine les assassins, on fusille les despotes - ou prétendus tels - mais qui mettra en prison les empoisonneurs publics instillant chaque jour les produits que la chimie de synthèse livre à leurs profits et à leurs imprudences?»

Qui mettra en prison les empoisonneurs publics?

En attendant de trouver une réponse, que nous espérons rapide, à cette question essentielle, faisons le point sur les déclarations de la FAO qui constituent une véritable déclaration de guerre à l'agrochimie.

Selon cette institution vénérable, les avantages de l'Agriculture Biologique sont innombrables.

En effet, cette forme d'agriculture respectueuse de l'environnement permet:

- de nourrir toute la planète avec des aliments sains, hautement nutritifs et exempts de poisons.
- d'économiser les réserves en eau.
- de limiter l'érosion des sols et de permettre une percolation totale des eaux de pluie.
- de préserver la biodiversité alimentaire en gardant précieusement les variétés traditionnelles qui sont plus résilientes et donc plus capables de s'adapter aux bouleversements climatiques.
- de générer des circuits courts et de promouvoir la sécurité alimentaire.
- de sauvegarder la petite paysannerie traditionnelle.
- de régénérer l'agro-foresterie traditionnelle.
- de lutter contre le réchauffement climatique en supprimant les fertilisants chimiques et les pesticides et en fixant le carbone dans le sol de par sa teneur augmentée en matière organique.
- etc.

L'agriculture va être un des secteurs les plus fragilisés par des bouleversements climatiques drastiques alors que les glaciers fondent, que les températures montent, que certains océans ne peuvent plus absorber le CO2 et que les réserves alimentaires de la planète sont au plus bas suite à des sécheresses répétées, à une pénurie généralisée en eau douce et à la promotion des nécro-carburants.

Quelle est la responsabilité de l'agriculture conventionnelle moderne dans la problématique du réchauffement climatique?

Selon l'agronome Claude Bourguignon, "par le gaz carbonique qu'elle rejette, l'agriculture intensive contribue pour un tiers au réchauffement de la planète."

Selon Jean-Marc Jancovici, "si l'on tient compte de tous les gaz à effet de serre pris en compte dans les négociations internationales, et pas seulement du CO₂, alors la répartition change : c'est l'agriculture qui arrive en tête! (avec 26 %). Cela est notamment dû aux émissions de gaz dits mineurs (CH₄, N₂O) qui sont respectivement dus à l'élevage bovin et à l'utilisation des engrais".

Certains spécialistes des sols considèrent que la perte d'1% de matière organique dans le sol équivaut à une libération de 20 tonnes de dioxyde de carbone, ou CO₂, par hectare. Ainsi, la perte de matière organique dans les grandes plaines des USA a-t-elle générée plus de CO₂ que toutes les automobiles produites dans ce pays!

Selon le Professeur Pimentel de l'Université de Cornell aux USA (un spécialiste de l'érosion de sols), l'agriculture intensive US libère tous les ans 420 millions de tonnes de CO₂ (sur les 6 milliards de tonnes libérées annuellement dans le pays).

Selon le CITEPA en France, l'agriculture et la sylviculture seraient responsables à hauteur de 16% des 534 millions de tonnes de CO₂ libérées dans l'atmosphère en 2005, à savoir 86 millions de tonnes de CO₂.

Non seulement les sols de l'agriculture intensive ne peuvent-ils plus stocker le CO₂ mais, en plus, ils en sont une source considérable. Pourquoi? Tout simplement parce qu'ils sont morts.

Selon l'agronome Claude Bourguignon:

"Sur l'ensemble de l'Europe, environ 90% de l'activité biologique des sols cultivés a été détruite par l'agriculture intensive. Je dis bien : détruites. Les zones les plus ravagées sont l'arboriculture et la vigne. Or l'activité biologique des sols est indispensable pour l'écosystème. Le sol est une matière vivante : sur trente centimètres d'épaisseur, il concentre 80 % des êtres vivants de la planète. Les vers de terre, à eux seuls, pèsent plus lourd que tous les autres animaux du monde réunis. Mais les sols abritent aussi des bactéries, des champignons et une myriade d'organismes qui se nourrissent de la matière organique. Or en Europe, le taux de matière organique du sol est passé de 4% à 1,4% en cinquante ans... En France, 60 % des sols sont frappés d'érosion. Actuellement, nous perdons en moyenne quarante tonnes de sol par hectare et par an."

En fait, certains sols betteraviers en France, par exemple, perdent 100 tonnes de sol par hectare et par an. Cela signifie qu'il faut 2000 ans pour réparer 20 années d'agriculture intensive betteravière si on laisse la nature reprendre ses droits.

L'agriculture intensive moderne est génératrice de cancers, de désertification et de réchauffement climatique.

L'Agriculture Biologique offre-t-elle réellement la possibilité de réduire le réchauffement climatique?

Il faut se tourner vers les USA et le Rodale Research Center au coeur de la Pennsylvanie pour obtenir une réponse étayée scientifiquement à cette question. Le Rodale Research Center a mis en place en 1981 une expérimentation portant sur 3 terrains cultivés le premier en agriculture conventionnelle chimique, le second en agriculture biologique avec légumineuses et le troisième en agriculture biologique avec fumier. Il a publié ses premiers résultats au bout de 23 ans en 2003:

- aucune augmentation de carbone dans le sol du terrain en agriculture chimique.
- une augmentation de carbone variant de 15 à 28 % dans les deux autres terrains, la plus grande augmentation étant obtenue avec le fumier.

Le Rodale Research Center en déduit la capacité de fixer par année et par hectare 3,7 tonnes de CO₂. Et ce sans prendre en considération les réductions en émissions de CO₂ dues aux besoins énergétiques inférieurs de l'agriculture biologique que le Professeur David Pimentel estime à 63% des besoins énergétiques de l'agriculture chimique.

Selon ces calculs, si la totalité de la surface agricole US, (à savoir 200 millions d'hectares) était reconvertie à l'agriculture biologique, cela annulerait les émissions de CO2 de 158 millions d'automobiles US chaque année.

La surface agricole française s'étend sur 33 millions d'hectares (à savoir 60 % du territoire), dont 62 % sont occupés par des terres arables et plus du tiers par des superficies toujours en herbe.

Pour la France, selon ces mêmes données, la reconversion à l'agriculture biologique des 20 millions d'hectares de terre arable générerait une fixation de l'ordre de 74 millions de tonnes de CO2 alors que l'agriculture conventionnelle et la sylviculture sont créditées actuellement d'une émission de 86 millions de tonnes de CO2.

La British Royal Society a estimé que le 1,2 milliard d'hectares de terre arable de la planète pouvait séquestrer de 6,1 à 10,1 milliard de tonnes de CO2, à condition bien sûr de pratiquer des formes d'agriculture durable.

L'écrivain agricole Australien Grame Sait estime que "si nous pouvions accroître de 1,6 % la matière organique sur les 8,5 % de la surface planétaire qui est cultivée, nous pourrions séquestrer sans problème les 100 ppm supplémentaires de CO2 que l'humanité a libérés dans l'atmosphère."

Quant au second gaz à effet de serre, le protoxyde d'azote ou N2O, nous n'avons pas d'études précises permettant de chiffrer sa réduction par une reconversion à l'agriculture biologique. Rappelons que ce gaz est généré par l'épandage et le processus de dégradation dans les sols des engrais azotés ainsi que par le tassement des sols lié à un travail du sol intense.

Quant au troisième gaz à effet de serre, le méthane, ou CH4, il est généré par la fermentation entérique des ruminants et les fosses à lisier. Nous serions enclins à remettre en question la consommation inconsidérée de viande dans les pays occidentaux. La consommation de viande, au niveau planétaire, rappelons-le, est passée de 44 millions de tonnes en 1950 à 265 millions de tonnes en 2005. Et cette tendance ne fait que s'amplifier.

Rappelons également qu'il faut, en agriculture intensive, près de 100 000 litres d'eau pour produire 1 kilo de viande de boeuf et que l'Amérique latine est ruinée par la culture du soja transgénique pour produire de la viande consommée par les nantis de la planète.

En conclusion, s'il est vrai que le CO2 n'est pas le seul gaz à effet de serre imputable à l'agriculture intensive, il reste que sa séquestration par l'agriculture biologique permet non seulement de limiter le réchauffement climatique mais accroît aussi de façon incroyable la fertilité des sols. Nous ne pouvons pas développer cet aspect dans le cadre limité de cet article mais nous pouvons d'ores et déjà renvoyer le lecteur à une technique amazonienne connue sous le nom de Terra Preta, que l'antenne de Kokopelli a pu expérimenter dans le sud de l'Inde avec des résultats spectaculaires et qui permet de plus de "séquestrer" le carbone sur de très longues périodes de temps.

On ne peut que remercier la FAO pour ses prises de position radicales quant à la nécessité de reconvertir l'agriculture à des pratiques écologiques. Il est vrai qu'il lui a fallu quelques dizaines d'années pour en arriver à cette conclusion!

Les documents de travail que la FAO vient de publier lors de son congrès international de mai 2007 sur l'Agriculture biologique constituent une base de travail excellente pour toute institution désireuse sincèrement de mettre en place une agriculture durable.

Nous ne doutons pas que le gouvernement de Messieurs Sarkozy-Juppé, dans le cadre de sa révolution écologique, va se saisir de cette occasion unique pour interdire de suite tous les pesticides, toutes les chimères génétiques, tous les fertilisants de synthèse et promouvoir la reconversion de la totalité de la surface cultivée française à des pratiques d'agriculture biologique.

Et pourquoi pas de promouvoir la protection de la biodiversité alimentaire, ce qui permettrait à l'Association Kokopelli de respirer un peu et de ne plus être harcelée de procès à répétition

parce qu'elle distribue des variétés anciennes non inscrites sur le catalogue national.
Dominique Guillet. Le 1er juin 2007.

Gentech-news 158

1. UE : annulation du brevet sur le soja

Greenpeace, d'autres ONG et notamment »Pas de brevet sur le vivant« avaient depuis longtemps engagé une procédure d'appel contre un brevet accordé à la firme US Monsanto. Ce brevet couvrait toutes les espèces de semences de soja génétiquement modifiées. Désormais - après 13 ans de bataille juridique - l'Office européen des brevets (OEB) annule totalement le brevet. (ETC, 3.5.07)

2. USA : luzerne OGM frappée d'interdiction

Un tribunal interdit de façon permanente la culture de luzerne OGM (alfalfa) et ceci, partout aux Etats-unis. Motif: investigation lacunaire, risque encouru incertain. (SFC, 3.5.07)

3. Chypre et Grèce : interdictions d'OGM

Chypre interdit la culture du maïs transgénique à des fins de production d'agro-carburants. En Grèce, ni la vente, ni la culture de semences transgéniques ne sont autorisées. (USDA, 23.4.07)

4. Corée du Sud : cantines scolaires sans OGM

L'utilisation d'aliments transgéniques est interdite dans les écoles de Corée du Sud. (Yonhap News, 17.5.07)

5. Afrique : cassave résistante aux virus, sans génie génétique

Un virus très virulent se propage dans les cultures de cassave en Afrique. Dans ce continent, la cassave représente l'aliment de base des familles pauvres. La cassave supporte la forte sécheresse et pousse bien sur des sols maigres. A Zanzibar, des chercheurs ont réussi à croiser des cassaves locales résistantes avec d'autres variétés dont le rendement et le goût sont meilleurs. La nouvelle cassave résistante au virus est déjà sur le marché. (New Scientist, 19.4.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Le G8 d'accord pour réduire substantiellement les gaz à effet de serre
2007-06-07

HEILIGENDAMM (Source vérifiée)

Les pays du G8 ont trouvé un compromis sur le climat, reconnaissant la nécessité de réduire substantiellement leurs émissions de gaz à effet de serre, sans donner cependant d'objectif chiffré commun, selon un texte du communiqué final parvenu jeudi à l'AFP à Heiligendamm. L'événement

Heiligendamm. L'événement

"Prenant en compte les connaissances scientifiques exposées dans les rapports du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC), les émissions de gaz à effet

de serre doivent cesser de croître, et cela doit être suivi par des réductions substantielles des émissions globales", explique le texte du communiqué final diffusé par plusieurs délégations. "Nous nous sommes mis d'accord aujourd'hui, en incluant tous les principaux émetteurs (de gaz à effet de serre), pour envisager sérieusement les décisions prises par l'Union européenne, le Canada et le Japon qui prévoient une réduction d'au moins de moitié des émissions globales (de gaz à effet de serre) d'ici 2050", a ajouté le texte.

"Nous nous engageons à réaliser ces objectifs et invitons les principales économies émergentes à nous rejoindre dans cet effort", précise la déclaration.

Mme Merkel, qui préside la rencontre, a parlé devant la presse de "grand succès". Elle avait alors laissé entendre qu'un accord avait été conclu portant sur un engagement de réduction.

"De nombreux pays ont évolué", a-t-elle ajouté, dans une allusion aux Etats-Unis, initialement hostiles à tout engagement contraignant et chiffré.

L'objectif de réduire les gaz à effet de serre dans cette proportion, qui était proposée par les Etats européens, est partagé "par l'ensemble des Etats du G8", a-t-elle dit.

Les Etats du forum se sont aussi "clairement engagés" à poursuivre le processus engagé sous les auspices de l'ONU contre le réchauffement planétaire, pour la période qui viendra après l'expiration du Protocole de Kyoto en 2012.

"Le processus de l'ONU est le forum adéquat pour les négociations sur le climat", a confirmé Mme Merkel.

Le protocole de Kyoto contraint les Etats signataires développés à réduire leurs émissions de CO2.

Le compromis de Heiligendamm constitue un "signal fort" dans la perspective de la conférence des Nations Unies qui se tiendra à Bali (Indonésie) en décembre sur les suites à donner au Protocole de Kyoto, s'est félicité la chancelière.

Le G8 s'est également mis d'accord pour achever la négociation de Bali "en 2009". Il y aura "un début clair" et "une fin claire" en 2009, a-t-elle précisé.

La présidence allemande du G8 souhaitait faire adopter l'engagement du G8 à réduire de 50% d'ici 2050 par rapport à 1990 les émissions mondiales de CO2, responsables du réchauffement.

La présidence allemande du G8 n'a pas immédiatement précisé jeudi quelle était l'année de référence retenue dans l'accord.

Source Bernard Blanc

Cyber @ction 218 pour le maintien de l'agriculture biologique !

La France doit soutenir une position ferme

Le 10 ou 11 juin prochain, le Conseil européen votera sur un nouveau règlement de l'agriculture biologique.

La position de la France est particulièrement importante pour maintenir une production biologique de qualité qui contribue directement à la préservation de l'environnement et des ressources naturelles.

Le nouveau règlement sur l'Agriculture Biologique en cours de négociation au sein de l'Union Européenne pourrait représenter un danger majeur pour l'agriculture biologique :

- Des dérogations permettant potentiellement d'utiliser des substances chimiques, dont certains pesticides de synthèse, et des

intrants issus d'OGM y seraient prévues;

- La pollution des produits bio par des OGM y serait tolérée jusqu'au seuil de 0,9%, comme pour les produits de l'agriculture conventionnelle.
- Le système d'étiquetage introduirait une nouvelle catégorie permettant de faire référence à la bio sur un produit majoritairement conventionnel, par exemple pour un yaourt contenant uniquement des fraises bio mais fabriqué avec du lait conventionnel.
- Le contrôle des « points à risque », en référence au système HACCP, se substituerait à l'actuelle obligation de moyens et contraindrait les producteurs à multiplier les analyses et l'achat d'intrants, de matières premières et autres matériels officiellement « sécurisés », pour un coût financier pénalisant en particulier les plus petits opérateurs, excluant les substances naturelles, les semences traditionnelles et les animaux de renouvellement bio non homologables dans le cadre juridique actuel, et favorisant ainsi les dérogations, voire les obligations d'utilisation de produits chimiques de synthèse.
- Le développement de cahiers des charges bio, notamment nationaux (comme celui qui régit le label AB), plus stricts et plus adaptés aux régions que le nouveau cahier des charges européen, n'y serait pas autorisé.

Une telle banalisation du cahier des charges de l'agriculture biologique la détournerait de sa nature, de ses spécificités et de ses enjeux.

Par conséquent, nous demandons à Madame Lagarde, Ministre de l'agriculture et de la pêche, de ne pas voter pour un règlement européen qui inclurait l'ensemble de ces conditions, ou seulement l'une d'entre elles.

Le Parlement européen, et notamment le rapport de Marie-Hélène Aubert sur la production et l'étiquetage des produits biologiques, adopté par une grande majorité des parlementaires européens ce 22 mai, préconise un encadrement strict des productions biologiques.

Nous demandons au gouvernement français de tenir compte de cet avis du Parlement européen et du souhait des consommateurs (de plus en plus nombreux à consommer des produits de l'agriculture biologique, à la fois pour leur santé et pour l'environnement), en refusant de voter pour de telles conditions. Il faut en particulier rejeter l'autorisation, même par dérogation exceptionnelle, des additifs et des traitements vétérinaires issus d'OGM ainsi que de certaines substances chimiques, notamment les pesticides.

Le vote de la France doit être cohérent avec le souci exprimé par le Président Nicolas Sarkozy pour la biodiversité et son souhait de reconsidérer notre rapport à la nature.

Nous soutenons la manifestation organisée par Nature & Progrès (Belgique, France, Espagne, Portugal) à Bruxelles* le 11 juin 2007 pour la défense de l'agriculture biologique et invitons tous les Français à manifester leur opinion auprès du gouvernement français en participant à la cyberaction organisée en partenariat avec Cyber @cteurs <http://www.cyberacteurs.org/actions/action.php?id=154>

* à 12h au Rond Point Schuman, face au Conseil de l'Union européenne
Action proposée par :

ACAP (Action citoyenne pour les alternatives aux pesticides) -
Acecomed - Action Consommation - Adéquations - Agir pour
l'environnement - Association 4D - Bio Consom'acteurs - Cheminements
- Europe des consciences - Fédération Nature & Progrès - Greenpeace
France - Kokopelli - L'Age de faire - Les Amis de la Terre - MDRGF
(Mouvement pour les droits et le respect des générations futures) -
Objectifbio - Planète Urgence - WWF France, en partenariat avec
l'association Cyber @cteurs.

Contacts :

Action Consommation - Véronique Gallais :

vgallais@actionconsommation.org

Bio Consom'acteurs - Hugues Toussaint : h.toussaint@bioconsomacteurs.org

Fédération Nature et Progrès - Guy Kastler : guy.kastler@wanadoo.fr

MDRGF / ACAP - François Veillerette : mdrgf@wanadoo.fr

>>>> COMMENT AGIR ?

C'EST FACILE : A VOUS DE SUIVRE LES 6 ETAPES SUIVANTES :

1- Copiez LE TEXTE À ENVOYER ci-dessous entre les #####

2- Ouvrez un nouveau message et collez le texte

3- Signez le : prénom, nom, adresse, ville

4- Rajouter l'objet de votre choix : défense de l'agriculture
biologique

5- Adressez votre message aux adresses suivantes :

ressource@agriculture.gouv.fr

cyberacteurs@wanadoo.fr

copie à

ministere@ecologie.gouv.fr

petitions01@www.elysee.fr

Cliquer ici :

<<mailto:cyberacteurs@wanadoo.fr;ressource@agriculture.gouv.fr>>

<<mailto:cyberacteurs@wanadoo.fr,ressource@agriculture.gouv.fr>>

Vérifiez que les 2 adresses apparaissent bien

6- Envoyez le message

Cette cyber @ction est aussi signable en ligne

<http://www.cyberacteurs.org>

Par cette action, vous ferez connaître votre opinion à Christine

LAGARDE Ministre de l'Agriculture et de la Pêche et à Cyber @cteurs

pour nous permettre d'évaluer l'impact de cette action et en informer

nos partenaires

Association Cyber @cteurs C/O Alain Uguen 152 rue F.Pelloutier 29000

Quimper

#####

Prénom, Nom

Profession :

Adresse :

Localité :

Pays :

Lettre ouverte à Madame la Ministre de l'agriculture et de la pêche

Madame Christine Lagarde
Ministre de l'agriculture et de la pêche
78 rue de Varenne
75007 Paris
copie à
M. Nicolas Sarkozy, Président de la République
M. Alain Juppé, Ministre de l'Ecologie, du Développement et de
l'Aménagement durables

Objet : Vote du nouveau règlement européen de l'agriculture biologique
Madame la Ministre,

Le 10 ou 11 juin prochain, le Conseil européen votera sur un nouveau règlement de l'agriculture biologique. La position de la France est particulièrement importante pour maintenir une production biologique de qualité qui contribue directement à la préservation de l'environnement et des ressources naturelles.

Ce nouveau règlement sur l'Agriculture Biologique pourrait représenter un danger majeur : dérogations permettant potentiellement d'utiliser des substances chimiques, dont certains pesticides de synthèse, et des intrants issus d'OGM ; pollution des produits bio par des OGM tolérée jusqu'au seuil de 0,9% ; système d'étiquetage permettant de faire référence à la bio sur un produit majoritairement conventionnel ; contrôle des « points à risque » se substituant à l'actuelle obligation de moyens et contraignant les producteurs à multiplier les analyses et l'achat d'intrants, de matières premières et autres matériels officiellement « sécurisés » ; interdiction de cahiers des charges bio, notamment nationaux (comme celui qui régit le label AB), plus stricts et plus adaptés aux régions que le nouveau cahier des charges européen.

Je soutiens les associations qui luttent contre une telle banalisation du cahier des charges de l'agriculture biologique, qui la détournerait de sa nature, de ses spécificités et de ses enjeux. Soucieux du maintien de la qualité des productions biologiques, je vous demande de ne pas voter pour un règlement européen qui inclurait l'ensemble de ces conditions, ou seulement l'une d'entre elles.

Le Parlement européen, notamment à travers le rapport de Marie-Hélène Aubert sur la production et l'étiquetage des produits biologiques, adopté par une grande majorité des parlementaires européens ce 22 mai, préconise un encadrement strict des productions biologiques.

Je vous demande de tenir compte de cet avis du Parlement européen et du souhait des consommateurs, en refusant de voter pour de telles conditions, et en particulier de rejeter l'autorisation, même par dérogation exceptionnelle, des additifs et des traitements vétérinaires issus d'OGM ainsi que de certaines substances chimiques. Une décision contraire serait incompatible avec le souci exprimé par le Président Nicolas Sarkozy pour la biodiversité et son souhait de reconsidérer notre rapport à la nature.

L'engagement de la France pour conserver un règlement strict pour l'agriculture biologique serait par ailleurs un signe positif vers

les citoyens français, confiants dans le label AB et de plus en plus nombreux à consommer des produits de l'agriculture biologique, à la fois pour leur santé et pour l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'expression de mes respectueuses salutations.

L'Amazonie s'arme contre le réchauffement climatique

2007-06-07

MANAUS (Source vérifiée)

Le gouvernement de l'Etat d'Amazonas a promulgué cette semaine, pour limiter la déforestation massive de l'Amazonie, la première loi sur le changement climatique au Brésil, quatrième plus grand émetteur de gaz à effet de serre de la planète.

La déforestation est responsable pour les trois quarts des émissions de gaz à effet de serre au Brésil. L'Etat de l'Amazonas recouvre une surface de 1,5 million de km², soit 33% de la forêt amazonienne.

Un rapport récent du ministère brésilien de l'Environnement a tiré la sonnette d'alarme sur les conséquences dramatiques du réchauffement climatique en Amazonie. "Si la frontière agricole et l'industrie du bois continuent leur progression au rythme actuel, la surface recouverte par la forêt amazonienne passera de 5,2 millions à 3,2 millions de km² en 2050". Selon les pronostics les plus pessimistes, les températures pourraient grimper de 8 degrés dans la centaine d'années à venir.

La nouvelle loi prévoit l'instauration d'une rémunération pour les populations locales qui oeuvrent à la préservation de leur habitat et à la réduction de la déforestation.

Le financement de cette "bourse forêt" sera assuré par un fonds spécial: les entreprises privées ou les pays polluants pourront y investir et recevront en contrepartie un "crédit de carbone" garantissant la préservation de la forêt amazonienne, a expliqué le secrétaire à l'Environnement de l'Amazonas, Virgilio Viana .

Le gouvernement d'Amazonas fera appel aux marchés dits "volontaires" de crédit de carbone, non régulés par le protocole de Kyoto. L'un des objectifs du gouvernement de l'Etat d'Amazonas est de parvenir à inclure la réduction de la déforestation dans le futur accord international qui se substituera au protocole de Kyoto.

L'Amazonas souhaite que le fonds s'élève à 300 millions de dollars (30 millions de dépenses annuelles). Quelque 8.500 familles devraient en bénéficier cette année et l'objectif est d'atteindre les 60.000 familles en 2010.

"Il est très important de reconnaître le rôle joué par les populations locales dans la préservation de la forêt amazonienne. Cette loi permet de les rémunérer pour le service qu'elles rendent à l'environnement", a déclaré à l'AFP Carlos Nobre, chercheur à l'Institut de recherches spatiales.

Ces nouvelles dispositions ont été bien accueillies par les écologistes qui y voient les prémices de futures politiques du même genre dans le pays.

"Le gouvernement de l'Amazonas donne un exemple vital au Brésil", a déclaré le responsable de Greenpeace pour la région, Paulo Adario.

Malgré les efforts du pays pour lutter contre la déforestation et développer des biocarburants alternatifs moins polluants, le Brésil rechigne à fixer des objectifs pour réduire ses émissions.

"Toute politique concernant le changement climatique doit tenir compte des impératifs de croissance économique dans les pays en développement", affirme le gouvernement brésilien. C'est la position que va défendre le président Luiz Inacio Lula da Silva devant le Sommet du

G8 en Allemagne.

Le Brésil a réussi ces dernières années à réduire de 52% le rythme des déforestations en Amazonie," ce qui revient à 430 millions en moins de tonnes de CO2 dans l'atmosphère, soit 15% des émissions qu'il incombait aux pays riches de réduire", a déclaré récemment la ministre de l'Environnement, Marina Silva.

La ministre a annoncé l'élaboration d'un plan national, à l'image de l'initiative de l'Amazonas.

Une vidéo intéressante sur l'agriculture intensive :

http://www.dailymotion.com:80/video/x1ds9p_alerte

Le célèbre herbicide Roundup, produit phare de Monsanto, arrive en fin de course

http://www.legrandsoir.info/article.php3?id_article=5127

Le célèbre herbicide Roundup, produit phare de Monsanto, arrive en fin de course. L'enjeu est de taille : lancer sur le marché un produit capable de le surpasser. La santé de la planète attendra.

Les plus pessimistes l'avaient annoncé, quitte à être traités d'écologistes radicaux et par conséquent ennemis du progrès et de la science. Les mauvaises herbes ont fini par résister au célèbre herbicide Roundup. Monsanto en a pris conscience, mais ses solutions ne présagent rien de bon pour la santé des terres cultivables de la planète. Petit retour en arrière. En 1970, John Franz, chimiste chez Monsanto, découvre les propriétés d'une substance capable de sécher et de tuer les plantes : le glyphosate. Un produit idéal pour éliminer les mauvaises herbes qui prolifèrent dans les champs cultivés. Le glyphosate était considéré comme moins nocif pour la santé que les autres substances de l'époque. Petit inconvénient : cet herbicide, qui sera commercialisé en 1974 sous le nom de Roundup, tue aussi les bonnes plantes à consommer.

C'était sans compter sur les chercheurs de Monsanto, qui découvrirent un gène capable d'immuniser les plantes contre les effets du Roundup. Il suffisait donc de modifier génétiquement les plantes à protéger afin que l'herbicide ne fasse que son effet sur les mauvaises herbes.

Un herbicide vedette.

Pendant des années, Monsanto a donc vendu aux agriculteurs le Roundup avec les graines modifiées génétiquement. Malgré l'opposition de nombreuses associations écologistes et même de certains gouvernements, le succès du Roundup a été fulgurant. Les ventes record de l'herbicide vedette ont été accentuées par un phénomène important : en 2000, le brevet qui le protégeait est arrivé à échéance. L'ouverture à la concurrence a permis de faire baisser les prix et le glyphosate s'est vendu comme des petits pains à travers le monde.

Ces dix dernières années, le succès a été tel que les herbicides à base

de glyphosate ont pratiquement supplanté tous les autres. La revue Science du 25 mai 2007 estime que le Roundup a fortement contribué au développement des cultures OGM. Ces onze dernières années, les surfaces agricoles de produits OGM ont été multipliées par soixante ! Aux Etats-Unis, selon Syngenta, le 56% des cultivateurs de soja n'emploient que du glyphosate. Résultat : de part cette pression sélective, la nature s'adapte et fini par résister. Des mauvaises herbes résistantes ont commencé à pousser un peu partout. La première mauvaise herbe « rebelle » est apparue en 1996. Aujourd'hui, on en compte une douzaine. Les pays les plus touchés sont les Etats-Unis, l'Argentine, l'Afrique du Sud et l'Australie. Cela prouve que, malgré ce que prétendent les anti-darwiniens, la nature est capable d'évoluer à tout moment et à s'adapter pour survivre. Ces mauvaises herbes sont notamment parvenues à retenir l'herbicide dans leurs feuilles, sans le faire descendre dans les racines, là où il aurait été fatal. Un coup de génie ! Le plan B de Monsanto.

Face à cette situation, il existe trois solutions : a) opérer un tournant radical et produire des cultures biologiques sur toute la planète ; b) ralentir l'emploi du glyphosate pour éviter de passer à des substances bien plus nocives, quitte à diminuer le rendement des terres ; c) chercher des herbicides plus puissants et vendre les graines OGM qui vont avec.

La deuxième solution est appliquée actuellement, mais ce n'est qu'une phase de transition, puisque Monsanto a d'autres idées dans ses tiroirs. L'herbicide de dernière génération s'appelle « dicamba ». Il existe depuis quarante ans, mais ce n'est qu'en 2003 que Monsanto a découvert la modification génétique à opérer sur les plantes pour le rendre très efficace. La multinationale de l'agroalimentaire assure qu'il sera commercialisé dans sa nouvelle version dans trois ans, et son brevet durera vingt ans. L'assainissement des terres, des rivières et la culture biologique à l'échelle de la planète attendront.

Sarah Tobias

Cet article est paru dans le quotidien il manifesto du jeudi 31 mai.

- Traduit et adapté par Luca Benetti.

- Source : Le Courrier de Genève, mardi 5 juin 2007 www.lecourrier.ch
<http://terresacree.org/roundup4.htm>

RDC: un gorille des montagnes abattu dans le parc des Virunga

KINSHASA - Un gorille des montagnes femelle, espèce rare et protégée, a été abattu par des inconnus armés dans le parc national des Virunga, dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC), a-t-on appris dimanche auprès de l'Institut congolais de conservation de la nature (ICCN).

"Le cadavre de Rubiga, une femelle adulte, a été retrouvé hier (samedi) par des gardes. Son petit de deux mois était accroché au corps de la mère et a été transféré pour des soins à Goma (capitale de la province du Nord-Kivu, où se trouve le parc)", a déclaré à l'AFP le responsable de l'ICCN, Paulin Ngobobo, chef du secteur sud du parc.

"Nous pensons qu'elle a été abattue vendredi, d'après des témoignages d'habitants qui ont

entendu des coups de feu. Nous avons lancé des patrouilles et les gardes (de l'ICCN) l'ont retrouvée samedi", a-t-il poursuivi.

"Rubiga faisait partie d'un groupe de 34 individus, le plus important des cinq groupes du secteur qui étaient depuis des années habitués à l'homme", a-t-il indiqué, précisant que ce secteur du parc abritait 84 des quelque 700 gorilles vivant encore en liberté dans la région, dans les montagnes bordant le Rwanda, l'Ouganda et l'est de la RDC.

"Il s'agit d'un acte de sabotage, contre le tourisme, contre la recherche", a déclaré M.

Ngobobo, qui estime qu'il ne s'agit pas de l'oeuvre de braconniers qui n'auraient pas laissé le cadavre dans la forêt, avec un petit vivant, d'une importante valeur marchande pour des trafiquants.

"Les gardes ont retrouvé des traces de sang dans la forêt et on espère qu'il n'y a pas d'autres gorilles qui ont été blessés ou tués. Nous sommes à la recherche du groupe qui s'est complètement dispersé après l'attaque", a-t-il ajouté.

Cette zone du parc des Virunga, premier parc national d'Afrique et classé site du patrimoine mondial par l'Unesco, est traversée et parfois partiellement occupée par des groupes de miliciens locaux ou étrangers ainsi que par des militaires de l'armée régulière congolaise.

En janvier, deux gorilles "dos argenté" avaient été abattus, dépecés et mangés par des rebelles, suspectés d'être des soldats insurgés répondant au commandement du général déchu tutsi congolais Laurent Nkunda. Les hommes de Nkunda ont depuis intégré l'armée et sont actuellement déployés dans plusieurs territoires du Nord-Kivu, dont la zone du parc des Virunga.

Par ailleurs, en mai, un éco-garde a été abattu par des inconnus armés lors de l'attaque d'une station de l'ICCN dans le secteur nord du parc. L'ICCN avait alors suspecté des paysans occupant illégalement le parc d'avoir commandité cette attaque pour intimider les conservateurs.

Source vérifiée.

Le climat en route pour Bali sous l'ombrelle de l'ONU

2007-06-09

HEILIGENDAMM (Allemagne) (Source vérifiée)

L'accord trouvé au G8, en réaffirmant le rôle essentiel de l'ONU, a levé l'hypothèque qui pesait sur le cadre futur des négociations internationales de protection du climat et peut aider à la survie du Protocole de Kyoto au-delà de 2012.

C'est à cette date qu'il expire et les négociations sur les suites à donner à cet unique traité international de réduction des émissions de gaz à effet de serre s'ouvrent en décembre, à Bali (Indonésie).

"Il reste beaucoup à faire", a reconnu vendredi le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier, dont le pays préside cette année le forum. Mais "l'un des principaux résultats" du sommet est "que l'ONU soit bien le toit sous lequel la protection du climat sera négociée".

Le texte, âprement débattu à Heiligendamm par les huit grands pays industrialisés, "reconnaît" l'ONU comme "le forum approprié" pour les travaux futurs et s'engage "à poursuivre plus avant au sein" de ses instances.

Une initiative américaine, lancée à la veille du G8 à destination des "principaux pays émetteurs", a fait craindre la marginalisation de l'organisation internationale au profit de processus parallèles et non contraignants.

Lors de son passage au sommet vendredi, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-

moon a annoncé une réunion de "haut niveau" le 24 septembre à New York, en insistant sur le "besoin désespéré de volonté politique au plus haut niveau" pour faire avancer le dossier. Cette réunion, selon lui, "représentera une étape préparatoire importante pour garantir de réels progrès" à Bali.

La délicatesse de l'exercice consistera cependant à intégrer les grands pays émergents aux efforts de réduction de la pollution.

Ces derniers n'ont aucune contrainte au titre du Protocole, mais les émissions de la Chine ou l'Inde, du fait de leur croissance, sont en passe de dépasser celles des Américains.

Vendredi, les cinq principales économies émergentes conviées par le G8 - Chine, Inde, Brésil, Afrique du Sud, Mexique - ont redit leur attachement à la notion de "responsabilités différenciées" entre eux-mêmes et les pays développés: ils refusent d'entraver leur croissance et leur lutte contre la pauvreté au nom du climat et réclament soutien et incitations de la part des plus riches.

"Nous avons encore un long chemin à parcourir vers l'industrialisation, l'urbanisation et la modernisation" a justifié le président chinois Hu Jintao.

C'est là le tort du G8, estime Yvo de Boer. Pour le plus haut responsable de la lutte contre le réchauffement à l'ONU, il "n'a pas fait grand chose pour inciter les pays émergents à dépasser leurs positions actuelles."

"Cela reste une étape difficile", a admis le ministre allemand de l'Environnement, Sigmar Gabriel. "Nous savons tous que nous ne pouvons pas atteindre nos objectifs de protection du climat sans que la Chine et l'Inde prennent aussi des engagements". Mais selon lui, le fait que "les Américains ont renoncé à leur position de blocage après six ans" est un tournant, selon lui.

Dès lundi, il retrouvera une trentaine de ses homologues en sommet informel dans le nord de la Suède, à Riksgränsen, afin de préparer le rendez-vous de Bali.

Ce "dialogue au soleil de minuit sera l'occasion de mesurer à quel point les pays (du G8) sont déterminés à agir sérieusement", estime Hans Verolme, directeur du programme climat au Fonds mondial pour la nature (WWF), appelant les participants à "poser les jalons de mesures concrètes", notamment en faveur des pays les plus démunis.

PNUE : la survie des derniers orangs-outans nécessite une action internationale

11 juin 2007 - Malgré les récentes mesures positives prises par le gouvernement indonésien, la survie des orangs-outans et des forêts tropicales de l'Asie du sud-est dans leur ensemble dépend en dernier lieu du soutien international et de la coopération régionale, en particulier de la part des pays importateurs de bois, prévient aujourd'hui le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

« L'Indonésie ne peut pas et ne devrait pas affronter seule le problème du trafic illégal de bois », a souligné le Secrétaire général adjoint des Nations Unies et Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Achim Steiner dans un communiqué publié à La Haye et à Nairobi.

« C'est une question qui nécessite des ressources de la part de la communauté internationale afin de soutenir les efforts des autorités, y compris les gardes sur le terrain », a-t-il ajouté.

La saisie récente de 70.000 mètres cube de bois illégal a été saluée par le PNUE mais le Programme souligne que 2,1 millions d'hectare par an sont rasés par les coupes sauvages, pour un total de 4 milliards de dollars.

« Mis l'un après l'autre, cela représente une ligne ininterrompue de camions de Paris à

Bangkok », a dénoncé Achim Steiner.

Une pression supplémentaire sur les forêts vient de l'exploitation de l'huile de palme et des bioénergies qui entraîne là-aussi un recul de la forêt. Cette question a récemment été soulevée à l'ONU par des représentants de populations autochtones ((dépêche du 14.05.2007).

Des centaines d'orangs-outans sont recueillis dans des camps alors que leur habitat naturel est brûlé ou détruit par les tronçonneuses, jusque dans les parcs nationaux indonésiens, en violation totale du droit.

Selon des images satellite et des données du gouvernement, le trafic de bois aurait lieu à partir de 37 des 41 parcs nationaux dans le pays. Ces images laissent suggérer que l'habitat forestier des orangs-outans aura disparu dans une petite décennie.

Il y a quelques mois, le PNUE soulignait que les forêts disparaissaient beaucoup plus rapidement que prévu (dépêche du 06.02.2007).

A Sumatra et à Bornéo, elles seront rasées à 98% en 2022 si des actions urgentes ne sont pas entreprises.

En outre, les animaux eux-mêmes sont victimes de trafic. Le nombre d'animaux vendus et exportés n'est pas précisément connu mais pourrait s'élever à plusieurs centaines. A Bornéo, les centres de réhabilitation accueillent environ 1.000 orangs-outans.

« Il est clair qu'ils existe des structures très organisées de commerce illégal d'orangs-outans », a souligné Willem Wijnstekers, Secrétaire général de la CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction).

De jeunes singes obtenus illégalement ont été récemment découverts dans des zoos en Thaïlande et au Cambodge.

<http://www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=14277&Cr=indon%C3%A9sie&Cr1=orangs-outans>

L'anguille européenne placée sous la protection de la CITES

2007-06-11

LA HAYE (Source vérifiée)

L'anguille européenne, une espèce menacée d'extinction par une pêche excessive, a été placée lundi sous la protection de la convention de la CITES sur le commerce international des espèces menacées à La Haye, a-t-on constaté sur place.

Les participants à cette conférence ont accepté à une très large majorité la proposition présentée par l'Allemagne, au nom de l'Union européenne, d'inscrire l'anguille européenne à l'annexe II de la CITES, qui comprend les espèces dont le commerce doit être strictement réglementé afin d'en assurer la sauvegarde.

Cette décision "est une bonne nouvelle pour l'anguille européenne et un grand résultat pour la conservation de l'espèce", a commenté Stéphane Ringuet, responsable France du programme de surveillance TRAFFIC géré par le Fonds mondial pour la nature (WWF) et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

L'anguille européenne vient par ailleurs de faire l'objet d'un plan de sauvegarde décidé par les ministres européens de l'Agriculture et de la Pêche, réunis lundi à Luxembourg.

Les populations de l'anguille européenne ont fortement décliné au cours des dernières années et se trouvent aujourd'hui menacées.

Les anguilles sont exploitées pour leur chair qui est consommée principalement en Europe et en Asie. Elle est également victime de la pollution et du blocage de ses voies de migration dans les rivières par la construction de barrages, selon le WWF.

Le poisson est pêché essentiellement quand il envahit les estuaires à l'état de larve (civelle ou

pié) ou adulte, quand il regagne l'Atlantique.

Le poisson-scie obtient la protection de la CITES

2007-06-11

LA HAYE (Source vérifiée)

Le poisson-scie, victime d'une exploitation commerciale intense, a été classé parmi les espèces protégées de la Convention sur le commerce international des espèces menacées (CITES) lundi à la conférence de La Haye.

La CITES a approuvé une proposition visant à inscrire les poissons-scie à son annexe I, celle concernant les espèces dont l'exploitation commerciale est interdite, a-t-on constaté sur place. Une des sept espèces différentes de la famille de poissons-scie a été classée à l'annexe II afin d'en autoriser le commerce uniquement à des fins de conservation dans les aquariums publics, a précisé le Fonds mondial pour la nature (WWF).

Le poisson-scie est une grande raie, apparentée au requin, pouvant atteindre sept mètres de long, et caractérisée par son long rostre pouvant comporter jusqu'à 36 dents et mesurer près de deux mètres. Cette caractéristique physique le rend particulièrement susceptible de se prendre dans les filets de pêche.

Il est recherché pour son rostre et ses dents, objets de curiosité et de collection, mais également pour son aileron, très prisé en Asie dans la soupe d'ailerons de requins, pour sa chair ainsi que pour sa bile et son foie, utilisés par la médecine traditionnelle chinoise.

La proposition, présentée par les Etats-Unis et le Kenya, a recueilli la majorité des deux tiers requise. La Chine, le Qatar et l'Indonésie, notamment, ont voté contre.

"Nous sommes soulagés que la pression commerciale internationale sur cette espèce gravement menacée puisse se relâcher", a commenté Steven Broad, directeur du programme de surveillance TRAFFIC géré conjointement par le WWF et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN).

Le poisson-scie est caractérisé par une croissance lente, une maturité sexuelle tardive, un faible taux de reproduction et une gestation lente.

L'espèce figure sur la liste rouge de l'UICN.

"Le poisson-scie a disparu de la côte est des Etats-Unis et en Asie du sud-est", a souligné Susan Lieberman, directeur du programme des espèces du WWF.

"Si une espèce est extrêmement menacée, elle peut être classée directement dans l'annexe I de la CITES", la plus restrictive, sans passer par l'annexe II, a commenté Olivier van Bogaert, chargé de presse au WWF. "Cela avait été le cas notamment avec les éléphants en 1989", a-t-il rappelé.

La conférence de la CITES, qui se tient jusqu'au 15 juin, a rejeté vendredi une proposition visant à protéger deux espèces de requins - le requin taupe et l'aiguillat commun.

Les pesticides, un risque sanitaire avéré mais encore mal pris en compte
LEMONDE.FR | 11.06.07

Les paysans, fortement exposés aux pesticides, mais aussi les personnes qui les utilisent pour leurs plantes d'intérieur, ont statistiquement deux fois plus de chances de développer des tumeurs au cerveau, d'après une étude française publiée par la revue Occupational and environmental medicine le 5 juin. Menés sur plus de cinq cents patients, ces travaux s'ajoutent à une littérature scientifique déjà fournie, montrant que l'exposition aux pesticides augmente les risques de plusieurs types de cancer (gliomes, sarcomes, cancers de la prostate) ainsi que des

pathologies neuro-dégénératives, des hémopathies et des troubles de la reproduction.

L'un des auteurs principaux de cette nouvelle enquête épidémiologique, Isabelle Baldi, maître de conférence à l'université Bordeaux 2, souligne la nécessité de poursuivre la recherche, pour tenter d'associer les risques à telle ou telle famille de pesticides. Elle insiste également sur le manque de résultats scientifiques concernant d'éventuels dangers liés à l'ingestion de pesticides présents dans l'alimentation. Malgré ces incertitudes, Mme Baldi dresse un bilan sans équivoque : "Il existe dans le monde une trentaine d'études qui montrent toutes une élévation du risque de tumeurs cérébrales, et des dizaines d'autres qui témoignent d'une hausse de la fréquence des autres pathologies."

François Veillerette préside le Mouvement pour les droits et le respect des générations futures (MDRGF) et milite pour une forte diminution de l'usage des pesticides, dont la France est l'un des plus gros consommateurs mondiaux. Le co-auteur de Pesticides, révélations sur un scandale français (Fayard, 2007) avance : "Près de neuf cents molécules pesticides sont utilisées en France. On les retrouve partout, tout le monde en mange quotidiennement. En raison de cette omniprésence, il est difficile pour les scientifiques de pointer les sources précises du risque - à la différence d'un problème circonscrit comme l'amiante." Un état de fait qui explique "en partie" la lenteur de la mobilisation des pouvoirs publics, juge M. Veillerette.

DES CONSÉQUENCES SANITAIRES ENCORE À VENIR ?

Depuis 2006, l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) est chargée de tester les pesticides mis sur le marché, avant leur homologation. Thierry Mercier, directeur adjoint du végétal et de l'environnement à l'Afssa, défend le sérieux des procédures d'évaluation du risque mises en place en France et en Europe. Il se félicite de l'interdiction en 2001 du traitement des vignes à l'arsenic, après la découverte de pathologies suspectes. Il reconnaît toutefois : "Il est impossible de conclure que seuls des agriculteurs qui ne respectent pas les précautions d'emploi tombent malades à cause des pesticides, et vice versa."

L'épidémiologiste Isabelle Baldi prévient : "Il faut vingt à trente ans pour qu'apparaissent les maladies générées par l'introduction d'un produit cancérigène. L'usage des pesticides a explosé dans les années 1970. On pourrait donc voir apparaître les conséquences maintenant." L'AFSSA confirme qu'une "dizaine" de substances pesticides classées cancérigènes "possibles" ou "probables" restent autorisées en France. Une future réglementation européenne sur les pesticides devrait imposer à l'industrie chimique de trouver des substituts à ces produits d'ici à 2009.

Matthieu Auzanneau

Le Monde

Pêche: l'UE adopte des plans de sauvegarde pour les anguilles et les thons
2007-06-11

BRUXELLES (Source vérifiée)

Trop tardivement et trop timidement selon les écologistes, les 27 ont finalement adopté lundi à Luxembourg des plans de sauvegarde pour les anguilles et les thons rouges, deux espèces menacées d'extinction par une pêche excessive.

Pour les ministres européens de l'Agriculture et de la Pêche, il y avait urgence à agir, car le stock d'anguilles a décliné de 95% à 99% depuis 1980, et les captures de thon sont trois fois trop importantes, selon les scientifiques.

L'importance de l'enjeu commercial autour de ces espèces, vendues à prix d'or sur les marchés asiatiques, a longtemps retardé des accords entre les Etats membres de l'UE. La France, l'Espagne et l'Italie, principaux pêcheurs de thons rouges et de civelles (bébés anguilles), ont défendu jusqu'au bout les intérêts de leurs pêcheurs.

Le Royaume-Uni et l'Irlande ont critiqué un plan "trop tardif" pour le thon et l'amnistie pour les pays qui ont dépassé leurs quotas de pêche, comme la France, selon des sources diplomatiques.

L'organisation écologiste WWF a estimé le plan insuffisant, expliquant à l'AFP que les quotas restaient "largement au-dessus des recommandations des scientifiques", d'autant plus que le niveau réel des prises est mal contrôlé. Le WWF demande la "fermeture immédiate" de la pêche au thon, sans attendre la date normale du 1er juillet, estimant que les pêcheurs européens ont déjà quasiment atteint leurs quotas pour cette année.

Greenpeace a de son côté déploré dans un communiqué que les 27 fassent "passer les arrangements politiques avant les avis scientifiques".

Les ministres devraient s'exprimer dans la soirée.

Les anguilles et les thons sont en fait victimes de leur succès auprès des consommateurs.

Leurs prix se sont envolés, entraînant une pêche excessive. Ainsi les civelles européennes peuvent dépasser 1.000 euros le kilo sur les marchés asiatiques.

Le plan de sauvegarde du thon, d'une durée de 15 ans, vise à restaurer les stocks, notamment en Méditerranée. Il s'inscrit d'ailleurs dans un effort mondial décidé en janvier au Japon par l'ensemble des grandes nations de pêche.

Les principales mesures pour l'UE consistent à diminuer de 10% dès cette année les quotas de pêche de ses Etats membres, à limiter les sorties en mer à six mois dans l'année, et à augmenter (à partir de 2008) de 10 à 30 kg la taille minimale des prises, pour laisser aux thons le temps de se reproduire. Les quotas de pêche devraient encore diminuer à l'avenir.

Pour l'anguille, le plan a un double objectif : relancer la reproduction, en laissant au moins 40% des anguilles adultes quitter les rivières pour aller frayer en mer, et repeupler les cours d'eau européens, en imposant de revendre une partie des captures de juvéniles à l'aquaculture.

A partir de 2009, au moins 35% des jeunes anguilles (mesurant moins de 20 cm) capturées devront ainsi être revendues dans l'UE pour repeupler les rivières. Ce pourcentage sera augmenté chaque année d'au moins 5 points, pour atteindre 60% en 2013.

L'anguille vit entre mer et rivière : elle est pêchée essentiellement dans les estuaires de l'ouest de l'Europe, quand les bébés anguilles ("civelles"), venant de l'Océan, vont s'installer dans les cours d'eau pour s'y développer, ou bien dans l'autre sens, quand les adultes regagnent l'Atlantique, pour aller se reproduire dans la mer des Sargasses, entre les Antilles et la Floride. Les ministres négociaient toujours dans l'après-midi sur un autre plan de restauration, celui du cabillaud de la Mer Baltique, également victime d'une exploitation excessive. Un accord est attendu d'ici la fin de la journée, selon des sources diplomatiques.

Les produits bio pourront contenir des OGM

12/06/2007

(Belga) Les ministres européens de l'Agriculture ont définitivement approuvé mardi un nouveau règlement controversé sur les produits biologiques qui autorise notamment la présence fortuite d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dans ces produits.

Le nouveau texte étend en réalité aux produits bio les dispositions européennes déjà en vigueur depuis 2004 concernant la présence "fortuite ou techniquement inévitable" d'OGM dans les aliments conventionnels.

Ainsi, si un produit conventionnel contient plus de 0,9% d'OGM, il doit être étiqueté comme tel. En deçà de ce seuil, aucune indication au consommateur n'est prévue. Suite au vote de mardi, ces dispositions seront également valables pour les produits biologiques pour lesquels aucune norme n'existait jusqu'à présent.

Ce règlement controversé a été approuvé par une large majorité d'Etats membres, en dépit de l'opposition de la Belgique, de la Grèce, de l'Italie et de la Hongrie. Le Parlement européen s'était de son côté prononcé pour un taux maximal de contamination de 0,1%, soit le seuil de détection. Son avis n'a toutefois aucune force contraignante, la Commission européenne et les Etats membres ayant refusé d'associer formellement les députés au projet. (AdValvas avec Belga)

<http://www.advalvas.be:80/fr/infos-actualite-Les-produits-bio-pourront-contenir-des-OGM+15652+67>

Pas de moratoire en France sur le maïs transgénique MON810 de Monsanto

PARIS - Le gouvernement français a annoncé jeudi qu'il avait décidé de ne pas instituer de moratoire sur le maïs transgénique (OGM) MON810 de la firme américaine Monsanto, l'organisation écologiste Greenpeace dénonçant aussitôt l'emprise des "lobbies de l'agriculture intensive".

La décision du gouvernement est motivée par l'avis de la Commission du Génie Biomoléculaire (CGB) qui "relève qu'il n'y a pas à ce jour d'éléments de nature à remettre en cause l'évaluation environnementale de ce maïs", soulignent dans un communiqué commun les ministres de l'Ecologie, Alain Juppé, et de l'Agriculture, Christine Lagarde.

M. Juppé et Mme Lagarde affirment qu'ils "prennent acte de l'avis rendu par la CGB" tout en soulignant "leur grande vigilance quant à la manière dont sont conduites en France les cultures d'organismes génétiquement modifiés".

L'avis de la CGB avait été demandé le 24 mai dernier à la suite de la décision des autorités allemandes de suspendre leurs importations de maïs OGM MON810.

La justice allemande, saisie par un apiculteur de Bavière, avait décidé fin avril de suspendre l'autorisation de ce maïs transgénique, jugeant qu'il était "devenu clair" qu'il pouvait avoir des effets nocifs pour l'homme.

Le ministre français de l'Ecologie Alain Juppé avait estimé fin mai que la France devait "s'inspirer du cas allemand", à l'égard de cette semence transgénique.

"Les lobbies de l'agriculture intensive réussissent pour l'instant à complètement immobiliser le

ministère de l'Environnement", a déclaré à l'AFP Arnaud Apoteker, responsable des campagnes de Greenpeace sur les ONG.

"Si le gouvernement voulait agir vite sur l'environnement, il s'agissait d'empêcher l'irréversible, d'empêcher de se retrouver devant une situation de fait accompli, de contamination de l'ensemble de la chaîne alimentaire, ce qui arrivera s'il n'y a pas un moratoire immédiat", selon ce responsable.

Il a jugé que cette décision était de "mauvais augure" pour la conférence sur l'Environnement promise par le président Nicolas Sarkozy et prévue à l'automne, rappelant que "l'ensemble des ONG réclamaient un moratoire sur les OGM".

Le maïs concerné est autorisé à la culture commerciale dans l'Union européenne depuis 1998. La CGB avait préalablement examiné le dossier en avril 1996 et exprimé alors un avis favorable.

Le MON810 vise à protéger les cultures de la pyrale du maïs, une sorte de papillon dont les larves se nourrissent de l'intérieur des tiges de la plante.

En France, environ 30.000 ha de cette variété sont cultivés, selon les déclarations de semenciers recoupées par les ONG.

Une directive européenne permet à un gouvernement d'interdire un OGM si des études scientifiques postérieures à son autorisation indiquent qu'il existe des risques pour la santé et l'environnement.

(Source vérifiée / 14 juin 2007)

In extremis, la CITES rejette le classement des coraux rouges et roses
2007-06-15

LA HAYE (Source vérifiée)

Les participants à la conférence de la CITES sont revenus in extremis vendredi sur leur décision de classer les coraux rouges et roses parmi les espèces protégées.

La proposition de classer ces coraux, très prisés en bijouterie, a été rejetée, lors d'un deuxième vote surprise organisé à la fin des débats à La Haye.

Les participants à cette conférence internationale sur les espèces menacées avaient décidé lors d'un premier vote en comité le 13 juin d'inscrire ces coraux - "Corallium spp" - à l'annexe II de la CITES, celle qui accueille les espèces dont le commerce doit être strictement réglementé afin d'en assurer la sauvegarde.

Les résultats du premier vote avaient été très serrés.

"Ce retournement, obtenu lors d'un vote secret est déplorable, la conservation de cette espèce est critique", a commenté Elizabeth Keely, de l'ONG Seaweb, estimant qu'il s'agissait d'une "décision politique".

Le corallium est principalement exploité pour la fabrication de bijoux et d'objets d'art.

L'espèce est particulièrement vulnérable du fait de ses caractéristiques biologiques: maturité tardive, croissance lente et faible fécondité.

Les bancs de coraux rouges et roses se trouvent dans les eaux tropicales et tempérées.

Leur exploitation est particulièrement développée dans le Pacifique ouest et en Méditerranée.

Le créationnisme pourrait être une menace pour les droits de l'homme, selon le Conseil de l'Europe

jeudi 21 juin 2007, par Domi

L'intrusion des doctrines du créationnisme dans les systèmes d'éducation des États membres du Conseil de l'Europe peut être une menace pour les Droits de l'Homme, selon un Rapport de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation qui sera discuté et voté par le Conseil de l'Europe le 26 juin.

Bien que les doctrines créationnistes aient été pendant longtemps un phénomène américain et donc peu présentes dans les pays européens, le rapport suggère qu'elles tendent à se répandre chez des États membres.

L'Assemblée parlementaire recommande aux États membres et leurs autorités chargées d'éducation, entre autres, à « s'opposer fermement à la présentation du créationnisme comme discipline scientifique égale à la théorie d'évolution et en général à résister à la présentation des doctrines du créationnisme dans toute discipline autre que la religion ».

Sources ((fr)) - Commission de la culture, de la science et de l'éducation, « Les dangers du créationnisme dans l'éducation (Doc. 11297) ». Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, 8 juin 2007.

Source A l'Actu

Extraits de 365 jours pour réfléchir à notre Terre

de Yann Arthus-Bertrand, Editions de la Martinière 2006 (sur papier recyclé).

La Guyane française compte 5500 plantes différentes dont plus d'un millier d'arbres. Sur un seul hectare de forêt on trouve jusqu'à 300 essences différentes, plus que dans l'Europe toute entière. Devant une telle biodiversité, on comprend que ces forêts ne peuvent être exploitées comme le sont les autres forêts. Est-il raisonnable de détruire toute une forêt pour n'en extraire qu'un ou deux arbres intéressants les forestiers?

Dans le monde, les OGM couvrent déjà 5,4% des terres cultivées de la planète. (...) En 2003 à 2004, la surface cultivée en PGM a progressé de 20% pour atteindre 81 millions d'hectares dans le monde (l'équivalent de deux fois la superficie des Pays-Bas). Aujourd'hui, 56% du soja, 28% du coton, 19% du colza et 14% du maïs produits dans le monde sont génétiquement modifiés.

En Indonésie, la surface consacrée aux palmiers à huile est passée de 120 000 hectares en 1968 à 5,5 millions d'hectares en 2004, et chaque minute, une surface boisée équivalente à quatre terrains de football y disparaît.

... Les Etats-Unis sont toujours les premiers producteurs d'OGM. Dans ce pays, 87% des surfaces de soja, 79% du coton et 52% de maïs sont des cultures génétiquement modifiées. En 2005, cinq pays - Les Etats-Unis, l'Argentine, le Canada, le Brésil et la Chine - représentaient à eux seuls 95% des 90 millions d'hectares consacrés aux OGM dans le monde.

La longue tradition végétarienne de l'Inde repose sur des principes religieux et philosophiques. Mais la consommation de viande y progresse. A travers le monde, environ deux tiers de la population ont une alimentation essentiellement végétarienne et environ un tiers une alimentation carnée. La superficie de la Terre ainsi que les quantités d'eau et d'énergie utilisées pour produire la viande sont considérablement plus importantes que pour produire des plantes. Le régime à forte proportion carnée exerce sur l'environnement une pression irréversible. Les générations futures seront privées de ressources essentielles si le monde d'aujourd'hui continue à consommer de la viande en quantité. En outre, les

nutritionnistes ont prouvé que la consommation trop abondante de viande favorise l'apparition des maladies cardio-vasculaires et de certains cancers. Une évolution naturelle vers une alimentation plus équilibrée -plus riche en légumes et en fruits et moins riche en viande- serait bénéfique pour la planète comme pour les êtres humains.

...L'outre-mer français recèle un trésor naturel : il abrite 10% des récifs coralliens et 20% des atolls de la planète. Ce précieux patrimoine confère à la France la responsabilité de protéger ces remarquables écosystèmes. Car si les massifs coralliens mondiaux couvrent moins de 1% des fonds marins, ils abritent 100 000 espèces végétales et animales, et plus de 1 million d'espèces pourraient encore y être identifiées.

Le transport aérien mondial émet davantage de gaz à effet de serre que l'ensemble des activités d'un pays comme la France. Par exemple, un aller-retour Paris-New-York émet près d'une tonne de CO₂ par passager. Un voyageur en avion émet environ 140 g de CO₂ au km, contre 100 g pour un automobiliste.

Aujourd'hui, l'agriculture biologique ne représente que 2% des ventes mondiales de l'ensemble des produits alimentaires.

En trente ans, la planète a perdu 30% de sa biodiversité, les populations des forêts tempérées et tropicales ont décliné de 12%, les espèces marines de 35% et celles d'eau douce de plus de 50%.

Au total, sur les 40 000 espèces animales et végétales répertoriées par l'Union Mondiale pour la Nature (IUCN), 784 sont officiellement éteintes, 65 n'existent qu'en captivité ou en culture, et 16119 sont menacées d'extinction : un amphibien sur trois, un quart des conifères, un quart des mammifères et un oiseau sur huit. Pour 99% de ces espèces menacées, l'homme est l'unique prédateur.

Gentech-news 159

1. USA : demande de brevet pour le premier organisme vivant

Une firme US dépose une demande de brevet pour une nouvelle variété de bactérie entièrement créée en laboratoire, à partir de gènes synthétiques. «Ceci est le premier organisme vivant créé par l'homme à l'échelle mondiale», écrit l'organisation ETC. Reste à savoir si cela fonctionne. ETC a l'intention de contester la validité de ce brevet. Elle exige en outre que l'on ouvre un débat public et que l'on crée des conditions cadres en matière de «biologie synthétique» à l'échelle internationale. (ETC,7.6.07)

2. EU : l'aversion contre le maïs GM croît de jour en jour

L'Allemagne interdit la vente de semences de maïs transgénique (maïs Mon810). La France suivra vraisemblablement le mouvement. L'Autriche, la Grèce, la Hongrie, la Pologne et la Bulgarie ont déjà interdit, voire limité, la vente de maïs Mon810. La Commission de l'UE qui avait donné son feu vert au maïs, n'a pas réussi à imposer sa décision. (Reuters, 5.6.07)

3. Angleterre : «Autant en emporte le vent»

Une étude récente prouve que la contamination par le pollen transgénique a été sous-estimée jusqu'à présent. L'effet du vent n'a quasiment pas été pris en compte dans les distances de sécurité respectées entre les cultures. Et pourtant, il joue un rôle prédominant en la matière. (University Exeter, 31.5.07)

4. Suisse : protestation contre des essais en plein champ

L'EPFZ et l'université de Zurich prévoient d'effectuer 3 essais de culture de blé transgénique en plein champ. 13 organisations protestent contre ce projet lui reprochant principalement de

ne respecter les exigences de la loi sur le génie génétique. Selon cette législation, les essais en plein champ ne peuvent être réalisés qu'à condition que les résultats nécessaires aux évaluations de potentiels impacts négatifs sur d'autres organismes - insectes ou champignons du sol - soient obtenus hors des milieux confinés, à savoir laboratoire ou serre. Or ces résultats manquent en grande partie. (Greenpeace, 14.6.07)

5. Hollande : tomates résistantes au mildiou, sans génie génétique

Des chercheurs ont examiné une variété de tomate sauvage résistante au mildiou. Ils ont identifié 10 domaines de facteurs de résistance dans son patrimoine génétique. La résistance est donc assurée par plusieurs gènes - gènes de résistance - dans différents domaines. Les chercheurs ont identifié les domaines et à partir de là, ils ont créé des gènes marqueurs. Ce qui permet de cultiver des plantes possédant plusieurs domaines de résistance - un espoir pour l'avenir. (NOSR, 30.3.07)

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Live Earth, un concert historique en faveur de la lutte contre le réchauffement de la planète par Florent Breuil le 22/06/2007

Les organisateurs sont certains que Live Earth marquera un tournant dans la prise de conscience collective sur les changements climatiques de notre planète. Les concerts auront lieu simultanément dans sept pays le 7 juillet 2007. Cet événement international, auxquels participeront des artistes de premier plan tels que les Foo Fighters, Madonna et les Red Hot Chili Peppers, a été créé par Kevin Wall, président directeur général de Control Room, et sera produit sous la bannière de Save Our Selves (S.O.S.), une organisation formée par Kevin Wall, l'ancien vice-président américain Al Gore, Pharrell Williams, Cameron Diaz et le réseau MSN. L'objectif de S.O.S. est de faire progresser les programmes internationaux de lutte contre la crise climatique en utilisant la puissance collective de ses membres pour atteindre le public dans tous les coins de la planète par le truchement de la télévision, de la radio, du cinéma et d'Internet.

Al Gore, le porte-drapeau de la lutte contre le réchauffement climatique et de la défense de l'environnement, résume ainsi l'objectif de S.O.S. : « Pour résoudre la crise climatique, il nous faut atteindre des milliards de personnes. Nous lançons S.O.S. et Live Earth pour amorcer un processus de communication qui mobilisera des gens dans le monde entier afin qu'ils commencent à agir. » Le collectif S.O.S. se servira de la portée et de l'envergure de MSN pour promouvoir Live Earth et pour mener une campagne massive destinée à éduquer les citoyens à de nouvelles habitudes de vie au quotidien au profit de la santé de la planète. « Toute personne connectée à Internet, où qu'elle soit dans le monde, pourra se connecter à MSN et visionner non seulement les concerts, mais également une collection considérable de supports interactifs divertissants, éducatifs, sources d'inspiration et, au final, moteurs pour le changement, » explique Joanne Bradford, vice-présidente responsable de la supervision des forces de ventes « global media » du groupe MSN.

Les sept lieux de concerts de Live Earth - New York, Londres, Shanghai, Sydney, Johannesburg, Rio De Janeiro et Tokyo - couvriront les sept continents et les illumineront d'une constellation de stars de la pop music. Le concert des U.S.A. inclura le chanteur John

Mayer, les effigies de la scène emo Fall Out Boy, la légende du rock (et fondateur des Pink Floyd) Roger Waters, et le groupe Police de nouveau au complet. A Wembley à Londres, le public pourra apprécier, entre autres, les Black Eyed Peas, les pionniers du rap les Beastie Boys, l'icône des années 80 Duran Duran, et le groupe Genesis au grand complet (qui fera pour l'occasion sa première apparition live depuis dix ans). Bien sûr, comme le dit l'organisateur et premier responsable de S.O.S. Kevin Wall, ces célébrités ne participeront pas à Live Earth pour le seul plaisir d'être adulés par la foule. « Plus de 100 artistes se produiront à l'occasion des concerts de Live Earth et ce sont tous des vedettes. Nous avons été submergés par les réactions de la communauté artistique et nous travaillons d'arrache-pied à la logistique pour tous les groupes qui veulent se mobiliser. »

Ces concerts ne marquent qu'un début pour S.O.S., qui espère amorcer rien moins qu'une révolution dans la connaissance du phénomène et la lutte contre le réchauffement climatique. Une révolution que les fondateurs de S.O.S. appliquent à eux-mêmes, à commencer dans leur façon d'utiliser l'énergie durant les concerts. Ainsi, les organisateurs de Live Earth, en collaboration avec le U.S. Green Building Council, organisme national qui délivre les certifications aux bâtiments « verts », ont élaboré une nouvelle norme destinée à devenir une référence mondiale en matière de concerts et d'événements « carboneutres ». S.O.S. s'est aussi associé à un grand nombre de groupes industriels tels que Stonyfield Farms, Smart et Pepsi, qui partagent tous la philosophie environnementale proactive incarnée par Live Earth : une philosophie essentielle si l'on veut apporter une réponse à la crise et la résoudre. Cette journée du 7/7/07 promet d'être haute en couleurs, que ce soit pour les mélomanes ou pour tous ceux qui ont compris que nous partageons un seul et même monde et que nous devons travailler unis pour relever le défi du réchauffement climatique.

<http://www.mediaterre.org/international/actu,20070622154726.html>

Démographie : un terrien sur deux vit en ville

Selon une récente étude de l'Institut national d'études démographiques (Ined), en 2007, le taux d'urbanisation dans le monde a franchi la barre de 50%. La taille des villes s'est accru de manière spectaculaire, particulièrement en Afrique et en Asie qui abriteront en 2030 la majorité des grandes cités du monde.

Dans son dernier numéro de "Population et sociétés", l'Ined rappelle qu'en 1900, il n'y avait, à l'échelle mondiale, qu'un urbain sur dix habitants de la planète, et en 1950, un peu moins de 3 sur 10.

En 2030, les villes accueilleront 6 humains sur dix, soit une population de 5 milliards de citadins (sur plus de 8 milliards), contre 3,3 aujourd'hui.

Actuellement, les continents les plus urbanisés sont les plus développés, Europe et Amérique du Nord, où les trois quarts de la population vit en ville, avec une exception, l'Amérique latine, très urbanisée avec 78% de citadins. Mais l'Afrique et l'Asie, continents les plus peuplés, devraient eux aussi compter une majorité d'urbains en 2030 et accueillir alors la majorité des grandes cités dans le monde.

Le poids des grandes agglomérations, celles de plus de 10 millions d'habitants, s'est fortement accru durant ces dernières années. Elles étaient seulement trois en 1975 (Tokyo, New-York et Mexico) et sont passées à 20 en 2005, avec toujours en tête Tokyo (35,2 millions d'habitants), puis Mexico (19,4) et New-York (18,7).

La majorité des villes de plus de 10 millions d'habitants sont situées dans des pays en voie de développement. La Chine en compte deux parmi les plus grandes (Shanghai et Pékin) et l'Inde trois (Bombay, New-Delhi et Calcutta).

Si, dans un premier temps, urbanisation rime avec développement, des conséquences néfastes arrivent rapidement comme l'élévation des niveaux de pollution ou l'accroissement des bidonvilles. Un constat préoccupant car les analystes ne prévoient aucun retournement de tendance.

Jean-Philippe Defawe
(21/06/2007)

Terre : péril imminent

21 juin 2007

« Il ne faudra rien moins qu'un sauvetage de la planète pour la préserver de la catastrophe environnementale provoquée par un changement climatique dangereux ». Il ne s'agit pas là d'un avertissement provenant d'écologistes fondamentalistes, mais de scientifiques éminents, publiant dans une revue scientifique sérieuse.

Six scientifiques appartenant à des institutions américaines prestigieuses ont publié ce qui constitue une mise en garde sans ambiguïté adressée au monde : la civilisation elle-même est menacée par le réchauffement climatique.

Ils critiquent également le Groupe Intergouvernemental pour l'Etude du Changement Climatique de l'ONU, lui reprochant de sous estimer l'ampleur de l'élévation du niveau des mers provoquée par la fonte des glaciers et de la banquise durant ce siècle.

Au lieu de 40 centimètres, comme le prévoit le GIEC avec ses modèles informatiques, cette élévation pourrait atteindre plusieurs mètres d'ici 2100. C'est pourquoi, écrivent-ils, la planète terre affronte un « péril imminent ».

Leur étude, accompagnée de nombreuses références scientifiques, a été publiée par la revue *Philosophical Transactions of the Royal Society*. Ces chercheurs mondialement réputés y décrivent en détail pourquoi ils pensent que l'humanité ne peut plus se permettre d'ignorer plus longtemps « la plus grave menace » qu'est le changement climatique.

« Les émissions récentes de gaz à effet de serre rapprochent dangereusement la terre d'un changement climatique énorme qui pourrait échapper à tout contrôle, mettant en grand danger les hommes et les créatures vivantes », écrivent-ils. Seul d'intenses efforts pour limiter les émissions d'origine humaine de dioxyde de carbone et des gaz à effets de serre, permettront de conserver le climat dans la moyenne du dernier million d'année.

Ces chercheurs ont travaillé sous la direction de James Hansen, le directeur de l'Institut Goddard des Etudes Spatiales de la NASA, qui fut le premier à alerter le Congrès US sur le réchauffement climatique.

Parmi eux, se trouvent Makiko Sato, Pushker Kharecha et Gary Russell, également de l'Institut Goddard, David Lea de l'université de Californie, et Mark Siddall de l'observatoire terrestre Lamont-Doherty, dépendant de l'université de New York.

Dans leur étude « *Climate Change and trace gases* », les chercheurs abandonnent souvent le ton distancié de la science pour souligner l'ampleur des problèmes et des dangers posés par le changement climatique.

Dans un courriel adressé à *The Independent*, le Dr Hansen écrit : « à mon avis, parmi nos publications, celle-ci a sans doute le mieux réussi à rendre clair que la terre se rapproche dangereusement de changements climatiques qui pourraient échapper à tout contrôle. »

Le forçage artificiel du climat résultant des émissions humaines de dioxyde de carbone et de gaz à effets de serre menace de provoquer une bascule du climat qui pourrait « déclencher un cataclysme » dans les glaces de l'Antarctique et du Groenland, alertent-ils.

De telles bascules de climat considérables se sont déjà déroulées par le passé, mais aucune n'a eu lieu depuis que les hommes ont développé des sociétés et des civilisations complexes, qui ne survivraient sans doute pas à des changements de cette nature s'ils intervenaient maintenant.

« Les civilisations se sont développées, et ont construit leurs vastes infrastructures durant une période inhabituelle de stabilité climatique, l'Holocène, qui dure depuis 12 000 ans. Cette période est sur le point de s'achever. » Les hommes ne peuvent pas se permettre de brûler ce qu'il reste de carburant fossile. « Le faire, ce serait rendre certain un changement climatique dramatique, nous amenant à une planète différente de celle sur laquelle les civilisations ont construit leurs infrastructures matérielles. »

Le Dr Hansen affirme que nous disposons de 10 ans pour mettre en place les mesures draconiennes requises pour limiter les émissions de CO2 suffisamment rapidement pour prévenir une élévation dangereuse de la température moyenne. Si tel n'est pas le cas, la chaleur accrue pourrait déclencher une fonte rapide des glaces des pôles, rendue bien plus grave par une inversion de l'albedo, se produisant lorsque les rayons lumineux aujourd'hui réfléchis par les surfaces gelées blanches seront absorbés par la surface sombre de la mer. Les glaciers et les banquises du Groenland dans l'hémisphère nord, la banquise à occidentale de l'Antarctique au sud, montrent tous les signes d'évolutions rapides prédits avec l'élévation de la température.

L'inversion de l'Albedo fournit un mécanisme déclencheur. Si cet effet se poursuit suffisamment longtemps, de nombreuses rétroactions dynamiques s'enclencheront, provoquant l'effondrement des banquises, disent les scientifiques. « Nous affirmons que la durée requise pour déclencher ce mécanisme est au plus d'un siècle, probablement moins. » La dernière évaluation publiée par le GIEC dans le courant de l'année prévoit peu ou pas de contribution de la fonte des glaces du Groenland et de l'Antarctique à l'élévation du niveau des mers, mais ces scientifiques contestent leur conclusions. « Les analyses et les projections du GIEC ne prennent pas bien en compte les lois physiques non linéaires présidant à la désintégration des glaciers humides, des fontes de glaces et de l'érosion, et ne sont pas non plus consistantes avec les preuves issues de l'étude des paleoclimats que nous avons produites et qui montrent l'absence de décalage entre le forçage de la fonte des glaces et l'élévation de la mer. »

Durant leurs travaux, ils ont observé le passé sur plus de 400 000 ans en prélevant en profondeur des échantillons de glace, et trouvé des preuves qui suggèrent que des changements climatiques rapides, intervenant sur une période mesurable en siècles ou même en décennies sont intervenues dans le passé lorsque le monde commençait à se réchauffer et les glaces à fondre.

Il est impossible d'évaluer le niveau ou les émissions de gaz à effet de serre d'origine humaine atteindront un niveau dangereux.

« Quoi qu'il en soit, il est bien inférieur à ce qui a été communément admis. Si nous ne l'avons pas déjà franchi, notre modèle d'infrastructure énergétique nous garantit que nous le dépasserons en quelques dizaines d'années », affirment-ils.

« Nous en concluons qu'une stratégie praticable pour le sauvetage de la planète, requiera presque à coup sûr une méthode pour extraire les gaz à effets de serre de l'atmosphère ».

Publication originale The Independent, traduction Contre Info

<http://terresacree.org/peril.htm>

Renforcement de la Protection Internationale des Loris Lents et des Loris Paresseux
par Alice Stroud, SSN le 26/06/2007

Informations soumises par le Réseau pour la Survie des Espèces (Species Survival Network ou SSN).

LA HAYE, le 8 juin 2007 - Les Parties à la Convention sur le Commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) ont travaillé aujourd'hui avec diligence pour accroître la protection générale accordée aux loris lents et aux loris paresseux, une espèce menacée de primates que l'on retrouve dans les forêts tropicales et subtropicales d'Asie du Sud-Est.

« Comme il s'agit de petits animaux nocturnes, ces primates ont été largement ignorés pendant tout un temps, malgré le danger sérieux auquel ils faisaient face sur toute l'aire de répartition. La décision d'aujourd'hui réduira drastiquement les nombreuses captures non durables de ces animaux et contribuera à leur survie à long terme », a déclaré le Dr Sandra Altherr, qui s'exprimait au nom de Pro Wildlife, une organisation non gouvernementale allemande membre du Réseau pour la Survie des Espèces (SSN).

Le Royaume du Cambodge proposait d'accroître le statut de ces loris au titre de la Convention en les transférant vers une Annexe plus protectrice (de l'Annexe II à l'Annexe I) pour interdire toutes les transactions commerciales de cette espèce. Tristement, ces petits animaux très mignons sont capturés par dizaines de milliers pour être vendus ensuite comme animaux de compagnie ou être utilisés par la médecine traditionnelle. En conséquence, les populations des cinq espèces reconnues ont connu un déclin important. Ce n'est que tout récemment que quatre espèces de loris lents et paresseux ont fait l'objet d'une proposition visant à leur accorder une plus grande protection en modifiant leur statut sur la Liste Rouge des Espèces menacées de l'UICN.

« Nos recherches montrent que le commerce national et international des loris lents et paresseux provoque une diminution de plus en plus rapide des populations, et nous sommes donc très heureux que les Parties aient pris en compte ces informations pour prendre cette décision cruciale, » a déclaré le Dr Barbara Maas, Président Exécutif de Care for the Wild International, aussi membre du SSN.

Notes de l'éditeur

Répartition : Forêts ombrophiles tropicales et subtropicales à feuillage très dense dans le sud et le sud-est de l'Asie ; le genre est maintenant reconnu comme regroupant cinq espèces ; *N. bengalensis* (reconnue en tant qu'espèce valide en 1997): Bangladesh, Cambodge, Chine, Inde, République démocratique populaire du Lao (RDP Lao), Myanmar, Thaïlande, Vietnam ; *N. coucang* : Indonésie (Sumatra), Malaisie, Singapour, Thaïlande ; *N. pygmaeus* : Vietnam, Cambodge, RDP Lao, Chine ; *N. menagensis* (reconnue en tant qu'espèce en 2003 puis en 2007): Philippines, Brunéi Darussalam, Indonésie (Bornéo) ; *N. javanicus* (reconnue en tant qu'espèce en 2006) : Indonésie (Java).

Menaces : commerce national et international des animaux de compagnie, et utilisation dans la médecine traditionnelle pour la préparation de nourriture et de remèdes ; destruction et dégradation de l'habitat ; réintroductions au hasard de spécimens captifs dans des forêts éloignées du point d'origine.

Commerce : lourdement exploités pour le commerce local et international ; presque tous les spécimens commercialisés ont été attrapés dans la nature à un taux qui excède de beaucoup le faible taux de reproduction du genre ; demande croissante du marché due à des changements économiques et à un accroissement de la population humaine dans la région ; les espèces individuelles sont protégées dans de nombreux Etats de l'aire de répartition mais les lois sont mal appliquées, les espèces sont difficiles à distinguer dans le commerce et le commerce illicite excède de beaucoup le commerce licite rapporté.

Pour obtenir plus d'informations, veuillez contacter :

Alice Stroud,

Coordinatrice, Bureau Régional de l'Afrique Francophone

Species Survival Network - www.ssn.org

421 Jefferson St; Klamath Falls, OR 97601; USA

Phone/Fax: +1 541 850 9868 (GMT - 8 hours)

alicestroud@ssn.org

Mondialisation : tout le blé du monde pour les riches

Michael Parenti.

26 juin 2007

Mondialisation et démocratie : quelques notions de base, par Michael Parenti.

Countercurrents.org, 26 mai 2007.

L'objectif des grands groupes transnationaux est de réellement devenir transnationaux, c'est à dire de se positionner au-dessus du pouvoir souverain d'une nation, tout en étant servis par les pouvoirs souverains de tous les pays. (...)

Ces commissions - dont l'OMC en est un exemple typique - regroupent un panel de "spécialistes du commerce" qui s'érigent en juges des questions économiques, et qui se placent au-dessus du pouvoir et du contrôle populaire de tous les pays, s'assurant par là même la suprématie du capital financier international. Ce fonctionnement, appelé mondialisation, est considéré comme l'inévitable vecteur de croissance naturel profitable à tous. C'est en fait, un coup d'état mondial orchestré par les intérêts économiques du big business mondial. (...)

Agissant comme juge suprême au niveau mondial, l'OMC a rejeté des lois qui constituaient, selon elle, "un obstacle au libre-échange".

Elle a imposé au Japon des teneurs plus élevées en résidus de pesticides dans les produits alimentaires importés.

Elle a empêché le Guatemala de légiférer contre une publicité mensongère pour des aliments pour bébés.

Elle a fait lever dans divers pays l'interdiction de l'amiante, et fait changer la réglementation sur les économies de carburants et sur les normes d'émissions de polluants atmosphériques pour les véhicules à moteur. Elle s'est prononcée également contre les lois de protection de la vie aquatique et contre l'interdiction de fabrication de produits à partir d'espèces menacées.

L'interdiction dans l'Union Européenne de l'importation de bouf américain bourré d'hormones, était massivement approuvée par les populations dans toute l'Europe, mais un panel de l'OMC composé de 3 membres a décidé que cette interdiction était contraire aux lois sur la liberté du commerce. (...)

L'OMC a rejeté la partie de la loi sur l'Air Pur aux US qui interdisait certains additifs dans l'essence parce cette mesure empêchait les importations en provenance de raffineries à l'étranger.

L'OMC a rejeté également la partie de la loi sur les Espèces en Voie de Disparition qui interdisait l'importation de crevettes capturées avec des filets sans dispositif de protection pour les tortues de mer.

Le libre échange, ce n'est pas le commerce équitable ; il profite à des pays puissants au détriment des faibles, et il sert les intérêts des riches au détriment de nous tous. La mondialisation, c'est revenir sur beaucoup de réformes du XX^e siècle : pas de liberté de boycotter des produits, pas d'interdiction contre le travail des enfants, pas de salaire minimum vital ou d'avantages sociaux, pas de services publics qui puissent entrer en compétition avec les services privés, pas de protections sociales qui viennent réduire la marge des entreprises.

(...)

Dans la même veine, l'OMC a décidé que le groupe américain RiceTec détiendrait les droits de propriété intellectuelle de toutes les nombreuses variétés de riz basmati, cultivé par les agriculteurs indiens depuis des siècles. Elle a également accordé à un groupe japonais les droits exclusifs au niveau mondial de la production de la poudre de curry. (...)

Ce qui est réduit à néant ici, c'est non seulement un certain nombre de bonnes lois qui traitent de l'environnement, des services publics, du droit du travail, et de la protection du consommateur, mais également le droit même de les promulguer. La souveraineté du peuple elle-même est cédée au profit d'une organisation du commerce ploutocrate et secrète qui prétend exercer un pouvoir plus important que celui du peuple, de ses tribunaux et de sa législation. Nous avons affaire ici à un coup d'état mondial perpétré par le grand capital sur les nations du monde. (...)

La lutte contre le libre échange c'est donc la lutte pour le droit à la démocratie politico-économique, aux services publics, et à un revenu social - c'est à dire le droit de ne pas être pieds et poings liés au grand capital.(...)

Incarnée par les accords de libre-échange, la mondialisation n'a pas grand-chose à voir avec le commerce et est tout sauf libre. Elle profite aux pays riches au détriment des pays pauvres, et aux classes riches d'un pays au détriment des citoyens ordinaires. C'est le nouveau spectre qui hante le même vieux monde.

Lire l' article <http://blog.emceebeulogue.fr>

Les avantages du bio reconnus par la FAO
par Guillaume Moricourt

Le bio ? Vous n'y pensez pas sérieusement mon pauvre monsieur. le bio, c'est bon pour les bobos ! Comment peut-on envisager de nourrir la planète avec une faible productivité ? Cette vision, tenace, avec un brin de mépris pour les nantis de gauche, vient d'être battue en brèche par la FAO, l'Organisation de l'ONU pour l'Agriculture.

Que constate cette noble institution, qui est sans doute la seule à avoir gardé sa raison face à la grippe aviaire en n'acceptant pas le recours au tout vaccin contre les menaces de pandémie, et en préconisant au contraire de traiter le manque d'hygiène des élevages (avec un budget bien plus réduit) pour circonscrire le virus dans l'ouf ?

La FAO constate que l'agriculture bio n'est plus cantonnée aux pays riches. Et qu'elle est capable de nourrir la planète. De part le monde, le nombre de reconversions va bon train : l'agriculture bio est présente dans 120 pays, elle recouvre 31 millions d'hectares, pour un marché de plus de 40 milliards de dollars.

Et notre propre agriculture bio est en quelque sorte la garante, l'héritière, de l'agriculture traditionnelle des paysans d'autrefois, nos grands-parents, qui étaient acquis alors au bon sens, qui avaient compris qu'on devait préserver la ressource, ne pas maltraiter les animaux.

Pour se passer de pesticides qui causent d'innombrables décès dans le Tiers Monde, souvent par mauvaise utilisation, la FAO avait déjà préconisé il y a quelques années la lutte biologique pour se débarrasser des insectes ravageurs. Cette pratique consiste à utiliser des insectes utiles contre les insectes nuisibles. Chez nous, les braves coccinelles exterminent proprement les pucerons.

Aujourd'hui, la FAO saute le pas et encourage les pays du monde entier à développer le bio. Les avantages qu'elle met en avant sont connus au niveau agronomique : entretien des sols (appauvrissement pour l'agriculture intensive avec la perspective de la stérilisation des sols),

recours à des produits naturels contre des produits chimiques, moindre pollution, meilleur goût.

Mais l'étude produite le 3 mai à Rome reconnaît encore en faveur du bio une meilleure efficacité par rapport aux coûts, une résistance accrue des écosystèmes face au stress climatique, une réduction de l'utilisation des carburants fossiles. Le bio est à même de maintenir les structures rurales, d'empêcher le gonflement des bidonvilles urbains, car il nécessite plus de bras.

D'un point de vue holistique, le bio est préférable. La FAO conclue son rapport ainsi : « L'agriculture biologique est un mode de gestion globale de la production qui exclut l'utilisation d'engrais et de pesticides de synthèse et d'organismes génétiquement modifiés, réduit au maximum la pollution de l'air, du sol et de l'eau, et optimise la santé et la productivité des communautés interdépendantes de végétaux, d'animaux, et d'êtres humains. » Que rajouter ? Que l'agriculture intensive vit aujourd'hui sur les bas prix du pétrole, que demain, les bras seront plus économiques que les machines. L'avenir de l'agriculture est dans le bio, ne saccageons pas la planète.

A nous de le défendre contre les disharmonies des poisons épandus, la perte de sens de l'agriculture industrielle, et contre la position du conseil européen du 12 juin 2007, qui vient d'imposer aux consommateurs de l'UE l'acceptation d'une contamination des produits bio à hauteur de 0.9% (comme les produits non-bio), pour rendre impossible toute revendication d'absence d'OGM, et ne pas gêner l'industrie des biotechnologies.

Guillaume Moricourt, Auteur d'« Agriculture et Santé » aux Editions Dangles 16 euros
le 26/06/2007

<http://www.lemague.net:80/dyn/spip.php?article3575>

Grenelle de l'environnement, les ONG estiment les choses bien engagées

26 juin 2007 (Par Sandra Besson)

En octobre prochain se tiendra le « Grenelle de l'environnement », un événement qui réunira l'état, les collectivités territoriales, les partenaires sociaux et les associations de protection de la nature et de l'environnement. En vue de la tenue de ce « grenelle », neuf ONG oeuvrant pour la protection de l'environnements ont été reçues lundi par le ministre et la secrétaire d'Etat à l'Ecologie, Jean-Louis Borloo et Nathalie Kosciusko-Morizet.

Le président de la fédération France Nature Environnement (FNE), Pierre Bousquet, a confié à l'AFP après cette réunion préparatoire que « les choses repartent et se présentent bien, par rapport à nos craintes en raison du trou d'air qu'a provoqué le changement de ministre ».

Les neuf ONG concernées par la préparation du « Grenelle de l'environnement » sont France Nature Environnement (FNE), Greenpeace, le WWF, la Ligue Roc, la Fondation Nicolas Hulot, la Ligue de protection des oiseaux et trois associations membres de l'Alliance pour la planète (Ecologie sans frontière, Amis de la Terre et Good Planet).

La Ligue Roc participe en effet à la préparation de « ce moment clef ». Elle le fait avec « exigence - celle que nécessite l'urgence écologique, car c'est de mesures fortes dont nous avons besoin- et avec ouverture -celle que nécessite l'entraînement du plus grand nombre dans la démarche. » Pour la ligue Roc, « a prise en compte de la biodiversité doit irriguer l'ensemble des politiques, la nature doit cesser d'être traitée à la marge. »

Nicolas Sarkozy avait tenu le 21 mai dernier au Palais de l'Elysée deux réunions préparatoires au « Grenelle de l'environnement ». La matinée avait été consacrée aux associations et ONG

de protection de l'environnement, et l'après-midi aux scientifiques et aux experts. Six groupes de travail avaient alors été constitués pour préparer l'échéance du « Grenelle de l'environnement ». Un groupe « climat » vit été créé avec pour objectif de s'intéresser aux transports, à l'aménagement, à la construction, à l'habitat et à l'énergie. Un groupe « biodiversité et ressources naturelles » traite de l'eau, des espaces protégés, et inclura la pêche et les ressources halieutiques.

Un troisième groupe est dédié au thème « santé et environnement », un autre groupe se consacre à l'aménagement rural et au dialogue avec les agriculteurs, et un cinquième est dédié à la compétitivité durable de l'économie et des territoires.

Enfin, un dernier groupe traite de gouvernance écologique : amélioration de l'expertise, amélioration des outils économiques d'évaluation, réforme de la comptabilité nationale pour une meilleure prise en compte du développement durable.

Une nouvelle réunion préparatoire avec le président Nicolas Sarkozy est prévue le 13 juillet prochain. Le « Grenelle de l'environnement » se tiendra dans la deuxième quinzaine d'octobre. Jean-Louis Borloo a par ailleurs invité Al Gore à participer à cette rencontre.

Plantation de 50 000 arbres en Amazonie Guyanaise par Coeur de Forêt
(Publié le 26/6/2007)

Question - Que peut-on faire de durable pour 180 000 euros ?

Réponse - Planter 50 000 arbres et faire vivre une cinquantaine de familles

La Varenne Saint Hilaire, 26 juin 2007 - Grenelle de l'environnement. Urgence écologique. Partout fleurissent des actions environnementales de communication. Face à cette confusion, l'association Cour de Forêt agit depuis 2001 pour le maintien des forêts primaires et des habitants qui y vivent traditionnellement. Aujourd'hui Cour de Forêt est heureuse d'annoncer la mise en place d'un nouveau projet Amazonie Guyanaise.

Un petit budget - 180 000 euros d'ores et déjà financés par des institutionnels- pour un projet très concret -50 000 arbres plantés qui permettront d'y faire vivre 48 familles amérindiennes. Les arbres plantés ont pour vocation de créer de la biodiversité et de dynamiser les économies locales.

Cour de Forêt, une démarche depuis 2001 qui part d'un constat pragmatique

Ø 80% des revenus des habitants des forêts primaires proviennent de la coupe des arbres

Ø Les habitants ont besoin d'alternatives financières concrètes à la coupe du bois

Ø La solution pour préserver la biodiversité est donc économique

= La plantation d'arbres et la valorisation de leurs fruits est donc la solution la + adaptée
Etat d'urgence en Guyane

Selon Jérémie Déraivin, Président de l'Association Cour de Forêt « planter des arbres en Guyane est devenu urgent. Actuellement, la Guyane française connaît deux fléaux qui détruisent la forêt».

1/ Le brûlis et la culture sur abatis - Pour les besoins agricoles, en début de saison sèche les lianes, arbustes et arbres sont coupés à la machette ou à la tronçonneuse. La Forêt est envahie de fumée détruisant ainsi la fertilité du sol

2/ L'orpaillage - La recherche d'or éventre la forêt. Le sol est creusé pour arriver à l'eau et sont pollués par le mercure qui doit permettre aux pépites d'or de se détacher.

Ø 20 à 25% de la forêt primaire guyanaise a été détruite durant les 30 dernières années

Cour de Forêt en Guyane - 50 000 arbres plantés d'ici 2010 et 1 filière de commerce équitable

créée

A partir d'août 2007 seront importées les premières huiles essentielles issues des arbres et plantes mis en terre en avril 2007.

Fin mai 2007 a été lancé le projet Cour de Forêt en Amazonie guyanaise. Comme pour l'ensemble de ses projets mis en place, Cour de Forêt va permettre de créer là-bas de la biodiversité et dynamiser les économies locales liées à la pharmacopée traditionnelle.

Etat des lieux au 15 juin 2007

- 1 hangar agricole a été construit
- 6 associations multiculturelles ont intégré le projet
- 7500 arbres sont en cours de plantation
- Une réunion mensuelle a été instituée entre les partenaires locaux du projet
- 2 alambics pour distiller les huiles essentielles ont été mis en places

Cour de Forêt Guyane - 2 objectifs concrets et réalisables

Créer de la biodiversité - Cour de Forêt Guyane a pour objectif de créer de la biodiversité en plantant 50 000 arbres sur un terrain de 100 hectares. Ces plantations permettront de valoriser les espèces endémiques et de préserver les espèces en voie de disparition.

Dynamiser les économies forestières - Cour de Forêt Guyane a également pour objectif de dynamiser les économies forestières en valorisant justement les produits de la Forêt. Pour y parvenir, la filière a été structurée et organisée, un atelier de transformation a été créé et les échanges se font dans le cadre du commerce équitable. Pour rendre possible l'exportation des fruits de la forêt habituellement utilisés sous forme de cataplasme ou en décoction, les équipes locales ont été formées à la distillation afin d'obtenir des huiles essentielles

Un projet environnemental et humain - 3 ans pour planter 50 000 arbres et faire vivre 48 familles

« Parce que les projets Cour de Forêt comprennent autant une dimension environnementale qu'humaine, il nous a paru indispensable d'allouer des surfaces de plantation à chaque famille qui participe au projet ». Cette double dimension rappelée par Jérémie Déravin constitue la force des projets Cour de Forêt et est également une garantie de leur pérennité.

Cette pérennité, celle des 3 projets mis en place depuis 2001 en Amazonie Brésilienne et à Madagascar est sans aucun doute la véritable valeur ajoutée des projets Cour de Forêt.

Contacts:

Clemence COUSSY

Coeur de Forêt

15 rue Lafayette

94 210 La Varenne Saint Hilaire

01 55 97 42 10

clemence@commerceequitable.com

<http://www.commerceequitable.com> - Rubrique Association Coeur de Forêt

<http://www.big-annuaire.com:80/big-article-Environnement-2396.php>

Des photos sont disponibles sur:

<http://www.greenpeace.org/france/news/20070627-des-rats-demandent-a-jean-louis-borloo-un-moratoire-sur-le-mais-ogm->

[mon863?content%5ftype%5fkey=image&mode=related%2ditems](http://www.greenpeace.org/france/news/20070627-des-rats-demandent-a-jean-louis-borloo-un-moratoire-sur-le-mais-ogm-mon863?content%5ftype%5fkey=image&mode=related%2ditems)

Des rats demandent à Jean-Louis Borloo un moratoire sur le maïs OGM MON863

Paris, France - Jeudi 27 juin à midi, à la veille du Conseil des ministres

de l'Environnement de l'Union européenne, une vingtaine de militants de Greenpeace déguisés en rats de laboratoire malades du maïs OGM MON863 se sont rendus devant le ministère de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durables pour demander au nouveau ministre, Jean-Louis Borloo, d'instaurer un moratoire sur ce maïs transgénique.

En effet, cet OGM a de quoi inquiéter. Des études contradictoires sur les effets du MON863 révèlent que des rats ayant consommé pendant 90 jours ce maïs transgénique présentent des anomalies au foie, aux reins et au sang qui pourraient être des signes de toxicité*.

Greenpeace demande donc à Jean-Louis Borloo de prendre trois positions fortes dès le 28 juin, lors du Conseil des ministres de l'Environnement :

- . exprimer son opposition à la commercialisation du maïs MON863 ;
- . voter contre l'autorisation de mise en culture pour la première pomme de terre transgénique en Europe ;
- . exiger une refonte globale du système d'évaluation et d'autorisation des OGM dans l'Union européenne.

« Cette réforme est absolument nécessaire, soutient Arnaud Apoteker, responsable de la campagne OGM de Greenpeace France. Le cas du maïs MON863 est emblématique des écueils profonds qui rendent le système d'évaluation et d'autorisation des OGM dans l'Union européenne totalement inopérant ». Depuis sa création en 2002, l'AESA (Autorité européenne de sécurité des aliments), l'organe qui évalue et autorise les OGM en Europe, n'a en effet donné que des avis positifs sur les OGM, sans jamais prendre en compte les études scientifiques critiques fournies par les États membres. Pourtant, lors du Conseil de l'Environnement de mars 2006, vingt-deux États membres avaient critiqué les méthodes de l'AESA. Cette dernière ne respecte même pas la législation européenne, qui stipule que les aliments doivent faire non seulement l'objet d'une étude de toxicité immédiate et/ou à moyen-long terme mais aussi sur les générations suivantes.

Tous les OGM autorisés en Europe le sont donc sur des fondements erronés.

Dans ce contexte, Jean-Louis Borloo doit confirmer les signaux encourageants envoyés sur le dossier Herculex (la France s'est abstenue lundi 25 juin de voter pour ce nouveau maïs OGM) et ainsi prendre un moratoire sur les cultures transgéniques en France, comme le lui permet la directive 2001/18.

D'ailleurs, de nombreux États européens comme l'Autriche, la Hongrie, ou plus récemment l'Allemagne ont instauré des moratoires sur les OGM, en faisant valoir des études scientifiques qui montrent que les OGM sont insuffisamment évalués.

Au moment même où les " activistes rats " de Greenpeace demandaient un moratoire sur le MON863, l'association, d'autres organisations environnementales et la Confédération paysanne remettaient au nouveau président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, l'Appel d'Orléans, une pétition de plus de 80 000 signatures qui appelle à un printemps sans OGM (www.moratoireogm.fr).

<http://www.springerlink.com/content/02648wu132m07804/fulltext.htm>

"Live Earth": Al Gore va demander une baisse de 90% des émissions de CO2
2007-06-29

NEW YORK (Source vérifiée)

L'ancien vice-président américain Al Gore a indiqué jeudi, à New York, qu'il réclamerait une réduction de 90% des émissions de CO2 d'ici à 2050 lors de "Live Earth", un gigantesque concert international consacré à la défense de l'environnement début juillet.

Le 7 juillet, "Live Earth va demander aux gens dans le monde de s'engager à changer leurs habitudes et d'inciter d'autres à en faire autant - des personnes, des communautés, des sociétés, des gouvernements - afin de réduire les émissions de carbone de 90% d'ici à 2050", a dit M. Gore, l'un des organisateurs du concert, lors d'une conférence de presse.

Live Earth va "s'assurer qu'il y aura un nouveau traité mondial sur la lutte contre le changement climatique d'ici à 2009", a-t-il ajouté.

"Si nous voulons résoudre la crise (climatique), nous devons prendre des engagements et nous devons le faire maintenant", a poursuivi M. Gore.

"Je vais participer à ce concert ici (à New York) et être présent à un autre concert", a dit l'ancien vice-président démocrate sans autre précision.

Un concert de 24 heures sera organisé le 7 juillet sur tous les continents et devrait réunir environ 150 artistes musicaux.

Sur le modèle du "Live Aid" de 1985 et du "Live 8", "Live Earth" vise un public de deux milliards de spectateurs via la télévision et l'internet.

Ancien candidat malheureux démocrate à la présidence des Etats-Unis contre George W. Bush en 2000, M. Gore a soutenu le film "Une vérité qui dérange" sur le réchauffement climatique et dans lequel il intervient. L'oeuvre a été couronnée d'un Oscar en février.

Cultivons la forêt pour l'aider à s'adapter au climat, disent des experts
2007-06-30

BORDEAUX (Source vérifiée)

Le réchauffement climatique n'affecte pas seulement la couche d'ozone ou la banquise, il modifie aussi la nature des forêts qui, selon des scientifiques, doivent être cultivées pour réussir leur mutation et continuer à jouer leur rôle de stockage du gaz carbonique.

A l'occasion des cinquante ans de la Coopérative agricole et forestière sud-atlantique (CAFSA), un colloque organisé vendredi à Bordeaux a esquissé les perspectives forestières pour les cinquante prochaines années dans un contexte de mutations climatiques préoccupantes.

Dominique Dron, professeur à l'Ecole des Mines et ancienne présidente de la mission interministérielle de l'effet de serre, fait valoir que "l'homme va devoir aider la nature à encaisser le changement, avec une politique d'aménagement du territoire prévoyant des +couloirs de migration+ pour les espèces".

Si la température en France augmente en moyenne d'environ 2 degrés à l'horizon 2050 par rapport à l'ère industrielle du XIXe siècle, comme le prévoient les scénarios des scientifiques, alors des espèces que l'on trouve aujourd'hui sur la façade atlantique, tel le pin maritime, pousseront même à Dunkerque, souligne-t-elle.

Selon l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), les feuilles de certaines espèces d'arbres devraient en outre apparaître en France dans l'année de 27 à 54 jours plus tôt en 2050 qu'en 1970.

Mais, explique Dominique Dron, le réchauffement climatique rend la capacité d'adaptation des arbres, comme les résineux, plus faible d'autant qu'il contribue aussi à la prolifération de parasites.

Il faudrait donc changer les variétés dans la moitié sud et la façade ouest de la France et favoriser les mélanges d'espèces, propose-t-elle.

Jean-Louis Martres, président du syndicat des sylviculteurs du sud-ouest, qui abrite l'une des plus grandes forêts d'Europe, rappelle, lui, que la forêt est "la seule usine naturelle de dépollution" car elle stocke le carbone.

Le stockage de carbone par la forêt - de quelques centaines de kilos à quelques tonnes de carbone par hectare et par an - compense environ un quart des émissions de gaz à effet de serre d'origine fossile, selon les scientifiques.

L'Aquitaine, qui a connu la plus forte augmentation française de température au XXe siècle, vient de se doter d'un plan climat incluant un volet recherche sur les nouvelles conditions de croissance des arbres par des travaux d'amélioration génétique. Elle s'est également fixé pour objectif de reboiser 50.000 ha de surfaces improductives.

Pour Henry Chaperon, directeur général de la CAFSA, les forêts cultivées sont à même de s'adapter aux nouvelles conditions climatiques et économiques "parce que le cycle de production est plus court et qu'au terme de ce cycle on peut prendre en compte les nouvelles conditions qui s'imposent à nous".

"Profitons de la nouvelle demande en bois énergie et en pompe à carbone pour reboiser des terres agricoles en jachère aujourd'hui improductives", plaide-t-il.

Dominique Dron voit pour sa part un autre enjeu à la problématique forestière: "Si les systèmes vivants ne s'adaptent pas au réchauffement, alors nous non plus!", prévient-elle.

La poudrière à méthane explosera-t-elle?

Enfin, comment ne pas reparler d'un élément tapi au fond des océans, peut-être le plus dangereux pour le climat : les hydrates de gaz, des glaces qui emprisonnent de grandes quantités de méthane, un gaz à effet de serre vingt fois plus « efficace » que le gaz carbonique. « Les estimations parlent de 500 à 2 500 milliards de tonnes enfouies dans les océans, explique Jérôme Chappellaz, directeur de recherche CNRS au Laboratoire de glaciologie et géophysique de l'environnement de Grenoble. Or les 5 milliards de tonnes de méthane présentes dans l'atmosphère sont à elles seules responsables de 20 % de l'effet de serre d'origine humaine. » Autant dire qu'un dégazage même partiel du méthane océanique pourrait bouleverser l'atmosphère pour quelques décennies. « En théorie, un réchauffement des océans peut provoquer la fonte d'une partie des hydrates de gaz », affirme Benoît Ildefonse, chercheur CNRS au Laboratoire de tectonophysique de Montpellier et président du comité scientifique français de l'Integrated Ocean Drilling Program. Que se passerait-il ? Deux possibilités, à l'image de l'ouverture d'une bouteille de champagne : « Soit le dégazage est lent et progressif, et l'essentiel du méthane aura alors le temps de se dissoudre dans l'océan ; soit l'éruption est violente et nous pourrions assister à des modifications radicales de notre atmosphère en quelques mois », analyse Jérôme Chappellaz. Les données des carottes de glace polaire indiquent que les dégazages de ces 150 000 dernières années se seraient déroulés de la première manière. Mais les spécialistes continuent d'incriminer les hydrates océaniques pour le gros coup de chaud d'il y a 55 millions d'années, qui a mis 200 000 ans à s'estomper. Quid de l'avenir ? « Deux effets s'affrontent, poursuit Jérôme Chappellaz. Le réchauffement, donc, qui pourrait déstabiliser les hydrates. Mais aussi la hausse du niveau de la mer : en profondeur, la pression augmente, ce qui a tendance à stabiliser les réserves d'hydrates. »

Dernière révélation en date sur les liaisons dangereuses des océans avec le climat : les volcans de boue sous-marins pourraient eux aussi rejeter du méthane dans l'atmosphère. En effet, une étude récente, menée notamment par l'Ifremer, a montré que l'un d'eux émettait par phases d'importantes quantités de méthane dont une bonne part pourrait atteindre l'atmosphère. Une preuve que l'on est encore loin de connaître précisément l'influence de l'océan sur celle-ci. Et une raison supplémentaire de le prendre très au sérieux sur le grand échiquier du climat.

Un groupe d'indigènes vivant jusqu'alors en isolement volontaire est apparu au monde extérieur

Source Sylvette Maurin que nous remercions.

ICRA News - ICRA International

Fin mai, un groupe d'indigènes vivant jusqu'alors en isolement volontaire est apparu au monde extérieur. Cela s'est passé dans le Nord de l'État de Pará. Les membres du groupe ont marché pendant cinq jours et parcouru plus de cent kilomètres à travers la dense forêt amazonienne ; ils ont traversé la frontière de Mato Grosso et sont arrivés à l'improviste dans un village des indiens Kayapó.

Il est important de signaler que ce contact n'a pas été le résultat d'une décision librement prise mais d'une incursion d'exploitants forestiers dans leur territoire, qui les a obligés à fuir et à entreprendre cette longue et dure traversée jusqu'au village.

Il s'agit d'un groupe de 87 indiens Metyktire (un sous-groupe des Kayapó), qui avaient été initialement contactés en 1950 mais qui avaient décidé à l'époque de retourner dans la forêt ; depuis, ils ont toujours vécu en isolement volontaire.

D'après les rapports, le premier contact a été fait par deux hommes qui ont produit des sons devant l'une des maisons du village et qui ont été vus par deux jeunes gens. Une fois surmontée la méfiance mutuelle suscitée par cette rencontre inattendue, le reste du groupe est entré peu à peu dans le village Kayapó.

Par précaution, il a été décidé que seuls les membres du village pourraient avoir des contacts avec les Metyktire, pour éviter la contagion de maladies contre lesquelles ils n'ont pas de défenses immunitaires. Le village est habité par des indiens de la même ethnie qui, dans les années 50, avaient décidé d'établir des contacts avec les blancs. Le leader du village, Megaron Txucarramae, qui est également délégué auprès de la FUNAI

(Fondation nationale indigène du Brésil), est l'interlocuteur des nouveaux venus. D'après la FUNAI, on ne sait pas encore s'il y a d'autres Metyktire dans la forêt, blessés ou morts, ou qui n'aient pas encore décidé d'en sortir.

On croyait que les Metyktire avaient disparu ; personne ne savait où ils étaient. Ils ont été accueillis avec beaucoup de joie par les Kayapó, avec des chants et des danses. D'après les récits, les Metyktire parlent une version plus pure du mebengokre (la langue des Kayapó), ils sont grands et forts, ils portent les cheveux longs et le botoque (un disque de bois inséré dans la lèvre inférieure).

Pour Gilberto Hazaña et Sydney Possuelo, du Centre de travail sur les indigènes, ces peuples qui vivent en isolement volontaire ont cherché des régions isolées pour s'y réfugier, des régions non convoitées par l'acharnement mercantiliste (ou missionnaire) de nos "fronts d'expansion".

Nous estimons qu'il existe encore dans l'Amazonie (surtout brésilienne, mais aussi bolivienne, péruvienne, colombienne, vénézuélienne, équatorienne et guyanaïenne) des dizaines de groupes autochtones qui vivent presque de la même manière qu'il y a cinq cents, six cents ou mille ans : vêtus seulement de parures de plumes ou de cache-sexe, vivant

de la chasse, la pêche, la cueillette et l'agriculture artisanale, se servant de haches de pierre et utilisant le feu, sans maladies virales et dans un environnement plantureux. Il est indéniable que la plupart des peuples isolés de l'Amazonie se trouvent aujourd'hui dans une situation extrêmement grave, du fait de l'avance des fronts prédateurs (forestiers et miniers) sur les dernières zones vierges de la région.

Ce récent contact du peuple Metyktire est une bonne occasion pour réfléchir à l'avenir de ces peuples isolés.

Premièrement, il faut bien se rappeler qu'ils ne se sont pas mis en contact par leur propre décision. Bien au contraire : d'après les premières versions, ils échappaient aux exploitants forestiers et ils ont fui pendant cinq jours à travers la forêt dense pour arriver finalement chez leurs frères Kayapó. C'est-à-dire qu'ils auraient pu être abattus par les forestiers - comme c'est arrivé dans bien des cas - sans laisser de traces ; heureusement, ils ont pu échapper.

Bien d'autres questions se posent : quel avenir peuvent avoir ces communautés lorsqu'elles sont forcées de contacter le monde extérieur ou règne le mercantilisme et où le plus intéressant de l'affaire va être la diffusion d'images montrant des indiens nus qui portent le botoque aux lèvres ? Quel avenir auront-elles en s'intégrant à un pays - et à un monde - où règne si souvent le racisme et où la plupart des indigènes vivent dans la pauvreté extrême ? Quel sera l'avenir des dizaines de communautés qui habitent encore la forêt, au Brésil surtout, et dont les territoires sont livrés aux entreprises forestières, minières et pétrolières au nom du

développement et de la croissance économique du pays ?

Peut-être le plus important serait-il de nous demander ce que nous pouvons faire pour que les droits de ces peuples soient respectés et qu'ils puissent décider librement s'ils veulent vivre isolés ou non.

À cet égard, nous sommes d'avis qu'il faut d'abord faire savoir qu'ils existent et réussir à faire comprendre et à faire respecter leur décision de vivre en isolement. Il faut que les gens comprennent qu'il ne s'agit pas de peuples ignorants qui vivent dans la misère, mais de peuples qui ont une culture à eux, adaptée à utiliser durablement l'environnement plantureux où ils habitent.

Parallèlement, il est indispensable de faire en sorte que les gouvernements reconnaissent les droits territoriaux de ces peuples - des droits antérieurs à l'existence des États nationaux actuels - et qu'ils veillent à les faire respecter en empêchant l'accès à leurs territoires des exploitants forestiers, miniers ou autres qui viennent les détruire.

Sans l'appui de la société extérieure, ces peuples ne pourront pas défendre leurs territoires ancestraux contre des envahisseurs armés et sans scrupules, et n'auront d'autre choix que de contacter le monde extérieur ou disparaître. C'est pourquoi nous devons redoubler d'efforts pour protéger les droits des peuples indigènes qui vivent en isolement volontaire.

ICRA va sous peu lancer une campagne de soutien aux peuples indigènes, dont les Kayapó et les Yawalapiti, du parc du Xingu au Brésil dans leur légitime lutte contre les projets de barrages hydroélectriques sur le fleuve Xingu et ses affluents, menaçant gravement la survie des peuples riverains.

Article rédigé à partir d'informations tirées de : "Indio brabo", article de Rodolfo Salm publié dans Correio da Cidadania, mis en ligne sur le site du WRM <http://www.wrm.org.uy>

Puy-de-Dôme

(Source vérifiée - 02/07/07)

Une parcelle d'essai de maïs OGM, mené par la société Biogemma a été presque entièrement détruite par des faucheurs dans la nuit de vendredi à samedi.

La parcelle de maïs transgénique, d'une superficie de 5.000 m², dont les essais portaient sur la tolérance à la sécheresse pour une partie, et sur la précocité de floraison pour une autre, a été détruite à 95%. Les dégâts ont été constatés samedi matin, et aucune interpellation n'a pour l'instant eu lieu, a-t-on appris de source judiciaire.

Une autre parcelle, de maïs conventionnel cette fois-ci, a elle aussi été presque entièrement détruite à Antoingt (Puy-de-Dôme), également dans la nuit de vendredi à samedi. Selon Biogemma, une société de biotechnologies végétales filiale de Limagrain, premier semencier européen, il s'agirait d'une parcelle mesurant 1 hectare.

La police scientifique de Clermont-Ferrand a été dépêchée sur place afin de procéder à une expertise. L'enquête a été confiée aux brigades de gendarmerie de Pont-du-Château et Saint-Germain-Lembron.

Bonjour,

Je suis auteur d' «Agriculture et Santé » aux Editions Dangles, et je vous propose à nouveau une tribune libre, relative à l'obligation pour le bio d'accepter jusqu'à 0.9% d'OGM dans ses produits ;

En vous remerciant de publier cette tribune (2600 signes),

Cordialement

Guillaume Moricourt

En Gévy

71960 SOLOGNY

03.85.36.66.73

Pourquoi un seuil d'acceptation d'OGM dans le bio ?

Le conseil européen du 12 juin 2007 a décidé de suivre une proposition de la commission européenne en imposant aux consommateurs et aux professionnels bio d'accepter une contamination des produits bio à hauteur de 0.9%. Ce qui revient à interdire à quiconque le droit de revendiquer la consommation ou la production d'un produit bio exempt d'OGM. Cette décision a été prise à l'encontre de l'avis du parlement européen rendu à une majorité écrasante le 22 mai 2007, qui stipulait une limitation du seuil d'acceptation à 0.1%, seuil technique de détection.

Les lobbies pro-OGM peuvent pavoiser ! On impose au bio de subir ce qu'il ne souhaite pas, et en l'empêchant de réclamer une indemnisation en cas de contamination, on feint d'oublier la responsabilité du pollueur, à savoir celle du paysan qui sème des OGM, sous contrat des semenciers.

Cette responsabilisation, la commission avait refusé de la réglementer en 2001, au moment où elle était parvenue à mettre un terme au moratoire de fait qui bloquait l'essor de l'industrie des biotechnologies qu'elle appelle de ses vœux. Pour noyer le poisson, face aux inévitables contaminations, elle s'était contentée de laisser les Etats membres légiférer. En France, on a choisi de ne rien faire ; il n'y a toujours pas de réglementation sur la responsabilité des contaminations d'OGM. Même le décret de fin de règne du précédent gouvernement n'aborde pas le problème.

Il ne faut être dupe. Imposer 0.9% d'OGM dans le bio participe à la même politique : celle des avancées par petits pas, pour mettre la société devant le fait accompli. Le bio gênait trop ; il était un argument pour freiner les OGM. Maintenant, il est privé de la possibilité de se défendre, jusqu'à 0.9%.

Et demain, on élèvera le seuil d'acceptation, pour, hélas, mettre le droit en conformité avec les contaminations. Et il en sera ainsi de partout, dans le bio et ailleurs, c'est inévitable, c'est la force de la Nature qui le conduira.

Ce qui est évitable, ce sont les OGM ; nous n'en avons pas besoin pour vivre, et l'agriculture bio est capable de nourrir la planète selon la FAO.

Alors cultivons, développons l'agriculture bio contre l'agriculture des mauvais produits et de la pollution, et écoutons les scientifiques qui nous alertent sur les modifications d'organe ou les décès de rats ayant mangé des OGM de pomme de terre, n'en déplaise aux enthousiastes de la bande au professeur Scientus, payés par les semenciers.

Guillaume.Moricourt@ifrance.com

<http://guillaume.moricourt.ifrance.com/agricultureetsante>

<http://terresacree.org/bioogm.htm>

Quelques chiffres à méditer

Plus de la moitié de l'eau potable des Etats-Unis va au bétail.

Il faut 5.000m² (1/2 ha) de terre cultivable pour produire 70 kg de bouf ou 10.000 kg de pommes de terre.

De 7 à 16 kg de céréales ou de produits végétaux sont nécessaires pour produire 1 kg de viande.

Il faut 30.000 à 60.000 litres d'eau pour faire 1 kg de viande de bouf et 800 litres d'eau pour 1 kg de blé.

Près de 50% de toutes les récoltes alimentaires dans le monde sont mangées par le bétail.

64% des terres cultivables du monde servent à la production de viande (pâturage et fourrage).

Un « Multi Dommage » s'ouvre toutes les 17 heures dans le monde ce qui entraîne la désertification de 125 km² par jour de forêt humide.

Les pays industrialisés avec 26% de la population mondiale utilisent 56% des ressources alimentaires.

Il faut 5 kg de poissons pour produire 1 kg de farine ; il faudra 5 kg de cette farine pour qu'un bouf ou un porc produise 1 kg de viande. Donc 25 kg de poissons pour 1 kg de viande !

Une ferme de saumons de 8 ha aux USA produit autant de déchets qu'une ville de 100.000 habitants.

La consommation mondiale d'engrais de synthèse est passée de 7 millions de tonnes en 1945, à 53 millions de tonnes en 1968, et atteint 150 millions de tonnes par an aujourd'hui.

500 pesticides différents sont employés dans « l'industrie culture » : 1.5 à 2 tonnes / par ha / par culture / par an, en Europe.

En 1997, la quantité d'antibiotiques utilisée dans l'Union européenne s'est élevée à 10.493 tonnes.

Plus de 80 produits différents peuvent être injectés aux cochons modernes avant d'être abattus.

Les producteurs de volailles, de porcs, de bovins et poissons utilisent au Canada plus de 20.000 tonnes d'antibiotiques par an en injections, ou incorporées à la moulée.

80% des animaux élevés en batterie sont malades.

Une trentaine d'hectares de forêts sont détruites chaque minute.

300 tonnes d'humus disparaissent chaque minute.

Les excréments de bétail représentent 110 tonnes par seconde pour les USA et l'Europe : cela entraîne 50% de toute la pollution des nappes phréatiques du monde.

En Thaïlande, ont été produites en région marécageuse, 120.000 tonnes de crevettes sur 5 ans, qui ont ravagé les marécages en détruisant 800.000 tonnes d'autres espèces.

Plus de 75% des terres arables qui existaient lorsque les Européens colonisèrent l'Amérique ont disparu.

Environ 97% des variétés de légumes qu'on trouvait habituellement sur la liste du ministère de l'Agriculture des Etats-Unis sont maintenant considérées comme disparues.

Le bétail des pays riches mange autant de céréales que les Indiens et les Chinois réunis.

Un bouf fournit 200 kg de viande, soit 1.500 repas. Les céréales qu'il a mangées auraient pu servir 18.000 repas.

La consommation de « viande » utilise 60% des réserves d'eau mondiale.

Il faut 400 litres d'eau/heure, 24h/24h pour faire face aux besoins alimentaires d'une seule personne carnivore.

Plus de 50 millions d'enfants meurent de faim chaque année.

Un Américain sur trois et un Français sur quatre sont obèses.

En une année, vous absorbez environ 2.7 kg d'additifs, surtout les enfants, avec les sucreries et les boissons artificielles.

71% des graisses et protéines qui sont consommées en France sont d'origine animale.

90% de tous les résidus de pesticides se retrouvent dans les produits animaux alors que les fruits, les légumes et les céréales en recèlent moins de 10%.

Pour fournir 50 kg de protéines, un animal a dû consommer au minimum 800 kg de protéines végétales.

5 espèces végétales sont définitivement perdues chaque jour.

Tout individu supplémentaire dans les pays riches « pèse » aussi lourd sur l'environnement que 20 Indiens ou Bengalais.

L'on a fait plus de dégâts en 30 ans que depuis que l'homme existe sur la terre.

<http://www.infomicheldogna.net/page12.html>

Les biologistes visent à créer des formes synthétiques de vie

LE MONDE | 29.06.07

C'est un peu Dolly au pays des microbes. Il y a dix ans était conçue la célèbre brebis, clonée à partir du transfert du patrimoine génétique d'une cellule adulte vers un ovocyte receveur.

Aujourd'hui, c'est au tour d'une simple bactérie, Mycoplasma mycoides, de voir son ADN intégralement transplanté dans l'enveloppe d'un parent proche, M.capricolum.

Cette greffe de génome a parfaitement pris : c'est bien l'ADN du donneur que l'on retrouve dans la nouvelle colonie bactérienne. Du receveur, plus de trace, ou presque.

John Glass et ses collègues du J. Craig Venter Institute de Rockville (Maryland) viennent de présenter ces résultats à la troisième conférence sur la biologie synthétique, organisée cette année à Zurich. Ils sont aussi publiés en ligne dans la revue Science, vendredi 29 juin.

Comme son nom l'indique, la biologie synthétique vise à recréer la vie à partir de ses briques fondamentales. La possibilité d'échanger un génome entier, d'un micro-organisme à un autre, et de le faire s'y exprimer, est une des voies d'accès à la synthèse future d'organismes vivants.

Même si le mécanisme intime de cette transplantation reste mystérieux, l'annonce a donc fait sensation. Comme à chaque fois que Craig Venter, poil à gratter de la biologie moléculaire, est impliqué dans une avancée technologique.

"C'est un tour de force que d'avoir inséré une aussi grande chaîne d'ADN dans une bactérie", note Philippe Marlière, du Génoscope d'Evry. "Mais des recombinaisons génétiques avaient déjà été réalisées par Wollman et Jacob dans les années 1960", tempère le chercheur, qui se dit plus impressionné par la présentation, à Zurich, d'un modèle de reconstitution de chromosomes circulaires.

"CE N'EST PAS PARCE QU'ON A UNE MACHINE À ÉCRIRE QU'ON PEUT TAPER HAMLET"

Un des objectifs - breveté - de Craig Venter est de créer une bactérie synthétique, *Mycoplasma laboratorium*, dotée de fonctions censées lui permettre de produire des biocarburants ou de l'hydrogène.

Là encore, Philippe Marlière relativise ces prétentions : "Ce n'est pas parce qu'on a une machine à écrire qu'on peut taper Hamlet. Personne ne sait rédiger des génomes dont on connaisse à l'avance les fonctions." La quête de Craig Venter passe aussi par la définition d'un génome minimal, censé optimiser la capacité de survie et de réplication de son porteur. L'idée étant de retenir des gènes se trouvant à l'intersection d'organismes voisins et d'en désactiver certains, pour définir ceux qui sont absolument nécessaires. Mais cette définition est forcément contingente, liée à un environnement donné, constate Antoine Danchin (Institut Pasteur), pour qui "la question est plutôt celle du nombre minimal de fonctions qui conditionnent la vie", dont il a entrepris de dresser le catalogue. "Il est probable qu'on oubliera des fonctions essentielles, tout comme on néglige le vieillissement de la machinerie cellulaire", reconnaît-il.

Ce chercheur précise que la nature même de la vie, produit de l'évolution, fait obstacle à une reconstitution fondée sur la pure ingénierie. "La plupart du temps, ce n'est pas la structure qui fait la fonction, mais la fonction qui capture des structures différentes, dit-il. Comme quand on utilise un livre comme presse-papiers un jour de grand vent."

Les objets vivants -une machinerie plus un programme, l'ADN - ont cette propriété de produire de l'imprévu dans un environnement imprévisible. Imiter cette capacité et l'orienter dans un but précis nécessitera de reconstituer des briques élémentaires des microbes. Des progrès significatifs ont déjà été faits, notamment au Japon. "Mais il y aura des désillusions et il faudra faire des compromis", prédit Antoine Danchin.

Certains l'ont déjà compris, qui préfèrent partir de micro-organismes naturels et ne les "artificialiser" qu'à la marge, avant de les soumettre à une sélection orientée. Une sorte de domestication. Cette approche pragmatique a la faveur des industriels. En France, elle a donné lieu, au printemps, à un premier conflit de propriété intellectuelle, né entre Metabolic Explorer et Heurisko SAS, société présidée par Philippe Marlière. L'enjeu ? La production de méthionine - un acide aminé utilisé dans l'alimentation du bétail-, un marché de 1,5 milliard d'euros par an.

La sécurité constitue un autre défi. Ces nouvelles formes de vie échapperont-elles à leurs créateurs ? La synthèse biologique apporte une réponse vertigineuse : elle a commencé, en 2002, à modifier le code génétique lui-même. Ce qui peut conduire à produire des protéines qui ne peuvent exister dans la nature. Mais aussi à interdire tout dialogue moléculaire entre la vie "naturelle" et les écosystèmes synthétiques.

"On peut aussi faire en sorte que le métabolisme d'un tel organisme dépende de l'apport d'une vitamine qu'on ne trouve pas dans le milieu naturel", avance Philippe Marlière. Un double confinement, nutritionnel et "sémantique", qui pourrait réconcilier promoteurs et adversaires de tels organismes génétiquement modifiés.

Gentech news 160

1. USA : riz contaminé responsable de pertes financières

Des centaines de plaintes ont été déposées suite à la contamination du riz long grain par du riz transgénique. Les indemnités réclamées dépassent le milliard de dollars. La Rabobank estime qu'aux USA, la surface consacrée à la culture du riz diminue en raison des craintes de contaminations. C'est pourquoi la Thaïlande et l'Inde veulent augmenter massivement leurs exportations de riz non OGM. (DFP, 28.5.07)

2. Inde : mort du bétail dans des champs de coton OGM après récolte

Suite à la découverte par 4 instituts de la présence de toxines dans le sol, le gouvernement d'Andhra Pradesh conseille aux paysans de ne pas laisser paître leur bétail dans des champs de coton OGM. Des milliers de moutons et de chèvres y sont morts après avoir brouté. (Hindustan Times, 17.6.07)

3. Suisse : »Les g(é)nomes de Zurich - en biologie synthétique les contrôles sont nécessaires«

Le 3e Congrès mondial de biologie de synthèse s'est tenu à Zurich fin juin 2007. Les thèmes abordés furent la fabrication synthétique de gènes, la création d'êtres vivants et de parties d'êtres vivants - une sorte de génie génétique extrême. À l'heure actuelle, près de 100 entreprises synthétisent des gènes. Une bactérie entièrement construite en laboratoire à partir de gènes synthétiques, a fait l'objet d'un dépôt de brevet. Le Groupe de travail suisse sur le génie génétique (GTG/SAG) et l'organisation ETC Group demandent aux gouvernements d'agir afin de réglementer et de contrôler ces nouvelles technologies qui représentent un danger potentiel. Car jusqu'à présent, rien n'a été fait. (Communiqué de presse SAG, 25.6.07)

4. Allemagne : »Pour les brasseurs la bière doit rester sans OGM«

800 entreprises brassicoles de taille moyenne craignent pour la pureté de leur bière. Leur »Manifeste contre le génie génétique vert« exige les plus hautes mesures de protection contre les risques de contaminations OGM. (FAZ, 13.6.07)

5. »La syntaxe des gènes : complexe et déconcertante«

Des chercheurs de 80 laboratoires à travers le monde ont examiné de manière précise un segment du patrimoine héréditaire humain - bousculant ainsi la compréhension actuelle du fonctionnement du génome humain. Il arrive parfois que les gènes se chevauchent sur de longs trajets et selon la façon dont l'ADN s'enroule, un gène peut être »lu« de différentes façons au cours d'une cellule. Ce que jusqu'ici, les chercheurs appelaient »junk-DNA« (ADN poubelle) contient donc des informations très utiles. (nature, 13.6.07)

Nous vous souhaitons d'excellentes vacances estivales !

Vous pouvez consulter les références et les articles de fond correspondants sur la rubrique "Gentech-News français" de notre site <http://www.blauen-institut.ch>.

Le bulletin est rédigé par Florianne Koechlin du Blauen Institut (en collaboration avec le Groupe suisse de travail sur le génie génétique GTG).

Un important groupe de singes en voie de disparition découvert au Vietnam

2007-07-03

HANOI (Source vérifiée)

Un important groupe de singes rares, des doux à pattes grises (*Pygathrix cinerea*), a été repéré au Vietnam, ont annoncé mardi des scientifiques, qui voient dans cette découverte un espoir de survie de cette espèce menacée.

Des scientifiques du Fonds mondial pour la nature (WWF) et de l'organisation américaine de protection de l'environnement Conservation internationale (CI) ont observé 116 de ces primates dans la commune de Que Phuoc, dans la province centrale de Quang Nam.

Sur ce site, ils estiment que les doux à pattes grises sont en réalité plus de 180. Et comme seule une petite partie de la région a été passée en revue, un nombre encore plus élevé de "*Pygathrix cinerea*" pourraient selon eux vivre dans la forêt voisine.

"Il est très rare de découvrir un groupe de cette taille dans une petite surface, en particulier pour une espèce en voie de disparition", a commenté Barney Long, du WWF.

»Cela indique qu'il n'a pas été touché par la chasse comme tous les autres groupes connus de l'espèce", a-t-il ajouté.

Selon les scientifiques, ce doux fait partie des 25 primates les plus menacés de la planète et il n'a jusqu'ici été repéré qu'au Vietnam, dans cinq provinces du centre du pays.

Moins de 1.000 de ces animaux seraient encore en vie, estiment-ils. Et jusqu'à présent, un seul autre groupe de plus de 100 têtes avait été découvert.

Tous les autres groupes étaient "assez petits", composés d'une vingtaine à une cinquantaine d'animaux, ce qui "n'est pas forcément viable sur le long terme", a expliqué à l'AFP Barney Long.

Observé pour la première fois en 1997, le doux à pattes grises se fait remarquer surtout par sa face orange. Sa survie au Vietnam est, comme celle de nombreux autres primates dans le pays, menacée par la chasse et des problèmes d'habitat.

Les scientifiques espèrent que les autorités locales donneront leur feu vert à l'établissement d'une zone de protection dans la région où ils ont découvert le groupe.

Actuellement, selon eux, le site est non seulement menacé par la chasse mais aussi par la construction d'une nouvelle route qui diviserait en deux la forêt.

De nombreuses nouvelles espèces de mammifères et d'oiseaux ont été découvertes au Vietnam dans les années 90, quand les chercheurs ont eu accès aux zones forestières les plus reculées du pays communiste, encore "inexploré jusqu'à il y a 15 ans", raconte Barney Long.

"Aujourd'hui, il n'est plus très courant de trouver de nouvelles espèces de mammifères ou d'oiseaux, mais nous nous intéressons à leur nombre", poursuit-il, pour trouver des groupes "suffisamment grands pour mériter d'investir dans leur protection".

Le biocarburant du futur pousse sous les mers

Par Marceau Vesperi

Publié le: 5 juillet 2007

Elles ne réclament aucun engrais, n'ont aucun effet sur la déforestation et la production agricole. Les microalgues, au coeur du projet Shamash, pourraient être à la base d'un nouveau type de carburant vert.

Les chercheurs du Laboratoire océanographique de Villefranche-sur-Mer (LOV) concoctent depuis décembre 2006 un produit énergétique étonnant. Capable de faire tourner un moteur, il

est fabriqué à partir d'organismes microscopiques poussant dans l'eau douce ou l'eau de mer : des microalgues. Produites par photosynthèse, elles peuvent contenir jusqu'à 60% de leur masse en lipides. Avec cent grammes d'huile extraits d'un litre de microalgues, la production de ces cellules permet donc d'espérer un rendement à l'hectare trente fois supérieur à celui du colza ou du tournesol !

Un « bioréacteur » qui transforme des micro-algues en biocarburant

Dans le contexte actuel du réchauffement climatique et de la flambée du prix du baril de pétrole, les biocarburants sont présentés comme une alternative énergétique durable. Mais de nombreuses voix s'élèvent aussi pour dénoncer les conséquences sociales et environnementales de la fabrication de biocarburants à partir de produits agricoles, comme le maïs. Au-delà de la déforestation et de la consommation d'énergie que leur culture implique, ils peuvent mener dans certains pays une rude concurrence aux produits destinés à l'alimentation. Selon des experts, il faudrait en effet planter l'équivalent de la surface de la France en oléagineux pour faire rouler toutes les voitures du pays. D'où la nécessité d'inventer un nouveau carburant à bas prix, non polluant, économe en énergie et qui ne prenne pas la place des cultures terrestres.

Coût de production élevé

Les microalgues pourraient satisfaire à tous ces critères. Le Programme National pour la Recherche en Biotechnologies (PNRB), via l'Agence Nationale de la Recherche (ANR), a donc décidé de financer sur trois ans ce projet qui s'élève à 2,8 millions d'euros. Le nom de code du programme : Shamash. La mission des chercheurs, venus de sept équipes universitaires françaises est désormais de trouver la microalgue capable de produire le plus de biocarburant et de rendre cette production rentable.

Les chercheurs ont déjà institué un processus de fabrication non polluant. L'élaboration d'algues en bassin permet la récupération et le recyclage de substances minérales néfastes pour l'environnement. Qui plus est, les stations de production d'algues seront couplées avec des stations de production de carbone afin de recycler les émissions de CO₂ grâce à l'énergie solaire.

À l'heure actuelle, le litre de carburant d'algue coûte plus cher que le pétrole. Mais plusieurs éléments permettent d'espérer, à terme, une bien meilleure rentabilité. Certaines microalgues contiennent des molécules à haute valeur ajoutée, comme les oméga 3 et les antioxydants, très recherchés dans le domaine de l'agroalimentaire ou de la cosmétique. « En améliorant les procédés de séparation des différentes molécules et en stimulant les microalgues selon certains procédés, on pourrait faire de la coproduction et diviser les coûts », estime Antoine Sciandra, directeur de recherche au CNRS. Encore un peu de patience, donc, mais d'ici à 2010, les premiers litres d'essence d'algues feront peut-être rouler vos voitures.

20 000 hectares pour le maïs transgénique MON810 en France : répartition géographique
06/07/2007,

Selon des données rendues publiques par le Ministère de l'Agriculture et de la Pêche, quelque 19 815 hectares de maïs transgénique ont été plantés en France en 2007. Même si ces surfaces sont inférieures aux 30 000 à 50 000 hectares qu'espéraient voir planter les semenciers, ce sont près de 20 000 hectares de trop selon Greenpeace.

La quasi totalité du maïs OGM est cultivée dans le Sud Ouest, en région Aquitaine et Midi-Pyrénées. Les départements de Haute-Garonne et du Tarn-et-Garonne sont les plus touchés. Ils cultivent chacun plus de 2 000 hectares de maïs OGM, ce qui provoquera inévitablement des contaminations des cultures voisines et portera un préjudice certain aux productions de

qualité sous label et à l'agriculture biologique.

L'OGM cultivé dans les champs est le maïs MON810, de Monsanto, génétiquement modifié pour produire un insecticide et résister à la pyrale du maïs, un insecte ravageur. Une étude récente de Greenpeace a montré que la quantité de toxine produite par ce maïs pouvait varier d'un rapport de un à 100 d'un épi à l'autre, et qu'en conséquence, les études de toxicité réalisées par la compagnie n'avaient aucune valeur.

Face aux dangers sanitaires et écologiques que représente cet OGM, un nombre croissant de pays européens (et tout dernièrement l'Allemagne) ont pris un moratoire sur sa culture. En France, 86 % des citoyens (1) demandent une interdiction temporaire ou définitive des cultures en plein champ d'OGM. Pourtant, le gouvernement se refuse obstinément à prendre un moratoire sur le MON810.

Trois mois avant la tenue du Grenelle de l'environnement, Greenpeace demande donc au gouvernement de faire un geste fort pour protéger l'environnement et l'alimentation des risques transgéniques en instaurant un moratoire immédiat sur la culture du maïs transgénique MON810 et en réalisant la récolte préventive des 20 000 ha déjà plantés.

« C'est la seule façon d'éviter la pollution génétique des cultures voisines et ce sera certainement moins onéreux que de faire face aux multiples contentieux de contamination des champs non OGM », déclare Arnaud Apoteker.

Note

(1) Sondage CSA/Greenpeace, septembre 2006.

La Lettre de France Bleue Samedi 7 juillet 2007

Live Earth... Al Gore... Jean-Louis Borloo... et vous, et vous...

Ce samedi 3 fois 7, c'est aussi la grande journée proposée par Al Gore : Live Earth. Que vive notre terre !

Jean-Louis Borloo appelait tous ceux qui vont en ce jour exprimer leur joie de vivre à se joindre en coeur et en pensée à cette aspiration des millions de fois partagées tout autour de notre planète. Peut-être des milliards de fois.

Mais, cela ne suffira pas !

Il faut certes du coeur pour garder vivante la biodiversité et préserver sans béquille la beauté de nos paysages comme le climat si varié qui les a produits et qui les entretient. Car, la Terre est un grand jardin.

Nous disons ici souvent que nous sommes passés de l'économie du travail à l'économie du carbone lequel, en première analyse, fonde toute valeur et contre valeur. Et c'est ainsi que la valeur de la vie rejoint celle de tout capital.

Voilà l'urgence qui impose la révolution écologique à laquelle aspirent au moins en discours bien des dirigeants qui, il y a peu de temps encore, classaient ces préoccupations dans les discours sociétaux qu'imposait l'air des temps médiatiques. Croyaient-ils !

Or, c'est un programme immense auquel le gouvernement semble désormais adhérer : écologiser la fiscalité, par exemple en surpondérant la part du carbone fossile dans l'assiette de la TVA qui mériterait dans un second temps d'être tout autant environnementale que sociale ;

protéger les efforts d'efficacité énergétique de notre industrie ;

introduire la mesure du bonus carbone dans l'actualisation des bénéfices espérés de tout

investissement productif ;

doter l'Etat d'une vision macroéconomique de la valeur carbone de manière à éclairer correctement l'approche stratégique et énergétique de nos rapports avec le reste du monde ; aménager les degrés de liberté suffisants dans tous les systèmes de gouvernance...

La liste de ces révolutions et de ces ruptures successives et nécessaires est longue... Celles qu'on entrevoit déjà et celles qu'on ne peut encore simplement concevoir...

Mis à part l'énergie nucléaire, toute valeur est issue de l'accumulation de l'énergie, de l'eau et des matières premières successivement accumulées dans les cycles de production et dans la complexité en réseau de notre économie.

Le carbone mort, celui qui n'est pas issu de la photosynthèse, source initiale de tous les écosystèmes principaux, est de fait un emprunt aux générations futures. Or, par exemple, nulle comptabilité, nulle système de régulation économique, ne le fait actuellement entrer dans la part non durable de la valeur économique des biens et des services produits. Il le faudra demain.

Les exemples proposés dans cette lettre sont épars car, cette comptabilité n'existe pas officiellement. Mais ils montrent que le carbone, essentiellement le pétrole, irrigue toute l'économie. Ils illustrent aussi le fait que maintenir la dérive climatique dans une enveloppe de deux degrés, comme le propose l'Europe au Monde et comme Nicolas Sarkozy l'a fait finalement tacitement accepter au président des USA - c'est une révolution sur laquelle bien des blasés ont fait la fine bouche mais dont on n'a pas fini de mesurer les conséquences - est un effort global qui ne peut résulter que d'une nouvelle régulation des marchés. Jacques Attali disait que nos sociétés n'avaient le choix qu'entre un libéralisme bien compris et généralisé et la dictature éthique. Ce sera sans doute ici et là toutes les formes de panachage des deux ! Nous y sommes d'ailleurs en grande part. Il est clair que tous les mécanismes devront internaliser les fins globales. Appelons cela comme chacun voudra. Nous appelons cela le développement durable. Mais peu importe finalement.

L'essentiel est que tous les instruments économiques devront intégrer cette donnée progressivement, y compris les instruments monétaires internationaux. Nous aurons l'occasion d'y revenir dans cette lettre en jetant les bases d'un "Bretton Woods du carbone".

Cette révolution ne peut donc se satisfaire des "il n'y a qu'à" ni du catastrophisme impuissant. Cela passe par une révolution économique et l'invention de nouveaux instruments de gouvernance et de marché. Quand Jean-Louis Borloo se donne pour mission de contribuer à penser l'après Kyoto, il est évidemment dans le bon chemin.

Car, si les chants et les prières peuvent aider, il reste que l'action est essentielle et que d'une certaine façon, la politique est toujours à réinventer.

Et dire qu'il en est que cette perspective rend malades...

Ci-contre extraits d'un dossier publié par <http://www.linternaute.com/>

Patrice Hernu

Président du réseau

Combien de pétrole dans mon verre de lait ?

1 litre de lait = 0,13 litres de pétrole.

La vache, le lait, la campagne. Quoi de plus écolo à première vue ? Et pourtant : une exploitation agricole de taille moyenne (25 vaches et 150 000 litres de lait par an) utilise

l'équivalent en énergie de 21 500 litres de pétrole (source : solagro).

Car les vaches ne se contentent pas de brouter l'herbe dans les champs : on doit aussi leur apporter des protéines sous forme de tourteaux de soja (importé du Brésil), du maïs (gourmand en produits phytosanitaires et en énergie), de la lumière et du chauffage pour les bâtiments, etc.

Sur le même principe, on peut estimer qu'un saucisson de 300 g "pèse" 0,11 litres de pétrole et 1 kg de veau 17 litres. Il est pourtant possible d'économiser l'énergie. Alors qu'une exploitation avec un élevage "hors sol" utilise plus de 3000 équivalent litres de fioul (EQF) par hectare, certaines fermes biologiques n'en consomment que 75 EQF par hectare.

<http://www.ute.com/>

Combien de pétrole dans mon gobelet ?

Un gobelet en plastique = 3,2 g de pétrole

Un gobelet en plastique = 3,2 g de pétrole

4 % de la production pétrolière mondiale est utilisée pour fabriquer du plastique. Le pétrole est ainsi la matière première de base d'un gobelet, d'un téléphone portable, d'un stylo ou de la moquette.

Il faut environ 2,3 litres de pétrole pour un kilo de polystyrène. A cela il faut ajouter l'énergie nécessaire pour la fabrication du plastique. Le raffinage du pétrole (séparation des différentes "phases") nécessite par exemple un chauffage à plus de 450°C.

On arrive donc à 3,2 g de pétrole pur un gobelet en plastique. On pourrait penser économiser de l'énergie en optant pour un gobelet en carton. Raté : il nécessite 4,1 g de pétrole pour sa fabrication et coûte 2,5 fois plus cher (source : MIT - Massachusetts Institute of Technology). Le recyclage des gobelets en plastique est une meilleure solution : une tonne de plastique recyclée économise 2593 litres de pétrole. Mais pour être complètement écolo, achetez-vous une mug !

<http://www.ute.com/>

Combien de pétrole dans mon jean ?

Un jean = 25 litres de pétrole

Un jean = 25 litres de pétrole

La fabrication d'un simple jean cause des dégâts environnementaux. La culture du coton, d'abord, nécessite beaucoup d'eau, d'engrais et de pesticides (24 % de la production mondiale de pesticides est utilisée pour le coton, qui ne représente que 5% des surfaces cultivées).

Les engins de culture consomment du diesel, surtout dans les immenses exploitations américaines. Le transport, ensuite : qu'il vienne d'Ouzbékistan, d'Inde ou des Etats-Unis, le coton parcourt plusieurs milliers de kilomètres jusqu'à la filature. Cette opération nécessite elle-même de l'énergie, ainsi que le tissage, l'ennoblissement (teinture et finition, qui utilise des produits à base de pétrole) et la confection.

Il faut enfin compter avec l'acheminement du produit fini jusqu'en France. Pour cela aura nécessité plus de 870 MJ, soit 25 litres de pétrole (source : Bio Intelligence Service). Mais le jean consommera encore l'équivalent de 37,7 litres de pétrole lors de son utilisation (lavage + lessive).

Combien de pétrole dans mes pneus ?

Un pneu = 27 litres de pétrole

Un pneu = 27 litres de pétrole

Un pneu "classique" de 7,25 kg est constitué de 5 kg de gomme (environ les deux tiers du poids) et de 2 kg d'acier et de rayonne. La gomme est elle-même constituée en grande partie de caoutchouc synthétique et de noir de carbone, des produits issus du pétrole.

Le pneu doit ensuite être "vulcanisé" dans un moule durant dix à quinze minutes, à une température comprise entre 150°C et 200°C et sous une pression de 21 bars. Au final, 27 litres de pétrole sont nécessaires pour un pneu tourisme (21 litres pour les matières premières et 6 litres pour le procédé de fabrication), et jusqu'à 102 litres pour un pneu poids lourd (source : Michelin).

La solution : le rechapage. Ce procédé offre une seconde vie au pneu en collant une nouvelle bande de roulement à la carcasse. Or c'est cette dernière qui contient 70 % du pétrole du pneu. On économise ainsi 18 litres de pétrole (source : Bridgeston).

<http://www.ute.com>

Combien de pétrole dans mon jus d'orange ?

Un verre de jus d'orange = 2,5 g de pétrole

Un verre de jus d'orange = 2,5 g de pétrole

Plus de 80 % du jus d'orange consommé en Europe vient du Brésil, premier producteur mondial. Soit un trajet de 12 000 km pour arriver dans notre supermarché.

Afin de réduire les coûts de transport, il est transformé en concentré par évaporation de l'eau, puis congelé à - 18°C. Résultat : pour produire une tonne de jus, il faut 100 kilos de pétrole et 24 tonnes d'eau (qui lui seront ajoutées une fois l'Atlantique traversé).

C'est encore pire pour le jus d'orange en provenance de Floride : un seul litre requiert une tonne d'eau et 2 kilos de pétrole (source : Suren Erkman). Le dilemme, c'est que boire du "pur jus" ne règlera pas la solution : le jus non concentré pèse plus lourd et il faudra plus de bateaux pour le transporter.

Réfléchissez bien toutefois avant d'acheter vos légumes à n'importe quelle saison : pour chaque calorie de carotte venue d'Afrique du Sud par avion, il faut brûler 66 calories de carburant.

Combien de pétrole dans mon yaourt ?

Un yaourt aux fraises = 6 g de pétrole

Un yaourt aux fraises = 6 g de pétrole

Difficile d'évaluer la quantité de pétrole "contenue" dans un produit aussi complexe qu'un yaourt aux fruits. Il y a la matière première (fraises, sucre, lait, pot, étiquettes.), mais aussi le trajet et le stockage du produit.

Selon les estimations d'une scientifique de l'institut allemand Wuppertal, il aura fallu parcourir 9 115 km aux différents ingrédients du yaourt pour arriver dans votre frigo. En tout, il faut compter 40 g de pétrole par kilo de yaourt.

Ajoutez 136 g de pétrole si vous allez l'acheter en voiture au supermarché, et 13 g pour le conserver 2 semaines dans le réfrigérateur.

Un autre institut suisse a calculé l'énergie utilisée pour la fabrication des différents ingrédients d'un hamburger (salade, steak, oignons.) et a trouvé un total de 20 MJ (soit 1,3 litre de pétrole environ).

Combien de pétrole dans mon ordinateur ?

Un ordinateur = 612 litres de pétrole

Un ordinateur = 612 litres de pétrole

Un ordinateur de 24 kilos accompagné d'un écran 17 pouces nécessite 1,8 tonne de matériaux dont 240 kg d'énergie fossile (312 litres de pétrole environ), 22 kg de produits chimiques et 1500 litres d'eau (source : Greenpeace).

Prenez en compte que 80 % des composants viennent d'Asie et que la majorité des ordinateurs voyagent en avion (pour arriver plus vite : les clients sont pressés !), et vous pouvez rajouter 300 litres de carburant par ordinateur.

S'il est difficile de trouver un ordinateur fabriqué en bas de la rue, on peut au moins être plus écolo sur l'utilisation : préférez par exemple les ordinateurs portables qui consomment 50 à 80% de moins que les postes fixes, et une télé à écran plat qui permet 60 % d'économie par rapport à un tube cathodique. Et surtout, gardez votre équipement le plus longtemps possible sans céder aux sirènes des appareils dernier cri.

Combien de pétrole dans mon autoroute ?

Un kilomètre d'autoroute = 59 800 litres de pétrole

Un kilomètre d'autoroute = 59800 litres de pétrole

Quand on pense transport, on réfléchit d'abord au carburant pour faire rouler les voitures.

Mais il faut aussi compter le revêtement de la route (à refaire tous les 10 ans environ). Voici notre propre évaluation du pétrole nécessaire au revêtement d'un kilomètre d'autoroute.

L'enrobé contient 4 à 6 % de bitume, un résidu du pétrole, et sa fabrication nécessite 700 MJ/tonne (il faut chauffer entre 140°C et 170°C). (source: USIRF). Pour une autoroute de 2 x 2 voies et une épaisseur d'enrobé de 20 cm (moyenne basse), on obtient 35 tonnes de bitume et 10,8 tonnes d'équivalent pétrole pour la fabrication.

Des solutions plus écologiques commencent à voir le jour. Colas, le leader mondial de la construction de routes, a ainsi mis au point un liant de nature végétale, sans dérivé pétrochimique ni bitume, et un enrobé dont la température de fabrication est réduite et qui permet de 20 à 25 % d'économies d'énergie.

Combien de pétrole dans ma vie quotidienne ?

Le pétrole nécessaire pour : Prendre un bain par jour pendant un an 1180 litres de pétrole

Chauffer un appartement de 80 m² pendant un an au chauffage fioul collectif 1600 litres de pétrole

Parcourir 15 000 km en voiture (moyenne française annuelle) 1260 litres de pétrole

La production sous serre d'un kg de concombre 0,6 litre de pétrole

La production d'un kg de viande de boeuf 2 litres de pétrole

La production d'un kg de poulet 0,2 litre de pétrole

La production d'un kg d'agneau de Nouvelle-Zélande (transport inclus) 7,9 litres de pétrole

La production d'une tonne d'azote pour la fertilisation des cultures 1,5 litre de pétrole

Une paire de chaussures de sport de jogging 6 litres de pétrole

1 litre de détergent en bouteille plastique 0,5 litre de pétrole

1 ramette de papier (500 feuilles, 80 g/m²) 2,8 litres de pétrole

Un matelas futon double en coton 120 litres de pétrole

Un lave vaisselle 93 litres de pétrole

Source : BeCitizen

9 Juillet 2007

La vérité sur "l'ADN poubelle"

Un groupe de chercheurs internationaux vient de montrer que les fragments de notre patrimoine génétique qui étaient considérés jusqu'alors comme "ADN poubelle" codent également pour des ARN. Ces "ARN poubelles" ne sont en aucun cas insignifiants puisqu'ils semblent participer à l'apparition de cancers ou d'infarctus.

L'ADN humain est composé de 3,3 milliards de paires de bases mais seul 1,5% de ce potentiel serait utilisé pour la synthèse des protéines de l'organisme tout entier. Le reste du génome, soit 3,25 milliards de paires de bases, était considéré jusqu'alors comme de "l'ADN poubelle", sans fonction significative. Désormais ces chercheurs viennent de montrer, sur une partie représentative du génome, que même les ADN non-codants sont presque tous transcrits en ARN, qui ont en outre des fonctions non négligeables: les ARN non-codants régulent très spécifiquement l'expression protéique. Ainsi, si une protéine est trop ou trop peu produite dans une cellule, l'équilibre est déplacé et des maladies peuvent survenir.

Ces conclusions ouvrent de nouvelles perspectives diagnostiques et thérapeutiques: le génome tout entier s'offre désormais au diagnostic génétique, laissant présager une détection encore plus précoce des maladies.

30 millions de bases du génome humain ont été ainsi étudiées par des chercheurs internationaux dans le cadre du projet ENCODE (ENCyclopedia Of DNA Elements). Initié en 2003, ce programme vise à identifier, classer et caractériser tous les éléments qui ont une réelle utilité biologique au sein du génome humain. ENCODE fédère plus de 300 chercheurs, issus de 80 institutions réparties dans 11 pays.

Source: BE Allemagne numéro 340 (20/06/2007) - Ambassade de France en Allemagne / ADIT

<http://www.techno-science.net>

L'Allemagne s'inquiète du boom de l'utilisation des bio-carburants

2007-07-09

BERLIN (Source vérifiée)

L'Allemagne s'inquiète du boom dans l'utilisation des bio-carburants, redoutant des retombées néfastes pour l'environnement du fait notamment du déboisement dans les pays en voie de développement.

"Cela n'a plus rien à voir avec le bio", s'insurge Thomas Henningsen de l'organisation écologiste Greenpeace, qualifiant de "bio-mensonge" la course actuelle aux bio-carburants dans le but de réduire les gaz à effet de serre.

Le Prix Nobel de chimie 1988, l'Allemand Hartmut Michel, a également critiqué l'utilisation accrue des carburants biologiques dans l'Union européenne, dans un entretien au quotidien "Neue Osnabrücker Zeitung".

L'obligation européenne de mélanger des bio-carburants à de l'essence traditionnelle est "extrêmement négative" du point de vue de l'environnement pour ses "effets dévastateurs" sur les forêts tropicales, a-t-il expliqué au quotidien .

Les coûts de fabrication du bio-carburant étant plus élevés en Europe que dans les pays émergents, l'UE est contrainte d'importer par exemple de l'huile de palme d'Indonésie, ce qui conduit à déboiser ou à brûler des forêts tropicales, a-t-il expliqué.

Cela vaut également pour les importations de bio-carburant à base de graines de soja du Brésil.

Selon Greenpeace, 87% des forêts tropicales détruites en Asie du Sud-Est entre 1995 et 2000 l'ont été dans le but de créer des plantations d'huile de palme.

Le gouvernement allemand envisage à présent de mettre en place un système de certification pour l'huile de palme afin d'éviter la déforestation de surfaces entières de palmistes.

En tirant jeudi un premier bilan de la loi sur les énergies renouvelables, le ministre allemand de l'Environnement Siegmur Gabriel, un social-démocrate, a proposé notamment que l'industrie ne bénéficie pas de subventions pour l'utilisation de l'huile de palme tant qu'un véritable système de surveillance des conditions de sa production n'a pas été mise en place. Actuellement, près du quart des importations d'huile de palme par les pays de l'Union européenne est destiné à la production de carburants-bio.

Les écologistes tirent également la sonnette d'alarme pour le Brésil où les forêts amazoniennes sont abattues pour étendre les plantations de canne à sucre et les cultures de soja, utilisés pour la production d'éthanol. Leurs coûts de production au Brésil sont inférieurs à celui de la production d'huile de colza en Europe.

La Commission européenne voudrait que les bio-carburants représentent au moins 10% des carburants utilisés par le secteur des transports en 2020.

La récente "crise de la tortilla" au Mexique, lorsque le prix du maïs a explosé, a aussi montré les dangers qu'il y a à transformer des terres qui étaient jusqu'alors consacrées à l'alimentation locale en exploitations où poussent des plantes destinées au seul bio-carburant.

"Nous avons besoin de mettre en place un concept global -- au niveau de l'Union européenne ou au niveau mondial" en ce qui concerne la culture destinée au bio-carburant, selon M. Henningsen pour qui il vaudrait mieux en attendant instituer un moratoire sur l'importation de tels produits.

L'ocelot est en voie de disparition aux Etats-Unis
mardi 10 juillet 2007 par Sylvie CARDONA

Ce beau petit félin, très méconnu du public, et figurant parmi les espèces menacées, est localisé dans le sud des Etats-Unis, l'Amérique Centrale et l'Amérique du sud.

On le trouve principalement au Texas, et il est également occasionnellement présent en Arizona, Arkansas et en Louisiane.

Bien que légalement protégé, l'ocelot ne cesse de se raréfier aux Etats-Unis où on comptabilise une centaine d'individus seulement.

Au Texas, son habitat a été considérablement modifié. De part et d'autre du Rio Grande, les ranchs, les champs de coton, de canne à sucre et les plantations d'arbres fruitiers ont remplacé la savane arbustive qui constituait son principal refuge. La population d'ocelots a donc été coupée en deux, et aucun corridor écologique ne relie ces deux zones si bien que les scientifiques du zoo de Dallas ont pu constater un appauvrissement génétique de l'espèce, susceptible de générer certaines maladies.

Le lynx roux qui vit également au Texas a su s'adapter à son nouvel environnement, chassant aussi bien le jour que la nuit et n'hésitant pas à s'approcher des zones urbaines ou des ranchs pour se nourrir. Ce n'est pas le cas de l'ocelot qui demeure un animal crépusculaire, fort

discret et timide.

Les scientifiques ont malheureusement pu vérifier que lorsque l'ocelot est contraint de se déplacer durant le jour, il est inévitablement victime de collisions avec les voitures. Le service de la faune sauvage et le zoo de Dallas travaillent donc à un plan de conservation qui permettrait aux populations du Mexique et du Texas de se rencontrer, en maintenant des corridors écologiques. Les responsables du projet se montrent plutôt optimistes, et prennent l'exemple de l'alligator, sauvé in extremis aux Etats- Unis où il a désormais recouvré ses effectifs.

Sylvie CARDONA

Co-Fondatrice, Secrétaire Générale et Trésorière d'AVES FRANCE

Adresse de contact : Mairie de Dornes

Bureau local AVES FRANCE - Nièvre

A l'attention de Sylvie Cardona

58390 Dornes

sylvie.cardona@aves.asso.fr

<http://terresacree.org/ocelot.htm>

Les biocarburants ne réduisent pas les émissions en gaz à effet de serre

17/07/2007

Contrairement à une idée largement répandue, des scientifiques américains affirment que les biocarburants qui se substituent aux carburants classiques ne réduisent pas les émissions en gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique.

Des chercheurs californiens du SRI Consulting - un institut international d'étude de marché pour l'industrie chimique - ont déterminé que l'utilisation de biocarburants n'introduirait aucun changement sur le réchauffement global et pourrait même avoir pour résultat une augmentation des émissions de gaz à effet de serre par rapport au carburant diesel conventionnel.

Ces chercheurs ont comparé les émissions de gaz à effet de serre du diesel et du biodiesel, tout le long de leur cycle de vie, depuis leur production jusqu'à leur combustion dans les moteurs (production, transport, transformation, distribution). Les résultats, publiés dans le journal "Chemistry & Industry", montrent que le biocarburant à base d'huile de colza cultivé dans des champs dédiés émet à peu près autant de gaz à effet de serre que le carburant diesel conventionnel (à base de pétrole, NDLR).

Or, selon l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et le ministère de l'Industrie qui ont fait réaliser une étude de l'analyse du cycle de vie (ACV) des différents carburants en 2002, la filière EMVH/Diester produirait 3,5 fois moins de gaz à effet de serre avec un rendement énergétique 3,3 fois supérieur par rapport à la filière gazole.

L'étude américaine souligne que si le sol utilisé pour cultiver le colza servait à faire pousser des arbres, les émissions en GES calculées en équivalent CO2 seraient alors trois fois plus faibles pour le diesel pétrolier que pour le biodiesel : les arbres fixant le carbone le temps de leur croissance.

Le diesel d'origine pétrolière émet 85 pour cent de ses gaz à effet de serre au moment où il est consommé dans un moteur. Au contraire, les chercheurs constatent que les deux tiers des émissions de GES par le biocarburant au colza se produisent au cours de la pousse, le colza émettant de l'oxyde nitreux qui est environ 300 fois plus actif (du point de vue de l'effet de serre) que le CO2.

Pourtant, l'ADEME concluait il y a quelques mois que l'utilisation des biocarburants a des effets globalement positifs sur l'air et le climat tout en précisant qu'il fallait veiller à ce que le mode de production soit respectueux de l'environnement : mode de culture, usage de pesticide, irrigation, méthode de raffinage...

Si le mode de production américain reste sans doute plus intensif que celui que l'on trouve en Europe, et donc plus polluant, force est de constater que le bilan relatif aux émissions en gaz à effet de serre n'est pas aussi clair qu'il n'y paraît.

Au final, avec la multiplication des études qui révèlent les maux engendrés par les biocarburants, ceux-ci apparaissent de moins en moins comme une solution écologique, mais plutôt purement énergétique...

Merci à Pierre Allemand pour la traduction de l'article original paru dans ScienceDaily :

"Study warns against biodiesel fuels

Séisme au Japon: le maire ordonne la fermeture de la centrale nucléaire

2007-07-18

KASHIWAZAKI (Source vérifiée)

Le maire de Kashiwazaki a ordonné mercredi la fermeture temporaire de la plus grande centrale nucléaire du Japon située dans sa commune, frappée lundi par un violent séisme qui a déclenché un incendie et de légères fuites radioactives.

"En vertu des lois sur la protection anti-incendie, il nous est difficile de vous autoriser à exploiter la centrale vu la situation actuelle. J'ordonne l'arrêt de son utilisation", a déclaré le maire, Hiroshi Aida.

La radioactivité de l'eau qui a fui de cette centrale nucléaire de Kashiwazaki-Kariwa, dans le centre du Japon, lors du violent séisme de lundi est une fois et demi plus importante qu'initialement estimé, mais reste sans danger, a annoncé mercredi la compagnie exploitante. Tokyo Electric Power (Tepco), qui avait initialement fait état d'une radioactivité de 60.000 becquerels, a indiqué que cette radioactivité atteignait en fait 90.000 becquerels.

"Il y a eu une erreur dans le calcul de la radioactivité de l'eau qui s'est échappée dans la mer", a expliqué Tepco dans un communiqué.

"Mais la radioactivité corrigée reste sous la limite légale et n'affecte pas l'environnement", a-t-elle assuré.

Outre cette fuite radioactive, le séisme de magnitude 6,8 sur l'échelle ouverte de Richter a provoqué une cinquantaine d'incidents dans la centrale, dont un incendie, des fuites de carburant et des bris de matériel.

La centrale de Kashiwazaki-Kariwa est située à seulement neuf kilomètres de l'épicentre du séisme de magnitude 6,8 sur l'échelle de Richter, qui a fait lundi neuf morts, plus de 1.000 blessés et a pulvérisé des centaines de maisons.

Cette violente secousse a provoqué dans la centrale une légère fuite radioactive, un incendie et des dizaines d'autres incidents, notamment des fuites d'eau et de carburant et des bris d'équipements.

C'est la première fois qu'un séisme provoque une fuite radioactive au Japon, pays qui dépend à 35% du nucléaire pour son électricité mais qui est aussi situé dans une région à très hauts risques sismiques.

Le gouvernement japonais a déjà ordonné à Tepco de maintenir les sept réacteurs fermés jusqu'à nouvel ordre.

Le nouvel ordre édicté par le maire de Kashiwazaki signifie que la totalité de la centrale doit

cesser d'être utilisée pour le moment.

Kashiwazaki-Kariwa représente environ 7% des capacités de production totales de Tepco, la plus grande compagnie d'électricité privée du monde. La centrale fournit en électricité la mégapole de Tokyo, à 250 km au sud.

La Greenbox, une boîte permettant de capturer les émissions de gaz à effet de serre
20/07/2007 08:49 (Par Sandra BESSON)

Les plus grandes corporations du monde et les esprits les plus fins ont dépensé des milliards de dollars pour essayer de résoudre le problème des émissions de dioxyde de carbone, mais trois amis des poissons du nord du Pays de Galles pensent l'avoir résolu.

Ces trois britanniques ont développé une boîte qui selon eux peut être fixée sous une voiture à la place du pot d'échappement, et qui permettrait de capturer les gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique, y compris le dioxyde de carbone. La boîte émettrait quant à elle essentiellement de la vapeur d'eau.

Les gaz capturés peuvent être traités pour être transformés en biocarburant, en utilisant des algues génétiquement modifiées. Les gaz capturés serviraient en effet d'alimentation aux algues qui une fois broyées pourraient être utilisées pour faire des biocarburants.

La « Greenbox », la technologie développée par le spécialiste de la chimie organique, Derek Palmer, et les ingénieurs Ian Houston et John Jones pourrait, selon eux, être utilisée pour les voitures, les bus, les camions, et même pour l'industrie lourde et les bâtiments.

« Nous avons réussi à développer une façon de capturer avec succès une majorité des émissions des moteurs les plus sales que nous ayons trouvés » a déclaré Derek Palmer, qui a été un consultant pour des organisations telles que l'Organisation Mondiale de la Santé, ou GlaxoSmithKline.

Les trois compères, qui ont trouvé cette idée de Greenbox par hasard alors qu'ils faisaient des expériences sur le dioxyde de carbone pour aider à augmenter la croissance des algues pour l'élevage de poissons, ont lancé une compagnie appelée Maes Anturio Limited.

Avec le soutien des membres locaux du parlement, ils cherchent maintenant un capital pour aller plus loin dans leur concept de Greenbox et faire des recherches à propos des émissions des avions : ils ne sont en effet pas sûrs que leur Greenbox puisse supporter les émissions de l'aviation.

Même si la boîte que les trois hommes utilisent actuellement pour faire des démonstrations est de la taille d'un tabouret de bar, ils affirment qu'ils pourront construire une Greenbox suffisamment petite pour remplacer le pot d'échappement d'une voiture et qui aurait une durée de vie équivalente à un plein d'essence du véhicule.

L'aspect crucial de la technologie est que le dioxyde de carbone est capturé et retenu dans un état sécurisé, a déclaré Ian Houston. Les autres technologies de capture de dioxyde de carbone sont beaucoup plus encombrantes ou nécessitent beaucoup plus d'énergie.

« Le dioxyde de carbone, retenu dans un état sûr et inerte, peut être transporté et libéré dans un environnement contrôlé avec facilité et un volume minimal d'énergie » a affirmé Ian Houston lors d'une démonstration dans un Centre de test certifié par le Ministère des Transports de Grande-Bretagne.

Plus de 130 tests ont été réalisés sur la Greenbox pendant deux ans dans plusieurs centres de tests, et tous ont d'après les trois compères, réussi à avoir un taux de capture entre 85 et 95%. Les trois inventeurs sont en contact avec le gouvernement mais aussi avec les fabricants de

voitures Toyota Motor et General Motors.

<http://www.actualites-news-environnement.com:80/10739-gaz-effet-serre-greenbox.html>

Communiqué de presse des faucheurs volontaires d'OGM
Les Faucheurs Volontaires occupent le port de Saint-Nazaire !
Saint Nazaire, Lundi 23 juillet 2007

Les Faucheurs Volontaires d'OGM occupent le terminal agro-alimentaire du port autonome de Nantes - Saint-Nazaire pour dénoncer l'importation massive de Soja génétiquement modifié et la contamination qui en résulte.

En réaction à l'annonce publique par le Gouvernement des 21 000 ha de maïs OGM en France en 2007 destinés ?? l'alimentation animale, une centaine de faucheurs volontaires bloquent plusieurs points d'accès du terminal et de ses entreprises (Cargill, Stockaloire, MTTM) . Ils empêchent le chargement et déchargement des camions ; des militants anti OGM sont venus les rejoindre et participent au blocage.

Du fait de l'activité de ces sociétés , le port de Saint-Nazaire est le plus gros port français pour l'importation de soja OGM Round-up ready (RR) destiné à l'alimentation animale : plus de 40% des tourteaux de soja importés en France, soit 2 millions de tonnes par an, y transitent. 85% du soja importé est génétiquement modifié. Le plus gros fournisseur d'alimentation animale des Pays de Loire , Terrena Ancenis, principal client du port ne peut garantir que 15% d'alimentation non contaminée.

La contamination fortuite lors du transport maritime et du stockage fait qu'il est impossible de garantir une filière de soja non-OGM. Les lots de soja tracé et non tracé devraient être séparés par des alvéoles bien définies, dont le site de Saint-Nazaire n'est pas équipé. Par conséquent, « il faudrait tout nettoyer à chaque changement, mais le coût est trop important ». (cf visite du port en déc 2005)

Or « le soja Roundup Ready (RR) a été modifié génétiquement pour résister à l'herbicide de marque Roundup (le plus utilisé dans le monde), de manière à ce que les agriculteurs puissent appliquer l'herbicide directement sur les plants et éliminer les mauvaises herbes, sans tuer le soja. Or, le Round-Up, est reconnu dangereux pour l'environnement et la santé. La Commission européenne l'a classé en 2001 comme «toxique pour les organismes aquatiques», entraînant « des effets néfastes à long terme pour l'environnement ». L'équipe du professeur Séralini, à l'Université de Caen vient de publier les effets toxiques jusque là inconnus du Roundup sur des cellules embryonnaires humaines ».(doc de Cohérence)

Les Faucheurs Volontaires d'OGM, face à ce circuit criminel d'importation de soja, dénoncent :

- l'exploitation éhontée des surfaces agricoles par des sociétés multinationales au détriment des cultures vivrières. Ces cultures intensives conduisent à l'expulsion des petits paysans de leur terre vers les bidonvilles des mégapoles sud-américaines.
- l'aberration de l'importation des protéines végétales pour la seule élaboration de l'alimentation animale (pour 1 protéine animale, il faut 7 protéines

végétales) et qui tend à éliminer la production locale de protéagineux en filières conventionnelles

- l'absence d'étiquetage des aliments issus d'animaux nourris aux OGM (viande, oufs, lait, poissons) rendant les citoyens « consommateurs involontaires d'OGM».
- l'absence d'évaluation sanitaire à l'exposition des travailleurs de la filière du soja OGM, aussi bien en Amérique du Sud , lors des transports maritimes et routiers, que lors des manipulations des arrivages, liées au déchargement et au stockage de la marchandise. La sécurité des employés a déjà été ignorée et bafouée lors de la scandaleuse affaire de l'amiante des Chantiers de l'Atlantique (4500 décès prévus pour les travailleurs exposés sur ces chantiers).

Nous exigeons :

- un rendez vous avec les Ministres de la Santé, de l'Agriculture et de l'Ecologie pour : 1- exiger un engagement sur l'arrêt des importations de soja OGM et pour permettre le développement de vraies filières sans OGM garantissant le maintien des cultures de qualité, comme l'ont décidé la Pologne et la Norvège; 2- exiger la mise en place d'études indépendantes sur les risques sanitaires lors des manipulations , et des risques environnementaux liés aux cultures.
- Faute d'interdiction totale immédiate des importations et de la culture d'OGM, une réglementation sur l'étiquetage des produits issus d'animaux pour une information claire, précise et systématique des consommateurs et des éleveurs destinataires des productions contenant des OGM.
- le développement de filières d'alimentation animale non OGM, et la prise en charge du coût de la traçabilité par la filière OGM plutôt que non-OGM.

COLOMBIE : le desert vert avance.

L'agriculture peut-elle à la fois nourrir les populations et être source d'énergie ? Le témoignage de Henry Ramirez, de l'ONG colombienne Paz y Justicia, prouve que la réponse ne va pas forcément de soi.

"Les signatures de traités de libre échange entre les Etats Unis et les pays d'Amérique Latine sont préjudiciables pour ces pays. Notamment, les subventions allouées aux productions à vocation énergétique au détriment des productions alimentaires fragilisent le secteur agricole et l'autonomie de ces pays.

Le président colombien énonce clairement qu'il souhaite le développement et la promotion de la palme à huile ou palme africaine. Ce fort développement de la palme nécessite des terres. Ainsi dans les régions pacifiques et vers le nord, des opérations militaires ont été lancées sous prétexte de lutte anti-guérilla pour faire fuir les paysans. La stratégie du gouvernement est de s'appropriier les terres des paysans par n'importe quel moyen. Il souhaite notamment transformer la législation des terres pour légaliser cette appropriation des terres en se fondant sur une loi

qui autoriserait l'expropriation des terres lorsque celles-ci ne sont pas utilisées par les paysans pendant cinq ans. Cette loi légalise en fait les actions militaires qui déplacent les paysans. Pourquoi ce développement massif des plantations de palmiers à huile dans le monde ? Dans quelles conditions sociales et écologiques cette expansion est-elle réalisée ? Les multinationales des agrocarburants sont bien conscientes que la production européenne d'agrocarburants ne suffira pas pour répondre aux besoins et que la production sera plus rentable dans les pays du sud. Or, beaucoup de mensonges circulent au sujet de la palme africaine. Ce ne sont pas des forêts comme on voudrait nous le faire croire, mais des "déserts verts". Les bois ou les forêts tropicales sont détruits pour planter de la palme, ce qui accentue le phénomène d'érosion de la terre. La plantation nécessite l'utilisation abondante de pesticides et de fongicides, les usines d'extractions déversent leurs effluents chimiques dans les fleuves voisins ce qui détruit la faune et la flore locale et pollue considérablement l'environnement. La culture de la palme nécessite un sol sec et les cultivateurs drainent les terrains. Elle a de plus tendance à être invasive. Le projet du gouvernement colombien porte sur 6 millions d'hectares de culture de palme au milieu de la forêt tropicale. Dans 30 ans toutes ces terres seront inexploitable.

LE MENSONGE DES CARBURANTS VERTS :

La ruée vers l'or vert a commencé. L'intention est louable. Par contre l'efficacité est douteuse et la pratique se révèle risquée pour les pays du sud.

DEPUIS LES ANNEES 70, les enjeux combinés de la hausse des prix du pétrole, de l'épuisement prévisible de cette ressource et du dérèglement climatique ont lancé pays occidentaux et pays émergents dans une acrobatie périlleuse : tenir compte de ces contraintes tout en poursuivant l'expansion des transports, jugée indispensable à une croissance fondée sur la libéralisation des échanges et l'augmentation illimitée de la consommation.

Pour réussir ce grand écart, la substitution partielle de produits agricoles au pétrole est présentée comme une solution miracle pour l'environnement et pour l'emploi ! C'est surtout une aubaine pour les industries agroalimentaire et automobile, en quête de nouveaux débouchés.

EXAMEN CRITIQUE : sur le plan environnemental, l'intérêt réel des agrocarburants (éthanol de canne, betterave à sucre, huiles de colza, soja, palmier à huile, ricin...) ne résiste donc pas à l'examen. Issus de pratiques agricoles intensives, les agrocarburants peuvent consommer plus d'énergie qu'ils n'en fournissent et émettre autant, sinon plus, de gaz à effet de serre. Par ailleurs en Indonésie comme au Brésil, l'expansion depuis 30 ans de la monoculture de canne à sucre, de soja ou de palmier à huile pour les besoins des industries alimentaires, cosmétiques et

de l'élevage intensif s'est traduite par des violations des droits humains, des pollutions et pertes de biodiversité, des millions de paysans privés de leurs moyens de vivre.

Ces pays vont pourtant étendre encore plus ces cultures, d'abord pour leur marché intérieur, afin de réduire la facture pétrolière, comme le Brésil qui met 40 % d'éthanol dans ses voitures, mais surtout pour répondre à la ruée vers les agrocarburants des pays occidentaux. L'Union européenne en particulier impose par une directive un objectif d'incorporation de biocarburant de 5,75 % d'ici 2010 et 8 % en 2015, contre 0,4 % aujourd'hui. La France a surenchéri à 7 % en 2010 et 10 % en 2015. Mr Sarkozy déclarant vouloir "se lancer à fond dans les biocarburants". Mais la production européenne n'y suffira pas il faudra donc importer....

CROISSANCE EXPONENTIELLE : les gouvernements du sud ne lésinent pas sur les moyens pour soutenir les investissements privés (subventions, défiscalisations...). Le Brésil veut passer de 6 à 9 millions d'hectares de canne à sucre d'ici 2011 et étendre le soja qui couvre déjà 50 % de ses terres cultivées. La Malaisie est passée de 158 000 tonnes de biodiesel d'huile de palme en 2006 à 1,3 million en 2007. L'Indonésie prévoit de déforester 10 millions d'hectares pour le palmier à huile, alors qu'elle en a déjà coupé 18 millions (dont seulement 6 sont effectivement utilisés). Les peuples indigènes, chassés de leur domaines ancestraux n'ont, eux, qu'à aller voir ailleurs....

Enfin, même si on mesure encore mal leur impact sur la sécurité alimentaire, les agrocarburants vont de toute façon concurrencer les cultures alimentaires. Déjà les prix du maïs, du sucre, du soja grimpent.... avec des conséquences très dures pour les consommateurs les plus pauvres, comme au Mexique.

Interpellée par les sociétés civiles sur le désastre d'une expansion incontrôlée, la Commission européenne réfléchit à des systèmes de certification obligatoire sur des critères sociaux et environnementaux et assorties de sanctions. Reste à engager aujourd'hui le débat au niveau français....et à obtenir que nos politiques réfléchissent aussi à la réduction nécessaire de notre consommation globale de carburants."

numéro d'Altermondes

Vivent les biocarburants :

Les ouvriers de l'huile de palme à Bornéo tuent les orangs-outans
2007-07-25

JAKARTA (Source vérifiée)

Les ouvriers agricoles employés dans les plantations de palmiers à huile tuent délibérément des orangs-outans dans l'île de Bornéo, a affirmé mercredi à Jakarta une ONG spécialisée. Au moins 1.500 orangs-outans ont trouvé la mort en 2006 à Bornéo et la majorité ont été massacrés car ils sont accusés de manger des semences de palmiers à huile, a expliqué Hardi Baktiantoro, directeur du Centre pour la protection de l'orang-outan (COP).

"Les orangs-outans sont devenus l'objet de tortures par des employés des plantations car ils errent et mangent pour survivre des graines de palmiers à huile", a-t-il déclaré.
Les orangs-outans sont menacés d'une extinction rapide vu le rythme de la déforestation en Indonésie, accélérée par le développement des plantations. Ces primates arboricoles aux longs poils roux vivent en liberté uniquement sur les îles de Sumatra et Bornéo.
Le COP a diffusé des films vidéos montrant des cadavres d'orangs-outans présentant des plaies à la tête, infligées selon l'ONG par les ouvriers agricoles.
L'association, en regrettant l'absence de condamnations pour les tueurs de singes, a exhorté le gouvernement à Jakarta de résilier les immenses concessions d'huile de palme accordées aux planteurs à Bornéo.

L'Indonésie est le second producteur mondial d'huile de palme après la Malaisie. Les deux pays représentent 85% de la production mondiale.

De Michèle Aucordier, le 25 juillet 2007 :

Au Secours SVP : regardez les infos concernant les ingrédients sur les produits de grande surfaces : **EVITEZ CEUX QUI CONTIENNENT DE L'HUILE DE PALME !**

Il faut boycotter ce produit qui ne sert qu'à engraisser les industriels, vous ne préférez pas le chocolat sans huile de palme vous? et les gateauxetc mobilisez-vous pour plus de justice ! la VIE des orang outang vaut plus que des produits à base d'huile de palme? et en plus **RETROUVEZ LE VRAI GOUT** des choses !

Vous avez envie de rouler à l'huile de palme? regardez sous vos roues les cadavres des orang-outang s'y trouveront et s'y trouve déjà!
BOYCOTTEZ les soi-disant **BIO-CARBURANTS** qui ne protègent pas la terre mais qui enrichiront encore plus les industriels en détruisant les surfaces cultivées et la vie.

Sierra Leone: interdiction de détenir des chimpanzés comme animaux de compagnie
2007-07-26

FREETOWN (Source vérifiée)

Le gouvernement de la Sierra Leone a ordonné mercredi à toutes les personnes tenant des chimpanzés comme animaux de compagnie de les rendre immédiatement aux autorités, dans un effort pour protéger cette espèce en danger.

Dans une déclaration diffusée par la radio nationale, l'organisme de protection de l'environnement et de la faune a averti que les contrevenants encouraient une amende de 1.000 dollars.

"Les chimpanzés ne doivent ni être tenus comme animaux de compagnie ni être vendus. Les potentiels acheteurs locaux ou internationaux sont sévèrement mis en garde contre toute transaction de ce genre", soulignent les autorités.

Des défenseurs de l'environnement ont averti que les chimpanzés devenaient une espèce menacée de disparition dans ce pays longtemps ravagé par la guerre civile, en raison de la diminution des forêts, habitat naturel des primates, et des captures illégales des animaux.

L'appel du gouvernement n'est pas le premier, mais seuls 16 chimpanzés ont été confiés aux autorités compétentes depuis l'année dernière.

Garder des bébés chimpanzés comme animaux à la maison est assez courant en Sierra Leone, mais les propriétaires s'en défont n'importe comment une fois qu'ils sont devenus grands et éventuellement dangereux, selon les autorités.

Epannage de pollen sur du maïs transgénique en Ardèche

José Bové et près de 500 militants anti-OGM ont «pollinisé» jeudi en Ardèche un champ de maïs OGM. C'est-à-dire qu'ils ont épanché du pollen de maïs traditionnel. But de la manœuvre rendre les semences OGM impropres, a-t-on appris auprès de ces militants.

L'opération s'est déroulée à Lussas «sans incident», sans que personne n'ait à entrer dans la parcelle d'environ 6.000 m², et la gendarmerie présente sur les lieux n'est pas intervenue, selon les organisateurs.

«Nouvelle forme de sabotage»

«Jusqu'à présent ce sont les OGM qui polluent les paysans autour, et bien là pour la première fois nous allons polluer la semence en envoyant du pollen de maïs traditionnel et le semencier ne pourra rien en faire. C'est la politique de l'arroseur arrosé, on va polluer le pollueur», a déclaré José Bové, joint par téléphone.

Le semencier français Limagrain a annoncé son intention de porter plainte et qualifié l'opération de «nouvelle forme de sabotage».

Mais les organisateurs de l'opération, assurent que l'action s'est déroulée «dans un cadre légal»: personne n'est entré dans le champ.

«Nous avons simplement agité des épis en fleur pour "baptiser" le champ OGM. Les pollens sont déplacés par le vent, les insectes, les humains, donc on a pas eu besoin de rentrer dans la parcelle», a affirmé Gabriel Fabregoule, responsable d'Agribio Ardèche, association de promotions des produits biologiques du département.

Fred Tanneau AFP/Archives | /Le leader altermondialiste José Bové, le 21 juillet 2007 à Riec-sur-Belton./

Avec source vérifiée

20Minutes.fr, éditions du 26/07/2007

Les chasseurs inquiets de la disparition de la jachère

La Fédération Nationale des Chasseurs s'inquiète des propositions actuelles de la Commission Européenne, soutenue par les organismes agricoles, de supprimer la jachère pour la campagne agricole 2007-2008.

Si certes le contexte économique des prix élevés et la demande importante sur le marché mondial incitent à la production, l'environnement et plus particulièrement la biodiversité ne doivent pas être mis de côté.

Les jachères représentent actuellement 1,3 million d'ha en France dont 400 000 ha cultivés à des fins non alimentaires. Les 900 000 ha de terres non cultivées représentent des zones

indispensables de refuge, de reproduction et d'alimentation pour la faune.

La remise en culture de ces terres aura un impact très défavorable pour les mammifères, oiseaux et insectes que l'on observait dans les plaines.

La FNC demande le maintien de la jachère obligatoire à hauteur de 5 %, sans possibilité de cultures non alimentaires, afin de préserver la biodiversité. Elle a fait part de sa position aux représentants agricoles ainsi qu'au Ministère de l'Agriculture et au Ministère de l'Ecologie, du Développement et de l'Aménagement Durables.

News Press 26/07/2007

PARAGUAY: des images satellite révèlent la destruction des terres d'Indiens isolés

24 Jul 2007

Des images satellite révèlent que la déforestation illégale atteint le dernier refuge d'un groupe d'Indiens isolés.

La destruction au bulldozer du territoire des Ayoreo-Totobiegosode, un groupe d'Indiens isolés du Paraguay, est menée à bride abattue, repoussant les Indiens vers les dernières zones forestières encore intactes. Plusieurs Ayoreo ont été tués lors de précédents affrontements avec des étrangers.

Jonathan Mazower, chargé de mission à Survival, s'est récemment rendu au Paraguay où il a rencontré les familles d'Indiens isolés. Il a interviewé les Ayoreo qui étaient sortis de leur forêt en 2004, chassés par la déforestation.

Ojnai, un Ayoreo, a témoigné : « Cette terre toute entière était jadis celle de nos ancêtres, mais les hommes blancs vont nous la prendre. Je m'inquiète beaucoup pour ceux qui se trouvent encore dans cette forêt en cours de destruction. Nous ne savons pas où ils sont, mais ils se trouvent parmi eux ».

Jonathan Mazower a déclaré aujourd'hui : « Le territoire ayoreo est presque entièrement aux mains de puissants propriétaires terriens qui détruisent la forêt à coups de bulldozers pour y pratiquer l'élevage. Ceux qui sont désormais en contact avec le monde extérieur tentent de sauver ce qu'il reste de leur forêt afin de protéger leurs familles isolées. Si le gouvernement paraguayen n'intervient pas dans les plus brefs délais, les Indiens isolés n'auront plus nulle part où se réfugier ».

Survival a lancé une campagne de lettres à l'attention du président du Paraguay, l'exhortant à protéger le territoire des Ayoreo.

Jonathan Mazower est disponible pour des interviews, en français.

Photos et vidéos disponibles.

Pour plus d'informations

Magali Rubino 00 33 (0)1 42 41 44 10

magali@survivalfrance.org

<http://survivalfrance.org/news.php?id=2594>

La Terre sans nous

Mathieu Perreault

La Presse

Comment la nature réagirait-elle si l'être humain disparaissait soudainement? En reprenant ses droits comme si de rien n'était, répond un nouveau livre. Les tunnels des métros seraient submergés en quelques jours, les routes et les gratte-ciel ne tiendraient que quelques années.

Bien sûr, les environs des centrales nucléaires deviendraient radioactifs à cause d'explosions à la Tchernobyl. Mais les traces visibles de l'homme dureraient beaucoup moins longtemps que l'aventure de la civilisation: moins d'un millénaire. Le souvenir le plus tenace de l'homme serait une myriade de petits granules de plastique, qui survivraient des centaines de milliers d'années.

Les gratte-ciel s'écrouleraient en quelques années, tout comme les routes, puisque les anciennes rivières reprendraient leurs cours. Les animaux domestiques ainsi que les fruits et légumes adaptés à la culture disparaîtraient rapidement. Les réacteurs nucléaires et les complexes pétrochimiques exploseraient, suscitant des mutations importantes dans la faune et la flore des environs. Les grands mammifères reviendraient sur tous les continents. Seule consolation: rats et blattes péricliteraient parce qu'ils ne bénéficieraient plus de nos ordures et de nos immeubles chauffés. Le legs le plus durable de l'humanité? Le plastique, qui resterait pendant des centaines de milliers d'années.

Un professeur de journalisme de l'Université de l'Arizona, Paul Weisman, vient de publier un livre expliquant comment la nature reprendrait possession de la Terre si l'humain cessait subitement d'exister. *The World Without Us*, publié en français sous le titre *Homo disparitus*, présente une évaluation structurelle des villes modernes tout en dénonçant l'impact de l'homme sur la nature. En contrepoint, une interrogation plus substantielle: sera-t-il possible de protéger nos descendants contre les périls des cavernes souterraines où nous avons entreposé nos déchets nucléaires et nos gaz à effet de serre?

L'aventure de M. Weisman a commencé en 2003, alors qu'il fuyait des incendies de forêt au chalet d'un ami, dans l'État de New York. «Une éditrice du magazine *Discover* a réussi à me joindre pour me demander d'écrire un article sur la réaction de la nature à la disparition soudaine de l'homme, explique-t-il en entrevue téléphonique. Elle avait lu un article que j'avais écrit sur la faune qui avait envahi Tchernobyl après l'évacuation due à la catastrophe nucléaire. Ça lui avait donné l'idée d'une nouvelle manière d'aborder la dégradation de la planète par l'homme. Rapidement, je me suis rendu compte que peu de gens avaient abordé ce sujet. Curieusement, les deux essais portaient sur Londres. J'ai compris qu'il fallait que j'écrive un livre.»

Changements rapides

Les changements seraient rapides et inexorables. Les animaux domestiques et les végétaux cultivés par l'homme disparaîtraient rapidement, incapables de survivre sans notre aide. Les grands mammifères reconquerraient tous les continents - Darwin estimait qu'il y avait 20 millions d'éléphants en Afrique avant l'arrivée des Blancs, et il n'en reste qu'un demi-million. Les villes seraient recouvertes par les forêts en moins d'un quart de siècle, à cause des incendies et des infiltrations d'eau. Les ponts dureraient un peu plus longtemps, particulièrement ceux qui ont été construits avant la Deuxième Guerre mondiale, parce que les techniques de capacité étaient rudimentaires et que les ingénieurs préféraient multiplier les redondances structurelles.

Pour illustrer la rapidité avec laquelle la nature reprend ses droits, M. Weisman donne l'exemple des dernières voies de métro surélevées de New York, qui ont été abandonnées en 1980 et qui sont maintenant couvertes de ronces. Il se rend aussi à Chypre, dans une station balnéaire inaugurée juste avant le conflit de 1974 et qu'il était impossible de restaurer dès la fin des années 70.

Le détail le plus frappant concerne toutefois les tunnels des métros, qui seraient inondés après quelques jours à peine. À Montréal, une centaine de pompes retirent des tunnels jusqu'à 12 millions de litres d'eau par jour.

Une bataille rangée opposerait les plantes rustiques et étrangères. «Pour ce qui est de la vigne, je pense que les espèces rustiques l'emporteraient. Mais certaines espèces étrangères gagneraient certainement aussi.» Une lutte sans merci aurait également lieu entre les

moustiques et les grenouilles, affaiblies par un champignon vorace apparu chez les espèces de laboratoire.

Convictions écologistes

Au fil des pages, on sent les convictions écologistes de M. Weisman. Ainsi, il se moque de notre impatience, qui nous pousse à construire des maisons économiques avec du placoplâtre plutôt que des blocs de pierre. Il évoque le «massacre» de centaines de millions d'oiseaux qui meurent sur les tours de télécommunications et les fils électriques. Il disserte longuement au sujet des méfaits du plastique. Il dénonce un rapport de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) qui abaisse le nombre de victimes de Tchernobyl, parce que l'Agence internationale de l'énergie atomique y a collaboré. Et il lance une flèche aux banques et à l'industrie de la construction, qui sous-estiment les coûts d'entretien des maisons pour nous pousser à devenir propriétaires.

D'ailleurs, l'entreprise n'est pas innocente. Il termine son livre en présentant le plan d'un démographe russe qui propose de limiter la procréation à un enfant par femme pour diminuer la population mondiale. «C'est vrai, j'ai la conviction profonde que nous courons à notre perte, admet-il. J'ai écrit ce livre sans moralisme, pour établir les faits. Mais à la fin, je pense que le lecteur est mûr pour ma prescription. Je pense qu'il n'y a pas d'autre solution que la décroissance démographique. Il vaut mieux abaisser nous-mêmes notre population plutôt que de le laisser faire par des guerres, des catastrophes environnementales et des épidémies.»
Pense-t-il réellement que la population mondiale accepterait de n'avoir qu'un enfant par famille? A-t-il lui-même des enfants? «J'avais un enfant mais il est mort, répond-il après un silence. J'aime les grandes familles. Après ma femme, la personne que j'aime le plus est ma soeur. Mais je crois qu'il y aurait bien assez d'enfants en adoption et d'orphelins pour satisfaire les besoins de tout le monde.»

HARA-KIRI

Plusieurs organismes, dont le Mouvement pour l'extinction volontaire de l'humanité, affirment que la seule manière de sauver la Terre est de se faire hara-kiri. Sur son site, vhemt.org, l'organisme de l'Oregon affirme que la fin de la procréation est la seule manière d'éviter les guerres entourant les ressources comme l'eau, qui iront en s'aggravant. De plus, sans enfants, fini les parents qui perdent tragiquement leurs enfants et la délinquance juvénile. Earth First, une autre ONG plus combative, propose quant à elle l'utilisation de «tous les instruments disponibles», jusqu'à la guérilla environnementale, pour protéger les dernières régions sauvages de la planète.

LE COMPTE À REBOURS DE L'APOCALYPSE

À l'Université d'Oxford, l'Institut pour l'avenir de l'humanité calcule les risques d'une extinction catastrophique de la race humaine. La dernière évaluation est d'une possibilité sur un milliard chaque année. C'est-à-dire qu'il y a une possibilité sur 10 millions (davantage qu'à la loterie) que l'humanité soit exterminée du jour au lendemain dans les 100 prochaines années. Dernière en date parmi les causes possibles de l'apocalypse: la nanotechnologie.

CONTROVERSE SUR LA MÉGAFaUNE

Selon l'une des thèses les plus importantes sur lesquelles Paul Weisman appuie son livre, l'homme est responsable de l'extinction des grands mammifères d'Amérique survenue il y a 13 000 ans. Mais d'autres paléontologues pensent que des virus ou des changements climatiques ont pu causer cette extinction. «En effet, les causes sont probablement multiples, concède M. Weisman. Mais il reste que, chaque fois que l'homme est apparu sur un continent, les grands mammifères se sont éteints peu après. En Amérique, on peut penser que les glaciations ont poussé les grands mammifères vers de petits refuges autour des fleuves, où les chasseurs ont pu facilement les exterminer. Sans glaciation, pas d'extinction. Mais l'homme est tout aussi indispensable.»

LE SUCCESEUR DE L'HOMME

Si l'homme disparaissait, qui le remplacerait? Quel primate acquerrait le premier la capacité du langage et maîtriserait l'agriculture? Paul Weisman pense que les chimpanzés en seraient les plus susceptibles, au fil de quelques millions d'années. «On parle souvent de l'intelligence des singes bonobos, dit-il. C'est vrai qu'ils sont plus intelligents que les chimpanzés. Mais ils sont aussi trop pacifiques. Leur nombre périclité à cause de cela. Les chimpanzés sont plus agressifs, ils prendraient probablement pied dans tous les écosystèmes d'Afrique et finiraient par migrer ailleurs, dans des environnements plus difficiles, où il devraient évoluer pour s'adapter.»

LA REVANCHE DE LA NATURE

Le sida est-il la revanche de la nature sur l'homme? Il est possible que la raison de la vulnérabilité de l'homme devant ce virus, auquel les chimpanzés ont résisté, se trouve dans les mutations génétiques responsables de l'intelligence. Seulement 4% de notre code génétique est différent de celui des singes les plus évolués, et là se trouve la clé de l'énigme.

LA NATURE SANS L'HOMME

Que se passerait-il si l'homme disparaissait du jour au lendemain? Alain Weisman, professeur de journalisme à l'Université de l'Arizona, a imaginé les étapes que suivrait la nature pour reprendre ses droits sur la planète dans son livre *The World Without Us*, publié en français sous le titre *Homo disparitus*.

Deux jours après la disparition de l'homme

Les métros de plusieurs villes, dont celui de Montréal et de New York, sont inondés parce que les pompes qui vident les tunnels ne fonctionnent plus.

Sept jours

Les réservoirs de carburant diesel d'urgence qui refroidissent les réacteurs nucléaires sont épuisés. Les centrales explosent.

1 an

Les rues des villes nordiques, comme Montréal, sont couvertes de nids-de-poule.

De deux à quatre ans

Les mauvaises herbes envahissent rues et trottoirs. Les racines des arbres se dirigent vers les égouts, qu'elles briseront en seulement quelques années.

Quatre ans

Les gratte-ciel commencent à s'écrouler en raison des infiltrations d'eau qui ont affaibli leur structure métallique.

Cinq ans

Des incendies allumés par la foudre dans le bois mort des parcs ravagent les villes.

20 ans

Les toits des maisons commencent à s'effondrer. Les plus résistantes dureront un siècle.

25 ans

Les ruisseaux et marais ont regagné leur lit d'origine dans les villes.

300 ans

Les ponts suspendus s'écroulent.

500 ans

Des forêts matures recouvrent les villes

600-700 ans

Les ponts à arches s'écroulent

5000 ans

Les capsules métalliques des bombes thermonucléaires sont fissurées et laissent s'échapper le matériau radioactif.

35 000 ans

Les effets de la pollution par le plomb ne sont plus perceptibles.

100 000 ans

L'impact des gaz à effet de serre est devenu imperceptible.

250 000 ans

La radiation des infrastructures nucléaires est redevenue assez faible pour se confondre avec la radiation naturelle.

Quelques milliers d'années

Les seules structures qui résistent encore sont le tunnel sous la Manche et les sculptures représentant les présidents américains sur le mont Rushmore. Les pyramides ont finalement succombé aux outrages des ans parce qu'elles sont dénuées de leur protection de marbre depuis les invasions arabes. Les bâtiments de pierre couverts de marbre, dans les villes occidentales, ont survécu longtemps parce que la pollution a cessé de les attaquer.

Quelques centaines de milliers d'années

Des microbes acquièrent la capacité de dégrader le plastique, la dernière trace de l'homme.

<http://www.cyberpresse.ca:80/article/20070728/CPENVIRONNEMENT/707280528/6108/CPENVIRONNEMENT>

Les cinq mythes de la transition vers les agrocarburants

par Eric Holtz-Giménez

Biocarburants... Le mot évoque l'image flatteuse d'une énergie renouvelable propre et inépuisable, une confiance dans la technologie et la puissance d'un progrès compatible avec la protection durable de l'environnement. Il permet à l'industrie, aux hommes et femmes politiques, à la Banque mondiale, aux Nations unies et même au Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de présenter les carburants fabriqués à partir du maïs, de la canne à sucre, du soja et d'autres cultures comme la prochaine étape d'une transition douce, du pic de la production pétrolière à une économie énergétique issue de ressources renouvelables, qui reste encore à définir.

Les programmes sont d'ores et déjà ambitieux. En Europe, il est prévu que ces combustibles issus de la biomasse couvrent 5,75 % des besoins en carburants routiers en 2010 et 20 % en 2020. Les Etats-Unis visent trente-cinq milliards de gallons [1] par an. Ces objectifs dépassent de loin les capacités de production de l'agriculture des pays industrialisés de l'hémisphère Nord. L'Europe serait tenue de mobiliser 70 % de ses terres arables pour tenir son pari ; la totalité des récoltes de maïs et de soja des Etats-Unis devrait être transformée en éthanol et en biodiesel. Une telle conversion mettrait sens dessus dessous le système alimentaire des nations du Nord. Aussi les pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) s'intéressent-ils à l'hémisphère Sud pour couvrir leurs besoins.

L'Indonésie et la Malaisie accroissent rapidement leurs plantations de palmiers à huile pour être capables d'approvisionner le marché européen du biodiesel à hauteur de 20 %. Au Brésil - où la superficie de terres arables consacrées aux cultures pour les carburants occupe déjà une portion de territoire de la taille du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de la Belgique, et du Luxembourg réunis -, le gouvernement prévoit de multiplier par cinq la superficie consacrée à la canne à sucre. Son objectif est de remplacer 10 % de la consommation mondiale d'essence d'ici à 2025.

La rapidité à laquelle s'opèrent la mobilisation des capitaux et la concentration de pouvoir au sein de l'industrie des agrocarburants est stupéfiante. Sur les trois dernières années, les investissements de capital-risque y ont été multipliés par huit. Les financements privés inondent les institutions publiques de recherche, comme l'atteste le demi-milliard de dollars de subventions accordé par BP (ex-British Petroleum) à l'université de Californie. Les grands groupes pétroliers, céréaliers, automobiles et d'ingénierie génétique passent de puissants accords de partenariat : Archer Daniels Midland Company (ADM) et Monsanto, Chevron et Volkswagen, BP, DuPont et Toyota. Ces multinationales cherchent à concentrer leurs activités de recherche, de production, de transformation et de distribution relatives à nos systèmes alimentaires et d'approvisionnement en carburants.

Raison de plus pour que, avant de prendre le train en marche, les mythes sous-jacents à la transition vers les agrocarburants soient mis en pleine lumière.

1. Les agrocarburants sont propres et protègent l'environnement

Parce que la photosynthèse mise à contribution pour ces cultures soustrait des gaz à effet de serre de l'atmosphère et que les agrocarburants peuvent réduire la consommation d'énergie fossile, on prétend qu'ils protègent l'environnement. Lorsqu'on analyse leur impact « du berceau à la tombe » - du défrichage jusqu'à leur utilisation dans les transports routiers -, les réductions limitées d'émissions de gaz à effet de serre sont annulées par celles beaucoup plus importantes dues à la déforestation, aux incendies, au drainage des zones humides, aux pratiques culturales et aux pertes de carbone du sol. Chaque tonne d'huile de palme émet autant, sinon plus, de gaz carbonique que le pétrole [2]. L'éthanol produit à partir de canne à sucre cultivée sur des forêts tropicales défrichées émet moitié plus de gaz à effet de serre que la production et l'utilisation de la quantité équivalente d'essence [3]. Lorsqu'il commente l'équilibre planétaire du carbone, Doug Parr, responsable scientifique en chef de Greenpeace, déclare catégoriquement : « Si l'on produisait seulement 5 % de biocarburants en anéantissant des forêts primaires encore existantes, on perdrait la totalité du gain sur le carbone. » Les cultures industrielles destinées aux carburants nécessitent des épandages massifs d'engrais produits à partir du pétrole, dont la consommation mondiale - actuellement de 45 millions de tonnes par an - a fait plus que doubler le niveau d'azote biologiquement disponible sur la planète, contribuant ainsi fortement aux émissions d'oxyde nitreux, un gaz à effet de serre dont le potentiel de réchauffement global est trois cents fois plus élevé que celui du CO₂ [dioxyde de carbone]. Dans les régions tropicales - d'où la plus grande part des agrocarburants seront bientôt issus -, les engrais chimiques ont dix à cent fois plus d'effet sur le réchauffement planétaire que dans les régions tempérées [4].

Obtenir un litre d'éthanol requiert trois à cinq litres d'eau d'irrigation et produit jusqu'à treize litres d'eau usée. Il faut l'équivalent énergétique de cent treize litres de gaz naturel pour traiter ces eaux usées, ce qui augmente la probabilité qu'elles soient tout simplement relâchées dans l'environnement en polluant les rivières, les fleuves et les nappes phréatiques [5].

L'intensification des cultures énergétiques pour les carburants a aussi pour conséquences d'aggraver le rythme de l'érosion des sols, en particulier dans le cas de la production du soja - 6,5 tonnes par hectare et par an aux Etats Unis ; jusqu'à 12 tonnes au Brésil et en Argentine.

2. Les agrocarburants n'entraînent pas de déforestation

Les promoteurs des agrocarburants soutiennent que les cultures effectuées sur des terres écologiquement dégradées amélioreront l'environnement. Peut-être le gouvernement brésilien avait-il cela en tête quand il a requalifié quelque 200 millions d'hectares de forêts tropicales sèches, prairies et marais, en « terres dégradées » et aptes à la culture [6]. En réalité, il s'agissait d'écosystèmes d'une grande biodiversité dans les régions du Mata Atlântica, du Cerrado et du Pantanal, occupées par des populations indigènes, des paysans pauvres et de grandes exploitations d'élevage extensif de bovins.

L'introduction de cultures destinées aux agrocarburants aura tout simplement pour résultat de repousser ces communautés vers la « frontière agricole » de l'Amazonie, là où les modes dévastateurs de défrichage sont trop bien connus. Le soja fournit déjà 40 % des agrocarburants du Brésil. Selon la National Aeronautics and Space Administration (NASA), plus les prix du soja grimpent, plus s'accélère la destruction de la forêt humide de l'Amazonie - 325 000 hectares par an, au rythme actuel.

En Indonésie, les plantations de palmiers à huile destinés à la production de biodiesel - appelé « diesel de la déforestation » - sont la principale cause du recul de la forêt. Vers 2020, ces surfaces y auront triplé, pour atteindre 16,5 millions d'hectares - l'Angleterre et le Pays de Galle réunis -, avec comme résultat une perte de 98 % du couvert forestier [7]. La Malaisie voisine, premier producteur mondial d'huile de palme, a déjà perdu 87 % de ses forêts tropicales et continue à les défricher à un rythme de 7 % par an.

3. Les agrocarburants permettront le développement rural

Sous les tropiques, 100 hectares dédiés à l'agriculture familiale créent trente-cinq emplois ; les palmiers à huile et la canne à sucre dix, les eucalyptus deux, le soja à peine un demi. Jusqu'à récemment, les agrocarburants desservaient principalement des marchés locaux et sous-régionaux. Même aux Etats-Unis, la plupart des usines de production d'éthanol, de taille relativement modeste, appartenaient aux agriculteurs. Avec le boom actuel, la grande industrie entre dans le jeu, créant des économies d'échelles gigantesques et centralisant l'exploitation.

Les groupes pétroliers, céréaliers, et les producteurs de cultures transgéniques renforcent leur présence sur toute la chaîne de valeur ajoutée des agrocarburants. Cargill et ADM contrôlent 65 % du marché mondial des céréales ; Monsanto et Sygenta dominent le marché des produits génétiquement modifiés. Pour leurs semences, leurs intrants, les services, les transformations et la vente de leurs produits, les paysans cultivant pour les agrocarburants seront de plus en plus dépendants d'une alliance de sociétés fortement organisées. Il est peu probable qu'ils en tirent des bénéfices [8]. Plus vraisemblablement, les petits exploitants agricoles seront expulsés du marché et de leurs terres. Des centaines de milliers ont déjà été déplacés dans la « république du soja », une région de plus de 50 millions d'hectares couvrant le sud du Brésil, le nord de l'Argentine, le Paraguay et l'est de la Bolivie [9].

4. Les agrocarburants ne causeront pas la faim

Selon la Food and Agricultural Organization (FAO), il y a assez de nourriture dans le monde pour alimenter tous les habitants avec une ration journalière de 2 200 calories sous forme de fruits frais et secs, de légumes, de produits laitiers et de viande. Pourtant, parce qu'elles sont pauvres, 824 millions de personnes continuent à souffrir de la faim. Or, la transition qui s'annonce met en concurrence la production alimentaire et celle de carburants dans l'accès à la terre, à l'eau et aux ressources. Un exemple concret en est actuellement donné au Mexique. Ses barrières douanières ayant été démantelées dans le cadre de l'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) [10], le Mexique importe désormais 30 % de son maïs des Etats-Unis [11]. La croissante demande d'éthanol dans ce pays a provoqué une énorme pression sur le prix de cette céréale, qui est monté, en février 2007, à son plus haut niveau en dix ans, provoquant une augmentation dramatique du prix de la tortilla - plat de base de la population mexicaine. Confronté aux manifestations de mécontentement d'une population pauvre frappée à l'estomac, le gouvernement de M. Felipe Calderón, au terme d'une réunion avec les transnationales de l'industrialisation et de la distribution, a dû limiter l'augmentation du prix de la tortilla à 40 % jusqu'en août prochain.

Profitant de la conjoncture, le Centre d'études économiques du secteur privé (CEESP) a publié une série d'« études » affirmant que la sortie de crise, pour le Mexique, passe par la production de maïs pour agrocombustibles et que celui-ci « doit être transgénique [12] ». A l'échelle de la planète, les personnes les plus pauvres dépensent déjà 50 à 80 % de leur

revenu familial pour leur alimentation. Elles souffrent quand les prix élevés des cultures pour carburants font monter le prix des aliments. L'International Food Policy Research Institute (Ifpri, Institut international de recherche sur les politiques de l'alimentation) de Washington a estimé que le prix des aliments de base s'accroîtra de 20 % à 33 % en 2010 et de 26 % à 135 % en 2020. Or, chaque fois que le coût de la nourriture augmente de 1 %, 16 millions de personnes tombent dans l'insécurité alimentaire. Si la tendance actuelle continue, 1,2 milliard d'habitants pourraient souffrir chroniquement de la faim en 2025 [13]. Dans ce cas, l'aide alimentaire internationale ne sera probablement pas d'un grand secours, nos surplus agricoles allant... dans nos réservoirs d'essence.

5. Les agrocarburants de « deuxième génération » sont à portée de main

Les promoteurs des agrocarburants aiment à rassurer les sceptiques en affirmant que ces derniers, actuellement produits à partir de cultures vivrières, seront bientôt remplacés par d'autres plus compatibles avec l'environnement, comme des arbres à pousse rapide et le panicum virgatum (graminée dont la touffe de feuillage atteint 1,80 mètre de haut). Cela leur permet de rendre plus acceptables les agrocarburants de première génération.

Savoir quelles cultures seront transformées en carburant n'est pas pertinent. Les plantes sauvages n'auront pas une moindre « empreinte environnementale » car leur commercialisation transformera leur écologie. Cultivées de façon intensive, elles migreront rapidement des haies et des terrains boisés vers les terres arables - avec les conséquences environnementales associées.

L'industrie vise à produire des plantes cellulosiques, génétiquement modifiées - en particulier des arbres à croissance rapide -, qui se décomposeraient facilement pour libérer des sucres. Compte tenu de l'aptitude à la dissémination déjà démontrée des cultures génétiquement modifiées, on peut s'attendre à des contaminations massives.

Toute technologie dont le potentiel permet d'éviter les pires impacts du changement climatique doit être commercialisée à grande échelle dans les cinq à huit ans qui viennent. Perspective très peu probable dans le cas de l'éthanol issu de la cellulose, produit qui, jusqu'à présent, n'a démontré aucune réduction d'émission de carbone [14]. L'industrie des agrocarburants est en train de parier sur des miracles.

L'Agence internationale de l'énergie estime que, dans les vingt-trois ans à venir, le monde pourrait fabriquer jusqu'à 147 millions de tonnes d'agrocarburants [15]. Un tel volume produira beaucoup de carbone, d'oxyde nitreux, d'érosion, et plus de 2 milliards de tonnes d'eaux usées. Aussi étonnant que cela puisse paraître, il ne compensera que l'accroissement annuel de la demande mondiale de pétrole, actuellement évaluée à 136 millions de tonnes par an. Le jeu en vaut-il la chandelle ?

Pour les grandes sociétés céréalières, certainement. Qu'elles s'appellent ADM, Cargill ou Bunge, elles sont les piliers de l'agroalimentaire. Elles sont entourées d'une cohorte tout aussi puissante de transformateurs de matières premières et de distributeurs, eux-mêmes associés à des chaînes de supermarchés d'un côté et, de l'autre, aux sociétés de l'agrochimie, des semences et du machinisme agricole. Sur 5 dollars consommés pour la nourriture, 4 dollars correspondent à l'activité de l'ensemble de ces sociétés. Or, depuis un certain temps, la partie production a souffert d'une « involution » : des quantités croissantes d'investissements (intrants chimiques, ingénierie génétique et machinisme) n'ayant pas augmenté les taux de productivité de l'agriculture, le complexe agroalimentaire doit dépenser plus pour récolter moins.

Les agrocarburants sont la réponse parfaite à cette involution. Subventionnés et en phase de croissance alors que le pétrole recule, ils facilitent la concentration entre les mains des acteurs les plus puissants des industries de l'alimentation et de l'énergie.

Malheureusement, la transition vers les agrocarburants souffre d'une tare congénitale. Ceux-ci

entrent en compétition avec la nourriture pour les terres, pour l'eau et pour les ressources. Développés à leur extrême, ils seront utilisés pour produire... des agrocarburants. Une proposition pathétique au point de vue thermodynamique. Ils nous obligent à vivre au-dessus de nos moyens. « Renouvelable » ne veut en effet pas dire « sans limites ». Même si les cultures peuvent être replantées, la terre, l'eau et les nutriments demeurent limités. En fait, l'attractivité de ces biocombustibles réside dans le fait qu'ils pourraient prolonger l'économie fondée sur le pétrole. Avec une estimation de quelque 1 000 milliards de barils de réserves mondiales restantes de pétrole conventionnel, un baril de pétrole à 100 dollars n'est pas loin [16]. Et plus le prix du pétrole sera élevé, plus le prix de revient de l'éthanol pourra s'accroître tout en restant compétitif. C'est d'ailleurs là que réside la contradiction pour les agrocarburants de deuxième génération : au fur et à mesure que le coût des hydrocarbures augmente, les agrocarburants de première génération deviennent plus rentables, décourageant ainsi d'investir dans le développement de ceux qui pourraient leur succéder. Si le pétrole atteint 80 dollars par baril, les producteurs d'éthanol peuvent se permettre de payer au-delà de 5 dollars le boisseau (environ 127 kg) de maïs, le rendant ainsi compétitif y compris vis-à-vis de la canne à sucre. La crise énergétique mondiale est potentiellement un pactole de 80 000 milliards à 100 000 milliards de dollars pour les groupes alimentaires et pétroliers. Pas étonnant que nous ne soyons pas incités à déroger à nos habitudes de « surconsommation ». La transition vers les agrocarburants n'a rien d'inévitable. Nombre de solutions de remplacement locales menées avec succès sur le terrain, tout en étant efficaces au niveau énergétique et en restant centrées sur les besoins des habitants, sont déjà opérationnelles pour produire de la nourriture et de l'énergie sans menacer l'environnement, ou les moyens d'existence.

Aux Etats-Unis, des dizaines de petites coopératives locales produisent du biodiesel - souvent à partir d'huile végétale recyclée. La majorité des coopératives d'éthanol du Middle West sont - pour le moment - entre les mains des agriculteurs locaux. De même, ceux-ci possèdent près des trois quarts des raffineries d'éthanol du Minnesota, et d'importantes subventions leur ont été attribuées.

Il serait inacceptable pour les pays du nord de déplacer le fardeau de leur surconsommation vers le sud de la planète tout simplement parce que les pays intertropicaux bénéficient de plus de soleil, de pluie et de terres arables.

NOTES:

[1] 1 gallon américain équivaut à 3,785 litres.

[2] George Monbiot, « If we want to save the planet, we need a five-year freeze on biofuels », The Guardian, Londres, 27 mars 2007.

[3] The Washington Post, 25 mars 2007.

[4] Miguel Altieri et Elizabeth Bravo, « The ecological and social tragedy of biofuels », 1er janvier 2007, Foodfirst.org.

[5] The Ecologist, Londres, mai 2007.

[6] « Plano Nacional de Agroenergia 2006-2011 », dans Camila Moreno, « Agroenergia X soberania alimentar : a questão agrária do século XXI », Brésil, 2006.

[7] The Ecologist, ibid.

[8] Annie Dufey, « International trade in biofuels : Good for development ? And good for environment ? », International Institute for Environment and Development, Londres, 2006.

[9] Elizabeth Bravo, « Biocombustibles, cultivos energéticos y soberanía alimentaria en América Latina : encendiendo el debate sobre biocombustibles », Acción Ecológica, Quito (Equateur), 2006.

[10] L'Alena regroupe le Canada, les Etats-Unis et le Mexique.

[11] Depuis l'entrée en vigueur de l'Alena, l'agriculture mexicaine, qui employait un cinquième de la population, a perdu 1,3 million d'emplois.

- [12] Silvia Ribeiro, ALAI-Amlatina, Quito, 17 mai 2007, <http://alainet.org>
- [13] C. Ford Runge et Benjamin Senauer, « How biofuels could starve the poor », Foreign Affairs, Londres, mai-juin 2007.
- [14] En faire un produit vert et viable n'est pas simplement un problème d'extrapolation de technologies existantes, mais de percées fondamentales dans la physiologie des plantes qui permettraient d'aboutir de manière économique et efficace à décomposer la cellulose, l'hémicellulose et la lignine.
- [15] <http://www.iea.org/Textbase/subject...>
- [16] Caroline Lucas (sous la dir. de), « Fuelling a food crisis : The impact of peak oil on food security », groupe des Verts - Alliance libre européenne, Parlement européen, décembre 2006.

En cas de reproduction de cet article, veuillez indiquer les informations ci-dessous:
RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine
URL: <http://risal.collectifs.net/>

Les faucheurs volontaires attaquent en Gironde
- le 04/08/2007

Des pieds de maïs supposé transgénique ont été prélevés dans un champ près de Langon.
D'autres actions de ce type sont prévues.

Les faucheurs volontaires réclament d'urgence un moratoire sur les cultures d'OGM, craignant la contamination des cultures environnantes.

L'opération anti-OGM a eu lieu samedi matin à Paillet, près de Langon. Elle était menée par 80 faucheurs volontaires. Mais cette fois, il ne s'agissait pas de faucher une parcelle, seulement de prélever des pieds de maïs. Le champ visé avait été signalé par des militants anti-OGM qui y avaient découvert, affirmaient-ils, du maïs transgénique.

"Nous avons prélevé un pied de maïs par personne", a indiqué une des faucheuses volontaires, Dominique Bohn. Avant d'annoncer une analyse de ces prélèvements en cours d'après-midi, dans le cadre d'une manifestation anti-OGM devant regrouper à Bordeaux plusieurs associations.

"Il y a vraiment urgence"

"Notre objectif, c'est d'obtenir un moratoire", a souligné Dominique Bohn, qui a prévenu que "des actions de ce type auront lieu ce week-end dans toute la France". Selon elle, "il y a vraiment urgence" car la contamination des cultures environnantes "n'est pas seulement un risque, c'est une réalité".

Or les informations fournies par le gouvernement, qui a publié récemment la liste des cantons où il existe des cultures de maïs, ne donnent pas "la localisation précise de ces parcs", que nous devons "trouver par nos propres moyens" en effectuant des tests, a-t-elle expliqué. A l'heure qu'il est, selon elle, "nous avons déjà établi clairement la localisation de 90% des 1200 ha de maïs OGM" signalés en Gironde, majoritairement dans le parc naturel des Landes de Gascogne.

Ces nouvelles actions surviennent alors que des militants anti-OGM, reçus mardi au ministère de l'Ecologie, ont demandé la mise en place immédiate d'un moratoire sur les cultures en plein champ d'OGM, menaçant de procéder à de nouveaux fauchages faute d'avancée sur ce dossier.

<http://tfl.lci.fr/infos/sciences/environnement/0,,3513433,00-faucheurs-volontaires-attaquent-gironde-.html>

Des tomates qui sentent la rose

Des chercheurs israéliens ont annoncé avoir mis au point des tomates génétiquement modifiées aux arômes de rose, citron ou encore géranium. Testées sur des volontaires, ces tomates d'un nouveau genre ont été très appréciées.

- le 25/06/2007

Pas sûr que cette découverte fasse l'unanimité. La revue britannique Nature Biotechnology a indiqué lundi que des chercheurs israéliens ont mis au point des tomates OGM aux arômes de rose ou de citron ou de géranium.

Parmi les 82 personnes appelées à comparer ces tomates transgéniques avec des tomates normales, presque toutes ont été capables de détecter les nouveaux parfums décrits comme "parfum", "rose", "géranium" ou "citronnelle". Autre enseignement pour le moins surprenant, ce nouveau genre de tomates a été préféré par 49 des volontaires, tandis que seuls 29 ont trouvé les normales meilleures.

Aucune tomate OGM en vente

Les chercheurs expliquent que ces tomates OGM sont plus roses que les autres car elles possèdent deux fois moins de lycopène, un antioxydant qui donne leur couleur rouge à ce fruit et lui confère des qualités pour la santé. En revanche, elles possèdent plus de terpénoïdes, des composés organiques permettant une meilleure conservation.

La première tomate OGM, FlavrSavr, a été mise sur le marché aux Etats-Unis en 1994, mais elle en a été retirée depuis car elle se vendait mal. Actuellement, aucune tomate OGM n'est en vente.

Des centaines de manifestants anti-OGM en France ce week-end

2007-08-04

BORDEAUX (Source vérifiée)

Plusieurs centaines de militants anti-OGM représentant divers collectifs, dont les Faucheurs volontaires et la Confédération paysanne, ont manifesté samedi dans différentes villes de France, pour réclamer la mise en place d'un moratoire sur les OGM, selon des militants.

D'autres actions anti-OGM sont prévues dimanche en France, notamment en Midi-Pyrénées, dans le Centre et en Vendée, a indiqué Dominique Bohn, une faucheuse volontaire du Sud-Ouest, précisant qu'une journée d'action nationale centralisée serait organisée les 25 et 26 août, "sans doute en Midi-Pyrénées".

A Bordeaux, près de 200 militants anti-OGM venus de plusieurs départements d'Aquitaine et de Bretagne ont manifesté samedi après-midi pour demander au gouvernement la "transparence" sur les cultures de maïs OGM et la mise en place d'un "moratoire sur la culture en plein champ des OGM".

Des faucheurs volontaires et des représentants du comité Vigilance OGM, de la Confédération paysanne, d'Attac, de Greenpeace et des Verts ont défilé en brandissant une centaine de pieds

de maïs transgéniques "prélevés" le matin même dans un champ à Paillet (Gironde) par des faucheurs volontaires, et qu'ils sont allés jeter dans le jardin de la résidence du préfet de Gironde.

Pour cette journée de mobilisation, des "actions symboliques" ont remplacé les fauchages, mais "nous continuerons à entrer dans les champs", a déclaré Mme Bohn, évoquant un devoir de "désobéissance civile" devant la menace de pollution OGM.

D'autres actions de sensibilisation ont été menées samedi dans le Sud-Ouest, à Came dans les Pyrénées-Atlantiques, et à Montmoreau en Charente, a-t-elle indiqué.

A Avignon, quelque 200 personnes ont participé à un rassemblement anti-OGM samedi après-midi devant la préfecture du Vaucluse, à l'appel du collectif anti-OGM de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur (Paca) et de la Confédération paysanne de Paca, réclamant qu'un moratoire soit appliqué "dans les plus brefs délais".

Venus du Vaucluse mais aussi du plateau de Sault, des Alpes-de-Haute-Provence et du Var, les manifestants parmi lesquels un certain nombre d'apiculteurs ont participé à "une marche funèbre" en portant une gerbe "Ci-Git la biodiversité".

Les organisateurs entendaient protester contre la culture annoncée par les autorités d'une parcelle de 1.000 m² de maïs transgénique dans le canton d'Orange (Vaucluse).

En Maine-et-Loire, une centaine de militants anti-OGM ont mené samedi une opération symbolique, coordonnée par le collectif "Nos campagnes sans OGM", en prélevant des pieds de maïs transgénique dans une parcelle située à Charcé-Saint-Ellier-sur-Aubance, avant de se rendre à la mairie d'Angers où les pieds ont été détruits et enterrés.

Les cultures de maïs OGM représentent plus de 20.000 ha en France, dont 19.000 dans le Sud-Ouest et, dans cette zone, 15.000 pour la seule région Midi-Pyrénées.

Le dimanche 05 août 2007

La nouille et le carburant

Ariane Krol

La Presse

Amies des étudiants fauchés et des travailleurs pressés, les pâtes alimentaires permettent de préparer une infinie variété de repas en un tournemain. Hélas, leur statut d'aliment abordable est menacé. Le prix des spaghettis et autres macaronis augmentera bientôt au supermarché, et d'autres denrées risquent de subir le même sort. Un contrecoup malheureux de la course à l'éthanol.

Inflation et déflation (100%)

Le prix du blé dur, principal ingrédient utilisé dans la fabrication des pâtes, a atteint des sommets jamais vus en 10 ans. Les mauvaises récoltes et les stocks restreints expliquent en partie la situation, mais ces facteurs viennent seulement amplifier la tendance de fond. Ce qui propulse les marchés des grains, c'est la production de biocarburants.

Le maïs-grain, première source d'approvisionnement des usines d'éthanol américaines, a allumé la mèche. Puis le cours des oléagineux et des céréales servant à l'alimentation du bétail s'est embrasé. Les autres grandes cultures ont suivi.

Les gouvernements ont contribué à l'escalade en encourageant la production de biocarburants. Même en Italie, des cultivateurs délaissent le blé dur pour le colza, dont l'huile sert à fabriquer du biodiésel.

Les premiers qui ont annoncé un impact sur le panier d'épicerie ont été traités de prophètes de malheur. Aujourd'hui, les marchés leur donnent raison. La hausse du prix de la tortilla a déclenché des manifs au Mexique et en Russie, les plus pauvres s'inquiètent de l'augmentation récente du coût du pain. Les Allemands, eux, payent leur bière plus cher. La pâte alimentaire est la première manifestation claire du phénomène chez nous.

Difficile de prédire la hausse en magasin, car les épiciers ne dévoilent pas leurs stratégies. Les Italiens, eux, se doutent de ce qui les attend. Leurs fabricants viennent d'annoncer une majoration de 20%, qui se répercutera évidemment à l'exportation. Barilla et De Cecco, qui avaient déjà augmenté leurs prix, prévoient le refaire au besoin.

Ici, le coût de la nourriture augmente déjà plus vite que l'inflation: 3,1% en un an, près d'un point de pourcentage de plus que l'indice des prix à la consommation (IPC), indique Statistique Canada. Pour l'instant, c'est à cause des fruits et légumes, de la viande et des produits laitiers. Les produits d'origine animale risquent de poursuivre leur ascension, car le prix des grains fait augmenter celui de la moulée.

Les subventions versées par l'Europe et les États-Unis ont maintenu les prix des denrées agricoles à des niveaux artificiellement bas durant des années. Une aubaine pour l'industrie alimentaire et les consommateurs, mais un fichu casse-tête pour les producteurs des pays qui, comme le Canada, subventionnent peu leur agriculture. Aujourd'hui, c'est le retour du balancier. Les classes moyenne et aisée peuvent absorber des augmentations de quelques sous par produit, mais les plus démunis risquent d'en souffrir. Surtout dans les pays en développement.

Tant mieux si les agriculteurs obtiennent de meilleurs prix pour leurs récoltes. Mais on aurait préféré que cela se fasse de manière progressive, et non sous l'impulsion brutale de l'éthanol, une production non alimentaire dont les avantages environnementaux sont, au mieux, limités.

akrol@lapresse.ca

<http://www.cyberpresse.ca:80/article/20070805/CPOPINIONS03/708050532/6730/CPACTUALITES>

La manipulation génétique : arnaque ou bienfait pour l'humanité ?

Ce texte renseigne sur les limites des apports du clonage, des OGM et des autres techniques qui consistent à manipuler ou faire muter les gènes des êtres vivants.

D'après certaines multinationales, la manipulation génétique sera un outil qui contribuera à apporter à terme un avenir radieux à l'humanité, pour Bayer et Monsanto, c'est un outil idéal pour combattre la faim dans le monde. Pour Sanofi-Aventis, Lilly, Biogen Inc, tôt ou tard, elle sera une panacée quasi universelle pour combattre les maladies. La vision de ces multinationales néglige plusieurs paramètres.

La technique de manipulation génétique qui déchaîne le plus les passions, actuellement, est celle qui consiste à introduire des gènes étrangers (du gène de panthère dans un lapin, de poule dans une souris...), dans un animal ou un végétal. Elle a causé la création de centaines d'associations hostiles aux OGM (organismes génétiquement modifiés) ou OM (organismes mutants). Ce n'est pas la seule technique qui existe, des recherches sont menées sur une modification génétique par l'intermédiaire de la nanotechnologie, une myriade de robots microscopiques, où des molécules seraient utilisées pour changer les gènes.

Outre les problèmes d'éthique liés au fait que le développement de la manipulation génétique, s'il est mal encadré, mènera à des dérives graves, telles qu'une discrimination impitoyable,

avec ceux dont le profil génétique sera jugé inadapté ; et la mise en place d'une sélection génétique des bébés selon des critères contestables. Les centaines de milliers d'adeptes de l'idéologie nazie, présents dans le monde, paieraient cher pour qu'une thérapie génétique contre l'homosexualité soit disponible, théoriquement ce genre de choses est possible, puisque notre patrimoine génétique influe sur nos préférences sexuelles, donc l'attrance envers les membres du sexe opposé ou du même sexe. De nombreuses sectes, comme par exemple Raël, ont des idées particulières sur les gènes « idéaux ». A titre d'information, les raéliens possèdent, en Afrique du Sud, un laboratoire de recherche sur les manipulations génétiques, notamment le clonage.

Il y a aussi la question de l'efficacité dans le temps, d'une modification génétique artificielle. Des milliers de facteurs modifient les gènes des êtres vivants, le climat, la nourriture, les microbes, etc. Autrement dit les pressions de l'environnement peuvent amoindrir voire neutraliser les effets d'une modification génétique artificielle, chez un animal, une plante ou un humain.

Bien sûr les partisans les plus inconditionnels des modifications génétiques diront que le côté positif des techniques de manipulation génétique modernes l'emporte largement sur le négatif, et que refuser les OGM ou OM, les thérapies géniques et le clonage, revient à priver l'humanité d'avancées incroyablement bénéfiques. Problème : la nature est allergique à la perfection. Il existe une loi naturelle qui s'avère un cauchemar pour les généticiens. Selon cette loi tout renforcement d'une capacité (résistance à une maladie, agilité, acuité d'un sens...), à cause d'une modification génétique naturelle ou artificielle d'un être vivant, en contrepartie, déclenche automatiquement une réaction génétique qui engendre un affaiblissement d'une ou plusieurs caractéristiques, voire l'apparition de faiblesses naturelles très handicapantes ou dangereuses. Cette loi biologique est confirmée par des milliers d'exemples, comme la fameuse loi physique « rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » .

Exemples : grâce à ses gènes, le chat a une vue qui lui permet de s'orienter dans la pénombre, cela facilite la chasse des proies durant le crépuscule et la nuit. En retour, le chat est incapable de distinguer certaines couleurs vives, notamment le rouge, ce handicap visuel gêne la détection par la vue le jour, de proies potentielles qui arborent des couleurs vives comme le rouge-gorge, et l'hirondelle (le haut de la tête de l'hirondelle est rouge).

L'homme, grâce à des modifications génétiques au cours de la préhistoire, a vu son intelligence augmenter. En contrepartie, la vulnérabilité de l'homme face au stress s'est accru, et il a développé de nouvelles peurs comme par exemple la peur du néant (l'angoisse qu'après la mort sur Terre, il n'y ait rien ni au-delà, ou réincarnation, que la mort du corps entraîne une disparition complète de l'esprit). Le renforcement progressif de l'intelligence de l'humain s'est accompagné d'une fragilisation de sa santé mentale qui fait de lui un des êtres vivants les plus susceptibles de sombrer dans la folie. 20 % des humains souffrent de troubles psychiques (anorexie, boulimie, paranoïa...) qui empoisonnent leur existence. D'un pays à l'autre, la nature des névroses et des psychoses diffèrent, la peur maladive de l'enfer est plus répandue en Algérie qu'en France, la phobie du néant est plus présente en France qu'au Pakistan..., mais la part de la population qui subit des problèmes mentaux importants demeure élevée.

La loi naturelle qui limite les performances naturelles des êtres vivants, modère l'impact des animaux et des végétaux sur les écosystèmes, elle est donc essentielle pour protéger la biodiversité. Grâce à elle, les carnivores ne tuent pas à tous les coups les proies qu'ils chassent. Ce qui permet aux proies d'être assez nombreuses pour maintenir leurs effectifs, et aux carnivores d'avoir assez de viande pour se nourrir correctement. Les limites naturelles qui pèsent sur les végétaux modèrent la concurrence au sein de la flore, ce qui facilite la cohabitation entre les arbres et les plantes, et contribue à rendre possible l'existence dans des pays comme la France, de centaines d'espèces végétales différentes.

La loi naturelle, qui vient d'être citée, n'empêche pas les modifications génétiques d'offrir des perspectives intéressantes, mais elle limite grandement les apports positifs des techniques de manipulation génétique, puisqu'à cause d'elle plus une modification génétique est importante, plus les effets secondaires qu'elle suscite sont puissants. Contourner la loi naturelle qui modère les performances des êtres vivants est impossible, les gènes sont reliés entre eux selon le principe du domino, toute intervention sur un gène provoque automatiquement chez d'autres gènes une réaction imprévisible et instantanée.

Il ne faut pas s'attendre à des miracles ou des avancées particulièrement fortes, avec les techniques modernes de modification génétique, parce que pour chaque qualité accrue ou défaut réduit, un ou plusieurs défauts sont amplifiés ou créés. Les thérapies géniques (traitement médical reposant sur une manipulation du patrimoine génétique d'un être vivant, destinée à provoquer une mutation sur les gènes jugés défectueux ou non convenables) sont utiles, mais plutôt à réserver aux cas désespérés, puisqu'il s'agit d'une arme à double tranchant, qui favorise à la fois la guérison et la maladie. La thérapie génique est un processus hautement aléatoire. Les effets d'une thérapie génique ne sont pas ciblés, elle provoque des réactions ailleurs que sur les gènes que veulent traiter les médecins, les gènes d'un être vivant forment un ensemble uni, ils ne sont pas isolés les uns des autres, la modification d'un gène est susceptible d'en dérégler des dizaines, la mutation est généralement un phénomène communicatif ; donc une thérapie génique, sur un seul gène peut engendrer des centaines de mutations imprévues, aux conséquences funestes (cancer, autisme, difformité, mort...). Les OGM ou OM ne peuvent pas concilier les avantages de l'agriculture industrielle (productivité) et biologique (résistance aux aléas climatiques, aux plantes parasites, aux insectes, aux champignons, aux maladies...). En effet, plus la productivité d'une bête ou d'une plante est amplifiée par des modifications génétiques, plus elle devient faible et vulnérable, donc a besoin de traitements chimiques ou médicamenteux lourds, ce genre de défaut ne pardonne pas. Les insecticides, les fongicides et les autres produits agricoles chimiques ne sont que des compléments ; si une plante ou un animal ne possède pas un minimum de résistance naturelle, il est condamné à mourir très rapidement, ne laissant pas le temps au paysan de s'enrichir grâce à leur exploitation. En outre, quand les fruits, les légumes et les céréales, des fermes d'un pays, dépérissent à grande vitesse, cela nuit considérablement à l'approvisionnement en nourriture de la population et amplifie fortement les risques de disette, voire de famine. Les OGM ou OM présentent un certain intérêt, mais mal utilisés ils ne serviront qu'à apporter le malheur, et même si les personnes chargées d'encadrer la production des OGM étaient toutes très généreuses, cela n'empêcherait pas l'impact positif des OGM, surtout au niveau alimentaire de rester mineur, pour chaque mutation aux effets bénéfiques due à une manipulation génétique, en retour il y a une ou plusieurs mutations aux effets néfastes.

Fait par Julien Martin

http://www.agoravox.fr:80/article.php3?id_article=27633

La climatisation, une arme à double tranchant contre la canicule

2007-08-08

PARIS (Source vérifiée)

La climatisation peut avoir des effets désastreux pour l'atmosphère en accélérant le réchauffement climatique, une situation dénoncée par les spécialistes qui prônent une plus grande rigueur dans la profession.

Les climatiseurs fonctionnent avec des fluides frigorigènes à base d'hydrofluorocarbones

(HFC) dont le pouvoir de réchauffement est 2.000 fois plus élevé que celui du CO2, le plus connu des gaz à effet de serre responsables du changement climatique, selon l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (Ademe).

Ces fluides doivent donc être utilisés dans des circuits parfaitement étanches pour éviter qu'ils ne s'échappent dans l'atmosphère, et recyclés seulement par des spécialistes déclarés, prévient l'Ademe sur son site internet (www.ademe.fr/particuliers).

Pourtant, "on estime que la moitié des fluides frigorigènes mis sur le marché sont destinés à compenser des fuites", indique Serge Bresin, président de Qualiclimafroid, un organisme de qualification professionnel spécialisé dans le circuit frigorifique.

Il évoque le cas de la "clim" dans les voitures et les garages qui font de la publicité pour vendre des recharges de gaz: "de deux choses l'une, soit le circuit du climatiseur est étanche et il n'y a pas de raison d'y introduire une nouvelle charge de fluide frigorigène; soit il n'est pas étanche et il faut réparer la fuite avant toute chose", déclare-t-il à l'AFP.

Les fuites sont une aubaine pour certains installateurs mais elles sont aussi le résultat d'un manque de qualification.

Afin de limiter les émissions de ces gaz à effet de serre, en application du protocole de Kyoto, de nouvelles règles du jeu, plus contraignantes, vont être imposées à la profession de frigoriste.

La mise en place de la nouvelle réglementation, qui a fait l'objet d'un décret du ministère de l'Ecologie paru au Journal officiel du 7 mai 2007, devra être achevée au 4 juillet 2009, à l'issue d'une période de transition.

Pour intervenir sur une climatisation ou une réfrigération, chaque intervenant devra disposer d'une "attestation de capacité" délivrée par un organisme agréé, certifiant que son personnel est compétent et qu'il dispose de l'outillage adéquat.

De plus, il devra faire chaque année auprès de l'Ademe une déclaration des quantités de fluides mis sur le marché et récupérés afin d'assurer la "traçabilité" de ces produits.

D'ores et déjà "Qualiclimafroid est candidat pour devenir organisme agréé et délivrer des attestations de capacité", indique Serge Bresin.

Le gouvernement recommande de son côté de ne pas utiliser la climatisation dans les locaux bénéficiant de tels équipements, tant que la température intérieure ne dépasse pas les 26 degrés, selon un décret entré en vigueur le 1er juillet.

"L'idée est de donner dans un premier temps un signal politique assez fort" pour inciter les utilisateurs de systèmes de climatisation à la modération et lutter contre la production de gaz à effet de serre, selon le ministère de l'Ecologie.

L'Ademe souligne également l'intérêt des "solutions architecturales ou des techniques de construction adaptées" au climat. "On peut vivre sans clim si le bâtiment est bien conçu", estime Michel Carré, ingénieur au département bâtiment et urbanisme de l'Ademe.

Le réchauffement de la planète se traduira probablement en France par une multiplication par dix du nombre de canicules à partir de 2070, selon les modèles climatiques utilisés par Météo France pour affiner les projections mondiales.

Appel de la Protection mondiale des animaux de ferme (PMAF)

Metz, le mardi 7 août 2007

Regardez bien la surface de cette page.

Pouvez-vous imaginer qu'une poule pondeuse élevée en cage dispose d'un espace vital encore

plus réduit ?

Chers amis des animaux,

Oui, vous avez bien lu. Une poule pondeuse élevée en cage dite « conventionnelle » devra se contenter tout au long de sa courte et pénible existence d'un espace vital de 550 cm², soit moins que la surface de cette page !

Forcées de cohabiter à 4 ou 5 par cage, avec des cages empilées par milliers dans des hangars aveugles, les poules élevées dans de telles conditions ne peuvent ni ouvrir leurs ailes, ni marcher, et à peine se retourner. Elles trouvent difficilement la place de s'asseoir pour pondre leurs œufs et doivent parfois pondre debout, serrées les unes contre les autres.

Faute de pouvoir s'user en grattant le sol, leurs griffes deviennent trop longues, et elles finissent par se coincer dans le sol grillagé des cages : les poules sont alors totalement bloquées.

La recherche du profit à tout prix va même plus loin. La lumière artificielle des néons est maintenue 16 heures par jour pour que les poules pondent le plus d'œufs possible : près de 300 par an, alors que leur ancêtre, la poule Bankiva, ne pondait pas plus de 12 œufs au printemps !

Cette productivité forcée ajoutée au manque d'exercice engendre de nombreuses maladies, dont un affaiblissement des os (ostéoporose) qui conduit certaines poules à souffrir de multiples fractures avant de succomber.

Dans une promiscuité aussi intolérable, certaines poules deviennent agressives avec leurs voisines. Pour y remédier, les éleveurs leur coupent le bec, sans anesthésie, provoquant une souffrance durable et le développement de lésions parfois mortelles.

Ne croyez pas que ces conditions d'élevage barbares et indignes sont des cas isolés : 80% des poules pondeuses en France et dans la plupart des pays européens vivent un tel calvaire !

En tant qu'ami(e) des animaux, vous êtes certainement révolté(e), comme moi, par la souffrance infligée à ces êtres sensibles. C'est pourquoi je vous propose de soutenir la mobilisation de la PMAF pour faire interdire des conditions d'élevage aussi cruelles.

La précédente campagne menée par la PMAF a déjà abouti à l'adoption d'une directive européenne promettant un premier progrès : l'interdiction à partir de 2012 des cages conventionnelles, pour les remplacer par des cages dites « aménagées », plus grandes, disposant d'un perchoir, d'un grattoir et d'un nid.

Mais à la suite de pressions des industriels de l'œuf, le Conseil des ministres de l'Union européenne risque de retarder de 5 à 10 ans supplémentaires l'application de cette directive ! Avant que la date d'application soit définitivement fixée par décret, il est urgent de réaffirmer avec force notre refus de voir les poules pondeuses souffrir plus longtemps. C'est pourquoi je vous propose de faire 3 gestes complémentaires pour soutenir et amplifier la mobilisation de la PMAF contre une telle barbarie.

Notre mobilisation est efficace puisque, grâce au soutien de milliers d'amis des animaux, nous avons déjà obtenu de grandes avancées pour rendre les conditions de transport moins cruelles, en particulier pour les plus jeunes. Jugez plutôt :

En tant que consommateur, privilégiez les œufs de poules élevées en plein air : vous pouvez télécharger sur notre site Internet un petit dépliant pour distinguer de façon très simple ces œufs de ceux pondus en cage, sans se laisser abuser par des appellations trompeuses comme « œufs de nos régions » ou « œufs de basse-cour ».

En tant que citoyen, signez et faites signer autour de vous la pétition téléchargeable depuis notre site Internet et renvoyez-la à la PMAF : nous la transmettrons à Monsieur Michel Barnier, ministre de l'Agriculture, pour donner plus de poids à notre mobilisation contre tout report de l'interdiction de l'élevage en cage conventionnelle.

>> télécharger la pétition

Enfin, en tant qu'ami de la PMAF, offrez-nous les moyens de mener à bien une vaste

campagne de sensibilisation :

auprès de nos élus européens et français, pour qu'ils exigent l'application de la directive européenne dès 2012 ;

auprès des grandes surfaces, pour que, comme c'est déjà le cas dans plusieurs pays européens, elle ne mettent plus en avant ou même retirent de la vente les œufs produits en cage ;

auprès du public, pour faire connaître le scandale de l'élevage des poules en cage et accentuer le boycott des œufs produits dans ces conditions cruelles.

Vous le constatez, votre soutien à la PMAF est déterminant pour faire cesser au plus vite la souffrance des poules pondeuses élevées en cage !

Ghislain ZUCCOLO Directeur

P.S. : Chaque don compte. Avec 50 euros, vous financez l'impression et l'affichage pendant 15 jours d'un grand panneau pour sensibiliser le public à la souffrance des poules élevées en cage. Avec 30 euros, vous permettez la remise d'un dossier d'information complet à un élu européen ou français. Quelles que soient vos possibilités, répondez vite !

<http://www.pmaf.org/>

Le dauphin blanc de Chine s'est éteint

Published by AnneSo | Filed under Chine, Ecologie

Voilà la Une du Independent du 8 août 2007 qui titre qu'"une partie de l'âme chinoise s'en est allée". Ainsi que l'explique le journaliste Clifford Coonan à Pékin, le dauphin blanc de Chine était surnommé "la Déesse du Yang-Ze", parcourant pendant des millions d'années les eaux des plus longues rivières chinoises. Sa réputation vient de ce que l'on croyait que ce dauphin ("Baiji" en chinois) était une princesse ayant refusé de se marier à un homme qu'elle n'aimait pas, et fut donc exclue de la famille par son père.

Long de 2,5 mètres, ce dauphin était cousin de ceux que l'on trouve dans les eaux du Mékong, du Gange ou de l'Amazone. Sauf que le Yang-Ze ("Chang Jiang" en chinois, le "fleuve long", de 6300 km) a une importance psychique énorme en Chine, et représente aussi une route commerciale importante, vitale pour la vie économiques des 9 régions qui le bordent. La raison de l'extinction.? La pollution, alors que 30% des rivières chinoises sont maintenant très polluées. Les chinois voulaient essayer de sauvegarder l'espèce dans un lac, artificiellement, mais il était trop tard (source).

Il s'agit du premier Cétacé humain déclaré éteint à cause des humains. Jeremy Laurance explique pour The Independent que l'expédition partie pendant 6 semaines à sa recherche n'en a pas trouvé un seul. Et cette extinction est maintenant confirmée dans le journal de la Royal Society, Biology Letters. Le nombre croissant de cargos parcourant le Yang-Ze, ainsi que les filets de pêcheurs emprisonnant les dauphins, sont au banc des accusés.

En 50 ans, selon le journaliste, c'est le premier animal vertébré à s'éteindre, et seulement la 4ième famille de mammifères à disparaître depuis Christophe Colomb (auparavant, ce fut le lémurien géant de Madagascar, au XVIIème siècle; la musaraigne des Antilles, probablement à cause des rats accompagnant les expédition de Christophe Colomb; et enfin le tigre de Tasmanie - le dernier est mort en captivité en 1936).

Pour un des membres de l'expédition, le biologiste Sam Turvey de la société de zoologie de Londres, cette perte est une tragédie: "elle représente la disparition d'une branche complète dans l'évolution de l'arbre de vie. Cela met bien en avant que nous n'avons pas encore pris nos complètes responsabilités en tant que gardiens de la planète". C'est le moins que l'on puisse

dire. D'autant qu'à ce rythme, c'est aussi l'alligator de Chine qui est menacé, le marsouin, mais aussi le "poisson spatule", qui peut faire jusqu'à 7 mètres de longs et qui n'a pas été vu en Chine depuis 2003. Il faudrait que cette disparition donne un réel signal d'alarme!

Plus concrètement, l'expédition de décembre dernier a croisé un cargo tous les 800 mètres (19830 bateaux sur 1669 km parcourus). Le dauphin se déplaçait à l'aide de son sonar (la vue est inutile dans les eaux troubles), mais le trafic sur le fleuve est tel que celui-ci ne pouvait plus fonctionner, étant fortement assourdi, sans parler du risque d'être blessé par les hélices. Un dixième de la population mondiale vit aujourd'hui dans le bassin du Yangtsé. Le baiji, lui, y vivait depuis plus de 20 millions d'années.(source)

Plus d'informations:

Reportage sur l'expédition sur <http://www.baiji.org>

Source : <http://ecopolit.eu.80/2007/08/08/le-dauphin-blanc-de-chine-sest-eteint/>

Enews 9 août 2007 :

Bulletin électronique SPÉCIAL de Survival International(France)

Le 9 août, journée internationale des Nations unies consacrée aux peuples indigènes, Survival a remis aux représentations diplomatiques paraguayennes de Paris, Londres, Madrid, Berlin et Bruxelles, une pétition de 57 000 signatures en soutien aux Ayoreo, le dernier groupe d'Indiens isolés d'Amérique latine vivant en dehors du bassin amazonien.

Leur territoire est presque entièrement aux mains de puissants propriétaires terriens qui abattent la forêt pour y pratiquer l'élevage à grande échelle, obligeant les Indiens à fuir de plus en plus loin pour éviter les bulldozers.

Pour en savoir plus et voir les photos de la remise des pétitions :

<http://survivalfrance.org/news.php?id=2617>

Une parcelle a été détruite en Ardèche, selon le collectif anti-OGM du département. Une action non revendiquée. Dans le Lot, les funérailles du cultivateur qui s'était suicidé dimanche, ont eu lieu cet après-midi.

Par Libération.fr, avec Reuters

LIBERATION.FR : jeudi 9 août 2007

Une parcelle de maïs transgénique a été détruite dans la nuit de lundi à mardi dans un champ à Lussas, dans l'Ardèche, a affirmé jeudi le collectif anti-OGM du département. Une partie de la parcelle, soit environ 17000 pieds de maïs, a été neutralisée. Le propriétaire a porté plainte pour destruction de biens. «Nous ne revendiquons pas cette action, a déclaré à Reuters Olivier Keller, responsable du dossier OGM à la Confédération paysanne. Depuis le début de l'été, nous sommes dans une démarche de négociation avec les paysans concernés pour les convaincre de rompre leur contrat avec le semencier Limagrain.»

Cette action a suivi le suicide le 5 août d'un cultivateur du Lot, où des anti-OGM devaient tenir un pique-nique devant sa parcelle de maïs OGM. Près de 600 personnes ont d'ailleurs assisté jeudi après-midi à une messe à Girac, en mémoire de l'éleveur-agriculteur. Seule une

centaine de personnes, dont la préfète du Lot et le secrétaire général du ministère de l'Agriculture, ont pu pénétrer vers 15 heures dans l'église, trop exigüe, quelque 500 autres attendant l'heure des obsèques de l'agriculteur devant l'édifice. Après la messe, l'éleveur suicidé devait être inhumé dans la plus stricte intimité familiale. Le reste de l'assistance devait se rendre vers le champ où l'éleveur s'est pendu à un arbre afin d'y déposer une gerbe. Selon des chiffres publiés début juillet par le ministère de l'Agriculture après des années de secret, on a cultivé quatre fois plus de maïs OGM cette année en France qu'en 2006. Les surfaces de maïs transgénique atteignent 19.800 hectares - contre environ 5.000 l'an dernier - comparés à 1,4 million d'hectares de maïs conventionnel plantés en 2007. Ce chiffre a été établi à partir des déclarations obligatoires faites par les agriculteurs et les opérateurs qui utilisent des semences transgéniques autorisées à la commercialisation dans l'Union européenne.

Le documentaire de Leonardo DiCaprio sur l'environnement et le réchauffement climatique sort en salle aux Etats-Unis

14/08/2007

(Par Sandra BESSON)

Fatigué des rapports toujours plus sombres et sans espoir concernant le réchauffement climatique ? Voici quelque chose de nouveau qui nous vient du roi des écolo d'Hollywood, Leonardo DiCaprio : on peut toujours espérer un futur meilleur.

Le documentaire de Leonardo DiCaprio, très engagé pour l'environnement, intitulé « The 11th Hour », soit La onzième heure, est sorti en salle vendredi aux Etats-Unis, et même si le film commence avec un aperçu très sombre des problèmes d'environnement tels que le réchauffement climatique, le reste du documentaire qui dure 90 minutes est consacré à la suggestion de moyens pour guérir et protéger l'environnement, via l'action des individus, des gouvernements et des corporations.

« Il aurait été assez facile de faire un film qui ne soit que sur des scénarios sans espoir, mais les gens ont besoin de quitter le cinéma en sentant qu'ils sont responsables et en ayant envie de faire un choix simple pour être actif dans ce mouvement pour l'environnement » a déclaré Leonardo DiCaprio.

D'après Kenny Ausubel, un des créateurs du groupe Bioneers, qui a participé au documentaire de Leonardo DiCaprio a déclaré : « les solutions sont là. Nous savons déjà ce que nous devons faire dans la plupart des cas, et même si nous ne le savons pas, nous savons vers quelle direction nous devons aller ».

Le documentaire « Une vérité qui dérange » de l'ancien vice-président des Etats-Unis, Al Gore, sorti en 2006, qui était dans la lignée de la lutte depuis 20 ans de l'homme politique contre le réchauffement climatique, a retenu l'attention des individus du monde entier et a gagné deux Oscars.

Leonardo DiCaprio, Kenny Ausubel et les productrices du documentaire « the 11th hour » (les sœurs Leila Connors Petersen et Nadia Connors) pensent que le documentaire d'Al Gore, Une vérité qui dérange a aider à ouvrir l'esprit de nombreuses personnes, de gouvernements et de dirigeants d'entreprises qui se moquaient de l'idée du réchauffement climatique.

Même le président des Etats-Unis, George W. Bush, qui a résisté à de nombreuses initiatives environnementales a récemment appelé les nations industrialisées à développer un plan pour réduire les émissions de dioxyde de carbone qui mènent au réchauffement climatique.

Les réalisateurs du film espèrent que le débat sur le réchauffement climatique se concentrera

de plus en plus sur les solutions.

Leonardo DiCaprio, qui a produit le film, est le narrateur du documentaire qui pose des questions. Différents experts répondent à ces questions, et parmi eux on trouve le physicien Stephen Hawking ou encore l'ancien Premier Ministre de l'Union Soviétique, Mikhail Gorbachev.

L'acteur Leonardo DiCaprio a déclaré que son intérêt pour l'environnement datait de son enfance pendant laquelle il regardait de nombreux documentaires à propos de la destruction des forêts tropicales et des habitats de populations animales.

En tant qu'adulte -il a aujourd'hui 32 ans- il a appris de nombreux éléments à propos du réchauffement climatique, a été frustré de voir le manque d'actions politiques aux Etats-Unis sur le sujet, et a développé un fort activisme pour l'environnement.

Il vit dans une maison alimentée par l'énergie solaire et conduit une voiture hybride. Il a déclaré qu'il savait que beaucoup de personnes ne peuvent pas s'acheter ce genre de produits et affirme qu'acheter des ampoules à faibles consommations ou se procurer des appareils qui consomment peu d'énergie sont des moyens peu coûteux d'aider à réduire les émissions de carbone.

Une façon encore moins coûteuse est de soutenir les politiciens qui veulent agir pour l'environnement, a ajouté Leonardo DiCaprio.

<http://www.actualites-news-environnement.com/11226-leonardo-dicaprio-environnement-documentaire.html>

13 août 2007

Les coraux disparaissent plus vite que l'Amazonie!(Agence Science-Press) -

On savait les récifs de coraux menacés, mais pas à ce point. Ceux de l'océan Indien et de l'océan Pacifique disparaîtraient deux fois plus vite que les forêts tropicales humides.

C'est ce qui ressort du premier « recensement » des coraux de la région dite indo-Pacifique, qui abrite 75% des coraux de la planète.

Rappel : un récif de corail est, à lui seul, un petit écosystème. Autour des minéraux s'agglutinent un milieu vivant très prolifique, allant des plus petits végétaux jusqu'aux poissons. Un indicateur-clef de la bonne santé d'un récif peut donc être l'étendue qui en est recouverte de corail.

John Bruno et Elizabeth Selig, de l'Université de Caroline du Nord à Chapel Hill, ont utilisé cet indicateur comme base de départ. Ils ont pour cela rassemblé des données provenant de 6000 études consacrées à l'évolution de 2600 récifs entre 1968 et 2004. Et leur conclusion est inquiétante : la surface couverte par le corail a diminué de 1% par année entre 1968 et 2004. En comparaison, les forêts tropicales humides ont reculé de 0,4% par année entre 1990 et 1997, selon une étude parue l'an dernier dans Science.

La même statistique, si on l'exprime différemment, donne ceci : au début des années 1980, lit-on dans PLoSOne (Public Library of Science), 40% des récifs étaient couverts de corail vivant. En 2003, ce n'était plus que 20%.

Or, un récif sans corail n'est pas seulement moins accueillant pour la faune sous-marine locale. Il s'érode plus vite, sous l'action des courants marins. Et plus sa taille diminue, moins on a de chances de voir un jour cet écosystème revenir à son état original.

L'autre région du monde riche en coraux, la mer des Antilles, n'est guère mieux lotie. Elle a fait l'objet d'études longtemps avant les coraux de la région indo-Pacifique, et celles-ci ont évalué les pertes à 1,5% par année.

Qu'en est-il des récifs « protégés » par l'humain? Peu de différences. « Les récifs mieux gérés s'en sortent indéniablement mieux en terme de population de poissons, mais pas en terme de couverture de corail », résume Elizabeth Selig pour le New Scientist. Ce qui tend à démontrer, au cas où on en douterait, que le réchauffement planétaire fait sentir son empreinte partout, peu importent les efforts de conservation des humains
<http://www.sciencepresse.qc.ca:80/node/18200>

Manger de la viande est un acte cruel

Chaque année, dans l'ensemble du monde, 45 milliards d'animaux sont tués pour nourrir les hommes. En France p.ex., il s'agit de 771 961 000 gallinacés, 25 852 827 porcs, 78 483 000 dindes et canards, 5 708 544 ovins, 843 276 caprins et 36 645 équidés, soit un total de 928 996 923 animaux*..

Les animaux accusent :

"Si nous devons endurer tant de souffrances, c'est parce que 90% des hommes mangent de la viande »

Dans la chambre de torture des poules :

« Notre brève existence de poules pondeuses se passe dans des hangars clos, sans fenêtres, tassées dans des cages empilées parfois sur 8 niveaux et dans lesquelles 22 poules se partagent 1m². L'odeur y est insoutenable. Après 1 an à 1an^{1/2} passés dans nos cellules, nous ne sommes plus rentables à vos yeux et c'est pourquoi nous prenons alors le chemin de vos marmites.

Pourtant, environ 1/5 d'entre nous ne parvient même pas jusque-là. Elles ne survivent pas à ce traitement et meurent du stress subi, d'infections ou de maladies osseuses, etc... »

Dans la prison des veaux :

« Notre vie durant, nous sommes enfermés entre 2 cloisons, dans un espace d'1m² où nous pouvons à peine bouger jusqu'à notre assassinat que vous nommez abattage. Il faut bien que ceux qui nous élèvent rentabilisent leur exploitation ! Le lait maternel dont nous sommes privés est remplacé par un liquide blanchâtre et gras composé de poudre de lait maigre, de suif, de graisse de baleine et de beaucoup de sel. Ce breuvage affreusement salé nous donne cons-tamment soif, mais comme nous ne recevons rien d'autre, nous buvons toujours plus de ce liquide salé. Nous engraissons ainsi très vite pour atteindre le poids idéal à notre abattage. Pendant notre brève existence, jamais il ne nous est donné l'occasion de voir l'herbe verte des prés. C'est seulement sur le chemin qui nous conduit à la mort que nous pouvons apercevoir le soleil pour la 1ère fois....

Dans les ghettos des porcs :

« Nous, les porcs, nous sommes enfermés dans l'obscurité par groupes de 80 à 200. Le sol sur lequel nous reposons est grillagé, sans paille, ce qui nous procure des douleurs intolérables au niveau des articulations. Nous ne sommes pas considérés comme des êtres qui souffrent, mais traités comme de la marchandise : Pour renouveler et rentabiliser au mieux la marchandise-viande, les truies sont inséminées artificiellement.

Ensuite, elles végètent pendant 3 mois ^{1/2} dans un réduit, sans lumière. Pour mettre bas, on les sangle dans des enclos prévus à cet effet. Elles peuvent à peine bouger, uniquement se lever et se coucher, de sorte qu'elles sont quasiment dans l'impossibilité de s'occuper de leurs petits ».

Dans les cellules de la mort des dindes :

« Nous, les dindes élevées de façon industrielle, notre souffrance est plus grande encore que celle de nos frères les poulets. Afin que nous devenions d'appétissantes volailles bien dodues,

on nous fait subir un engraissement intensif de telle sorte que nos os peinent de plus en plus à supporter notre corps devenu trop lourd. Nos pattes s'atrophient et se déforment sous le poids de la chair. Après 6 mois d'un tel traitement, nous ne pouvons plus nous tenir debout et nous nous affaïssons constamment sur nos pattes.

Sans ménagement, c'est-à-dire sans anesthésie on nous coupe le bec comme on le fait aussi aux poules et aux canards. Cette mutilation provoque douleurs et irritations incessantes.

Imaginez que l'on vous coupe les lèvres, à vous les hommes. »

Vous mangez nos bébés :

« Vous, les hommes, vous vous considérez comme le « sommet de la création » et pourtant vous n'arrêtez pas de nous considérer, nous les animaux, comme de simples produits de consommation. Vous vous repaissez de la chair de nouveaux-nés ! Regardons les faits : beaucoup d'animaux pourraient vivre jusqu'à l'âge de 20 ou même 40 ans, si l'homme ne mettait pas prématurément fin à leurs jours de manière ô combien brutale. Tout consommateur de viande devrait s'en souvenir au moment où il pique sa fourchette dans son assiette. Ce qui s'y trouve et qu'il s'apprête à porter à sa bouche, c'est bien souvent la chair d'un bébé. »

« Nous, les poules, par exemple, notre durée de vie naturelle est normalement de 20 ans mais vous ne nous laissez vivre que 5 à 6 semaines et tout au plus 1 an et demi, si vous nous destinez à être des poules pondeuses. Les poussins mâles, considérés comme des sous-produits inutiles et indésirables, ne vivent eux que quelques instants, avant d'être jetés vivants dans le hachoir à viande. »

« Nous, les cochons, nous pourrions vivre jusqu'à 20 ans, mais comme vous voulez notre chair, vous mettez brutalement fin à notre vie, bien que nous n'ayons que 5 mois ! »

« Nous, les vaches, nous avons une longue vie qui dure normalement jusqu'à 30 ans. Certaines d'entre nous réussissent même à atteindre les 60 ans. Cependant, vous les amateurs de chair tendre, la plupart du temps vous nous abattez alors que nous ne sommes encore que de petits veaux, des bébés âgés de 3 à 5 mois.

Une vache laitière, elle, comme bonne productrice de lait a le droit de vivre 5 ans mais un taureau n'a pas cette chance. Il ne peut vivre que 18 à 20 mois. »

<http://www.vie-universelle.org/francais/tiere/massentierhaltung.html>

Vie Universelle, B.P. 5643, D-97006 Würzburg, Allemagne

Tel. (+49) 931 / 3903-0, Fax: (+49) 0931 / 3903-233

Vie Universelle, B.P. 326, 75365 Paris Cedex 08

eMail: info@universelles-leben.org,

Une campagne pour sauver près de 200 espèces d'oiseaux en voie de disparition

Le 17 août 2007 Presse Canadienne

Un mouvement international de défense des animaux, Birdlife International, vient de lancer une campagne destinée à sauver près de 200 espèces d'oiseaux du monde entier en voie de disparition.

Birdlife International, dont le siège se trouve en Grande-Bretagne, a lancé jeudi une souscription, invitant particuliers, entreprises et associations de défense de l'environnement à donner de l'argent. Birdlife, un partenariat d'organisations non gouvernementales du monde entier, espère recueillir quelque 28,5 millions d'euros d'ici cinq ans pour protéger l'habitat des espèces concernées, soulignant la nécessité d'agir vite.

Vingt-et-une espèces d'oiseaux ont déjà disparu depuis le début des années 70, principalement

en raison du braconnage, de la destruction de leur habitat naturel et de l'industrialisation, dont le pouli et la corneille de Hawaï ou l'ara de spix.

Les premiers oiseaux à bénéficier du programme concernant au total 189 espèces seront l'outarde du Bengale au Cambodge, le paruline de Belding au Mexique, le francolin à Djibouti, le grisin du Restinga au Brésil. Leur habitat s'est rétréci et il n'en existe plus que quelques centaines: ces espèces sont menacées d'extinction à court terme si rien n'est fait. Selon Mike Rands, directeur de Birdlife International, la campagne lancée jeudi représente "un énorme défi, mais nous sommes déterminés dans nos efforts pour sauver les oiseaux du monde entier". Parmi les espèces particulièrement menacées figurent l'échasse noire, un oiseau de Nouvelle-Zélande ou encore le merle du Teita, au Kenya.

D'autres comme le vautour royal sont encore répandus en Asie, où on en compte encore quelques milliers. Mais leur population a diminué de façon dramatique, plus de 80% en seulement trois décennies.

"Nous avons tous un impact négatif sur l'environnement, et nous avons tous un peu de sang sur les mains quand une espèce s'éteint", affirme Stuart Butchart, coordinateur du programme de sauvegarde. "Chacun peut jouer son rôle dans l'atténuation de ces effets et la sauvegarde des espèces de l'extinction", ajoute-t-il.

Les fonds collectés, selon Birdlife, serviront également à mettre sur pied des programmes d'information sur l'environnement, définir des programmes de protection, créer des zones protégées, recenser les populations d'oiseaux et les menaces pesant eux.

"Il s'agit de recueillir des fonds et les répartir sur les gens et organisations sur le terrain capables de faire la différence pour ces espèces en voie d'extinction. C'est la première fois qu'une telle démarche est menée de façon aussi globale et coordonnée", précise M. Butchart.

http://www.matin.qc.ca/articles/20070817062117/une_campagne_pour_sauver_pres_200_espèces_oiseaux_voie_disparition.html

Le site en anglais : <http://www.birdlife.org/>

Les biocarburants contestés

LE MONDE POUR MATINPLUS | 05.06.07

Depuis la mise en place d'un plan de développement des biocarburants par la France, en 2005, les agriculteurs de l'Hexagone ne jurent plus que par ce nouveau débouché. Son essor a, pour la profession, un avantage de taille : dégager un horizon obscurci par les perspectives de diminution des subventions européennes à l'agriculture. Au risque, parfois, de rendre les responsables agricoles sourds aux débats suscités par les biocarburants en matière de coût, de manque de compétitivité (comparé à la canne à sucre brésilienne), de concurrence avec la production alimentaire, de risques pour l'environnement...

Les biocarburants font désormais l'objet d'un débat très vif, au point que les écologistes ne parlent plus que d'"agrocarburants", le préfixe "bio" pouvant être confondu avec celui de l'agriculture biologique, laissant penser que les carburants d'origine végétale protègent l'environnement, ce qui est de plus en plus contesté. L'Europe a procédé à une consultations sur le thème de la "viabilité environnementale" des biocarburants. Selon l'Agence européenne de l'environnement, plusieurs précautions doivent accompagner leur développement, comme le maintien de 3 % des terres en jachère, la conversion de 30 % des surfaces à une agriculture respectueuse de l'environnement d'ici à 2030, ou l'adaptation des variétés afin de diminuer

l'érosion des sols et l'apport de produits chimiques.

Jusqu'à une date récente, les promoteurs des biocarburants n'avaient pour adversaires que les grands groupes pétroliers, inquiets pour leur monopole de fournisseurs de carburants. Les transports, qui représentent globalement 26 % des émissions de gaz à effet de serre, dépendent à 98 % des combustibles fossiles.

Les agriculteurs ont malgré tout réussi à convaincre les pouvoirs publics de l'intérêt des biocarburants. La France s'est fixé des objectifs d'incorporation de carburants végétaux, dans le gazole (diesel) ou l'essence, de 10 % d'ici à 2015, un chiffre plus élevé que la cible retenue à l'échelle européenne (5,75 % en 2010). Il en existe deux types : le biodiesel, fabriqué à partir d'oléagineux (tournesol, colza, soja, palme, arachide) et l'éthanol, qui provient de la canne à sucre, de la betterave à sucre ou du maïs.

Pour les pays européens, la production de biocarburants, outre le nouveau débouché offert aux agriculteurs, présente un autre avantage : une moindre dépendance à l'égard du pétrole. Sur le plan environnemental, ils sont censés favoriser la diminution des émissions de gaz à effet de serre : l'absorption du gaz carbonique (CO₂) par la plante, pendant sa pousse, compenserait l'émission du même CO₂ par la combustion des biocarburants. En fait, le bilan global varie selon les plantes, les régions du monde et les méthodes de culture, et doit prendre en compte les émissions "du champ à la roue", en comptabilisant les émissions liées à l'utilisation d'engrais, au transport, à la transformation des produits...

Les écologistes dénoncent aussi l'impact sur la biodiversité. Aujourd'hui, les biocarburants ne représentent que 1 % de la consommation mondiale des transports routiers. Mais les effets de leur développement se font déjà fortement sentir. Sur les cours du maïs ou du soja, dopés par la demande, et sur les surfaces cultivables disponibles. "Il faudrait deux planètes pour remplir les estomacs, remplir les réservoirs, et préserver l'avenir de la biodiversité", résume Michel Griffon, responsable du département agriculture et développement durable de l'Agence nationale de la recherche.

En Asie du Sud-Est, des forêts tropicales humides sont détruites pour laisser à la place à des plantations de palmiers à huile, faisant disparaître de précieux "puits de carbone". Au Brésil, les plantations de soja gagnent du terrain sur la forêt amazonienne, "poumon" de la planète.

Aux Etats-Unis, les cultures de maïs destinées à la fabrication d'éthanol nécessitent l'exploitation de nappes d'eau fossiles. En Europe, les biocarburants sont cultivés sur des zones autrefois laissées en jachère, utiles au maintien de la biodiversité. Enfin, la culture de ces plantes nécessite l'utilisation d'engrais et de pesticides polluants. Des organisations écologistes européennes réclament aujourd'hui un moratoire, en attendant le développement de biocarburants de deuxième génération, plus performants et respectueux de l'environnement. Mais l'agro-industrie pourra-t-elle attendre une ou deux décennies ?

Gaëlle Dupont

<http://www.lemonde.fr:80/web/article/0,1-0@2-3244,36-918907@51-945286,0.html>

300 000 suicides aux pesticides en Asie !

Le suicide aux pesticides fait 300 000 morts par an dans les campagnes asiatiques

LE MONDE 15.08.07

Les pesticides de la famille des organophosphorés font de nombreuses victimes dans les pays en développement. Moins par empoisonnement accidentel, même si le problème existe, que par leur utilisation lors de tentatives de suicide.

Dans un article mis en ligne, mercredi 15 août, sur le site de la revue The Lancet, Michael Eddleston, du Bureau écossais d'information sur les poisons, et trois autres chercheurs en toxicologie, se basant sur des études existantes, rapportent que 300 000 personnes meurent chaque année dans les campagnes asiatiques en ingérant volontairement des pesticides. Deux fois sur trois, il s'agit de composés organophosphorés, les plus répandus.

Dans ces zones rurales d'Asie, on estime à 500 000 le nombre de décès par suicide. Dans 60 % des cas, le moyen utilisé est l'absorption de pesticides. Ces empoisonnements ne sont pas bien pris en charge sur le plan médical et de 15 à 30 % des tentatives de suicide aux organophosphorés provoquent le décès. Généralement, les victimes sont admises dans des hôpitaux locaux dénués d'équipements spécialisés et dans lesquels les antidotes, lorsqu'ils existent, sont peu employés.

Fruits d'une recherche sur les gaz de combat entamée lors de la seconde guerre mondiale, les pesticides organophosphorés, comme le malathion, se sont substitués, dans les années 1970, aux organochlorés, dont le chef de file, le DDT, faisait l'objet d'interdictions. Moins toxiques que le DDT et très efficaces, ils sont employés dans le monde entier.

HOSTILITÉ DES INDUSTRIELS

Les organophosphorés inhibent certaines enzymes, notamment l'acétylcholinestérase. Cela se traduit par une accumulation d'acétylcholine (un neurotransmetteur) et une stimulation excessive des récepteurs de l'acétylcholine à divers niveaux du système nerveux. Ces perturbations entraînent des troubles digestifs (vomissements, diarrhée, crampes abdominales) et cardiovasculaires (troubles du rythme, modification de la tension). Après une absorption massive, les personnes meurent souvent d'une défaillance respiratoire qui provoque l'asphyxie.

A la toxicité connue peuvent s'ajouter des facteurs aggravants, par exemple une modification chimique du produit, due aux conditions de stockage, ou, dans certains pays, d'une concentration élevée en principe actif.

Outre les classiques manoeuvres de réanimation, le traitement fait généralement appel à l'atropine, un antidote classique qui se fixe sur certains récepteurs de l'acétylcholine dans le système nerveux, et à un composé organique azoté qui réactive l'acétylcholinestérase. D'autres médicaments sont parfois utilisés, que ce soit les benzodiazépines ou le sulfate de magnésium. Les auteurs de l'article rappellent qu'il n'existe pas d'étude établissant la supériorité d'un type de traitement sur les autres. Michael Eddleston et ses collègues espèrent donc que, "dans la décennie qui vient, les faits établis par la recherche persistante en Asie contribueront finalement à une ligne de conduite claire sur la façon de traiter l'empoisonnement aux organophosphorés".

Les chercheurs redoutent cependant que "des pesticides organophosphorés se révèlent difficiles à traiter avec les traitements actuels, ce qui impliquerait que l'interdiction de certains pesticides soit la seule méthode pour réduire significativement le nombre de décès après empoisonnement". Une solution qui risque de se heurter à l'hostilité des industriels de la chimie.

Paul Benkimoun

Article paru dans l'édition du Monde du 16.08.07

La mort des abeilles met la planète en danger

[20/08/07]

Les abeilles s'éteignent par milliards depuis quelques mois. Leur disparition pourrait sonner le

glas de l'espèce humaine.

C'est une incroyable épidémie, d'une violence et d'une ampleur faramineuse, qui est en train de se propager de ruche en ruche sur la planète. Partie d'un élevage de Floride l'automne dernier, elle a d'abord gagné la plupart des Etats américains, puis le Canada et l'Europe jusqu'à contaminer Taiwan en avril dernier. Partout, le même scénario se répète : par milliards, les abeilles quittent les ruches pour ne plus y revenir. Aucun cadavre à proximité. Aucun prédateur visible, pas plus que de squatter pourtant prompt à occuper les habitats abandonnés. En quelques mois, entre 60 % et 90 % des abeilles se sont ainsi volatilisées aux Etats-Unis où les dernières estimations chiffrent à 1,5 million (sur 2,4 millions de ruches au total) le nombre de colonies qui ont disparu dans 27 Etats. Au Québec, 40 % des ruches sont portées manquantes.

En Allemagne, selon l'association nationale des apiculteurs, le quart des colonies a été décimé avec des pertes jusqu'à 80 % dans certains élevages. Même chose en Suisse, en Italie, au Portugal, en Grèce, en Autriche, en Pologne, en Angleterre où le syndrome a été baptisé << phénomène <> >>, du nom du navire dont l'équipage s'est volatilisé en 1872. En France, où les apiculteurs ont connu de lourdes pertes depuis 1995 (entre 300.000 et 400.000 abeilles chaque année) jusqu'à l'interdiction du pesticide incriminé, le Gaucho, sur les champs de maïs et de tournesol, l'épidémie a également repris de plus belle, avec des pertes allant de 15 % à 95 % selon les cheptels.

<< Syndrome d'effondrement >>

Légitimement inquiets, les scientifiques ont trouvé un nom à la mesure de ces désertions massives : le << syndrome d'effondrement >> - ou << colony collapse disorder >>. Ils ont de quoi être préoccupés : 80 % des espèces végétales ont besoin des abeilles pour être fécondées. Sans elles, ni pollinisation, et pratiquement ni fruits, ni légumes. << Trois quart des cultures qui nourrissent l'humanité en dépendent >>, résume Bernard Vaissière, spécialiste des pollinisateurs à l'Inra (Institut national de recherche agronomique). Arrivée sur Terre 60 millions d'année avant l'homme, Apis mellifera (l'abeille à miel) est aussi indispensable à son économie qu'à sa survie. Aux Etats-Unis, où 90 plantes alimentaires sont pollinisées par les butineuses, les récoltes qui en dépendent sont évaluées à 14 milliards de dollars.

Faut-il incriminer les pesticides ? Un nouveau microbe ? La multiplication des émissions électromagnétiques perturbant les nanoparticules de magnétite présentes dans l'abdomen des abeilles ? << Plutôt une combinaison de tous ces agents >>, assure le professeur Joe Cummins de l'université d'Ontario. Dans un communiqué publié cet été par l'institut Isis (Institute of Science in Society), une ONG basée à Londres, connue pour ses positions critiques sur la course au progrès scientifique, il affirme que << des indices suggèrent que des champignons parasites utilisés pour la lutte biologique, et certains pesticides du groupe des néonicotinoïdes, interagissent entre eux et en synergie pour provoquer la destruction des abeilles >>. Pour éviter les épandages incontrôlables, les nouvelles générations d'insecticides enrobent les semences pour pénétrer de façon systémique dans toute la plante, jusqu'au pollen que les abeilles rapportent à la ruche, qu'elles empoisonnent. Même à faible concentration, affirme le professeur, l'emploi de ce type de pesticides détruit les défenses immunitaires des abeilles. Par effet de cascade, intoxiquées par le principal principe actif utilisé - l'imidaclopride (dédouané par l'Europe, mais largement contesté outre-Atlantique et en France, il est distribué par Bayer sous différentes marques : Gaucho, Merit, Admire, Confidore, Hachikusan, Promise, Advantage...) -, les butineuses deviendraient vulnérables à l'activité insecticide d'agents pathogènes fongiques pulvérisés en complément sur les cultures.

Butineuses apathiques

Pour preuve, estime le chercheur, des champignons parasites de la famille des Nosema sont présents dans quantités d'essaïms en cours d'effondrement où les butineuses, apathiques, ont été retrouvées infectées par une demi-douzaine de virus et de microbes.

La plupart du temps, ces champignons sont incorporés à des pesticides chimiques, pour combattre les criquets (*Nosema locustae*), certaines teignes (*Nosema bombycis*) ou la pyrale du maïs (*Nosema pyrausta*). Mais ils voyagent aussi le long des voies ouvertes par les échanges marchands, à l'image de *Nosema ceranae*, un parasite porté par les abeilles d'Asie qui a contaminé ses congénères occidentales tuées en quelques jours.

C'est ce que vient de démontrer dans une étude conduite sur l'ADN de plusieurs abeilles l'équipe de recherche de Mariano Higes installée à Guadalajara, une province à l'est de Madrid réputée pour être le berceau de l'industrie du miel espagnol. « Ce parasite est le plus dangereux de la famille, explique-t-il. Il peut résister aussi bien à la chaleur qu'au froid et infecte un essaim en deux mois. Nous pensons que 50 % de nos ruches sont contaminées. » Or l'Espagne, qui compte 2,3 millions de ruches, est le foyer du quart des abeilles domestiques de l'Union européenne.

L'effet de cascade ne s'arrête pas là : il jouerait également entre ces champignons parasites et les biopesticides produits par les plantes génétiquement modifiées, assure le professeur Joe Cummins. Il vient ainsi de démontrer que des larves de pyrale infectées par *Nosema pyrausta* présentent une sensibilité quarante-cinq fois plus élevée à certaines toxines que les larves saines. « Les autorités chargées de la réglementation ont traité le déclin des abeilles avec une approche étroite et bornée, en ignorant l'évidence selon laquelle les pesticides agissent en synergie avec d'autres éléments dévastateurs », accuse-t-il pour conclure. Il n'est pas seul à sonner le tocsin. Sans interdiction massive des pesticides systémiques, la planète risque d'assister à un autre syndrome d'effondrement, craignent les scientifiques : celui de l'espèce humaine. Il y a cinquante ans, Einstein avait déjà insisté sur la relation de dépendance qui lie les butineuses à l'homme : « Si l'abeille disparaissait du globe, avait-il prédit, l'homme n'aurait plus que quatre années à vivre. »

PAUL MOLGA

<http://www.lesechos.fr/info/energie/4611614.htm>

suite au « Début du chaos-2 » (à venir)

Vous avez déjà un petit échantillonnage sur les « réussites » humaines et ce qu'elles ont apporté. Ne présumons pas sur les « impossibilités » hautement prévisibles des conséquences des flux financiers fous, de la surpopulation galopante, de la conscience hautement éclairée (sic) de nos dirigeants et « guides » (re-sic) toutes spécialités confondues : les spécialistes de ceci, les spécialistes de cela, les grandes écoles de commerce et autres « professeurs », les prévisionnistes de tous crins, les investisseurs, tous ceux qui, normalement, devraient **prévoir**.

Sans oublier le Citoyen « Lambda », plus soucieux de se pâmer devant la « star'ac » que sur quelques livres édifiants ou les programmes d'Arte. Une chaîne de télé « barbante », dixit notre citoyen en question. Un citoyen qui a pondu bravement ses 3 ou 4 gosses et qui prétend « les aimer »... Mais qui devront survivre sur une planète partant à vau-l'eau dans une foire d'empoigne généralisée. Bel et tendre « amour » !

Réduisons donc les fonctionnaires, rendons nos hôpitaux « rentables », supprimons donc ce que pourquoi des millions de gens, dans le passé, se sont battus. Matraquage, emprisonnement, passage à tabac, assassinat, torture, licenciement, tout ça pour rien. N'oublions pas la zizique, la baballe, et la sortie en boîte du samedi soir !

« Du pain et des jeux »... Mais farine OGM, margarine aux huiles douteuses, Télévisions aux ordres. Il y a plus de suicides que de morts sur les routes, mais chut ! Silence !

Autant s'habituer...

05/02/08